104e ANNÉE
VOL. 104

N° 7
1497

OFF
A11F8
G3/
Ex. 2

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 19 février 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, February 19, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
28 FÉV 1972
DU QUÉBEC

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Letters Patent

Acier Central de Montréal ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, 24, place Holtham, Hampstead, Normand Amyot, 1445, Couvrette, Saint-Laurent, et Sandor J. Klein, 6300, Lennox, app. 807, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de ferraille, acier et métal, sous le nom de « Acier Central de Montréal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2534, rue St-Patrick, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715298

Agence de voyages Soleil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Charles Desmarteau, homme d'affaires, Jeanne Hébert, femme d'affaires, épouse dudit Charles Desmarteau, et Charles Desmarteau fils, étudiant, tous trois de 414, Marie-Victorin, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes leurs spécialisations une ou des agences de réserve de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Agence de voyages Soleil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716068

Airlie Automotive and Auto Parts Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Rocco Recine, représentant, 7457A, Côme, Violando Lepore, constructeur, 7465,

Acier Central de Montréal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur I. Bronstein, 24 Holtham Place, Hampstead, Normand Amyot, 1445 Couvrette, Saint-Laurent, and Sandor J. Klein, 6300 Lennox, Apt. 807, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as scrap, steel and metal merchants, under the name of "Acier Central de Montréal ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 2534 St. Patrick Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715298

Agence de voyages Soleil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Desmarteau, businessman, Jeanne Hébert, businesswoman, wife of the said Charles Desmarteau, and Charles Desmarteau Jr., student, all three of 414 Marie Victorin, Boucherville, for the following purposes:

To operate one or several ticket reservation agencies and tourist offices in all their branches, under the name of "Agence de voyages Soleil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716068

Airlie Automotive and Auto Parts Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rocco Recine, salesman, 7457A Côme, Violando Lepore, builder, 7465 Côme, both of Saint-Léonard,

Côme, tous deux de Saint-Léonard, et Remo Recine, plombier, 9672, J. J. Gagnier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Airlie Automotive and Auto Parts Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9021, rue Airlie, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715952

Les aménagements Parc de la Montagne ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Brahm Gelfand, avocat, 5140, Mayfair, Penny Coley, 10250, Bois de Boulogne, app. 104, et Margaret Tucker, 10250, Bois de Boulogne, app. 101A, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Les aménagements Parc de la Montagne ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1115, rue Sherbrooke, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715427

Americana Film Distributing Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jean-Marie Blais, avocat, 327, des Prés, Laval, Hélène Roux, épouse de Michel Gagnon, 6994, 16e avenue, app. 3, et Lucille Matte, célibataire, 7094, 14e avenue, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer un commerce général de réclame, une agence de presse et de publicité, sous le nom de « Americana Film Distributing Company Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 210 ouest, rue St-Jacques, local 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715272

and Remo Recine, plumber, 9672 J. J. Gagnier, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles, motors and all their parts and accessories, under the name of "Airlie Automotive and Auto Parts Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9021 Airlie Street, Lasalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715952

Les aménagements Parc de la Montagne ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm Gelfand, advocate, 5140 Mayfair, Penny Coley, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 104, and Margaret Tucker, 10250 Bois de Boulogne, Apt. 101A, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Les aménagements Parc de la Montagne ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1115 Sherbrooke, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715427

Americana Film Distributing Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marie Blais, advocate, 327 des Prés, Laval, Hélène Roux, wife of Michel Gagnon, 6994, 16th Avenue, Apt. 3, and Lucille Matte, spinster, 7094, 14th Avenue, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general advertising, press agency and publicity business, under the name of "Americana Film Distributing Company Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 210 St. James Street West, Room 800, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715272

Amos Bar-B-Q Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Raymond D'Amours, acheteur, Lilianne Lanoue, restauratrice, épouse dudit Raymond D'Amours, tous deux de 41, 4e avenue ouest, et Toussaint Gaudreault, chauffeur, 802, 4e rue est, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Amos Bar-B-Q Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715760

Les antiquités du Château inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Poulin, antiquaire, Doris Poulin, épouse dudit Jean-Guy Poulin, tous deux de 1051, Notre-Dame, Lavaltrie, et Monique Drolet, épouse de Lucien Drolet, 60, Alain, Repentigny, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'objets d'antiquités, poteries, meubles antiques, peintures, et autres objets d'art, sous le nom de « Les antiquités du Château inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1053, rue Notre-Dame, Lavaltrie, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716248

Asphalte Chagnon ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Léo Chagnon, entrepreneur, 3145, Adélaide, Saint-Hubert, Jean-Marie Chagnon, 7, Mathieu, Saint-Basile, et Claude Proulx, Saint-Paul-d'Abbotsford, ces deux derniers journaliers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes, cultivateurs de graines et marchands de pierres, chaux, ciment, asphalte, sable, minerais, minéraux et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Asphalte Chagnon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Amos Bar-B-Q Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond D'Amours, purchaser, Lilianne Lanoue, restaurant proprietor, wife of the said Raymond D'Amours, both of 41, 4th Avenue West, and Toussaint Gaudreault, chauffeur, 802, 4th Street East, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Amos Bar-B-Q Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715760

Les antiquités du Château inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Poulin, antiquary, Doris Poulin, wife of the said Jean-Guy Poulin, both of 1051 Notre-Dame, Lavaltrie, and Monique Drolet, wife of Lucien Drolet, 60 Alain, Repentigny, the latter two housewives, for the following purposes:

To manufacture and deal in antique pottery, antique furniture, paintings and other objets d'art, under the name of "Les antiquités du Château inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1053 Notre-Dame Street, Lavaltrie, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716248

Asphalte Chagnon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Chagnon, contractor, 3145 Adélaide, St. Hubert, Jean-Marie Chagnon, 7 Mathieu, St. Basile, and Claude Proulx, St. Paul-d'Abbotsford, the latter two labourers, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen, seed growers, and as dealers in stone, lime, cement, asphalt, sand, ores, minerals and construction materials of all kinds, under the name of "Asphalte Chagnon ltée", with a total capital of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715864

L'association des étudiants du CEGEP de Thetford inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Théberge, 585, Dubé, Thetford Mines, Claude Gagnon, Disraëli, et Jean-Marie Dion, 10e rang, Plessisville, tous trois étudiants, pour les objets suivants:

Organiser, diriger, planifier toutes sortes d'activités des étudiants du CEGEP de Thetford Mines en général et plus particulièrement s'occuper de programmes de radio, d'un journal, d'un service d'entraide et de dépannage, sous le nom de « L'Association des étudiants du CEGEP de Thetford inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715340

Association des locataires de Place Bardy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lucille Webster, éducatrice, épouse de Jean-Guy Webster, 2125, Ledroit, Ghislaine Brousseau, épouse de Marcel Brousseau, 1830, Désilets, Raymonde Bélanger, épouse de Claude Bélanger, 1806, Désilets, toutes deux ménagères, Robert Couture, magasinier, 2031, Ledroit, app. 9, et André Rondeau, commis de bureau, 1860, Désilets, tous de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Association des locataires de Place Bardy inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716347

The head office of the company is at St. Hubert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715864

L'association des étudiants du CEGEP de Thetford inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Théberge, 585 Dubé, Thetford Mines, Claude Gagnon, Disraëli, and Jean-Marie Dion, 10th Range, Plessisville, all three students, for the following purposes:

To organize, direct and plan all kinds of activities for the students of the Thetford Mines CEGEP in general and more particularly concern themselves with radio programmes, a student newspaper, and a mutual cooperation and assistance service, under the name of "L'Association des étudiants du CEGEP de Thetford inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715340

Association des locataires de Place Bardy inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucille Webster, educator, wife of Jean-Guy Webster, 2125 Ledroit, Ghislaine Brousseau, wife of Marcel Brousseau, 1830 Désilets, Raymonde Bélanger, wife of Claude Bélanger, 1806 Désilets, both housekeepers, Robert Couture, store-keeper, 2031 Ledroit, Apt. 9, and André Rondeau, office clerk, 1860 Désilets, all of Québec, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the members, under the name of "Association des locataires de Place Bardy inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716347

L'association de tennis de la Mauricie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Massicotte, professeur, 5385, Beauvais, Trois-Rivières-Ouest, Maurice Béliveau, instructeur en natation, 647, 2e rue, Shawinigan, et Réjean Gagnon, étudiant, 816, 10e rue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Prendre toutes les mesures nécessaires afin de promouvoir les intérêts du tennis et de coordonner les activités des clubs de tennis de la région de la Mauricie, sous le nom de « L'association de tennis de la Mauricie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 1663-1971

L'association de tennis de la Mauricie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Massicotte, teacher, 5385 Beauvais, Trois-Rivières West, Maurice Béliveau, swimming instructor, 647, 2nd Street, Shawinigan, and Réjean Gagnon, student, 816, 10th Street, Grand'Mère, for the following purposes:

To take all necessary steps to promote the interests of tennis and to coordinate the activities of tennis clubs of the Mauricie region, under the name of "L'association de tennis de la Mauricie inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 1663-1971

Association pour la promotion des sports amateurs et la protection de l'environnement de Dalmas, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Brassard, professeur, Denis Goulet, ouvrier forestier, et Victor Veilleux, surveillant routier, tous trois de Saint-Augustin-de-Dalmas, pour les objets suivants:

Promouvoir et développer les loisirs sains et récréatifs, notamment par la pratique des sports amateurs, sous le nom de « Association pour la promotion des sports amateurs et la protection de l'environnement de Dalmas, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporations, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Augustin-de-Dalmas, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715465

Association pour la promotion des sports amateurs et la protection de l'environnement de Dalmas, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Brassard, teacher, Denis Goulet, forest worker, and Victor Veilleux, highway superintendent, all three of St. Augustin-de-Dalmas, for the following purposes:

To foster and develop recreational and wholesome leisure activities, principally through the practice of amateur sports, under the name of "Association pour la promotion des sports amateurs et la protection de l'environnement de Dalmas, inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at St. Augustin-de-Dalmas, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715465

Association Québecoise des professeurs de religion inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Morin, Saint-Louis-de-Pintendre, Maurice Paquet, 64,

Association Québecoise des professeurs de religion inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Morin, St. Louis-de-Pintendre, Maurice Paquet,

St-Georges, Lévis, et Vincent Tanguay, 34, Barras, Lauzon, tous trois professeurs, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Association Québecoise des professeurs de religion inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 3565, rue Jeanne-Mance, appartement 16, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716067

64 St. Georges, Lévis, and Vincent Tanguay, 34 Barras, Lauzon, all three teachers, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of the members, under the name of "Association Québecoise des professeurs de religion inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 3565 Jeanne-Mance Street, Apartment 16, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716067

Atelier L. Lebeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Laurent Lebeau, industriel, Germaine Paruitte, secrétaire, épouse dudit Laurent Lebeau, tous deux de 111, Maltais, Sept-Îles, et Paul Rondeau, conseiller en administration, 496, Lausanne, Rimouski, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de pièces automotives et industrielles, spécialités de ressorts et hydrauliques, sous le nom de « Atelier L. Lebeau inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $25 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 111, rue Maltais, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715909

Atelier L. Lebeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Lebeau, manufacturer, Germaine Paruitte, secretary, wife of the said Laurent Lebeau, both of 111 Maltais, Sept-Îles, and Paul Rondeau, management consultant, 496 Lausanne, Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in automotive and industrial parts, specializing in springs and hydraulics, under the name of "Atelier L. Lebeau inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $25 each and 3,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 111 Maltais Street, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715909

Auberge Le Baldaquin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, tous deux avocats, et Des Neiges Lanthier, secrétaire, fille majeure, 2150, de Maisonneuve, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer et administrer des établissements commerciaux pour la vente au détail de nourriture, victuailles, rafraîchissements et boissons alcooliques, sous le nom de « Auberge Le Baldaquin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Auberge Le Baldaquin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, both advocates, and Des Neiges Lanthier, secretary, spinster, 2150 de Maisonneuve, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To hold, rent and manage commercial facilities for the retailing of foodstuffs, refreshments and alcoholic beverages, under the name of "Auberge Le Baldaquin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, suite 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715841

Bernard Auger inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Guy St-Onge, 521, Lacerte, Trois-Rivières-Ouest, Yvon Martineau, 3155, Talbot, Trois-Rivières, et Wildy Guimond, Saint-Étienne-des-Grès, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Bernard Auger inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716053

Auto Weiss Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Herman Weiss, administrateur, Franz Weiss, expéditeur, et Caroline Moser, ménagère, épouse dudit Franz Weiss, tous trois du 9675, André Jobin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules motorisés, comprenant les automobiles et les motos-neige, pièces et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Auto Weiss Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 714692

Autos Normandin ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Almas Bouchard, garagiste, Marcel Munger, vendeur, et Jacques Bouchard, mécanicien, tous trois de Normandin, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715841

Bernard Auger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy St-Onge, 521 Lacerte, Trois-Rivières-Ouest, Yvon Martineau, 3155 Talbot, Trois-Rivières, and Wildy Guimond, Saint-Étienne-des-Grès, all three accountants, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Bernard Auger inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Louiseville, judicial district of Three Rivers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716053

Auto Weiss Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Herman Weiss, executive, Franz Weiss, shipper, and Caroline Moser, housewife, wife of the said Franz Weiss, all three of 9675 André Jobin, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles including automobiles and snowmobiles, auto parts and accessories, under the name of "Auto Weiss Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Mount Royal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 714692

Autos Normandin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Almas Bouchard, garage-keeper, Marcel Munger, salesman, and Jacques Bouchard, mechanic, all three of Normandin, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de camions, tracteurs, automobiles et toutes pièces et accessoires, sous le nom de « Autos Normandin ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715086

B.G.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Claude Dugas, 540, Ste-Thérèse, J.-H.-Denis Gagnon, 833, Manseau, tous deux avocats, de Joliette, et Claude Bélanger, comptable, 440, chemin Beauséjour, Crabtree, pour les objets suivants:

Faire la culture en général et exploiter sous toutes formes des fermes, sous le nom de « B.G.L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715477

B.S.S. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: J.-Lambert Toupin, 194, avenue Melbourne, Mont-Royal, C. Stephen Cheasley, 341, Berkeley Circle, Dorval, et Maurice-A. Forget, 201, Corot Rive, app. 508, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « B.S.S. inc. », avec un capital divisé en 300,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716038

Base de plein-air de Matane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Plourde, conseiller en orientation, 158, de la Fabrique,

To carry on business as garage-keepers and to deal in trucks, tractors, automobiles and all parts and accessories, under the name of "Autos Normandin ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Normandin, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715086

B.G.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Dugas, 540 St. Thérèse, J.-H.-Denis Gagnon, 833 Manseau, both advocates, of Joliette, and Claude Bélanger, accountant, 440 Beauséjour Road, Crabtree, for the following purposes:

To engage in farming in general and to operate all types of farms, under the name of "B.G.L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Berthierville, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715477

B.S.S. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Lambert Toupin, 194 Melbourne Avenue, Mount-Royal, C. Stephen Cheasley, 341 Berkeley Circle, Dorval, and Maurice-A. Forget, 201 Corot Rive, Apt. 508, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "B.S.S. inc.", with a capital stock divided into 300,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716038

Base de plein-air de Matane inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rosaire Plourde, guidance counsellor, 158 de la Fabrique,

Louis-David Michaud, 233, avenue Desjardins, Magella Bouchard, 437, Place Marchand, Azilda Roy, route rurale # 3, tous trois professeurs, Réal Bélanger, comptable agréé, 124, Lebel, Annette Thibault, épouse dudit Réal Bélanger, 298, St-Rédempteur, et Pierre Samson, 37, des Épinettes, ces deux derniers animateurs, tous de Matane, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une base de plein air, sous le nom de « Base de plein-air de Matane inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715847

Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control
Association industrielle du comté de Beauharnois pour le contrôle des conditions de l'environnement

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Boisvert, 574, Le Royer, Saint-Lambert, Richard Blanchfield, 51, rue Edward, Châteauguay, Lester W. Krum, 1513, chemin du Lac St-Louis, Léry, tous trois gérants d'usine, Koke Heino, Franklin, Malcolm-S. Scott, 21, rue Prince, Huntingdon, tous deux gérants, Pierre Brunelle, assistant-gérant, 216, rue Bissonnette, Salaberry-de-Valleyfield, et A.-Keith Ham, avocat, 53, avenue Holton, Westmount, pour les objets suivants:

Fournir l'organisation et les moyens, comprenant les locaux, l'équipement et le personnel technique, nécessaires à l'étude des effluves d'air et d'eau dans la région du comté industriel de Beauharnois, sous le nom de « Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control — Association industrielle du comté de Beauharnois pour le contrôle des conditions de l'environnement ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est $50,000.

Le siège social de la corporation est Canal Road, Up-the-Hill, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 4055-1970

A. Bédard Scrap Metal Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, consti-

Louis-David Michaud, 233 Desjardins Avenue, Magella Bouchard, 437 Place Marchand, Azilda Roy, Rural Route #3, all three teachers, Réal Bélanger, chartered accountant, 124 Lebel, Annette Thibault, wife of the said Réal Bélanger, 298 St-Rédempteur, and Pierre Samson, 37 des Épinettes, the latter two coordinators, all of Matane, for the following purposes:

To establish and operate a summer camp, under the name of "Base de plein-air de Matane inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715847

Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control
Association industrielle du comté de Beauharnois pour le contrôle des conditions de l'environnement

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roch Boisvert, 574 Le Royer, Saint-Lambert, Richard Blanchfield, 51 Edward Street, Châteauguay, Lester W. Krum, 1513 chemin du Lac St-Louis, Léry, all three plant managers, Koke Heino, Franklin, Malcolm S. Scott, 21 Prince Street, Huntingdon, both managers, Pierre Brunelle, assistant manager, 216 Bissonnette Street, Salaberry-de-Valleyfield, and A. Keith Ham, advocate, 53 Holton Avenue, Westmount, for the following purposes:

To provide the necessary organization and facilities, including premises, equipment and technical personnel, to study air and water effluent in the Beauharnois Country Industrial area, under the name of "Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control — Association industrielle du comté de Beauharnois pour le contrôle des conditions de l'environnement".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited is $50,000.

The head office of the corporation is at Canal Road, Up-the-Hill, Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 4055-1970

A. Bédard Scrap Metal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives incorporat-

tuant en corporation: Michel Bédard, marchand, 938, Poirier, McMasterville, Anita Charbonneau, veuve de Alcide Bédard, 331, Richelieu, Saint-Charles-sur-Richelieu, et Geneviève Bédard, épouse de Yves Duclos, 2406, St-Patrick, Montréal, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « A. Bédard Scrap Metal Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2406, rue St-Patrick, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716018

Bélanger Demers inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: René Bélanger, L'Annonciation, Donald Demers, 21, Boisbriand, Sainte-Thérèse-Ouest, tous deux menuisiers, et Denis David, comptable, 26A, Sauriol, suite 1, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Bélanger Demers inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715376

G. H. Berger ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Georges-H. Berger, commerçant, 488, Ménard, Roger St-Martin, commis, 552, St-Laurent, et Milton Roy, voyageur, 500, Dorchester, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'accessoires pour fins domestiques ou commerciales et de marchandises électriques, sous le nom de « G. H. Berger ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 455, boulevard du Séminaire, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716521

ing: Michel Bédard, merchant, 938 Poirier, McMasterville, Anita Charbonneau, widow of Alcide Bédard, 331 Richelieu, St. Charles-sur-Richelieu, and Geneviève Bédard, wife of Yves Duclos, 2406 St. Patrick, Montreal, the latter two housewives, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "A. Bédard Scrap Metal Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 7,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the corporation is at 2406 St. Patrick Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716018

Bélanger Demers inc.

Notice is given, that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Bélanger, L'Annonciation, Donald Demers, 21 Boisbriand, Sainte-Thérèse-West, both carpenters, and Denis David, accountant, 26A Sauriol, Suite 1, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Bélanger Demers inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715376

G. H. Berger ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-H. Berger, dealer, 488 Ménard, Roger St-Martin, clerk, 552 St. Laurent, and Milton Roy, travelling salesman, 500 Dorchester, all three of Saint Jean, for the following purposes:

To deal in all kinds of domestic or commercial appliances and electrical products, under the name of "G. H. Berger ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 455 Boulevard du Séminaire, Saint Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716521

Bio-Sol inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Dugas, 111, Tellier, Claude Dugas, 540, Ste-Thérèse, Lucien Dugas, 361, Notre-Dame, René Massicotte, 513, Juge Guibault, tous quatre de Joliette, et Serge Joyal, 895, Visitation, Saint-Charles-Borromée, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fertilisants, grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Bio-Sol inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716292

Bissonnette & Morneau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Maurice Bissonnette, Marcel Bissonnette, tous deux industriels, de Saint-Juste-de-Bretenières, et Réjean Morneau, mesureur, Montminy, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Bissonnette & Morneau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Juste-de-Bretenières, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716025

Raoul Blackburn (1971) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Pierre Racine, contrôleur, 790, Belmont, Louis Racine, avocat, 2972, Carré Dompierre, tous deux de Sainte-Foy, et Michelle Longpré, secrétaire, fille majeure, 337, 46e rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de communication, des articles et accessoires de bureau, sous le nom de « Raoul Blackburn (1971) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Bio-Sol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Dugas, 111 Tellier, Claude Dugas, 540 St. Thérèse, Lucien Dugas, 361 Notre-Dame, René Massicotte, 513 Juge Guibault, all four of Joliette, and Serge Joyal, 895 Visitation, St. Charles-Borromée, all five advocates, for the following purposes:

To deal in fertilizers, grains, cereals and agricultural products of all kinds, under the name of "Bio-Sol inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716292

Bissonnette & Morneau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Bissonnette, Marcel Bissonnette, both manufacturers, of St. Juste-de-Bretenières, and Réjean Morneau, wood scaler, Montminy, for the following purposes:

To carry on business as lumber manufacturers and dealers, under the name of "Bissonnette & Morneau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Juste-de-Bretenières, judicial district of Montmagny.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716025

Raoul Blackburn (1971) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Racine, comptroller, 790 Belmont, Louis Racine, advocate, 2972 Dompierre Square, both of St. Foy, and Michelle Longpré, secretary, spinster, 337, 46th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To manufacture and deal in communication apparatus, office equipment and supplies, under the name of "Raoul Blackburn (1971) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715715

Boutique l'Horizon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Edward J. Druker, 5763, avenue McMurray, Robert G. Wolfe, 5763, avenue McAlear, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de laine, coton, tissus, lainages, soies, lingerie et vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Boutique l'Horizon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 6685-A, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715171

Boutique Saturne (1971) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gilles Carmichael, gérant, 120, Belle-Rive, Villeneuve, Yves Dufresne, comptable, 2174 Brulart, Sillery, et Hector Pelletier, avocat, 1050, Raymond Casgrain, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de vêtements pour dames, sous le nom de « Boutique Saturne (1971) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2177, rue St-Édouard, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716026

Fred Broomer Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Allan Broomer, 14, avenue Votrel, Frederic Broomer, tous deux hommes d'affaires et Catherine Fisher, ménagère, épouse dudit Frederic Broomer, ces deux derniers de 164, avenue Real, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Fred Broomer

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715715

Boutique l'Horizon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward J. Druker, 5763 McMurray Avenue, Robert G. Wolfe, 5763 McAlear Avenue, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Rachel R. Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To deal in wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Boutique l'Horizon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 6685-A St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715171

Boutique Saturne (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Carmichael, manager, 120 Belle-Rive, Villeneuve, Yves Dufresne, accountant, 2174 Brulart, Sillery, and Hector Pelletier, advocate, 1050 Raymond Casgrain, Québec, for the following purposes:

To operate shops and stores specializing in ladies' wear, under the name of "Boutique Saturne (1971) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2177 St. Édouard Street, Giffard, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716026

Fred Broomer Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan Broomer, 14 Votrel Avenue, Frederic Broomer, both businessmen, and Catherine Fisher, housewife, wife of the said Frederic Broomer, the latter two of 164 Real Avenue, all three of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Fred Broomer Inc.",

Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 164, avenue Real, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715478

Les cafés D.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Paul d'Astous, 561, Vauquelin, Beloeil, Lauréat Ledoux, 2451, St-Zotique est, tous deux commerçants, et Lise Boutin, secrétaire, fille majeure, 760, Henri-Bourassa est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Les cafés D.L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6339, rue St-Hubert, suite 405, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716079

Caisse, Chartier et associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Gilles Caisse, conseiller en relations publiques, Lise Chartier, recherchiste, épouse dudit Gilles Caisse, tous deux de 1537, boulevard Perrot, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, et Nicole Kerjean, relationiste, fille majeure, 4441, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de services, dans le domaine de la recherche, de la conception, des textes et de la documentation pour la radio, la télévision et le monde du spectacle, de la publicité, des relations publiques et des autres champs connexes, sous le nom de « Caisse, Chartier et associés inc. », avec un capital divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 620, rue Cathcart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714940

Caprol inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 164 Real Avenue, Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715478

Les cafés D.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul d'Astous, 561 Vauquelin, Beloeil, Lauréat Ledoux, 2451 St. Zotique East, both dealers, and Lise Boutin, secretary, spinster, 760 Henri-Bourassa East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Les cafés D.L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 6339 St. Hubert Street, Suite 405, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716079

Caisse, Chartier et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Caisse, public relations consultant, Lise Chartier, researcher, wife of the said Gilles Caisse, both of 1537 Perrot Boulevard, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, and Nicole Kerjean, social worker, spinster, 4441 Harward, Montreal, for the following purposes:

To operate a service enterprise, in the field of research, planning, texts and documentation for the radio, television and the entertainment world, publicity, public relations and other related fields, under the name of "Caisse, Chartier et associés inc.", with a capital stock divided into 30,000 common shares without nominal value and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 620 Cathcart Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 714940

Caprol inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Thomas, avocat, 250, des Écores, Jean-Louis Poulin, directeur de service social, 298, boulevard des Prairies, Donald Duval, 1160, Montmartre, Jean-Guy Deslauriers, 1201, des Laurentides, tous deux industriels, Claude Lefebvre, ingénieur, 1, Place Laval, Gilles Bouchard, représentant de ventes, 1070, de Grand Pré, Gilles Latourelle, évaluateur, Lucille Latourelle, ménagère, épouse dudit Gilles Latourelle, tous deux de 1170, d'Auteuil, Rodrigue Chartrand, 7, St-Elzéar, Yves Legault, 382, de la Concorde, tous deux notaires, Charles-Yves Dubuc, médecin, 2815, de la Concorde, François Bertrand, pédagogue, 638, Limoilou, Jocelyne Racicot, professeur, 1955, Auvergne, tous treize de Laval, Jeannette Archambeault, pédagogue, 10750, Christophe-Colomb, Montréal, toutes deux filles majeures, et Marc Ledoux, administrateur, 513, Demers, Blainville, pour les objets suivants:

Organiser, administrer, diriger, surveiller, soutenir, aider et contrôler une ou des maisons ou centres destinés à recevoir pour les loger, entretenir, surveiller et veiller au bien-être et à l'éducation, des jeunes gens et des adolescents déficients mentaux, sous le nom de « Caprol inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 6001-1969

Carl Distribution Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gaétan Dallaire, industriel, 250, 40e Rue, Jean-Guy Jacques, comptable, 202, 43e Rue, tous deux de Saint-Georges-Est, et Jean-Eudes Ruest, vérificateur, 2350, 10e Avenue, Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules de transport, bateaux, avions, engins et moteurs de toutes sortes, sous le nom de « Carl Distribution Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 100,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715667

Cemval Development Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Thomas, advocate, 250 des Écores, Jean-Louis Poulin, director of social service, 298 des Prairies Boulevard, Donald Duval, 1160 Montmartre, Jean-Guy Deslauriers, 1201 des Laurentides, both manufacturers, Claude Lefebvre, engineer, 1 Place Laval, Gilles Bouchard, sales representative, 1070 de Grand Pré, Gilles Latourelle, appraiser, Lucille Latourelle, housekeeper, wife of the said Gilles Latourelle, both of 1170 d'Auteuil, Rodrigue Chartrand, 7 St. Elzéar, Yves Legault, 382 de la Concorde, both notaries, Charles-Yves Dubuc, physician, 2815 de la Concorde, François Bertrand, schoolmaster, 638 Limoilou, Jocelyne Racicot, teacher, 1955 Auvergne, all thirteen of Laval, Jeannette Archâmbeault, schoolmaster, 10750 Christophe-Colomb, Montreal, the latter two spinsters, and Marc Ledoux, manager, 513 Demers, Blainville, for the following purposes:

To organize, manage, operate, supervise, support, heldp and control one or more homes or centres for the reception of mentally deficient young people or teenagers, so as to provide them with lodging and care, to supervise and assure their wellbeing and education, under the name of "Caprol inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 6001-1969

Carl Distribution Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Dallaire, manufacturer, 250, 40th Street, Jean-Guy Jacques, accountant, 202, 43rd Street, both of St. Georges East, and Jean-Eudes Ruest, inspector, 2350, 10th Avenue, St. Georges West, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in transport vehicles, boats, airplanes, engines and motors of all kinds, under the name of "Carl Distribution Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 100,000 common shares of $1 each and 100,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715667

Cemval Development Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Peter Mendell, procureur, 1375, Sherwood Crescent, Mont-Royal, Suzanne Hamilton, 6001, 23e Avenue, Montréal, et Lorraine Steiner, 218, Berlioz, Ile-aux-Soeurs, ces deux dernières secrétaires, filles majeurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble, sous le nom de « Cemval Development Ltd. », avec un capital total de $862,000, divisé en 12,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 850,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716458

Centre de Famille et de Jeunesse Kivi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Beaudry, ingénieur-conseil, 420, Principale, Saint-Sauveur, Jacques Poulin, arpenteur-géomètre, 21, chemin Normandie, Sainte-Agathe-des-Monts, Maurice Guenette, spécialiste en mass-média, 7770, avenue Trémolière, Michelle Valiquette, 6251, avenue Chemille, app. 1, tous deux d'Anjou, Lucette Joly, 9741, St-Laurent, toutes deux enseignantes, filles majeures, Blondin Dubé, jésuite, animateur social, 660, Villeray, et Roger Gagnon, urbaniste-conseil, 4055, Louisbourg, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'aménagement de la partie ouest de l'Île Saint-Ignace, dans le comté de Berthier, sous le nom de « Centre de Famille et de Jeunesse Kivi inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 660, rue Villeray, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716256

Centre d'escompte Alma inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Eric R. Berry, ajusteur d'assurances, Irène Gagné, secrétaire, épouse dudit Eric R. Berry, tous deux de 637, boulevard Auger est, et Jean-M. Morency, avocat, 804, Dufour, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Centre d'escompte Alma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Mendell, attorney, 1375 Sherwood Crescent, Mount Royal, Suzanne Hamilton, 6001, 23rd Avenue, Montreal, and Lorraine Steiner, 218 Berlioz, Ile-aux-Soeurs, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Cemval Development Ltd.", with a total capital stock of $862,000, divided into 12,000 common shares of the par value of $1 each and 850,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 716458

Centre de Famille et de Jeunesse Kivi inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Beaudry, consulting engineer, 420 Principale, Saint Sauveur, Jacques Poulin, land surveyor, 21 chemin Normandie, Sainte Agathe-des-Monts, Maurice Guenette, mass media specialist, 7770 Trémolière Avenue, Michelle Valiquette, 6251 Chemille Avenue, Apt. 1, both of Anjou, Lucette Joly, 9741 St. Laurent, both teachers, spinsters, Blondin Dubé, Jesuit, social coordinator, 660 Villeray, and Roger Gagnon, consulting urbanist, 4055 Louisbourg, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To promote the development of the western part of Saint Ignace Island, in the County of Berther, under the name of "Centre de Famille et de Jeunesse Kivi inc. ».

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 660 Villeray Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716256

Centre d'escompte Alma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eric R. Berry, insurance adjuster, Irène Gagné, secretary, wife of the said Eric R. Berry, both of 637 Auger Boulevard East, and Jean-M. Morency, advocate, 804 Dufour, all three of Alma, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Centre d'escompte Alma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715556

Centre de loisirs de St-Narcisse de Champlain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Cossette, laitier, rue du Collège, Clément Adam, courtier d'assurances, 291, Principale, et Georges-André Cossette, contremaître, 475, de l'Église, tous trois de Saint-Narcisse, pour les objets suivants:

Promouvoir par tous les moyens jugés utiles et opportuns la saine occupation des loisirs, sous le nom de « Centre des loisirs de St-Narcisse de Champlain inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Narcisse, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715405

Centre loisirs-danse Baie des Chaleurs

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Bernard, professeur de danse, Saint-Omer, Omer Boudreau, entrepreneur, Maria, et Gordon Williamson, comptable, Carleton, pour les objets suivants:

Exploiter un centre d'information et de diffusion et faire la promotion auprès du public en général, d'une activité nommée « loisirs-danse », sous le nom de « Centre loisirs-danse Baie des Chaleurs ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715507

Centre sportif de Hull inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, consti-

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715556

Centre de loisirs de St-Narcisse de Champlain inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Cossette, milkman, Collège Street, Clément Adam, insurance broker, 291 Principale, and Georges-André Cossette, foreman, 475 de l'Église, all three of St. Narcisse, for the following purposes:

To promote healthy occupation of leisure time by all means deemed useful and appropriate, under the name of "Centre des loisirs de St-Narcisse de Champlain inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at St. Narcisse, judicial district of Three Rivers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715405

Centre loisirs-danse Baie des Chaleurs

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Bernard, dancing instructor, St. Omer, Omer Boudreau, contractor, Maria, and Gordon Williamson, accountant, Carleton, for the following purposes:

To operate an information centre, and to promote the activity of recreational dancing among the public in general, under the name of "Centre loisirs-danse Baie des Chaleurs".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Carleton, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715507

Centre sportif de Hull inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incor-

tuant en corporaion sans capital-actions: Marcel Beaudry, Lucerne, Michel Beaudry, Touraine, tous deux avocats, et Lise Cousineau, secrétaire, fille majeure, Hull, pour les objets suivants:

Exploiter un centre sportif, exercer tous genres de sports, amateurs ou professionnels, et y offrir des divertissements de toute nature à l'intention du public, sous le nom de « Centre sportif de Hull inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715726

R. Chabot Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, 3844, Rachel est, Mireille Morissette, 8135, Ontario est, et Lise Côté, 4440, Bourbonnière, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « R. Chabot Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnies est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716293

Chambres de touristes Claire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Ernestine Lizotte, épouse divorcée de Laurent Lavallée, 218, chemin Chambly, Lisette Lavallée, fille majeure, 11, chemin Gentilly, app. 2, toutes deux femmes d'affaires, et Claire Lavallée, secrétaire, épouse de Claude Martineau, 608, Brodeur, app. 4, toutes trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Chambres de touristes Claire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives;
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716508

porate a corporation without share capital: Marcel Beaudry, Lucerne, Michel Beaudry, Touraine, both advocates, and Lise Cousineau, secretary, spinster, Hull, for the following purposes:

To operate a sports centre, to practise all kinds of sports, amateur or professional, and to provide all forms of entertainment for the public, under the name of "Centre sportif de Hull inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715726

R. Chabot Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Crépeau, advocate, 3844 Rachel East, Mireille Morissette, 8135 Ontario East, and Lise Côté, 4440 Bourbonnière, the latter two secretaries, spinsters, all three ot Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "R. Chabot Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716293

Chambres de touristes Claire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernestine Lizotte, divorced wife of Laurent Lavallée, 218 Chambly Road, Lisette Lavallée, spinster, 11 Gentilly Road, Apt. 2, both businesswomen, and Claire Lavallée, secretary, wife of Claude Martineau, 608 Brodeur, Apt. 4, all three of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as realty and construction company, under the name of "Chambres de touristes Claire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Monreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716508

Les chevaliers du Lotus d'Or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Passaro, professeur, 1250, boulevard St-Joseph est, Gisèle Gongiu, comptable, fille majeure, 3439, Oxford, tous deux de Montréal, et Marie-Antoinette Jacquemin, herboriste, épouse de Daniel-Charles Jacquemin, 183, Adébène, Rosemère, pour les objets suivants:

Établir une association philanthropique afin d'étudier les facultés humaines, les découvertes modernes de la science favorisant la compréhension de l'homme et des rapports humains, les arts, la philanthropie, la mystique comparée, et les points de rapprochement entre les différentes religions, sous le nom de « Les chevaliers du Lotus d'Or inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1250, boulevard St-Joseph est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715690

Les chevaliers du Lotus d'Or inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Passaro, teacher, 1250 St. Joseph Boulevard East, Gisèle Gongiu, accountant, spinster, 3439 Oxford, both of Montreal, and Marie-Antoinette Jacquemin, herborist, wife of Daniel-Charles Jacquemin, 183 Adébène, Rosemère, for the following purposes:

To form a philanthropic association with the purpose of studying the human faculties, modern scientific discoveries fostering a better understanding of man and human relations, the arts, philanthropy applied mystical doctrines, and the paints common to various religions, under the name of "Les chevaliers du Lotus d'Or inc.".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 1250 St. Joseph Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715690

Marcel Clément inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Marcel Clément, hôtelier, Valéda Blais, ménagère, épouse dudit Marcel Clément, et Jacques Clément, plombier, tous trois de route rurale numéro 1, Angers, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de l'hôtellerie, sous le nom de « Marcel Clément inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 1, Angers, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715868

Marcel Clément inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Clément, hotel manager, Valéda Blais, housewife, wife of the said Marcel Clément, and Jacques Clément, plumber, all three of Rural Route number 1, Angers, for the following purposes:

To carry on the hotel trade business in all its branches, under the name of "Marcel Clément inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Rural Route number 1, Angers, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715868

Climataire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gaston Trudel, entrepreneur, Monique Bonnier, éducatrice, épouse dudit Gaston Trudel, tous deux de 8369, Wilfrid Pelletier, et Louis-Georges Nadeau, vendeur technicien, 7235, Pierre Corneille, tous trois d'Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Climataire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en

Climataire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Trudel, contractor, Monique Bonnier, educator, wife of the said Gaston Trudel, both of 8369 Wilfrid Pelletier, and Louis-Georges Nadeau, sales technician, 7235 Pierre Corneille, all three of Anjou, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Climataire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided

2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8369, Wilfrid Pelletier, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715499

Clinique du Silencieux du Saguenay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Rosaire Tremblay, vendeur, 97, La Malbaie, Roger Pagé, 367, Marie-Rollet, et Luc Beaulieu, 773, Chabanel, ces deux derniers avocats, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous les accessoires et parties, sous le nom de « Clinique du Silencieux du Saguenay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715546

Club de moto-neige Awanjish

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Lavoie, hôtelier, Serge Nicole, voyageur, Charles Leblanc, professeur, Renaud Leblanc, mécanicien, et Jacques Couture, agent de sécurité, tous de Val-Brillant, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige Awanjish ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Val-Brillant, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715903

Club des cinquante ans et plus de Granby inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laurio Racine, industriel, 301, York, Gérard Choquette, commerçant, 45, St-Antoine nord, et Alphonse St-Onge,

into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8369 Wilfrid Pelletier, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715499

Clinique du Silencieux du Saguenay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Tremblay, salesman, 97 La Malbaie, Roger Pagé, 367 Marie-Rollet, and Luc Beaulieu, 773 Chabanel, the latter two advocates, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors and all accessories and parts, under the name of "Clinique du Silencieux du Saguenay inc.", with a total capital-stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715546

Club de moto-neige Awanjish

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laurent Lavoie, hotel keeper, Serge Nicole, travelling salesman, Charles Leblanc, teacher, Renaud Leblanc, mechanic, and Jacques Couture, security agent, all of Val-Brillant, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club de moto-neige Awanjish".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation is at Val-Brillant, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715903

Club des cinquante ans et plus de Granby inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laurio Racine, manufacturer, 301 York, Gérard Choquette, merchant, 45 St. Antoine North, and Alphonse St-

représentant, 375, Cowie, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Étudier, développer et promouvoir les intérêts spirituels, moraux et matériels des gens de cinquante ans et plus, sous le nom de « Club des cinquante ans et plus de Granby inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715948

Club des Émeraudes de Senneterre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Trudel, gérant, Paul Mailhot, professeur, et Lise Bujold, secrétaire, fille majeure, tous trois de Senneterre, pour les objets suivants:

Combattre la déliquance junénile en fournissant à ses membres l'opportunité de remplir sainement leurs loisirs, sous le nom de « Club des Émeraudes de Senneterre inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $6,000.

Le siège social de la corporation est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715678

Club des motoneigistes St-Elzéar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marius Cloutier, hôtelier, Saint-Odilon, Gilles Berthiaume, professeur, Martin Lehoux, conducteur, Laval Grenier, machiniste, Robert Cyr, tous quatre de Saint-Elzéar, Marcel Boivin, tous deux vendeurs, Éloi Grenier, Albert Lehoux, tous deux mécaniciens, et Rémi Giguère, camionneur, ces quatre derniers de Sainte-Marie, pour les objets suivants:

Grouper tous les amateurs de moto-neige de la région, leur recommander la prudence et le respect des lois et règlements de police en vigueur, sous le nom de « Club des motoneigistes St-Elzéar inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Onge, salesman, 375 Cowie, all three of Granby, for the following purposes:

To study, develop and promote the spiritual, moral and material interests of people aged fifty or over, under the name of "Club des cinquante ans et plus de Granby inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715948

Club des Émeraudes de Senneterre inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Trudel, manager, Paul Mailhot, teacher, and Lise Bujold, secretary, spinster, all three of Senneterre, for the following purposes:

To combat juvenile delinquency by providing for its members the opportunity to make a beneficial use of their leisure time, under the name of "Club des Émeraudes de Senneterre inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $6,000.

The head office of the corporation is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715678

Club des motoneigistes St-Elzéar inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marius Cloutier, hotel keeper, Saint Odilon, Gilles Berthiaume, teacher, Martin Lehoux, chauffeur, Laval Grenier, machinist, Robert Cyr, all four of Saint Elzéar, Marcel Boivin, the latter two salesmen, Éloi Grenier, Albert Lehoux, both mechanics, and Rémi Giguère, truck driver, the latter four of Sainte Marie, for the following purposes:

To form an association of all snowmobile enthousiasts of the area, to make them safety-conscious and obey the existing laws and police regulations, under the name of "Club des motoneigistes St-Elzéar inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Elzéar, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715184

Club Lions Etchemin (St-Romuald) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Aimé Demers, notaire, 1215, Commerciale, Robert Cloutier, agent d'assurances, 27, route du Sault, et Willie Racine, fonctionnaire, 97, St-Jacques, tous trois de Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres, aux nécessiteux, aux déshérités de la vie, et particulièrement aux aveugles, sous le nom de « Club Lions Etchemin (St-Romuald) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $300,000.

Le siège social de la corporation est 1075, rue Commerciale, Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715915

Club moto-neige Ste-Perpétue inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constiant en corporation sans capital-actions: Yvon Grandmond, boucher, Donatien Bergeron, mécanicien, Pierre Beauchemin, Réal Jutras, tous deux cultivateurs, et Roger Leclerc, camionneur, tous de Sainte-Perpétue, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige Ste-Perpétue inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Perpétue, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716143

Club optimiste de Gatineau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Terence Robichaud, agent de réclamation, 436, Willard, Paul Pageau, fonctionnaire, 177, Hillview, et Roger Desormeaux, vendeur,

The head office of the corporation is at Saint Elzéar, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715184

Club Lions Etchemin (St-Romuald) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Aimé Demers, notary, 1215 Commerciale, Robert Cloutier, insurance agent, 27 Route du Sault, and Willie Racine, civil servant, 97 St. Jacques, all three of St. Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To assist the poor, the needy, the underpriviledged, and particularly the blind, under the name of "Club Lions Etchemin (St-Romuald) inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at 1075 Commerciale Street, St. Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715915

Club moto-neige Ste-Perpétue inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Grandmond, butcher, Donatien Bergeron, mechanic, Pierre Beauchemin, Réal Jutras, both farmers, and Roger Leclerc, truck-driver, all of St. Perpétue, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club moto-neige Ste-Perpétue inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at St. Perpétue, judicial district of Nicolet.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716143

Club optimiste de Gatineau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Terence Robichaud, claims officer, 436 Willard, Paul Pageau, civil servant, 177 Hillview, and Roger Desormeaux,

228, 1re avenue, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Traiter l'optimisme comme une philosophie de vie, sous le nom de « Club optimiste de Gatineau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 813-1971

salesman, 228, 1st Avenue, all three of Gatineau, for the following purposes:

To embrace optimism as a philosophy of life, under the name of "Club optimiste de Gatineau".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Gatineau, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 813-1971

Comité de formation des usagers des mass-media inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Noël, Charles-Henri Paul, tous deux prêtres de 1, du Presbytère, et Jean-Guy Legault, professeur, 62, boulevard Ste-Croix, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à bien se servir des moyens de communication pour leur propre épanouissement et à aider les autres à faire de même, sous le nom de « Comité de formation des usagers des mass-media inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1, du Presbytère, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716517

Comité de formation des usagers des mass-media inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand Noël, Charles-Henri Paul, both priests, of 1 du Presbytère, and Jean-Guy Legault, teacher, 62 Ste. Croix Boulevard, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To form an association for their further advancement of those interested in the proper use of mass media and to assist others in this goal, under the name of "Comité de formation des usagers des mass-media inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 1 du Presbytère, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716517

Comité des loisirs du secteur St-Alphonse

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Ledoux, agent d'assurances, 1365, Malouin, Richard Béland, économiste, 1060, Dominion, Denyse Hayes, secrétaire, épouse de Mark Hayes, 1847, Rochefoucault, Keith Morgan, gérant, 1265, Cousineau, Yvan Nadeau, ingénieur, 1835, Grime, et Doris Allie, surveillante, épouse de Clément Allie, 828, Elm, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs du secteur St-Alphonse ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Comité des loisirs du secteur St-Alphonse

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bertrand Ledoux, insurance agent, 1365 Malouin, Richard Béland, economist, 1060 Dominion, Denyse Hayes, secretary, wife of Mark Hayes, 1847 Rochefoucault, Keith Morgan, manager, 1265 Cousineau, Yvan Nadeau, engineer, 1835 Grime, and Doris Allie, supervisor, wife of Clément Allie, 828 Elm, all of Sherbrooke, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Comité des loisirs du secteur St-Alphonse".

The amont to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715572

Comité des loisirs Ste-Bernadette de Hull inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Séguin, mécanicien, 32½, Iberville, Gérard Normand, plombier, 42, Papineau, et Claude Groulx, boucher, 30½, Hadley, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs Ste-Bernadette de Hull inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715049

Concept Design 2005 Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Maurice Houle, concepteur d'intérieur, 1450, Cap d'Éternité, Jean-Pierre Gysin, concepteur graphique, 712, J.-A. Savoie, tous deux de Laval, et Gérard Gareau, contrôleur, 11839, Philippe-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Offrir au public des services de consultation, de conception et de réalisation en matière esthétique d'intérieur, esthétique industriel et esthétique graphique, sous le nom de « Concept Design 2005 Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716269

Conseil central (diocésain) féminin de Québec Société de St-Vincent de Paul

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Julienne C. Michaud, veuve de Ernest Michaud, 4545, 4e avenue

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715572

Comité des loisirs Ste-Bernadette de Hull inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Séguin, mechanic, 32½ Iberville, Gérard Normand, plumber, 42 Papineau, and Claude Groulx, butcher, 30½ Hadley, all three of Hull, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Comité des loisirs Ste-Bernadette de Hull inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715049

Concept Design 2005 Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Houle, interior designer, 1450 Cap d'Éternité, Jean-Pierre Gysin, graphic designer, 712 J.-A. Savoie, both of Laval, and Gérard Gareau, comptroller, 11839 Philippe-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To provide the public with the services of consultants, designers, and decorators in the field of interior, industrial and graphic planning and decoration, under the name of "Concept Design 2005 Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716269

Conseil central (diocésain) féminin de Québec Société de St-Vincent de Paul

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Julienne C. Michaud, widow of Ernest Michaud, 4545

est, Charlesbourg, Marie-Claire G. Letarte, épouse de Achille-Antoine Letarte, 1045, St-Cyrille ouest, Sillery, toutes deux ménagères, et Marcelle Roy, vice-présidente, veuve de René Simard, 2116, chemin Ste-Foy, app. 401, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Conseil central (diocésain) féminin de Québec Société de St-Vincent de Paul ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 220, rue Boisseau, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715649

Le conseil interrégional des parents Saguenay-Lac-St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marius Tessier, ingénieur, 217, Highway, Georgette Deschesnes, épouse de Lubo Georgiev, 503, boulevard Auger, tous deux d'Alma, Lucile Bérubé, épouse de Omer Bérubé, 208, de la Picardie, Jonquière, Thérèse Castonguay, épouse de Alfred Castonguay, 243, Colbert, Chicoutimi-Nord, et Marthe Chiasson, épouse de Léon Chiasson, 315, boulevard des Chutes, Sainte-Jeanne-d'Arc, ces quatre dernières ménagères, pour les objets suivants:

Donner aux parents toutes les informations requises relatif aux problèmes relevant des relations avec les commissions scolaires régionales et locales, sous le nom de « Le conseil interrégional des parents Saguenay-Lac-St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715975

Construction Métis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Réjean Denis, comptable, 270, l'Évêché est, Rimouski, Bertrand Ruest, courtier en valeur immobilière, et Gisèle Ouellet, institutrice, épouse dudit Bertrand Ruest, ces deux derniers de 87, Principale ouest, Saint-Anaclet-de-Lessard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce

4th Avenue East, Charlesbourg, Marie-Claire G. Letarte, wife of Achille-Antoine Letarte, 1045 St. Cyrille West, Sillery, both housewives, and Marcelle Roy, vice-president, widow of René Simard, 2116 St. Foy Road, Apt. 401, St. Foy, for the following purposes:

To provide assistance to the poor and needy, under the name of "Conseil central (diocésain) féminin de Québec Société de St-Vincent de Paul".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at 220 Boisseau Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715649

Le conseil interrégional des parents Saguenay-Lac-St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marius Tessier, engineer, 217 Highway, Georgette Deschesnes, wife of Lubo Georgiev, 503 Auger Boulevard, both of Alma, Lucile Bérubé, wife of Omer Bérubé, 208 de la Picardie, Jonquière, Thérèse Castonguay, wife of Alfred Castonguay, 243 Colbert, Chicoutimi North, and Marthe Chiasson, wife of Léon Chiasson, 315 des Chutes Boulevard, St. Jeanne-d'Arc, the latter four housewives, for the following purposes:

To give parents all the information required on questions pertaining to their relations with regional and local school boards, under the name of "Le conseil interrégional des parents Saguenay-Lac-St-Jean inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715975

Construction Métis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Denis, accountant, 270 l'Évêché East, Rimouski, Bertrand Ruest, stock-broker, and Gisèle Ouellet, teacher, wife of the said Bertrand Ruest, the latter two of 87 Principale West, St. Anaclet-de-Lessard, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under

de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Métis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715532

Les constructions et immeubles Bernard Boucher inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Bernard Boucher, comptable, Lise Groleau, ménagère, épouse dudit Bernard Boucher, tous deux de 8, Carré F.X. Lemieux, Saint-David-de-l'Auberivière, et Côme Boucher, avocat, 3320, Place des Quatre-Saisons, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Les constructions et immeubles Bernard Boucher inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8, Carré F.X. Lemieux, Saint-David-de-l'Auberivière, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715917

Continental Minerals and Resources Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Kalman Samuels, 1155 ouest, Dorchester, local 3420, Gerald Stotland 4967, rue Fulton, tous deux avocats, de Montréal, et Jacqueline Wilson, secrétaire, épouse de Pierre Wilson, 2550, boulevard Rome, Brossard, pour les objets suivants:

Explorer, mettre en valeur et en état de production des propriétés minières, sous le nom de « Continental Minerals and Resources Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715483

La Corne d'Or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

the name of "Construction Métis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715532

Les constructions et immeubles Bernard Boucher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Boucher, accountant, Lise Groleau, housewife, wife of the said Bernard Boucher, both of 8 F.X. Lemieux Square, St. David-de-l'Auberivière, and Côme Boucher, advocate, 3320 Place des Quatre-Saisons, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and holding company, under the name of "Les constructions et immeubles Bernard Boucher inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 8 F.X. Lemieux Square, St. David-de-l'Auberivière, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715917

Continental Minerals and Resources Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Kalman Samuels, 1155 Dorchester West, Suite 3420, Gerald Stotland, 4967 Fulton Street, both advocates, of Montreal, and Jacqueline Wilson, secretary, wife of Pierre Wilson, 2550 Rome Boulevard, Brossard, for the following purposes:

To explore and develop and put mining properties into production, under the name of "Continental Minerals and Resources Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715483

La Corne d'Or inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale numéro 1, Lennoxville, Ginette Lambert, épouse de Denis Lambert, route rurale numéro 1, Saint-Denis-de-Brompton, et Pierrette Mercier, fille majeure, 2294, de Rouville, Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'alimentation, sous le nom de « La Corne d'Or inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 1, Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716020

Corporation des professeurs diplômés de danse sociale du Québec (CPD-DSQ)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques St-Onge, administrateur, 545, Langlois, Magog, Jacques Magnan, comptable, 3072, Baldwin, Montréal, et Meryem Rainville, secrétaire, fille majeure, 234 St-Jacques, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire la promotion de la fonction sociale et du statut de l'enseignant de la danse sociale au Québec, sous le nom de « Corporation des professeurs diplômés de danse sociale du Québec (CPD-DSQ) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 2107, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3979-1971

Curling du Grand Portage inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Poussard, électricien, Jean April, hôtelier, tous deux de Notre-Dame-du-Portage, Denis St-Pierre, 187, Lafontaine, et Lucien Poussard, 66, Alexandre, ces deux derniers voyageurs de commerce, de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du curling, sous le nom de « Curling du Grand Portage inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route No. 1, Lennoxville, Ginette Lambert, wife of Denis Lambert, Rural Route No. 1, St. Denis-de-Brompton, and Pierrette Mercier, spinster, 2294 de Rouville, Sherbrooke, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate a food business, under the name of "La Corne d'Or inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Rural Route No. 1, Rock Forest, judicial district of St. François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716020

Corporation des professeurs diplômés de danse sociale du Québec (CPD-DSQ)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques St-Onge, administrator, 545 Langlois, Magog, Jacques Magnan, accountant, 3072 Baldwin, Montreal, and Meryem Rainville, secretary, spinster, 234 St. Jacques, Longueuil, for the following purposes:

To promote the social function and the statuts of the teacher of social dancing in Québec, under the name of "Corporation des professeurs diplômés de danse sociale du Québec (CPD-DSQ)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 2107 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 3979-1971

Curling du Grand Portage inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léo Poussard, electrician, Jean April, hotel manager, both of Notre-Dame-du-Portage, Denis St-Pierre, 187 Lafontaine, and Lucien Poussard, 66 Alexandre, the latter two commercial travellers, of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote the sport of curling in particular, under the name of "Curling du Grand Portage inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-du-Portage, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716150

D.K.M. Holdings inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Léo Morrissette, hôtelier, Doris Morrissette, ménagère, épouse dudit Léo Morrissette, tous deux de 15, Kent Crescent, Lucerne, et Gérard Gauvin, comptable, 12240, Toupin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « D.K.M. Holdings inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Deschênes, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715608

R. Dandurand & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Guy Rinfret, 345, 120e rue, Shawinigan-Sud, Roger Dandurand, tous deux agents de réclamations, et Justin Dugal, comptable, ces deux derniers de 350, 5e avenue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Exercer, pour autrui, et contre rémunération les services d'agent de réclamation, enquêter sur un sinistre ou un accident, évaluer les pertes ou estimer les dommages en découlant ou négocier le règlement de la réclamation en résultant, sous le nom de « R. Dandurand & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715786

Decibel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Germain Duhaime, technicien, Claire Biron, infirmière, épouse dudit Germain Du, haime, tous deux de 266, Notre-Dame, Michel Biron-

The head office of the corporation is at Notre-Dame-du-Portage, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716150

D.K.M. Holdings inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Morrissette, hotel manager, Doris Morrissette, housewife, wife of the said Léo Morrissette, both of 15 Kent Crescent, Lucerne, and Gérard Gauvin, accountant, 12240 Toupin, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction, investment and holding company, under the name of "D.K.M. Holdings inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Deschênes, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715608

R. Dandurand & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1971, have ben issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Rinfret, 345, 120th Street, Shawinigan South, Roger Dandurand, both claims officers, and Justin Dugal, accountant, the latter two of 350, 5th Avenue, Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business in providing the services of a claims officer, to conduct investigations into disasters and accidents, to evaluate losses or estimate damages resulting therefrom, or to negotiate claims, under the name of "R. Dandurand & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Grand'Mère, judicial district of St. Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715786

Decibel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Duhaime, technician, Claire Biron, nurse, wife of the said Germain Duhaime, both of 266 Notre-Dame, Michel Biron, manufacturer, and

industriel, et Lilianne Beaudoin, secrétaire, épouse dudit Michel Biron, ces deux derniers de 90, Notre-Dame, tous quatre de Nicolet, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une entreprise de télévision par câble, sous le nom de « Decibel inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune, 9,200 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 4,000 actios privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 160, rue Fortier, Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715102

Décoration Normand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Raymond Normand, vendeur, Laurette Beaudoin, secrétaire, épouse dudit Raymond Normand, tous deux de 437, 47e rue est, et Jacques Normand, décorateur, 445, 47e rue est, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Agir comme décorateur-ensemblier, sous le nom de « Décoration Normand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 451, 47e rue est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714699

Lucien Desranleau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Lucien Desranleau, entrepreneur, Isabelle Lamothe, ménagère, épouse dudit Lucien Desranleau, tous deux de 975, 1re Rue, Iberville, et Claude Charbonneau, comptable, 31, St-Charles, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Lucien Desranleau inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 950 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 975, 1re Rue, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716511

F. & C. Desrosiers inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Lilianne Beaudoin, secretary, wife of the said Michel Biron, the latter two of 90 Notre-Dame, all four of Nicolet, for the following purposes:

To carry on the operation of a cable-television enterprise, under the name of "Decibel inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $1 each, 9,200 class "A" preferred shares of $10 each and 4,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 160 Fortier Street, Nicolet, judicial district of Nicolet.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715102

Décoration Normand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Normand, salesman, Laurette Beaudoin, secretary, wife of the said Raymond Normand, both of 437, 47th Street East, and Jacques Normand, decorator, 445, 47th Street East, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

To act as interior decorator, under the name of "Décoration Normand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 451, 47th Street East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 714699

Lucien Desranleau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Desranleau, contractor, Isabelle Lamothe, housekeeper, wife of the said Lucien Desranleau, both of 975, 1st Street, Iberville, and Claude Charbonneau, accountant, 31 St. Charles, Saint-Jean, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Lucien Desranleau inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 950 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 975, 1st Street, Iberville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716511

F. & C. Desrosiers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Fabien Desrosiers, entrepreneur forestier, Claudette Maranger, ménagère, épouse dudit Fabien Desrosiers, tous deux de route rurale numéro 4, Amos, et Febia Desrosiers, gardien, Trécesson, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « F. & C. Desrosiers inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716107

Distributions L.E.C. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Georges-Yvon Gouin, avocat, 790, Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, administrateur, 161, Roussillon, Laval, et Ghyslaine Lévesque, secrétaire, fille majeure, 5310, Mentana, app. 102, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce en gros de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes et de produits chimiques, sous le nom de « Distributions L.E.C. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 147, rue Jean-Gareau, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716478

Les distributions universelles (Granby) inc.
Universal Distribution (Granby) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Adrian Leibovict, ingénieur, 450, Reynolds, Théodore Leibovici, étudiant, 45, Centre, et Marie Brodeur, ménagère, épouse de Gérard Beaudin, 16A, St-Charles sud, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de tous produits, articles, marchandises et équipements électroniques et de musique, sous le nom de « Les distributions universelles (Granby) inc.— Universal Distribution (Granby) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

ber, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fabien Desrosiers, lumber contractor, Claudette Maranger, housewife, wife of the said Fabien Desrosiers, both of Rural Route number 4, Amos, and Febia Desrosiers, watchman, Trécesson, for the following purposes:

To carry on business as lumber manufacturers and dealers, under the name of "F. & C. Desrosiers inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716107

Distributions L.E.C. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Yvon Gouin, advocate, 790 Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, executive, 161 Roussillon, Laval, and Ghyslaine Lévesque, secretary, spinster, 5310 Mentana, Apt. 102, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and wholesale patent medicines, pharmaceutical and medical preparations of all kinds, and chemicals, under the name of "Distributions L.E.C. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 147 Jean Gareau Street, Boucherville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716478

Les distributions universelles (Granby) inc.
Universal Distribution (Granby) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrian Leibovict, engineer, 450 Reynolds, Théodore Leibovici, student, 45 Centre, and Marie Brodeur, housewife, wife of Gérard Beaudin, 16A St. Charles South, all three of Granby, for the following purposes:

To import, export and deal in all electronic and musical products, articles merchandise and equipment, under the name of "Les distributions universelles (Granby) inc.— Universal Distribution (Granby) Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715406

Diva Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Habib Stephan, Mahassen Stephan, épouse dudit Habib Stephan, tous deux administrateurs, du 1533, boulevard Laird, Mont-Royal, Camille Antaki, avocat, et Raymonde Antaki, professeur, épouse dudit Camille Antaki, ces deux derniers du 2320, rue Nantel, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Manufacturer tous genres de produits, effets et marchandises, et en faire le commerce sous le nom de « Diva Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7101, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715848

Domaine Dauphin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Lauréat Richard, constructeur, Joëlle Blais, infirmière licenciée, épouse dudit Lauréat Richard, tous deux de 1920, Varennes, et Fernand Boissé, homme d'affaires, 1015, de la Montagne, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaire comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Domaine Dauphin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1920, rue Varennes, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715473

Draghome Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Willie Lacroix, comptable, Louiselle Soucy, conseillère en administration, et Jocelyne

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715406

Diva Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Habib Stephan, Mahassen Stephan, wife of the said Habib Stephan, both administrators, of 1533 Laird Boulevard, Mount Royal, Camille Antaki, lawyer, and Raymonde Antaki, professor, wife of the said Camille Antaki, the latter two of 2320 Nantel Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Diva Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 7101 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715848

Domaine Dauphin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lauréat Richard, builder, Joëlle Blais, registered nurse, wife of Lauréat Richard, both of 1920 Varennes and Fernand Boissé, businessman, 1015 de la Montagne, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and investment company under the name of "Domaine Dauphin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1920 Varennes Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715473

Draghome Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Willie Lacroix, accountant, Louiselle Soucy, business consultant, and Jocelyne Turcotte,

Turcotte, secrétaire, ces deux dernières filles majeures, tous trois de 1565, Kennedy, Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Draghome Inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1565, boulevard Kennedy, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716429

secretary, the latter two spinsters, all three of 1565 Kennedy, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Draghome Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1565 Kennedy Boulevard, Chamoly, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716429

Dynamic Distributors Ltd.
Les distributeurs Dynamiques ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-ouest, Samuel Wex, 27, chemin Holtham, Hampstead, et Pierre Bouchard, 13491, avenue Huntingdon, Pierrefonds, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles et effets, en faire le commerce, et offrir les services connexes, sous le nom de « Dynamic Distributors Ltd. — Les distributeurs Dynamiques ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 250 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé au 500 place d'Armes, local 1333, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715200

Dynamic Distributors Ltd.
Les distributeurs Dynamiques ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, and Pierre Bouchard, 13491 Huntingdon Avenue, Pierrefonds, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, merchandise and services of every kind and description, under the name of "Dynamic Distributors Ltd.— Les distributeurs Dynamiques ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each, 250 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 5,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1333, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715200

École de conduite automobile NDR inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Noël Desjardins, professeur, Léonile Langlois, ménagère, épouse dudit Noël Desjardins, tous deux de 476, 15e Rue ouest, Rimouski, et Isidore Desjardins, rentier, Sainte-Jeanne-d'Arc, pour les objets suivants:

Dispenser des cours de conduite automobile, sous le nom de « École de conduite automobile NDR inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

École de conduite automobile NDR inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Noël Desjardins, teacher, Léonile Langlois, housewife, wife of the said Noël Desjardins, both of 476, 15th Street West, Rimouski, and Isidore Desjardins, annuitant, St. Jeanne-d'Arc, for the following purposes:

To give driving courses, under the name of "École de conduite automobile NDR inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 476, 15e Rue ouest, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716085

Les écuries Laval inc.
Laval Stables Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Bouchard, comptable, 5280, Couture, Saint-Léonard, Raymond Vendette, imprimeur, 1992, Nice, Laval, et Georges Boulanger, homme d'affaires, 54, Rose Crescent, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éleveur de chevaux dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les écuries Laval inc.— Laval Stables Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3250, Jean-Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715651

L'ensemble polyphonique Les Ad Lib

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Courville, notaire, Jean Leblanc, dentiste, François Lévesque, avocat, Louise DeGrandpré, infirmière, épouse dudit François Lévesque, Denis Rocheleau, commis, Monique Duval, épouse dudit Denis Rocheleau, Colette Lamoureux, Rita Beauvais, Jean Clark, Pélagie Bombardier, et Lucienne Beauvais, ces cinq dernières filles majeures, ces six dernières secrétaires, tous de Bedford, pour les objets suivants:

Contribuer à la réalisation de spectacles et divertissements pour la radio et la télévision, sous le nom de « L'ensemble polyphonique Les Ad Lib. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715046

Les entreprises Bon-Désir ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at 476, 15th Street West, Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716085

Les écuries Laval inc.
Laval Stables Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Bouchard, accountant, 5280 Couture, St. Léonard, Raymond Vendette, printer, 1992 Nice, Laval, and Georges Boulanger, businessman, 54 Rose Crescent, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of horse-breeding in all its branches, under the name of "Les écuries Laval inc.— Laval Stables Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3250 Jean Talon East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715651

L'ensemble polyphonique Les Ad Lib

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Courville, notary, Jean Leblanc, dentist, François Lévesque, advocate, Louise DeGrandpré, nurse, wife of the said François Lévesque, Denis Rocheleau, clerk, Monique Duval, wife of the said Denis Rocheleau, Colette Lamoureux, Rita Beauvais, Jean Clark, Pélagie Bombardier, and Lucienne Beauvais, the latter two spinsters, the latter six secretaries, all of Bedford, for the following purposes:

To contribute to the production of performances and entertainment for radio and television, under the name of "L'ensemble polyphonique Les Ad Lib".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715046

Les entreprises Bon-Désir ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Thérèse Gosselin, épouse de Yves Villeneuve, 772, Place Philippe, Sainte-Foy, Marie-Andrée Lemieux, 732, 1re avenue, Québec, et Céline Beaudry, 89, Leclerc, Notre-Dame-des-Laurentides, ces deux dernières filles majeures, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les entreprises Bon-Désir ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grandes-Bergeronnes, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716261

Les entreprises J.D.G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Michel Caron, 768, Place Philippe, app. 7, René Letarte, 2962, la Promenade, tous deux avocats, et Christine Rodrigue, secrétaire, fille majeure, 828, boulevard Pie XII, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les entreprises J.D.G. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716377

Les entreprises Po-Vi inc.
Po-Vi Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Léonce Jobin, 31, des Vétérans, Boucherville, Jules Villemaire, tous deux administrateurs, Colette Demers, ménagère, épouse dudit Jules Villemaire, tous deux de 1410, Hillside Drive, Saint-Bruno-de-Montarville, Marcelin Poirier, marchand, et Marguerite Bernard, ménagère, épouse dudit Marcelin Poirier, ces deux derniers de 6, St-Louis, Lemoyne, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les entreprises Po-Vi inc. — Po-Vi Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse Gosselin, wife of Yves Villeneuve, 772 Place Philippe, St. Foy, Marie-Andrée Lemieux, 732 1st Avenue, Québec, and Céline Beaudry, 89 Leclerc, Notre-Dame-des-Laurentides, the latter two spinsters, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les entreprises Bon-Désir ltée", with a total capital-stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Grandes-Bergeronnes, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716261

Les entreprises J.D.G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Caron, 768 Place Philippe, Apt. 7, René Letarte, 2962 la Promenade, both advocates, and Christine Rodrigue, secretary, spinster, 828 Pius XII Boulevard, all three of Sainte Foy, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and investment company, under the name of "Les entreprises J.D.G. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives,

44493 716377

Les entreprises Po-Vi inc.
Po-Vi Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonce Jobin, 31 des Vétérans, Boucherville, Jules Villemaire, both administrators, Colette Demers, housewife, wife of the said Jules Villemaire, both of 1410 Hillside Drive, St. Bruno-de-Montarville, Marcelin Poirier, merchant, and Marguerite Bernard, housewife, wife of the said Marcelin Poirier, the latter two of 6 St. Louis, Lemoyne, for the following purposes:

To manufacture and deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Les entreprises Po-Vi inc. — Po-Vi Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 8, rue St-Louis, Lemoyne, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716224

Les entreprises Réjean Labonté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Régent Labonté, hôtelier, 93, 3e Avenue, Jean-Guy Racicot, comptable, 349, 14e Rue, tous deux de Val d'Or, et Denyse Trépanier, secrétaire, épouse de René Trépanier, 16A, 2e Avenue, Sullivan Mines, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les entreprises Réjean Labonté inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715573

Les entreprises Rogi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Roméo Boyer, comptable, 16, de Varennes, Boucherville, Maurice Déry, notaire, 3260, Jean-Talon est, Montréal, et André Lacombe, administrateur, 105, boulevard Industriel, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Rogi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715517

Les équipements Comète ltée
Comet Equipment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: J.-Jacques Neault, industriel, Yvette Blouin, ménagère, épouse dudit J.-Jacques Neault, tous deux de 100, des Prairies, Laval, et Robert-B. Giroux, avocat, 7244, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 8 St. Louis Street, Lemoyne, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716224

Les entreprises Réjean Labonté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Régent Labonté, hotel manager, 93, 3rd Avenue, Jean-Guy Racicot, accountant, 349, 14th Street, both of Val d'Or, and Denyse Trépanier, secretary, wife of René Trépanier, 16A, 2nd Avenue, Sullivan Mines, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les entreprises Réjean Labonté inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715573

Les entreprises Rogi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roméo Boyer, accountant, 16 de Varennes, Boucherville, Maurice Déry, notary, 3260 Jean Talon East, Montreal, and André Lacombe, administrator, 105 Industrial Boulevard, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les entreprises Rogi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715517

Les équipements Comète ltée
Comet Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Jacques Neault, manufacturer, Yvette Blouin, housewife, wife of the said J.-Jacques Neault, both of 100 des Prairies, Laval, and Robert-B. Giroux, advocate, 7244 St. Denis, Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de machineries lourdes, pelles mécaniques, camions, tracteurs, automobiles, et véhicules de toutes sortes, de locomotives, engins et moteurs mus à l'électricité, à la vapeur, à l'huile, à l'essence ou autrement, sous le nom de « Les équipements Comète ltée — Comet Equipment Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715567

Explosifs Chouinard inc.
Chouinard Explosives Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1971, constituant en corporation: Roger Chouinard, industriel, Colette Moreau, ménagère, épouse dudit Roger Chouinard, tous deux de 123, 2e avenue, et Mario Fillion, commis-comptable, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des produits explosifs, sous le nom de « Explosifs Chouinard inc.— Chouinard Explosives Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 925, 3e rue, Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714081

Pierre Farmer & Associates Inc.
Pierre Farmer & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Arthur-A. Garvis, 795, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, et Bernard Gardner, 405, Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des articles de céramiques et des marchandises de toutes descriptions, et en faire le commerce, sous le nom de « Pierre Farmer & Associates Inc.— Pierre Farmer & associés inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9, rue Bédard, Saint-Jean-Baptiste, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715539

To manufacture and deal in heavy equipment, power shovels, trucks, tractors, automobiles and vehicles of all kinds, and in electric, steam, diesel gasoline or other types of locomotives, engines and motors, under the name of "Les équipements Comète ltée — Comet Equipment Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715567

Explosifs Chouinard inc.
Chouinard Explosives Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Chouinard, manufacturer, Colette Moreau, housewife, wife of the said Roger Chouinard, both of 123, 2nd Avenue, and Mario Fillion, accounting clerk, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To manufacture and deal in explosives, under the name of "Explosifs Chouinard inc.— Chouinard Explosives Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 925, 3rd Street, Chibougamau, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 714081

Pierre Farmer & Associates Inc.
Pierre Farmer & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 795 Alexis Nihon, Saint-Laurent, and Bernard Gardner, 405 Northcote, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in ceramics and wares of any description, under the name of "Pierre Farmer & Associates Inc.— Pierre Farmer & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9 Bédard Street, Saint-Jean-Baptiste, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715539

Fédération des tavernes et des brasseries du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-E. Landry, 7, Lakesshore Road, Valois, Gérard Sénécal, 4353, Girouard, Montréal, James Noonan, Wilfrid-A. Dion, tous quatre taverniers, Paul Baillargeon, hôtelier, 638, St-Vallier ouest, Jean Sirois, avocat, 10, de Bernières, tous quatre de Québec, et Gilles Richard, administrateur, Lac-Beauport, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières, les intérêts économiques, sociaux et professionnels des personnes qui s'occupent de tavernes et de brasseries, sous le nom de « Fédération des tavernes et des brasseries du Québec, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 4180, avenue de Courtrai, suite 205, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715839

Fédération des tavernes et des brasseries du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul-E. Landry, 7 Lakeshore Road, Valois, Gérard Sénécal, 4353 Girouard, Montreal, James Noonan, Wilfrid-A. Dion, all four tavern-keepers, Paul Baillargeon, hotel manager, 638 St. Vallier West, Jean Sirois, advocate, 10 de Bernières, all four of Québec, and Gilles Richard, administrator, Lake Beauport, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of persons in the business of taverns and pubs, under the name of "Fédération des tavernes et des brasseries du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 4180 de Courtrai Avenue, Suite 205, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715839

René Fiset inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Sam Bidner, détaillant, 72, Glenmore, Lou Schneider, agent de publicité, 89, chemin Holtham, et René Fiset, contremaître, 4161, 48e rue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Passer des contrats pour l'exécution d'entreprises et confectionner des vêtements pour hommes, sous le nom de « René Fiset inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 133, rue Chapleau, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715558

René Fiset inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sam Bidner, retailer, 72 Glenmore, Lou Schneider, advertising agent, 89 Holtham Road, and René Fiset, foreman, 4161, 48th Street, all three of Montreal, for the following purposes:

The contracting and manufacturing of men's clothing, under the name of "René Fiset inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 133 Chapleau Street, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715558

Floral Delivery Service Inc.
Service de livraison Florale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: René Langevin, entrepreneur, 3050, chemin St-Louis, Sainte-Foy, Jean-Yves Renaud, 100, du Golf, Loretteville, et Gilles Bouffard, 4062, boulevard Ste-Anne, Montmorency, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Floral Delivery Service Inc.
Service de livraison Florale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Langevin, contractor, 3050 St. Louis Road, St. Foy, Jean-Yves Renaud, 100 du Golf, Loretteville, and Gilles Bouffard, 4062 St. Anne Boulevard, Montmorency, the latter two accountants, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Floral Delivery Service Inc.— Service de livraison Florale inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3050, chemin St-Louis, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716212

Franklin Financial Services Ltd.
Services financiers Franklin ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Joan-P. Browne, épouse de Richard Franklin Farrell, 498, Fortier, Mont-Saint-Hilaire, Kathryn Browne, épouse de Ronald-J. Barnhart, 967A boulevard Richelieu, Otterburn Park, toutes deux ménagères, Rita Mahoney, secrétaire, épouse de Maurice-A. Bray, 3730, boulevard Mountainview, Saint-Hubert, Michael Sakal, administrateur, 1, Westmount Square, Montréal, et Bernard-K. Schneider, avocat, 7034, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Franklin Financial Services Ltd.— Services financiers Franklin ltée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Wetmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715071

Frantz Custom Made Drapes, Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Efraim Hascalovici, marchand de nouveautés, Zoia Jacob, ménagère, tous deux de 5135, Bourret, Montréal, et Sam Bendersky, peintre, 25, chemin Hotspur, Toronto, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce général de draperies dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Frantz Custom Made Drapes, Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715429

To carry on business as a transport company, under the name of "Floral Delivery Service Inc.— Service de livraison Florale inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3050 St. Louis Road St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716212

Franklin Financial Services Ltd.
Services financiers Franklin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joan P. Browne, wife of Richard Franklin Farrell, 498 Fortier, Mont-Saint-Hilaire, Kathryn Browne, wife of Ronald J. Barnhart, 967A Richelieu Boulevard, Otterburn Park, both housewives, Rita Mahoney, secretary, wife of Maurice A. Bray, 3730 Mountainview Boulevard, Saint-Hubert, Michael Sakal, executive, 1 Westmount Square, Montreal, and Bernard K. Schneider, advocate, 7034 Wavell Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Franklin Financial Services Ltd.— Services financiers Franklin ltée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715071

Frantz Custom Made Drapes, Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Efraim Hascolovici, draper, Zoia Jacob housekeeper, both of 5135 Bourret, Montreal, and Sam Bendersky, painter, 25 Hotspur Road, Toronto, for the following purposes:

To carry on a general drapery business in all its branches, under the name of "Frantz Custom Made Drapes, Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715429

Fruiterie Mont-Royal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: John Barbusci, 3095, St-Zotique, Nick Straccini, 8067, Chambord, et Onofrio Mula, 3089, St-Zotique, tous trois marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Fruiterie Mont-Royal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3729-1971

Fruiterie Mont-Royal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Barbusci, 3095 St. Zotique, Nick Straccini, 8067 Chambord, and Onofrio Mula, 3089 St. Zotique, all three merchants, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as butchers and grocers, under the name of "Fruiterie Mont-Royal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 3729-1971

G.F. Auto Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Réjean Gaudreault, 578, St-Antoine, Clément Gaudreault, 578A, St-Antoine, et Claude Gaudreault, boulevard Ducharme, tous trois garagistes, de La Tuque, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, équipement et pièces d'automobile, sous le nom de « G.F. Auto Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 3, boulevard Ducharme, La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715850

G.F. Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Gaudreault, 578 St. Antoine, Clément Gaudreault, 578A St. Antoine, and Claude Gaudreault, Ducharme Boulevard, all three garage-keepers, of La Tuque, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles and automobile parts and equipment, under the name of "G.F. Auto Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rural Route number 3, Ducharme Boulevard, La Tuque, judicial district of St. Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715850

Gagnon et Gélinas inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Paul Denoncourt, 336, Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20e rue, tous deux secrétaires, et Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Gagnon et Gélinas inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Gagnon et Gélinas inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Denoncourt, 336 Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87 20th Street, both secretaries, and Alfred Leclerc, accountant, 165 15th Street, the latter two of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Gagnon et Gélinas inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715503

Gapo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 880, chemin Ste-Foy, Jacqueline Giroux, 2446, Pierre Boucher, Gisèle Martel, 387, 19e rue, et Huguette Fournel, 554, Latourelle, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Gapo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, rue Bureau, Ange-Gardien, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716232

Garage Charette et fils limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Fernand Charette, 287, Principale, Léo Charette, tous deux hommes d'affaires, et Alma Charette, commis, épouse dudit Léo Charette, ces deux derniers de 211, Principale, tous trois de Touraine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs et autres véhicules à moteurs, ainsi que les pièces et accessoires, sous le nom de « Garage Charette et fils limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 287, avenue Principale, Touraine, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715247

Garage Alcide Dupuis & fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Colombe Cousineau, secrétaire, 158, boulevard Lévesque, Laval, Lise Dupuis, garagiste, toutes deux filles majeures, et Alcide Dupuis,

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44493 715503

Gapo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Rainville, notary, 880 St. Foy Road, Jacqueline Giroux, 2446 Pierre Boucher, Gisèle Martel, 387 19th Street, and Huguette Fournel, 554 Latourelle, the latter three secretaries, spinsters, all four of Québec, 1or the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Gapo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6 Bureau Street, Ange-Gardien, judicial district of Québec.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44493 716232

Garage Charette et fils limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Charette, 287 Principale, Léo Charette, both businessmen, and Alma Charette, clerk, wife of the said Léo Charette, the latter two of 211 Principale, all three of Touraine, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors and other motor vehicles, as well as in parts and accessories, under the name of "Garage Charette et fils limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of $10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 287 Principale Avenue, Touraine, judicial district of Hull.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44493 715247

Garage Alcide Dupuis & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives incorporating: Colombe Cousineau, secretary, 158 Lévesque Boulevard, Laval, Lise Dupuis, garage-keeper, both spinsters, and Alcide Dupuis, annuitant,

rentier, ces deux derniers de 1874, Nicolet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Alcide Dupuis & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1880, rue Nicolet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716371

General Track Roller Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Maud Moreau, secrétaire, épouse de Guy Monette, 1686, Lucerne, Pierre Lalande, 1815, Matawa, tous deux de Laval, et Pierre Coutu, 4999, Savoie, Pierrefonds, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « General Track Roller Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 817, rue Salaberry, Parc Industriel, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715344

Germandisc Import Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Samuel S. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, Wavell, et Ronald R. Blumer, 5501, Adalbert, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer, tous genres de disques ou bandes magnétiques et tous matériels pour enregistrement de quelque type que ce soit, en faire le commerce, sous le nom de « Germandisc Import Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1212, avenue des Pins, app. 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715557

the latter two of 1874 Nicolet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles and motors and all their accessories and parts, under the name of "Garage Alcide Dupuis & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the corporation is at 1880 Nicolet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716371

General Track Roller Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maud Moreau, secretary, wife of Guy Monette, 1686 Lucerne, Pierre Lalande, 1815 Matawa, both of Laval, and Pierre Coutu, 4999 Savoie, Pierrefonds, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in engines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "General Track Roller Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a value of $1 each and 3,000 preferred shares of a value of $10 each.

The head office of the company is at 817 Salaberry Street, Industrial Park, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715344

Germandisc Import Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel S. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell, and Ronald R. Blumer, 5501 Adalbert, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To import and deal in any and all types of records or tapes and all recording materials of any nature whatsoever, under the name of "Germandisc Import Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1212 Pine Avenue, Apt. 800, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715557

Gestion B. Nadeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Benoit Nadeau, industriel, Claire Baril, épouse dudit Benoit Nadeau, tous deux de 287, Notre-Dame, et Yolande Nadeau, épouse de Pierre Genest, 500, Marchand, ces deux dernières ménagères, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Gestion B. Nadeau inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 244,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715396

Granby Publishing Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Peter G. White, avocat, Knowlton, Conrad M. Black, Cantlie House, ouest, rue Sherbrooke, et F. David Radler, 5320, rue MacDonald, app. 102, ces deux derniers hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de propriétaires de journaux, imprimeurs généraux, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires et fondeurs typographes, sous le nom de « Granby Publishing Company Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 725, terrasse C.P.R., Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715658

Grapex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Guy Brochu, avocat, Myriam Beauchamp, agent d'affaires, épouse dudit Guy Brochu, tous deux de 1305, Lemoyne, Chambly, et Denise Valiquette, secrétaire, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Grapex inc. », avec un

Gestion B. Nadeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Nadeau, manufacturer, Claire Baril, wife of the said Benoit Nadeau, both of 287 Notre-Dame, and Yolande Nadeau, wife of Pierre Genest, 500 Marchand, the latter two housewives, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gestion B. Nadeau inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 244,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 5,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715396

Granby Publishing Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter G. White, lawyer, Knowlton, Conrad M. Black, Cantlie House, Sherbrooke Street West, and F. David Radler, 5320 Macdonald Street, Apt. 102, the latter two businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as newspaper proprietors, general printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, book sellers and type fonders, under the name of "Granby Publishing Company Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 725 C.P.R. Terrace, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715658

Grapex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Brochu, advocate, Myriam Beauchamp, business agent, wife of the said Guy Brochu, both of 1305 Lemoyne, Chambly, and Denise Valiquette, secretary, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Grapex inc.", with a

capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714691

A. Guay & fils construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Armand-P. Guay, entrepreneur, Aurore Duteau, ménagère, épouse dudit Armand-P. Guay, tous deux de Lacolle, et André Guay, opérateur, Saint-Bernard-de-Lacolle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « A. Guay & fils construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bernard-de-Lacolle, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715988

Hamel et Lahaye Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Laurent Hamel, comptable, Jeannine Nadeau, fleuriste, épouse dudit Laurent Hamel, tous deux de 293, 8e Avenue, Iberville, et Georges La Haye, conseiller économique, 33, Hochelaga, Candiac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Hamel et Lahaye Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 293, 8e Avenue, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715784

Shirley Harmer Investment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Diana Kleban, secrétaire, 7327, rue Fabre, Shirley Harmer, artiste, toutes deux célibataires, et Damiano Durinzi, homme d'affaires, ces

total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Chambly, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 714691

A. Guay & fils construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand-P. Guay, contractor, Aurore Duteau, housewife, wife of the said Armand-P. Guay, both of Lacolle, and André Guay, operator, St. Bernard-de-Lacolle, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "A. Guay & fils construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St. Bernard-de-Lacolle, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715988

Hamel et Lahaye Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Hamel, accountant, Jeannine Nadeau, florist, wife of the said Laurent Hamel, both of 293 8th Avenue, Iberville, and Georges La Haye, economic adviser, 33 Hochelaga, Candiac, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Hamel et Lahaye Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 293 8th Avenue, Iberville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715784

Shirley Harmer Investment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diana Kleban, secretary, 7327 Fabre Street, Shirley Harmer, performer, both spinsters, and Damiano Mario Durinzi, businessman, the latter

deux derniers de 2445, chemin Sunset, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre de courtier en immeubles et évaluateurs de propriétés mobilières et immobilières, sous le nom de « Shirley Harmer Investment Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715025

W. J. Hayes & Sons Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: William Mahlon Osborne Hayes, entrepreneur de pompes funèbres, Gwendoline Blanche Tisdale, ménagère, épouse dudit William Mahlon Osborne Hayes, James Arthur Wilson Hayes, entrepreneur de pompes funèbres, et Marion Kathleen Blanche Dale, ménagère, épouse dudit James Arthur Wilson Hayes, tous quatre de Shawville, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « W. J. Hayes & Sons Ltd. », avec un capital actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 134, rue Centre, Shawville, district judiciaire de Pontiac.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715668

Hellenic Show Productions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: William Fortis, 116, rue Lapalme, Saint-Laurent, Jean Panagopoulos, 6955, Wiseman, tous deux administrateurs, et Suzan Fisher, secrétaires, célibataire, 4560, avenue Mayfair, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Produire, diriger, administrer, exécuter des programmes pour la radio et la télévision, en faire un commerce, sous le nom de « Hellenic Show Productions Inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715637

two of 2445 Sunset Road, Mount Royal, for the following purposes:

To operate as real estate broker and valuator of moveable or immoveable property, under the name of "Shirley Harmer Investment Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 15,000 common shares of the par value of $1 each and 3,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715025

W. J. Hayes & Sons Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Mahlon Osborne Hayes, funeral director, Gwendoline Blanche Tisdale, housewife, wife of the said William Nahlon Osborne Hayes, James Arthur Wilson Hayes, funeral director, and Marion Kathleen Blanche Dale, housewife, wife of the said James Arthur Wilson Hayes, all four of Shawville, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of funeral directors, under the name of "W. J. Hayes & Sons Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 35,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 134 Centre Street, Shawville, judicial district of Pontiac.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715668

Hellenic Show Productions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Fortis, 116 Lapalme Street, Saint-Laurent, Jean Panagopoulos, 6955 Wiseman, both executives, and Susan Fisher, secretary, spinster, 4560 Mayfair Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To produce, manage, direct, operate and deal in television and radio programmes, under the name of "Hellenic Show Productions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 390 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715637

Host Productions (Québec) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Des Neiges Lanthier, secrétaire, célibataire, 2150 ouest, de Maisonneuve, Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, tous deux de Montréal, et Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre d'éditeurs de films et administrer des studios de vues animées, sous le nom de « Host Productions (Québec) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715629

Hôtel Child (1971) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Camille Messara, avocat, 234, Légaré, Deauville, Gilles Couture, courtier en immeuble, route rurale 5, Magog, et Yvan Rancourt, commis, 9, Wellington Nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Child (1971) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 38, rue Child, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716408

Image (Two) Pants Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Richard Victor, manufacturier, Eva Victor, ménagère, épouse dudit Richard Victor, tous deux de 2155, de Montreuil, Montréal, et Solomon-W. Weber, avocat, 1070, avenue Pratt, app. 402, Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer et exporter des pantalons pour dames, ainsi que des articles connexes, sous le nom de « Image (Two) Pants Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Host Productions (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Des Neiges Lanthier, secretary, spinster, 2150 de Maisonneuve West, Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, both of Montreal, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of motion pictures producers and to operate motion pictures studios, under the name of "Host Productions (Québec) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715629

Hôtel Child (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Camille Messara, advocate, 234 Légaré, Deauville, Gilles Couture, real estate broker, Rural Route 5, Magog, and Yvan Rancourt, clerk, 9 Wellington North, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Child (1971) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 38 Child Street, Coaticook, judicial district of Saint François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716408

Image (Two) Pants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Victor, manufacturer, Eva Victor, housewife, wife of the said Richard Victor, both of 2155 de Montreuil, Montreal, and Solomon W. Weber, advocate, 1000 Pratt Avenue, Apt. 402, Outremont, for the following purposes:

To manufacture, import and export ladies' pants as well as associated lines, under the name of "Image (Two) Pants Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716362

Les immeubles Gilles Couture inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gilles Couture, courtier en immeuble, route rurale 5, Magog, Camille Messara, avocat, 234, Légaré, Deauville, et Yvan Rancourt, commis, 9, Wellington nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les immeubles Gilles Couture inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 162, rue Crest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716407

Les immeubles Roluc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, et Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les immeubles Roluc inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes suite 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715703

Les immeubles Vicomte (Laval) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Jeffrey Brull, tous deux avocats, et Sheila Raymond, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1, Place Ville Marie, Montréal, our les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Les immeubles

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716362

Les immeubles Gilles Couture inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Couture, real estate broker, Rural Route 5, Magog, Camille Messara, advocate, 234 Légaré, Deauville, and Yvan Rancourt, clerk, 9 Wellington North, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les immeubles Gilles Couture inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 162 Crest Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716407

Les immeubles Roluc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, St. Laurent, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, and Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les immeubles Roluc inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715703

Les immeubles Vicomte (Laval) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, Jeffrey Brull, both advocates, and Sheila Raymond, secretary, spinster, all three of 1 Place Ville Marie, Montreal, for the following purposes:

To operate motels, hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, tourist camps and houses and summer resorts, under the name of "Les immeubles Vicomte (Laval)

Vicomte (Laval) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716244

Les immeubles Wilfrid Légaré (1971) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gérard Légaré, entrepreneur, Marcelle Talbot, ménagère, épouse dudit Gérard Légaré, tous deux de 1165, Bégin, Sillery, et Laurent Lessard, agent d'immeubles, 10, Robitaille, Saint-David-de-l'Auberivière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les immeubles Wilfrid Légaré (1971) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715817

Importation Casa ltée
Casa Import Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre Mireault, 8583, St-Denis, Mohamed Benkirane, 11800, Grenet, app. 17, tous deux de Montréal, et Mohamed B.A. Benkirane, 6, avenue Paul Doumer, Casablanca, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Fabriquer, importer, exporter et faire le commerce de biens, marchandises et services de toutes sortes, sous le nom de « Importation Casa ltée — Casa Import Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716209

Innismere Farms Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constitutant en corporation: Innismere Farms Inc., 1, Place Ville Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'agriculture, d'élevage, de pêcherie, de chasse, de culture, de commerce de produits agricoles, de transport, de construction, de location, de vente, d'achat, d'échange, de commerce de biens, marchandises et services de toutes sortes, sous le nom de « Innismere Farms Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716244

ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716244

Les immeubles Wilfrid Légaré (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Légaré, contractor, Marcelle Talbot, housewife, wife of the said Gérard Légaré, both of 1165 Bégin, Sillery, and Laurent Lessard, real estate agent, 10 Robitaille, St. David-de-l'Auberivière, for the following purposes:

To carry on business as real estate, construction and investment company, under the name of "Les immeubles Wilfrid Légaré (1971) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715817

Importation Casa ltée
Casa Import Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Mireault, 8583 St. Denis, Mohamed Benkirane, 11800 Grenet, Apt. 17, both of Montreal, and Mohamed B. A. Benkirane, 6 Paul Doumer Avenue, Casablanca, all three businessmen, for the following purposes:

To manufacture, import, export and deal in all kinds of goods, merchandise and services, under the name of "Importation Casa ltée — Casa Import Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716209

Innismere Farms Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: Henry Nevard, 1110 ouest rue Sherbrooke, Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, tous deux de Montréal, et Barry A. Cappel, 5891, Centennial, Côte Sainte-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités un commerce d'exploitation agricole, sous le nom de « Innismere Farms Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1010 ouest, rue Ste-Catherine, local 622, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715596

Institut populaire d'information écologique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Bourque, avocat, 107, de Gascogne, Saint-Lambert, Cécile Bourgoin, 1931, Verreault, Laval, Carole Hébert, 270, Régent, Deux-Montagnes, Marie Nassa, 6653, Louis-Hémon, Denise-M. Landry, 5000, Clanranald, toutes quatre filles majeures, et Gertrude L'Heureux, veuve de Guy Murray, 3737, Coronet, ces trois dernières de Montréal, ces cinq dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Sensibiliser et renseigner, par tous les moyens possibles, le public sur les problèmes de l'environnement, sous le nom de « Institut populaire d'information écologique inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714199

Les investissements Mirage inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Philippe Arial, Touraine, Yves Verner, Gatineau, tous deux comptables, et Lise Cousineau, secrétaire, fille majeure, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les investissements Mirage inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

incorporating: Henry Nevard, 1110 Sherbrooke West, Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, both of Montreal, and Barry A. Cappel, 5891 Centennial, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of farming and agriculture, under the name of "Innismere Farms Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 8,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 622, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715596

Institut populaire d'information écologique inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Serge Bourque, advocate, 107 de Gascogne, St. Lambert, Cécile Bourgoin, 1931, Verreault, Laval, Carole Hébert, 270 Régent, Two Mountains, Maria Nassa, 6653 Louis Hémon, Denise-M. Landry, 5000 Clanranald, all four spinsters, and Gertrude L'Heureux, widow of Guy Murray, 3737 Coronet, the latter three of Montreal, the latter five secretaries, for the following purposes:

To apprise and inform the public, by all possible means, of environmental problems under the name of "Institut populaire d'information écologique inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 714199

Les investissements Mirage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Arial, Touraine, Yves Verner, Gatineau, both accountants, and Lise Cousineau, secretary, spinster, Hull, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les investissements Mirage inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 166, rue Wellington, Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714287

Les investissements Mont-Soleil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre Bellefleur, comptable, Douglas Lemon, agent, tous deux de Bromont, et Pierre Beaudry, notaire, Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les investissements Mont-Soleil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bromont, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715407

Jaronel Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Hamel, 309, St-Pierre, Mont-Saint-Hilaire, Roger Guertin, tous deux entrepreneurs, et Mario Guertin, comptable, ces deux derniers de 70, Cordon, Saint-Jean-Baptiste, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Jaronel Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,940 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, rue Cordon, Saint-Jean-Baptiste, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716051

Jaymar Clothing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, 453 Mitchell, Mont-Royal, Stanley-R. Shuster, 4000, bou-

The head office of the company is at 166 Wellington Street, Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 714287

Les investissements Mont-Soleil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Bellefleur, accountant, Douglas Lemon, agent, both of Bromont, and Pierre Beaudry, notary, Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, building and investment company, under the name of "Les investissements Mont-Soleil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Bromont, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions. Companies and Cooperatives.

44493 715407

Jaronel Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Hamel, 309 St. Pierre, Mount St. Hilaire, Roger Guertin, both contractors, and Mario Guertin, accountant, the latter two of 70, Cordon, St. Jean-Baptiste, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Jaronel Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of $1 each and 3,940 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 70 Cordon Street, St. Jean-Baptiste, judicial district of St. Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716051

Jaymar Clothing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold W. Ashenmil, 453 Mitchell, Mount Royal, Stanley R. Shuster, 4000 de Maison-

levard de Maisonneuve, et Sidney-J. Schachter, 5251, Hingston, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des boutiques de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « Jaymar Clothing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valer au par de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3063, chemin des Sources, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715619

La Jeune Chambre de St-Apollinaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Côté, garagiste, Jean-Claude Boucher, plombier, et Léopold Rousseau, ferblantier, tous trois de Saint-Apollinaire, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « La Jeune Chambre de St-Apollinaire inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Apollinaire, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716145

Eugène Jobin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Fortin, 2542, Place de Monceaux, Gérard Martel, 2544, Place de Monceaux, tous deux courtiers d'assurances, de Sillery, Nicol Henry, 1321, Nelles, et Michel Boulianne, 2208, Place MacKay, ces deux derniers avocats, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Eugène Jobin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1091, chemin St-Louis, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716383

neuve Boulevard, and Sidney J. Schachter, 5251 Hingston, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To own and operate, men's, ladies' and children's wear shops, under the name of "Jaymar Clothing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3063 Sources Road, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715619

La Jeune Chambre de St-Apollinaire inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Côté, garage-keeper, Jean-Claude Boucher, plumber, and Léopold Rousseau, tinsmith, all three of St. Apollinaire, for the following purposes:

To foster in young people an interest in the economic, social and civic progress of their community, under the name of "La Jeune Chambre de St-Apollinaire inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,0000.

The head office of the corporation is at St. Apollinaire, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716145

Eugène Jobin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Fortin, 2542 Place de Monceaux, Gérard Martel, 2544 Place de Monceaux, both insurance brokers, of Sillery, Nicol Henry, 1321 Nelles, and Michel Boulianne, 2208 Place MacKay, the latter two advocates, of Sainte Foy, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Eugène Jobin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1091 St. Louis Road, Sillery, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716383

K & M Pantadisc Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Leslie Kinkson, 317, avenue Woodland, Verdun, Kenneth Reid, 4850 chemin de la Côte des Neiges, app. 1702, tous deux administrateurs, et Monica Burns, secrétaire, fille majeure, 4854, chemin de la Côte des Neiges, app. 1011, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de meubles, garnitures de maison, appareils de radio et de télévision, disques et phonographes, appareils stéréophoniques, équipement et accessoires de reproduction de haute fidélité, réfrigérateurs, équipement et appareils électriques, bijouterie et vêtements de tous genres pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « K & M Pantadisc Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 436, boulevard Saint-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716008

K & M Pantadisc Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leslie Hinkson, 317 Woodland Avenue, Verdun, Kenneth Reid, 4850 Côte des Neiges Road, Apt. 1702, both executives, and Monica Burns, secretary, spinster, 4854 Côte des Neiges Road, Apt. 1011, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of furniture, household furnishings, radios, televisions, records and record players, stereos, hi-fi equipment and accessories, refrigerators, electric equipment and electric appliances, jewellery and men's, women's and children's wearing apparel of every description, under the name of "K & M Pantadisc Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $1 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 436 St. Joseph Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 716008

Kawa Sports Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Fernando Bégin, industriel, Pierrette Roy, ménagère, épouse dudit Fernando Bégin, tous deux de 91, St-Pierre, Notre-Dame-des-Laurentides, et Marcel Corriveau, vendeur, 1580, de Niverville, app. 3, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la réparation et la location de motos-neige, hors-bords, moteurs de motocyclette, tondeuses et de tous autres articles de sport, sous le nom de « Kawa Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716504

Kawa Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernando Bégin, manufacturer, Pierrette Roy, housekeeper, wife of the said Fernando Bégin, both of 91 St. Pierre, Notre-Dame des Laurentides, and Marcel Corriveau, salesman, 1580, de Niverville, Apt. 3, Québec, for the following purposes:

To deal in, repair and rent snowmobiles, speed-boats, motorcycle motors, lawn mowers and all other sports items, under the name of "Kawa Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Notre-Dame des Laurentides, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716504

Koartak inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Louis Lemieux, 218,Gay-Lussac, Roland Doucet, 900, Maxwell, tous deux d'Ar-

Koartak inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Lemieux, 218 Gay Lussac, Roland Doucet, 900 Maxwell, both of Arvida, Gérard Morin, 657

vida, Gérard Morin, 657, Jacques-Cartier, Albert Bourdages, 481, Montfort, Guy Simard, 160, de la Fabrique, Richard Normand, 217, de la Provence, tous quatre de Jonquière, et Benoit Auclair, 332, Boivin est, Alma, tous ingénieurs, pour les objets suivants:

Acheter, ériger, construire et exploiter des terrains, des immeubles de toutes catérogies pour fins domiciliaires, industrielles, commerciales, professionnelles, éducationnelles, scientifiques et autres, sous le nom de « Koartak inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 300,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 70,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 525, boulevard Centenaire, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715562

L.S.W. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Lucien Simard, industriel, Rose-Annette Payeur, ménagère, épouse dudit Lucien Simard, tous deux de 2685, Aurigny, Sam Wong, restaurateur, et Fleurette Gaudreault, ménagère, épouse dudit Sam Wong, ces deux derniers de 2688, Aurigny, tous quatre de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « L.S.W. inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2685, Aurigny, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716032

Les laboratoires industriels du Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Léo Pérusse, industriel, 4295, Baron, Saint-Léonard, Benoît-I. Kerub, administrateur en relations publiques, 401B, Havre des Îles, Laval, Jean-Claude Dansereau, acheteur, 2735, Mercier, Montréal, Micheline Michelin, secrétaire, épouse de Germain Beaudry, 4337, Amos, Montréal-Nord, et Jean-Marie Deom, ingénieur, 29, des Ormes, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les laboratoires industriels du Nord inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Jacques-Cartier, Albert Bourdages, 481 Montfort, Guy Simard, 160 de la Fabrique, Richard Normand, 217 de la Provence, all four of Jonquière, and Benoit Auclair, 332 Boivin East, Alma, all engineers, for the following purposes:

To buy, erect, construct and operate lots and properties of all categories for residential, industrial, commercial, professional, educational, scientific and other purposes, under the name of "Koartak inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 300,000 common shares of $1 each and 70,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 525 Centenaire Boulevard, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715562

L.S.W. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Simard, manufacturer, Rose-Annette Payeur, housewife, wife of the said Lucien Simard, both of 2685 Aurigny, Sam Wong, restaurateur, and Fleurette Gaudreault, housewife, wife of the said Sam Wong, the latter two of 2688 Aurigny, all four of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "L.S.W. inc.", with a total capital of $150,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2685 Aurigny, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716032

Les laboratoires industriels du Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Pérusse, manufacturer, 4295 Baron, St. Léonard, Benoît-I. Kerub, public relations administrator, 401B Havre des Îles, Laval, Jean-Claude Dansereau, purchaser, 2735 Mercier, Montreal, Micheline Michelin, secretary, wife of Germain Beaudry, 4337 Amos, Montreal North, and Jean-Marie Deom, engineer, 29 des Ormes, St. Basile-le-Grand, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Les laboratoires industriels du Nord inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 4295, rue Baron, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716785

Lampex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Claude Fournier, avocat, 3110, boulevard Neilson, Sainte-Foy, Claude Girard, 2910, Monseigneur Gauthier, Giffard, Jean Renault, 3, ruelle des Ursulines, app. 3, tous deux étudiants, et Thérèse Tardif, secrétaire, fille majeure, 919, avenue Manrèse, app. 4, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de radio, télévision, et autres appareils électriques ou électroniques, et toutes leurs parties ou accessoires, sous le nom de « Lampex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2153, rue Cloutier, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716115

J. Raymond Langlais Holding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Joseph-Raymond Langlais, analyste financier, Pauline Bérubé, ménagère, épouse dudit Joseph-Raymond Langlais, tous deux de 75, Brookside, Beaconsfield, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « J. Raymond Langlais Holding Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 99,500 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 400 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 75, avenue Brookside, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716396

Jacques Lapointe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at 4295 Baron Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716785

Lampex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Fournier, advocate, 3110 Neilson Boulevard, St. Foy, Claude Girard, 2910 Monseigneur Gauthier, Giffard, Jean Renault, 3 des Ursulines Lane, Apt. 3, both students, and Thérèse Tardif, secretary, spinster, 919 Manrèse Avenue, Apt. 4, the latter two of Québec, for the following purposes:

To deal in radio, television and other electrical or electronic appliances, and in all their parts and accessories, under the name of "Lampex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 2153 Cloutier Street, Shawinigan, judicial district of St. Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716115

J. Raymond Langlais Holding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Raymond Langlais, financial analyst, Pauline Bérubé, housekeeper, wife of the said Joseph-Raymond Langlais, both of 75 Brookside, Beaconsfield, and Maurice Martel, advocate, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "J. Raymond Langlais Holding Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $1 each, 99,500 class "A" preferred shares of $1 each and 400 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 75 Brookside Avenue, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716396

Jacques Lapointe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean Blanchard, 8, avenue des Ormes, Sainte-Thérèse, Maurice Labelle, 303, Grande-Côte, Rosemère, et Jean-Pierre Durocher, 35, avenue Montsec, Lorraine, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Jacques Lapointe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 714585

P. Lauzon et Cie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Lauzon, courtier d'assurances, Claudette Beaudry, ménagère, épouse dudit Jean-Pierre Lauzon, tous deux de 10535, Christophe-Colomb, et Bernard LeBoeuf, constructeur, 10775, Waverley, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « P. Lauzon et Cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715653

Jean-Guy Lavallée inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jacques Dugas, 111, Tellier, Claude Dugas, 540, St-Thérèse, et J.-H.-Denis Gagnon, 833, Manseau, tous trois avocats, de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Jean-Guy Lavallée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715249

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Blanchard, 8 avenue des Ormes, St. Thérèse, Maurice Labelle, 303 Grande Côte, Rosemère, and Jean-Pierre Durocher, 35 Montsec Avenue, Lorraine, all three notaries, for the folllwing purposes:

To carry on business as a building and investment company, under the name of "Jacques Lapointe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Blainville, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 714585

P. Lauzon et Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Lauzon, insurance broker, Claudette Beaudry, housewife, wife of the said Jean-Pierre Lauzon, both of 10535 Christophe Colomb, and Bernard LeBoeuf, builder, 10775 Waverley, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "P. Lauzon et Cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715653

Jean-Guy Lavallée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Dugas, 111 Tellier, Claude Dugas, 540 St. Thérèse, and J.-H.-Denis Gagnon, 833 Manseau, all three advocates, of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Jean-Guy Lavallée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715249

René Lefèbvre Construction (St-Luc) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: René Lefèbvre, représentant, Joan Zimmer, ménagère, épouse dudit René Lefèbvre, tous deux de 346A, et Vincent Fortin, entrepreneur, 322, tous trois de Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « René Lefèbvre Construction (St-Luc) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacun.

Le siège social de la compagnie est 346A, Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714219

Librairie Publications Choisies inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Léon-Pierre Larochelle, relieur, Marie-Jeanne Houle, épouse dudit Léon-Pierre Larochelle, tous deux de 690, 140e rue, et Lorraine Cloutier, fille majeure, 1235, 120e rue, ces deux dernières gérantes, tous trois de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, publicistes et autres commerces semblables, sous le nom de « Librairie Publications Choisies inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1662, 5e avenue, Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715995

Lingerie Germaine Paquet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Germaine Pratte, commerçante, épouse de Armand Paquet, 127, St-Laurent, Pierrette Paquet, épouse de Michel Dubois, 62, St-Henri, toutes deux de Cap-de-la-Madeleine, et Céline Paquet, épouse de Marcel St-Pierre, 1055, des Chataigners, Trois-Rivières, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et plus particulièrement de vêtements pour enfants et adolescents, sous le nom de « Lingerie Germaine Pa-

René Lefèbvre Construction (St-Luc) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Lefèbvre, salesman, Joan Zimmer, housewife, wife of the said René Lefèbvre, both of 346A, and Vincent Fortin, contractor, 322, all three of St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "René Lefèbvre Construction (St-Luc) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of thto company is at 346A St. Luc, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 714219

Librairie Publications Choisies inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léon-Pierre Larochelle, book-binder, Marie-Jeanne Houle, wife of the said Léon-Pierre Larochelle, both of 690, 140th Street, and Lorraine Cloutier, spinster, 1235, 120th Street, the latter two managers, all three of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, book-binders, publicists and in other like trades, under the name of "Librairie Publications Choisies inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1662, 5th Avenue, Shawinigan South, judicial district of St. Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715995

Lingerie Germaine Paquet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germaine Pratte, merchant, wife of Armand Paquet, 127 St. Laurent, Pierrette Paquet, wife of Michel Dubois, 62 St. Henri, both of Cap-de-la-Madeleine, and Céline Paquet, wife of Marcel St-Pierre, 1055 des Chataigners, Trois-Rivières, the latter two housewives, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, and particularly in clothing for children and teenagers, under the name of "Lingerie Germaine Paquet inc.", with a total capi-

quet inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Centre d'achats, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715987

Samuel Lisak Associates Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 chemin Wavell, Côte Saint-Luc, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un service de vente générale et d'administration, sous le nom de « Samuel Lisak Associates Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9500, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716361

Les loisirs du lac Alouette

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Cromp, assistant-gérant, 1751, Jacques Lemaistre, Paul De Montigny, gérant, 7954, St-Gérard, Alain Blanchard, technicien, 10894, Waverly, Claude Thibert, gérant de production, 10229, Chambord, tous quatre de Montréal, Pierre Lamarche, mécanicien, 378, les Cèdres, Germain Gauthier, laitier, 657, des. Pins, Laurent Lampron, assistant-contremaître, 406, Ste-Thérèse, Jean Larin, maître-électricien, 518, boulevard du Lac, tous quatre de Sainte-Sophie, Maurice Murphy, professeur, 2231, Oslo, Laval, et Michel Drapeau, opérateur, 9032, de Louresse, Anjou, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif et de loisirs, sous le nom de « Les loisirs du lac Alouette ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Sophie (Lac-Alouette), district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714570

tal stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at the Shopping Centre, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715987

Samuel Lisak Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a general sales and administrative service, under the name of "Samuel Lisak Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 9500 St. Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716361

Les loisirs du lac Alouette

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Cromp, assistant manager, 1751 Jacques Lemaistre, Paul De Montigny, manager, 7954 St. Gérard, Alain Blanchard, technician, 10894 Waverly, Claude Thibert, production manager, 10229 Chambord, all four of Montreal, Pierre Lamarche, mechanic, 378 les Cèdres, Germain Gauthier, milkman, 657 des Pins, Laurent Lampron, assistant foreman, 406 St. Thérèse, Jean Larin, master electrician, 518 du Lac Boulevard, all four of St. Sophie, Maurice Murphy, teacher, 2231 Oslo, Laval, and Michel Drapeau, operator, 9032 de Louresse, Anjou, for the following purposes:

To form and manage a sports and recreation club, under the name of "Les loisirs du lac Alouette".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at St. Sophie (Lac Alouette), judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 714570

Loisirs Notre-Dame de Thetford Mines inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Doyle, mécanicien, 375, Goudreau, Robert Lessard, journalier, 397, Martineau, Raymond Vachon, vérificateur, 262, Ouellet, et Léopold Leroux, électricien, 489, Labbé, tous quatre de Thetford Mines, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs Notre-Dame de Thetford Mines inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 1805-1971

Luvit inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Jean-Charles Latour, 2630, Soissons, Marc Valois, 4390, Old Orchard, tous deux avocats, et Jocelyne Bluteau, secrétaire, épouse de Jacques Bluteau, 2695, St-Zotique, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bonneterie, sous le nom de « Luvit inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715199

M. A. S. H. Creations Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Pinja E. Blitt, 6600, chemin Kildare, app. 1401, tous deux de Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 795, Alexis Nihon, Saint-Laurent, et Bernard Gardner, 405, Northcote, Rosemère, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Confectionner toutes sortes de vêtements pour dames, hommes et enfants articles vestimentaires, fournitures, tissus, accessoires et articles, en faire le commerce, sous le nom de « M. A. S. H. Creations Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Loisirs Notre-Dame de Thetford Mines inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réal Doyle, mechanic, 375 Goudreau, Robert Lessard, labourer, 397 Martineau, Raymond Vachon, inspector, 262 Ouellet, and Léopold Leroux, electrician, 489 Labbé, all four of Thetford Mines, for the following purposes:

To organize recreational activities, under the name of "Loisirs Notre-Dame de Thetford Mines inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 1805-1971

Luvit inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Latour, 2630 Soissons, Marc Valois, 4390 Old Orchard, both advocates, and Jocelyne Bluteau, secretary, wife of Jacques Bluteau, 2695 St. Zotique, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hosiery shops, under the name of "Luvit inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715199

M. A. S. H. Creations Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, both of Côte-Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 795 Alexis Nihon, Saint-Laurent, and Bernard Gardner, 405 Northcote, Rosemère, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of garments, men's, women's and children's clothing, wearing apparel, furnishings, fabrics, materials and articles, under the name of "M. A. S. H. Creations Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est au 919, rue Melville, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715681

M.J. Textiles Ltd.
Textiles M.J. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Thérèse Desjardins, secrétaire, célibataire, 3885, boulevard Rosemont, Gerald W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, tous deux de Montréal, et Walter R. M. Wekarchuk, 1703, Albert Duquesne, Laval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer du coton, de la laine, des filés et autres substances fibreuses, tous produits et sous-produits d'iceux, en faire le commerce, sous le nom de « M.J. Textiles Ltd. — Textiles M.J. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715534

M. and S. Electrical Contractors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Philip Schneider, 1582, avenue Ducharme, Outremont, Mike Menshick, tous deux électriciens, et Susan Phillip, ménagère, épouse dudit Mike Menshick, ces deux derniers de 11063, Joseph-Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaire comme entrepreneurs d'électricité dans toutes ses spécialités, sous le nom de « M. and S. Electrical Contractors Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11063, rue Joseph-Casavant, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716444

Mabo Enterprises Ltd.
Les entreprises Mabo ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971,

The head office of the company is at 919 Melville Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715681

M.J. Textiles Ltd.
Textiles M.J. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse Desjardins, secretary, spinster, 3885 Rosemont Boulevard, Gerald W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, both of Montreal, and Walter R. M. Wekarchuk, 1703 Albert Duquesne, Laval, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in cotton, wool, worsted and other fibrous substances and all products and by-products thereof, under the name of "M.J. Textiles Ltd. — Textiles M.J. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715534

M. and S. Electrical Contractors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Instituions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philip Schneider, 1582 Ducharme Avenue, Outremont, Mike Menshick, both electricians, and Susan Phillip, housewife, wife of the said Mike Menshick, the latter two of 11063 Joseph Casavant, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors in all its branches, under the name of "M. and S. Electrical Contractors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 11063 Joseph Casavant Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716444

Mabo Enterprises Ltd.
Les entreprises Mabo ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

constituant en corporation: Michael Chabala, 181, avenue des Champagnes, Longueuil, Denis Houle, 11, Prince Val, Lorraine, tous deux administrateurs, Seymour Machlovitch, avocats, 88, Summit Crescent, Westmount, et Madeleine Lamothe, secrétaire, épouse de Nelson Jackson, 155, Deguire, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'effets, d'articles et de marchandises de toute nature, sous le nom de « Mabo Enterprises Ltd. — Les entreprises Mabo ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716607

Maheu Transpor Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, François Perreault, 7131, Pontoise, et Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, ces deux derniers de Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Maheu Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Stanislas-de-Kostka, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716098

La maison du Jouet Français inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Saint-Laurent, Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Thomas-A. Lavin, Lac Brome, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de jeux, joucts, articles de sport, articles de camping, articles de ménage, bimbeloterie, articles, souvenirs, embarcations sportives, nouveautés, ameublements, quincaillerie et toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « La maison du Jouet Français inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

incorporating: Michael Chabala, 181 des Champagnes Avenue, Longueuil, Denis Houle, 11 Prince Val, Lorraine, both executives, Seymour Machlovitch, advocates, 88 Summit Crescent, Westmount, and Madeleine Lamothe, secretary, wife of Nelson Jackson, 155 Deguire, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of every nature, under the name of "Mabo Enterprises Ltd. — Les entreprises Mabo ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 716607

Maheu Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, François Perreault, 7131 Pontoise, and Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, the latter two of St. Léonard, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Maheu Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company it at St. Stanislas-de-Kostka, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716098

La maison du Jouet Français inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, St. Laurent, Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Thomas-A. Lavin, Brome Lake, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of games, toys, sports articles, camping goods, household articles, knick-knacks, articles, souvenirs, sports craft, novelties, furnishings, hardware and all kinds of related specialties, under the name of "La maison du Jouet Français inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 6, rue Calumet, Mart C, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716080

Makely's Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gibson Makely, 471, River Road, FairHaven, Arnold-V. Santos, 8, Springbrook Trail, Sparta, tous deux administrateurs, et Raymond Lette, avocat, 27, avenue McNider, Montréal, pour les objets suivants:

Imprimer, publier, éditer, acheter, vendre, exporter et importer des livres, périodiques, disques et équipement et moyens audio-visuels, sous le nom de « Makely's Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716442

Manlyne Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gary Franklyn, préposé à la mise en marché, 8173, Giguère, Jacques Laurier, avocat, 508, Bishop Power, tous deux de Lasalle, et John Vecmanis, camionneur, 3786, avenue Oxford, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de tabac et de variétés, sous le nom de « Manlyne Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716384

Marché Gaspé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1971, constituant en corporation: Bernard Bourget, Roger Tremblay et Courtney Simpson, tous trois hommes d'affaires, de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Gaspé inc. », avec un capital total de $200,000,

The head office of the company is at 6 Calumet Street, Mart C, Placé Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716080

Makely's Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gibson Makely, 471 River Road, FairHaven, Arnold V. Santos, 8 Springbrook Trail, Sparta, both executives, and Raymond Lette, lawyer, 27 McNider Avenue, Montreal, for the following purposes:

To print, publish, edit, buy, sell, distribute, export and import books, periodicals, records and audio-visual equipment and methods, under the name of "Makely's Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716442

Manlyne Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gary Franklyn, marketer, 8173 Giguère, Jacques Laurier, lawyer, 508 Bishop Power, both of Lasalle, and John Vecmanis, truck driver, 3786 Oxford Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate a tobacco and variety store, under the name of "Manlyne Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716384

Marché Gaspé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Bourget, Roger Tremblay and Courtney Simpson, all three businessmen, of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marche Gaspé inc.", with a total capital stock of

divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714262

Marché Guybourg inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Bracken, 1150, Cadieux, #3, Roger Brackon, Francis Bracken, tous deux de 1567, d'Iberville, tous trois de Saint-Bruno-de-Montarville, et James F. Bracken, 6820, d'Avila, Saint-Léonard, tous quatre marchands, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers licenciés, sous le nom de « Marché Guybourg inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6001, Lafontaine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715998

Marché Robert de Montréal Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gilles-I. Beaupré, avocat, 3445 Drummond, #1002, Jean-Olivier Caron, étudiant, 3616, Ste-Famille, et Ginette Desjardins, secrétaire, fille majeure, 5968, 20e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers licenciés, sous le nom de « Marché Robert de Montréal Nord inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3528-1971

Master Fabric Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Dennis Lines, administrateur, Kathleen Lines, épouse dudit Dennis Lines, et Eliza-

$200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 714262

Marché Guybourg inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Bracken, 1150 Cadieux, app. 3, Roger Bracken, Francis Bracken, both of 1567 d'Iberville, all three of Saint-Bruno-de-Montarville, and James F. Bracken, 6820 d'Avila, Saint Léonard, all four merchants, for the following purposes:

To carry on business as licenced grocers-butchers, under the name of "Marché Guybourg inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6001 Lafontaine, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715998

Marché Robert de Montréal Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-I. Beaupré, advocate, 3445 Drummond, #1002, Jean-Olivier Caron, student, 3616 St. Famille, and Ginette Desjardins, secretary, spinster, 5968, 20th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as licensed butchers and grocers, under the name of "Marché Robert de Montréal Nord inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 3528-1971

Master Fabric Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dennis Lines, executive, Kathleen Lines, wife of the said Dennis Lines, and Elizabeth Vincent,

beth, veuve de Robert Vincent, ces deux dernières de 7640, 23e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits textiles de toutes sortes, sous le nom de « Master Fabrics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7640, 23e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716066

Métalbec ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Guy Robichaud, entrepreneur, Clément Robichaud, journalier, tous deux de 786, St-Joseph, Valcourt, et Yvon Robichaud, avocat, 20, Centre, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Métalbec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 3, Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715190

Metaline Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Daniel M. Kochenburger, 1545, Graham, tous deux de Mont-Royal, et Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce dans le domaine de la sécurité générale, sous le nom de « Metaline Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 15387, Esterel, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715493

Metro Offset, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

widow of Robert Vincent, the latter two housewives, all three of 7640, 23rd Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in textile products of all kinds, under the name of "Master Fabrics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7640, 23rd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 716066

Métalbec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Robichaud, contractor, Clément Robichaud, labourer, both of 786 St. Joseph, Valcourt, and Yvon Robichaud, advocate, 20 Centre, Granby, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors and deal in all kinds of heating appliances or systems, under the name of "Metalbec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rural Route number 3, Valcourt, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715190

Metaline Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Daniel M. Kochenburger, 1545 Graham, both of Mount Royal, and Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business in the general field of securities, under the name of "Metaline Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 15387 Esterel, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715493

Metro Offset, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 19e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Alfred Gagliardi, éditeur, Francine Gagliardi, secrétaire, célibataire, tous deux de 2405, Benjamin Sulte, et Egidio Masselli, contremaître, 9155, rue Berri, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimeurs, agents de publicité, entrepreneurs et dessinateurs publicitaires, sous le nom de « Metro Offset, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
çompagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715426

Modern Teak House Decor Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Roy-C. Amaron, 1815, Denton, A.-Carey-S. Stead, 510, avenue de l'Église, et H.-Robert Viberg, 2130, Swallow, tous trois avocats, de Dorval, pour les objets suivants:

Manufacturer des meubles et nouveautés d'ameublement de toutes sortes et en faire le commerce sous le nom de « Modern Teak House Decor Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716498

Mod-In Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, 69, Downshire Road, Harold Dizgun, 57, Alfred Crescent, et Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, tous trois avocats, de Hampstead, pour les objets suivants:

Manufacturer des vêtements et accessoires de toutes sortes, et en faire le commerce, sous le nom de « Mod-In Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716125

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Gagliardi, publisher, Francine Gagliardi, secretary, spinster, both of 2405 Benjamin Sulte, and Egidio Masselli, foreman, 9155 Berri Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, advertising agents, advertisement contractors and designers of advertisements, under the name of "Metro Offset, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715426

Modern Teak House Decor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roy C. Amaron, 1815 Denton, A. Carey S. Stead, 510 de l'Église Avenue, and H. Robert Viberg, 2130 Swallow, all three advocates, of Dorval, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Modern Teak House Decor Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 716498

Mod-In Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joel A. Pinsky, 69 Downshire Road, Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, and Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, all three advocates, of Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Mod-In Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 716125

Montgomery Mortgages Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Morris Shuter, comptable, 201, chemin Harland, Hampstead, Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, Leonard W. Flanz, 5750, avenue Trinity, tous deux de Côte Saint-Luc, et Robert Lefcort, 2555, avenue Benny, Montréal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Montgomery Mortgages Ltd. », avec un capital actions de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44493 715514

Montgrain Auto Parts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Serge Montgrain, commerçant, Marthe B. Montgrain, institutrice, épouse dudit Serge Montgrain, tous deux de 475, Portneuf, Longueuil, et Yvon-R. Lamarre, comptable, 1550, Filion, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs et tous leurs accessoires et pièces, sous le nom de « Montgrain Auto Parts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 475, rue Portneuf, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715645

Mont-Mill inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Bernard Jeanneau, restaurateur, 375, Seigneuriale, Gustave Gosselin, médecin, et Gilberte Valin, ménagère, épouse dudit Gustave Gosselin, ces deux derniers de 595, avenue Royale, tous trois de Beauport, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Mont-Mill inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Montgomery Mortgages Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morris Shuter, accountant, 201 Harland Road, Hampstead, Yoine Goldstein, 6505 Côte St-Luc, Leonard W. Flanz, 5750 Trinity Avenue, both of Côte Saint-Luc, and Robert Lefcort, 2555 Benny Avenue, Montreal, the latter three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Montgomery Mortgages Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715514

Montgrain Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Montgrain, merchant, Marthe B. Montgrain, teacher, wife of the said Serge Montgrain, both of 475 Portneuf, Longueuil, and Yvon-R. Lamarre, accountant, 1550 Filion, St. Lambert, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors and all their accessories and parts, under the name of "Montgrain Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 475 Portneuf Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715645

Mont-Mill inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Jeanneau, restaurateur, 375 Seigneuriale, Gustave Gosselin, physician, and Gilberte Valin, housewife, wife of the said Gustave Gosselin, the latter two of 595 Royale Avenue, all three of Beauport, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, and restaurants, under the name of "Mont-Mill inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 595, avenue Royale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715656

Montreal Refrigeration Equipment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation: Claude Lebeau, avocat, 9292, Centrale, Lasalle, Richard Quilliam, fonctionnaire, 3215, Sherbrooke est, Montréal, et Lise Racine, secrétaire, fille majeure, 911, de Lorimier, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire la location, la réparation et le commerce de tous appareils ou systèmes de réfrigération, de climatisation et de ventilation, sous le nom de « Montreal Refrigeration Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2112, rue Frontenac, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715026

Montreal Stereo Inc.
Stereo Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, appt. 308, Pinja-E. Blitt, 6600 chemin Kildare, appt. 1401, Samuel Greenblatt, 6508, Fern, tous trois de Côte Saint-Luc, et Bernard Gardner, 405, Northcote, Rosemère, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils ménagers et commerciaux, sous le nom de « Montreal Stereo Inc. — Stereo Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4151, rue Amiens, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716400

Montsoge inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Lebeau, 9292, Centrale, Lasalle, Bruno Colpron, 3860, boulevard Rosemont,

The head office of the company is at 595 Royale Avenue, Beauport, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715656

Montreal Refrigeration Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Lebeau, advocate, 9292 Centrale, Lasalle, Richard Quilliam, civil servant, 3215 Sherbrooke East, Montreal, and Lise Racine, secretary, spinster, 911 de Lorimier, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture, rent, repair and deal in all refrigeration, air-conditioning and ventilation apparatus or systems, under the name of "Montreal Refrigeration Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2112 Frontenac Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715026

Montreal Stereo Inc.
Stereo Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, Samuel Greenblatt, 6508 Fern, all three of Côte Saint-Luc, and Bernard Gardner, 405 Northcote, Rosemère, all four advocates, for the following purposes:

To deal in domestic and commercial appliances, under the name of "Montreal Stereo Inc. — Stereo Montréal inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4151 Amiens Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716400

Montsoge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Lebeau, 9292 Centrale, Lasalle, Bruno Colpron, 3860 Rosemont Boulevard, Montreal,

Montréal, tous deux avocats, et Lise Racine, secrétaire, fille majeure, 911, de Lorimier, Longueuil, pour les objets suivants:

Agir comme entreprise de mise en marché (marketing), sous le nom de « Montsoge inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4725, rue St-Denis, bureau 101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716104

Moteur Rive Sud ltée
South Shore Motor Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jacques Gilbert, Richard Martel et Rolland Forget, tous trois avocats, de 500, Place d'Armes, suite 1063, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, autos-neige, tracteurs, bateaux, moteurs, machines agricoles, instruments aratoires, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Moteur Rive Sud ltée — South Shore Motor Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 32,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie st 1796, chemin Chambly, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715861

Murs secs Jalap inc.
Jalap Drywall Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre Paquin, 12131, de Poutrincourt, Montréal, Alain Côté, tous deux avocats, et Suzanne Beauchamp, institutrice, épouse dudit Alain Côté, ces deux derniers de 177, Carignan, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Murs secs Jalap inc.— Jalap Drywall Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 483, St-Luc, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716076

both advocates, and Lise Racine, secretary, spinster, 911 de Lorimier, Longueuil, for the following purposes:

To act as a marketing enterprise, under the name of "Montsoge inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4725 St. Denis Street, Room 101, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716104

Moteur Rive Sud ltée
South Shore Motor Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Gilbert, Richard Martel and Rolland Forget, all three advocates, of 500 Place d'Armes, Suite 1063, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, snowmobiles, tractors, boats, motors, farm machinery, farming implements, machines and all their accessories and parts, under the name of "Moteur Rive Sud ltée — South Shore Motor Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 32,000 common shares of $1 each and 8,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1796 Chambly Road, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715861

Murs secs Jalap inc.
Jalap Drywall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Paquin, 12131, de Poutrincourt, Montreal, Alain Côté, both advocates, and Suzanne Beauchamp, teacher, wife of the said Alain Côté, the latter two of 177 Carignan, Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Murs secs Jalap inc.— Jalap Drywall Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 483 St. Luc, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716076

Les négociants Lacabie limitée
Lacabie Trading Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: J.-Yvon Lauzon, vendeur, Hélène L. Lauzon, ménagère, épouse dudit J.-Yvon Lauzon, tous deux de 5, Place Legault, Beaurepaire, et Cameron G. Miller, conseiller technique, 1820, McGregor, suite 509, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'importation et d'exportation de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les négociants Lacabie limitée — Lacabie Trading Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions classe « A » de $1 chacune et en 20,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5, Place Legault, Beaurepaire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715638

Les négociants Lacabie limitée
Lacabie Trading Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Yvon Lauzon, salesman, Hélène L. Lauzon, housekeeper, wife of the said J.-Yvon Lauzon, both of 5 Place Legault, Beaurepaire, and Cameron G. Miller, technical consultant, 1820 McGregor, Suite 509, Montreal, for the following purposes:

To import and export all kinds of goods, articles and merchandise, under the name of "Les négociants Lacabie limitée — Lacabie Trading Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 class "A" shares of $1 each and 20,000 class « B » shares of $1 each.

The head office of the company is at 5 Place Legault, Beaurepaire, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715638

Nettoyeurs Normil inc.
Normil Cleaners Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Clément Moreau, 7190, Beaudrière, app. 5, Anjou, Jean-E. Mosry, 6035, Pierre-Bédard, tous deux gérants, et Florian-G. Leroux, ingénieur, 11269, Drouart, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme buandier, nettoyeur, presseur, teinturier et faire la réparation de vêtements, tissus, marchandises et ameublements de maison, sous le nom de « Nettoyeurs Normil inc.— Normil Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2498, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715899

Nettoyeurs Normil inc.
Normil Cleaners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Moreau, 7190 Beaudrière, Apt. 5, Anjou, Jean-E. Mosry, 6035 Pierre Bédard, both managers, and Florian-G. Leroux, engineer, 11269 Drouart, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as launderers, cleaners, pressers, dyers and repairers of clothing, fabrics, household goods and furnishings, under the name of "Nettoyeurs Normil inc.— Normil Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2498 Henri Bourassa Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715899

Newfoundland Refining (Québec) Ltd.
Raffineries Terre-Neuve (Québec) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, tous deux de Montréal, et Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Newfoundland Refining (Québec) Ltd.
Raffineries Terre-Neuve (Québec) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, both of Montreal, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

Éputer le pétrole et les produits pétrochimiques en faire le commerce, sous le nom de « Newfoundland Refining (Québec) Ltd. — Raffineries Terre-Neuve (Québec) ltée », avec un capital actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à place Ville-Marie, local 2315, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715648

Outremont Auto (1971) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Normand Dagenais, garagiste, Nicole Beaudin, secrétaire, épouse dudit Normand Dagenais, tous deux de 6307, Beaucourt, Montréal, et Roger Beaulieu, avocat, 1545, chemin Richelieu, Mont-Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules de toutes sortes ainsi que des pièces et accessoires, sous le nom de « Outremont Auto (1971) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 215, avenue Van Horne, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715598

P.L.N. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, Liliane Marcoux, 17, Ste-Ursule, et Lise Sirois, 377, Marie-Louise, ces deux dernières de Québec, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire la location et le commerce de machinerie et équipement de toute sorte, sous le nom de « P.L.N. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2118, boulevard Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716288

P.S.M. Para-Medical Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Giorgio Riello, ingénieur, Anna

To manufacture and deal in petroleum and petrochemical products, under the name of "Newfoundland Refining (Québec) Ltd. — Raffineries Terre-Neuve (Québec) ltée", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Place Ville Marie, Suite 2315, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Corporatives.

44493-o 715648

Outremont Auto (1971) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Dagenais, garage-keeper, Nicole Beaudin, secretary, wife of the said Normand Dagenais, both of 6307 Beaucourt, Montreal, and Roger Beaulieu, advocate, 1545 Richelieu Road, Mont St. Hilaire, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in vehicles of all kinds as well as in parts and accessories, under the name of "Outremont Auto (1971) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 215 Van Horne Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715598

P.L.N. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, Liliane Marcoux, 17 Ste. Ursule, and Lise Sirois, 377 Marie Louise, the latter two of Québec, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in and rent all kinds of machinery and equipment, under the name of "P.L.N. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2118 Ste. Anne Boulevard, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716288

P.S.M. Para-Medical Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giorgio Riello, engineer, Anna Notari,

Notari, épouse de Robert Giannotti, tous deux de Rome, Italie, et Sandra J. Blicker, épouse de Stanley Blicker, 12, place Holtham, Hampstead, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Posséder et administrer un laboratoire et y faire toutes les analyses et tous les examens radiographiques se rapportant à la pratique médicale, sous le nom de « P.S.M. Para-Medical Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1140 est, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715167

wife of Robert Giannotti, both of Rome, Italy, and Sandra J. Blicker, wife of Stanley Blicker, 12 Holtham Place, Hampstead, the latter two housewives, for the following purposes:

To own and operate a laboratory to do any and all tests and X-Rays relating to the practice of medicine, under the name of "P.S.M. Para-Medical Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1140 Jean Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715167

Parallel Petroleum Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Paul-A. Taillefer, médecin, 7189, St-Denis, Adélard Genest, 10516, Lajeunesse, tous deux de Montréal, Sotirios Dassios, 283, Cartier, tous deux restaurateurs, et Albert D'Astous, distributeur d'essence, 50, Cartier, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines, minerais, puits de pétrole et gaz naturel, sous le nom de « Parallel Petroleum Ltd. » (No personal liability), avec un capital divisé en 3,000,000 d'actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715655

Parallel Petroleum Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that under the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-A. Taillefer, physician, 7189 St. Denis, Adélard Genest, 10516 Lajeunesse, both of Montreal, Sotirios Dassios, 283 Cartier, both restaurateurs, and Albert D'Astous, gasoline dealer, 50 Cartier, the latter two of Laval, for the following purposes:

To explore or prospect for mines, minerals, oil and natural gas wells, under the name of "Parallel Petroleum Ltd." (No personal liability), with a capital stock divided into 3,000,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715655

Parent Auto Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Marcel Parent, homme d'affaires, chemin Thompson, Donald Sigouin, 836, 1re Rue et Jean-Guy Racicot, 349, 14e Rue, ces deux derniers comptables, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Parent Auto Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200,000 actions ordinaires de $0.10 chacune et en 200,000 actions privilégiées de $0.10 chacune.

Parent Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Parent, businessman, Thompson Road, Donald Sigouin, 836, 1st Street, and Jean-Guy Racicot, 349, 14th Street, the latter two accountants, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in automobiles, motors and all their parts and accessories, under the name of "Parent Auto Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200,000 common shares of $0.10 each and 200,000 preferred shares of $0.10 each.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716271

Pavillon Notre-Dame des Érables inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: C. Peter Turner, Brome, André Bachand, 111, Hallé, tous deux avocats, et Claude Hamann, stagiaire, route rurale numéro 1, ces deux derniers de Cowansville, pour les objets suivants:

Administrer une ou des maisons ou centres destinés à recevoir pour les loger, entretenir, surveiller et veiller au bien-être et à l'éducation, des jeunes gens et des adolescents déficients mentaux, sous le nom de « Pavillon Notre-Dame des Érables inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2684-1971

Les Petits Colonels (Ste-Foy) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Yvon Demers, homme d'affaires, 3261, chemin St-Louis, Sainte-Foy, Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier et, Huguette Fournel, secrétaire, fille majeure, 554, Latourelle, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant et une pâtisserie-confiserie, sous le nom de « Les Petits Colonels (Ste-Foy) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716310

François Pierre and Associates Ltd.
François Pierre et associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: François Pierre, homme d'affaires, 4629, avenue Coolbrook, Montréal, Ben Bier-

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716271

Pavillon Notre-Dame des Érables inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: C. Peter Turner, Brome, André Bachand, 111 Hallé, both advocates, and Claude Hamann, articled student, Rural Route number 1, the latter two of Cowansville, for the following purposes:

To operate one or several homes or centres to admit mentally-deficient young people and teenagers in order to provide them with lodging, support and supervision and to ensure their well-being and education under the name of "Pavillon Notre-Dame des Érables inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Cowansville, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2684-1971

Les Petits Colonels (Ste-Foy) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Demers, businessman, 3261 St. Louis Road, Sainte Foy, Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Avenue, and Huguette Fournel, secretary, spinster, 554 Latourelle, the latter two of Québec, for the following purposes:

To operate a restaurant and a pastry-confectioner's shop, under the name of "Les Petits Colonels (Ste-Foy) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716310

François Pierre and Associates Ltd.
François Pierre et associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Pierre, businessman, 4629 Coolbrook Avenue, Montreal, Ben Bierbrier, 5578 Borden Ave-

brier, 5578, avenue Borden, Côte Saint-Luc, et Martin J. Berger, 500, Chomedey, app. 301, Laval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseillers d'administration, conseillers en relations publiques et publicitaires, sous le nom de « François Pierre and Associates Ltd.— François Pierre et associés ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4629, avenue Coolbrook, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715689

Pierrefonds Hockey Council Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Charles F. Judson, ingénieur, 15569, rue Fernard, Jack Whitteker, vendeur, 4326, rue Juneau, et Charles-G. Munro, employé municipal, 15644, ouest boulevard Gouin, tous trois de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et gérer une commission de hockey, sous le nom de « Pierrefonds Hockey Council Inc.».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est $500,000.

Le siège social de la corporation est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715538

Placements Claude Brunet ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Brunet, industriel, Madeleine Déom, ménagère, épouse dudit Claude Brunet, tous deux de 11360, Alfred, Montréal-Nord, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Claude Brunet ltée », avec un capital total de $500,000, divisé en 50 actions ordinaires de $1 chacune, 49,965 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10790, rue Salk, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopéralives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716238

nue, Côte Saint-Luc, and Martin J. Berger, 500 Chomedey, Apt. 301, Laval, the latter two advocates, or the following purposes:

To act as management consultants, public relations counsel and publicists, under the name of "François Pierre and Associates Ltd.— François Pierre et associés ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4629 Coolbrook Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715689

Pierrefonds Hockey Council Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Charles F. Judson, engineer, 15569 Fernand Street, Jack Whitteker, salesman, 4326 Juneau Street, and Charles G. Munro, municipal employee, 15644 Gouin Boulevard West, all three of Pierrefonds, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a hockey board, under the name of "Pierrefonds Hockey Council Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715538

Placements Claude Brunet ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Brunet, manufacturer, Madeleine Déom, housekeeper, wife of the said Claude Brunet, both of 11360 Alfred, Montreal North, and Maurice Martel, advocate, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Claude Brunet ltée", with a total capital stock of $500,000, divided into 50 common shares of $1 each, 49,965 class "A" preferred shares of $10 each and 300 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 10790 Salk Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716238

Placements Crinisco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gérald-R. Scott, ingénieur, 328, Principale, Granby, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremout, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Crinisco inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 50 actions ordinaires de $1 chacune, 19,985 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 328, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716206

Placements Malouin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Malouin, ingénieur, 575, Ferland, Drummondville, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Malouin inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 20 actions ordinaires de $1 chacune, 19,988 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 575, rue Ferland, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716204

Les placements Vue du Portage inc.
Portage-View Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Hachey, comptable, 25, Courchesne, Guy Lesage, notaire, 600, boulevard Taché, et Paulette Paré, secrétaire, fille majeure, 90, St-Rédempteur, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Vue du Portage inc.— Portage-View Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Placements Crinisco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald-R. Scott, engineer, 328 Principale, Granby, Maurice Martel, advocate, 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Sainte-Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Crinisco inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 50 common shares of $1 each, 19,985 class "A" preferred shares of $10 each and 100 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 328 Principale Street, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716206

Placements Malouin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Malouin, engineer, 575 Ferland, Drummondville, Maurice Martel, advocate, 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Malouin inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20 common shares of $1 each, 19,988 class "A" preferred shares of $10 each and 100 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 575 Ferland Street, Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716204

Les placements Vue du Portage inc.
Portage-View Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Hachey, accountant, 25 Courchesne, Guy Lesage, notary, 600 Taché Boulevard, and Paulette Paré, secretary, spinster, 90 St. Rédempteur, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Vue du Portage inc.— Portage-View Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716260

Placements W. Choinière ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Wilfrid Choinière, constructeur, Suzanne Girouard, secrétaire, épouse dudit Wilfrid Choinière, tous deux de 344, Paré, Granby, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements W. Choinière ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 25 actions ordinaires de $1 chacune, 19,990 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 75 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 344, rue Paré, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716207

Plateau Lavoie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Théogène Larouche, comptable, 281, St-Jean-Baptiste, Bernard Dallaire, ingénieur, 169, St-Daniel, Raymond Drapeau, opérateur, 35, St-Octave, tous trois de Jonquière, André Bouchard, 243, Paré, Arvida, et Michel Laforte, 18, Villeneuve, Kénogami, ces deux derniers estimateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Plateau Lavoie inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715825

Plomberie et Chauffage Morin et frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Roch Morin, maître plombier, 5854, St-Vallier, Jacques Morin, 6376, Cartier, et

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716260

Placements W. Choinière ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wilfrid Choinière, constructor, Suzanne Girouard, secretary, wife of the said Wilfrid Choinière, both of 344 Paré, Granby, and Maurice Martel, advocate, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements W. Choinière ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 25 common shares of $1 each, 19,990 class "A" preferred shares of $10 each and 75 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 344 Paré Street, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716207

Plateau Lavoie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Théogène Larouche, accountant, 281 St-Jean-Baptiste, Bernard Dallaire, engineer, 169 St. Daniel, Raymond Drapeau, operator, 35 St. Octave, all three of Jonquière, André Bouchard, 243 Paré, Arvida, and Michel Laforte, 18 Villeneuve, Kénogami, the latter two appraisers, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Plateau Lavoie inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715825

Plomberie et Chauffage Morin et frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Roch Morin, master plumber, 5854 St. Vallier, Jacques Morin, 6376 Cartier, and Gabriel Mo-

Gabriel Morin, 7123, Marquette, ces deux derniers plombiers, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie et Chauffage Morin et frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 255, rue Duluth est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714330

J. G. Poupart inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Poupart, homme d'affaires, Yvonne Tremblay, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Poupart, tous deux de 91, Ste-Anne, Saint-Rémi-de-Napierville, et Réal Pagé, comptable, 8357, Châteauneuf, Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile, pétrole, gaz naturel, graisse et tous leurs produits, du charbon, coke, de la tourbe et autres combustibles et lubrifiants, sous le nom de « J. G. Poupart inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Rémi-de-Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715907

R.C.A. Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Conrad Gauthier, 73, 7e Rue, Laval Richard Delarosebil, 1637, St-Christophe, Montréal, et André Tremblay, 110, Gauthier, Longueuil, tous trois menuisiers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les affaires d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « R.C.A. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, rue Gauthier, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716003

rin, 7123 Marquette, the latter two plumbers, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie et Chauffage Morin et frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 255 Duluth Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 714330

J. G. Poupart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Poupart, businessman, Yvonne Tremblay, housewife, wife of the said Jean-Guy Poupart, both of 91 St. Anne, St. Rémi-de-Napierville, and Réal Pagé, accountant, 8357 Châteauneuf, Anjou, for the following purposes:

To deal in oil, petroleum, natural gas, grease and all their products, coal, coke, peat and other fuels and lubricants, under the name of "J. G. Poupart inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $100 each and 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St. Rémi-de-Napierville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715907

R.C.A. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Gauthier, 73, 7th Street, Laval, Richard Delarosebil, 1637 St-Christophe, Montreal, and André Tremblay, 110 Gauthier, Longueuil, all three carpenters, for the following purposes:

To carry on the trade and business of construction contractors, under the name of "R.C.A. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 110 Gauthier Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716003

Recredev Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Richard Gareau, 2255, Benjamin Sulte, Montreal, Ginette Lalonde, célibataire, 8 sud, 4e Avenue, Roxboro, et Christel Dodell, épouse de Shankar Mukhopadhyay, 9811, boulevard Lasalle, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Recredev Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715295

Red Diamond Taxis Ltd.
Taxis Diamant Rouge ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Greg Blanke, 250, des Lilas ouest, Henri Vohl, 2770, Duval, app. 215, tous deux chauffeurs de taxi, et Jean-Claude Bélanger, propriétaire de taxi, 2445, Vitré, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de taxis, sous le nom de « Red Diamond Taxis Ltd. — Taxis Diamant Rouge ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 199, 5e Rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716144

Redmond Installations Ltd.
Les installations Redmond ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 636, avenue Kindersley, Mont-Royal, Adèle Candiotti, épouse de Isaac Candiotti, 4891, Vézina, app. 20, et Ruth Glenen, célibataire, 2921, rue Beaugrand, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Redmond Installations Ltd. — Les installations Redmond ltée », avec un

Recredev Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Gareau, advocate, 225 Benjamin Sulte, Montreal, Ginette Lalonde, spinster, 8, 4th Avenue South, Roxboro, and Christel Dodell, wife of Shankar Mukhopadhyay, 9811 Lasalle Boulevard, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Recredev Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of the par value of $1 each, 1,000 class "B" shares of the par value of $1 each and 3,800 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715295

Red Diamond Taxis Ltd.
Taxis Diamant Rouge ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Greg Blanke, 250 des Lilas West, Henri Vohl, 2770 Duval, Apt. 215, both taxi-drivers, and Jean-Claude Bélanger, taxi owner, 2445 Vitré, all three of Québec, for the following purposes:

To operate taxi stands, under the name of "Red Diamond Taxis Ltd. — Taxis Diamant Rouge ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 199, 5th Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 716144

Redmond Installations Ltd.
Les installations Redmond ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 636 Kindersley Avenue, Mount Royal, Adèle Candiotti, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina, Apt. 20, and Ruth Glenen, spinster, 2921 Beaugrand Street, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Redmond Installations Ltd. — Les installations Redmond ltée", with a total

capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715521

Refico inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Claude Blanchard, administrateur, 5031, de Bullion, Claudine Hugonnet, secrétaire, fille majeure, 2121, St-Mathieu, app. 1503, tous deux de Montréal, Noël Chevalier, conseiller industriel, 2655, Charles Garnier, Gérard Chevalier, gérant, 23, Place d'Argenteuil, tous deux de Laval, Ange-Albert Vallée, directeur général, 2, Westmount Square, Westmount, et René Durocher, contrôleur, 367, Auger, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Refico inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 99,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4008, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715692

Regreen Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Ruth-K. Day, épouse de Edward Quigg, 9811, boulevard Lasalle, #120, Lasalle, Bessie Plotnick, épouse de Dave Peters, 3805, avenue Dupuis, #4, Montréal, toutes deux secrétaires, et Tibor-J. Lebovics, avocat, 5791, avenue Trinity, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Regreen Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6484, avenue Victoria, suite 207, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716455

Revel — Ectra inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715521

Refico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Blanchard, administrator, 5031 de Bullion, Claudine Hugonnet, secretary spinster, 2121 St. Mathieu, Apt. 1503, both of Montreal, Noël Chevalier, industrial consultant, 2655 Charles Garnier, Gérard Chevalier, manager, 23 Place d'Argenteuil, both of Laval, Ange-Albert Vallée, general manager, 2 Westmount Square, Westmount, and René Durocher, comptroller, 367 Auger, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Refico inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 99,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4008 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715692

Regreen Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ruth K. Day, wife of Edward Quigg, 9811 Lasalle Boulevard, #120, Lasalle, Bessie Plotnick, wife of Dave Peters, 3805 Dupuis Avenue, #4, Montreal, both secretaries, and Tibor J. Lebovics, advocate, 5791 Trinity Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Regreen Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 6484 Victoria Avenue, Suite 207, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716455

Revel — Ectra inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Adrienne Potvin, employée de téléphone, 7032, Garnier, Huguette Côté, ménagère, 10059, Waverley, toutes deux filles majeures, et Paolo D'Alessandro, tailleur, 8020, des Érables, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer et faire le commerce de tous genres d'appareils de buanderie domestiques ou commerciaux, ou toutes parties intégrantes de tels appareils, tels que moteurs, cuves, essoreuses et accessoires électriques, sous le nom de « Revel—Ectra inc. », avec un capital divisé en 25,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715654

Jean Roger Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean Roger, professeur, Lise Papineau, ménagère, épouse dudit Jean Roger, tous deux de 105, 25e avenue, et Léopold Roger, cultivateur, 309, Adolphe Chapleau, tous trois de Bois-des-Filion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de transport, sous le nom de « Jean Roger Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 105, 25e avenue, Domaine du Coteau, Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716379

Gaston Rondeau ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gaston Rondeau, électricien, Marielle Gadoury, épouse dudit Gaston Rondeau, tous deux de Saint-Félix-de-Valois, et Mariette Lépine, épouse de P.-Pierre Dubois, rang du Domaine, Sainte-Mélanie, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Gaston Rondeau ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 500 actions privilégiées de $40 chacune.

October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrienne Potvin, telephone employee, 7032 Garnier, Huguette Côté, housewife, 10059 Waverley, both spinsters, and Paolo D'Alessandro, tailor, 8020 des Érables, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair and deal in all kinds of domestic or commercial laundry appliances, and in all essential parts of such appliances, such as motors training tanks and electrical accessories, under the name of "Revel — Ectra inc.", with a capital stock divided into 25,000 common shares without nominal value and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715654

Jean Roger Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Roger, teacher, Lise Papineau, housekeeper, wife of the said Jean Roger, both of 105, 25th Avenue, and Léopold Roger, farmer, 309 Adolphe Chapleau, all three of Bois-des-Filion, for the following purposes:

To carry on business as a construction and transport company, under the name of "Jean Roger Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 105, 25th Avenue, Domaine du Coteau, Bois-des-Filion, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions.
Companies and Cooperatives.

44493 716379

Gaston Rondeau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Rondeau, electrician, Marielle Gadoury, wife of the said Gaston Rondeau, both of Saint-Félix-de-Valois, and Mariette Lépine, wife of P.-Pierre Dubois, du Domaine Range, Sainte-Mélanie, the latter two housekeepers, for the following purposes:

To carry on business as electricians; manufacture and deal in all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "Gaston Rondeau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $40 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716109

Royal Radio Taxi Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Rémi Lamoureux, comptable, Louise Lamoureux, tous deux de 110, Ste-Trinité, Contrecoeur, et Francine Gagnon, 325, Rabastalière, Saint-Bruno-de-Montarville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Royal Radio Taxi Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 54, rue Reine, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715904

Rupert Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Denyse Trépanier, épouse de René Trépanier, 16A, 2e avenue, Sullivan, Denise Raby, fille majeure, 1105, 1re rue, et Nicole Walosik, épouse de Henry Walosik, 155B, Laurier, ces deux dernières de Val d'Or, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Rupert Construction Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 50,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715617

S.S.P.A. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Cyrille Gauthier, 1985, Brébeuf, Longueuil, Claude Durocher, 1200, Courcelette, Sherbrooke, et Laure Lecavalier, épouse de René Lecavalier, 21, Théroux, Iberville, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Saint-Félix-de-Valois, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716109

Royal Radio Taxi Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rémi Lamoureux, accountant, Louise Lamoureux, both of 110 St. Trinité, Contrecoeur, and Francine Gagnon, 325 Rabastalière, St. Bruno-de-Montarville, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To operate a taxi-stand, under the name of "Royal Radio Taxi Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 54 Reine Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715904

Rupert Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Trépanier, wife of René Trépanier, 16A 2nd Avenue, Sullivan, Denise Raby, spinster, 1105 1st Street, and Nicole Walosik, wife of Henry Walosik, 155B Laurier, the latter two of Val d'Or, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Rupert Construction Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 50,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Matagami, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715617

S.S.P.A. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Cyrille Gauthier, 1985 Brébeuf, Longueuil, Claude Durocher, 1200 Courcelette, Sherbrooke, and Laure Lecavalier, wife of René Lecavalier, 21 Théroux, Iberville, all three administrators, for the following purposes:

Grouper les personnes intéressées à la science de l'hygiène et de la santé et promouvoir leurs connaissances dans la pratique de cette science, sous le nom de « S.S.P.A. inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 1985, rue Brébeuf, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715581

S.V.G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous deux de Laval, et Raynald Savage, 12105, boulevard Laurentien, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « S.V.G. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 90 actions privilégiées de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715793

St-Pierre Chain (Canada) 1971 Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Latulippe, administrateur, 172, Portland, Mont-Royal, Jean Riopel, commerçant, et Raymonde Rondeau, secrétaire, épouse dudit Jean Riopel, ces deux derniers de 17, 20e Avenue, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des machineries, instruments, équipement agricole, forestier, minier ou pour tous genres de locomotion et autres accessoires connexes, sous le nom de « St-Pierre Chain (Canada) 1971 Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714954

Saet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To group together persons interested in the science of hygiene and health and to develop their knowledge in the practice of this science, under the name of "S.S.P.A. inc.".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 1985 Brébeuf Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715581

S.V.G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, both of Laval, and Raynald Savage, 12105 Laurentian Boulevard, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "S.V.G. inc.", with a total capital-stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 90 preferred shares of $1,000 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715793

St-Pierre Chain (Canada) 1971 Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Latulippe, administrator, 172 Portland, Mount Royal, Jean Riopel, merchant, and Raymonde Rondeau, secretary, wife of the said Jean Riopel, the latter two of 17 20th Avenue, St. Thérèse, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, instruments, farming, forestry and mining equipment and in all types of locomotive equipment and other related accessories, under the name of "St-Pierre Chain (Canada) 1971 Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 714954

Saet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Albert Samson, industriel, 42, 4e Avenue Nord, Roxboro, Jacques-Clément Fortin, journaliste, 10161, Millen, et Roger Simard, administrateur, 5162. St-Denis, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous genres de systèmes d'allumages électroniques transistorisés, sous le nom de « Saet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10161, Millen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716416

Salon Leanne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Donald MacMartin, gérant de mise en marché, 228, Darwin, Verdun, Joyce Larivière, 12395, Ernest Robitaille, Montréal, Elaine Engelberg, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Gil Verrucci, courtier, 8650, Brown, Lasalle, pour les objets suivants:

Exploiter, utiliser et gérer des salons de beauté, boutiques de produits pour la beauté et les cheveux, salons de barbiers et pour l'entretien de la chevelure et de la beauté des femmes et des hommes, sous le nom de « Salon Leanne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715456

Sandy's Place Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Hessa Wellen, secrétaire, fille majeure, 4946, avenue Kent, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Philip Shugar, 6267, MacDonald, et E. Stephen Segal, 5625, Clanranald, ces trois derniers avocats, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des robes, des blouses ainsi que des articles et vêtements de toutes sortes pour dames, sous le nom de « Sandy's Place Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

ber, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Samson, manufacturer, 42, 4th Avenue North, Roxboro, Jacques-Clément Fortin, journalist, 10161 Millen, and Roger Simard, administrator, 5162 St. Denis, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of transistorized electronic ignition systems, under the name of "Saet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 10161 Millen, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716416

Salon Leanne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald MacMartin, marketing manager, 228 Darwin, Verdun, Joyce Larivière, 12395 Ernest Robitaille, Montreal, Elaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, both secretaries, filles majeures, and Gil Verrucci, broker, 8650 Brown, Lasalle, for the following purposes:

To operate, use and manage beauty salons, hair and beauty shops, barber shop and hair and beauty facilities for both men and women, under the name of "Salon Leanne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715456

Sandy's Place Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hessa Wellen, secretary, spinster, 4946 Kent Avenue, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Philip Shugar, 6267 MacDonald, and E. Stephen Segal, 5625 Clanranald, the latter three advocates, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, blouses as well as ladies' wear, clothing and garments of every kind, under the name of "Sandy's Place Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716415

Sérigraphie Prévost inc.
Prévost Silk Screen Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Prévost, imprimeur, Rose Préfontaine, commis, épouse divorcée de Fernand Prévost, tous deux de 4271, Notre-Dame est, Montréal, et Denis Laberge, avocat, 450, Samuel de Champlain, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la sérigraphie et de l'impression par tous procédés, sous le nom de « Sérigraphie Prévost inc. — Prévost Silk Screen Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4275, rue Notre-Dame est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716527

Service d'administration Laval inc.
Laval Management Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Myer Stern, avocat, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, Rachel Solomon, 4245, de la Peltrie, Montréal, et Irène Primeau, 7150, Cannes, #7, Saint-Léonard, ces deux derniers secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration, conseillers industriels et relations extérieures, sous le nom de « Service d'administration Laval inc. — Laval Management Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715640

Sigi Motors (Montreal) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716415

Sérigraphie Prévost inc.
Prévost Silk Screen Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Prévost, printer, Rose Préfontaine, clerk, divorced wife of Fernand Prévost, both of 4271 Notre-Dame East, Montreal, and Denis Laberge, advocate, 450 Samuel de Champlain, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as Silk Screen printers, and printing by all other methods, under the name of "Sérigraphie Prévost inc. — Prévost Silk Screen Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4275 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716527

Service d'administration Laval inc.
Laval Management Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Myer Stern, advocate, 5501 Adalbert, Côte St. Luc, Rachel Solomon, 4245 de la Peltrie, Montreal, and Irène Primeau, 7150 Cannes, #7 St. Léonard, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as consultants in management, industry and public relations, under the name of "Service d'administration Laval inc. — Laval Management Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715640

Sigi Motors (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1971, constituant en corporation: Edward J. Druker, 5763, McMurray, Côte Saint-Luc, Gérald G. Freed, 1826, chemin Norway, Mont-Royal, tous deux avocats, et Rachel Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Manufacturer, réparer et entretenir des dispositifs de transport et véhicules, accessoires et pièces d'iceux de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Sigi Motors (Montreal) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1124, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 3983-1971

Signal Transport Limited
Transport Signal limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean Gagné, avocat, Jean-Yves Gagné, étudiant en droit, tous deux de 10285, Jeanne-Mance, Montréal, et Jeannine Foucault, ménagère, épouse de Jean-Louis Gingras, 2215, La Tuque, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Signal Transport Limited — Transport Signal limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716258

Sikofinix Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Demosthenes Evangelakos, 7514, Birmam, app. 4, John Evangelakos, 7010, rue Champagneur, app. 8, George Grafos, Peter Grafos, tous deux de 11994, des Esclaves, app. 3, et Kostantinos Grevenitis, 7010, rue Champagneur, app. 5, tous les cinq restaurateurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Sikofinix Corporation », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward J. Druker, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, Gérald G. Freed, 1826 Norway Road, Mount Royal, both advocates, and Rachel Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture, repair and service conveyances and vehicles and the accessories and parts thereof of every kind and description, under the name of "Sigi Motors (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1124 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 3983-1971

Signal Transport Limited
Transport Signal limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Gagné, advocate, Jean-Yves Gagné, law student, both of 10285 Jeanne-Mance, Montreal, and Jeannine Foucault, housewife, wife of Jean-Louis Gingras, 2215 La Tuque, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Signal Transport Limited — Transport Signal limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716258

Sikofinix Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Demosthenes Evangelakos, 7514 Birnam, Apt. 4, John Evangelakos, 7010 Champagneur Street, Apt. 8, George Grafos, Peter Grafos, both of 11994 des Enclaves, Apt. 3, and Kostantinos Grevenitis, 7010 Champagneur Street, Apt. 5, all five restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a restaurant business, under the name of "Sikofinix Corporation", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715307

Slack Haven Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1971, constituant en corporation: David Lecker, marchand, 5607, Palmer, Maurice Steinberg, 5713, Palmer, et Albert Gomberg, 5740, Blossom, ces deux derniers avocats, tous trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin général, sous le nom de « Slack Haven Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 714841

Smada Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1971, constituant en corporation: Ivan Edward Phillips, avocat, 47, Forden Crescent, Westmount, Janet Brovender, 3434, rue Stanley, et Lucie Trudeau, 7175, Christophe-Colomb, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Prêter de l'argent sur hypothèques, nantissements, vente, rétrolocations, contrats de vente à tempérament, privilèges sur bien déterminé et conventions de vente-location, sous le nom de « Smada Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 714122

Société d'aide aux enfants dyslexiques du Québec inc.
Québec Help Society for Children with Reading Disabilities Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Salbo, agent d'assurances, 2, Place Capri, Roger

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715307

Slack Haven Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Lecker, merchant, 5607 Palmer, Maurice Steinberg, 5713 Palmer, and Albert Gomberg, 5740 Blossom, the latter two advocates, all three of Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To operate a general store, under the name of "Slack Haven Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 714841

Smada Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ivan Edward Phillips, advocate, 47 Forden Crescent, Westmount, Janet Brovender, 3434 Stanley Street, and Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To lend money on the security of hypothec, mortgages, debentures, sale, lease-back agreements, conditional sale agreements, lien notes and hire purchase agreements, under the name of "Smada Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 714122

Société d'aide aux enfants dyslexiques du Québec inc.
Québec Help Society for Children with Reading Disabilities Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michel Salbo, insurance agent, 2 Place Capri, Roger

Gaudreau, restaurateur, 578, de Beaucaire, Germain Cournoyer, entrepreneur, 525, 10e avenue, Yves Bertrand, avocat, 190, Poitou, tous quatre de Laval, Joseph Beaucage, administrateur, 1995, Bonin, Saint-Laurent, et Maurice Dupont, gérant régional, 11636, P.M. Favier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts sociaux et éducationnels des enfants dyslexiques, sous le nom de « Société d'aide aux enfants dyslexiques du Québec inc. — Québec Help Society for Children with Reading Disabilities Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715958

Socrates School Bus Service Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1971, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2365, Stevens, Saint-Laurent, Rhéa Cohen, célibataire, 2, Alexis Nihon Plaza, Westmount, tous deux avocats, Marilyn Mcnally, épouse de Dussye Kobric, 4055, Bourret, et Elizabeth Klein, épouse de Marvin Van Balkom, 3474, Park, #10, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce qui consiste à transporter les écoliers de tous âges, sous le nom de « Socrates School Bus Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3975, boulevard Rosemont, local 5, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 714233

Soge-Photo Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Pierre-F. Pouliot, 1048, Chaumont, Sillery, Louis Vézina, 220, Grande-Allée est, Québec, et Paul Vézina, 7040, Place Montclair, Charlesbourg, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Soge-Photo Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Gaudreau, restaurateur, 578 de Beaucaire, Germain Cournoyer, contractor, 525, 10th Avenue, Yves Bertrand, advocate, 190 Poitou, all four of Laval, Joseph Beaucage, administrator, 1995 Bonin, St. Laurent, and Maurice Dupont, regional manager, 11636 P.M. Favier, Montreal North, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the social and educational interests of children with reading disabilities, under the name of "Société d'aide aux enfants dyslexiques du Québec inc. — Québec Help Society for Children with Reading Disabilities Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715958

Socrates School Bus Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2365 Stevens, Saint-Laurent, Rhéa Cohen, spinster, 2 Alexis Nihon Plaza, Westmount, both advocates, Marilyn Mcnally, wife of Dussye Kobric, 4055 Bourret, and Elizabeth Klein, wife of Marvin Van Balkom, 3474 Park, #10, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of transportation of school children of all ages, under the name of "Socrates School Bus Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3975 Rosemont Boulevard, suite 5, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 714233

Soge-Photo Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-F. Pouliot, 1048 Chaumont, Sillery, Louis Vézina, 220 Grande-Allée East, Québec, and Paul Vézina, 7040 Place Montclair, Charlesbourg, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Soge-Photo Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716219

Soluja ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, route rurale numéro 4, Godmanchester, Maureen Montgomery, célibataire, 10, place Côte Vertu, et Barbara Forrow, épouse de Nicolas Forrow, 1420, Quenneville, ces deux dernières secrétaires, de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'importateurs et exportateurs, et faire le commerce de toutes sortes de marchandises, sous le nom de « Soluja ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 714927

Sonora Mining & Exploration Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Guy-F. Gervais, 223, Lazard, Daniel M. Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous trois avocats, de Mont-Royal, Françoise Brais, célibataire, 444, St-Alexandre, et Jocelyne Villemure, épouse de Pierre-Paul White, 1070, terrasse des Saules, ces deux dernières secrétaires, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines, minerais, huiles, gaz, terrains miniers et gisements, sous le nom de « Sonora Mining & Exploration Limited », avec un capital actions divisé en 3,000,000 d'actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 2, Farnham, place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715309

South Shore Roofing & General Contracting Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Madeleine Jackson, secrétaire, célibataire, 155, boulevard Deguire, Saint-Laurent, Abraham

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716219

Soluja ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Rural Route number 4, Godmanchester, Maureen Montgomery, spinster, 10 Place Côte Vertu, and Barbara Forrow, wife of Nicolas Forrow, 1420 Quenneville, the latter two secretaries, of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters of, and to deal in merchandise of all kinds, under the name of "Soluja ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 714927

Sonora Mining & Exploration Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Guy-F. Gervais, 223 Lazard, Daniel M. Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, all three lawyers, of Mount Royal, Françoise Brais, spinster, 444 St-Alexandre, and Jocelyne Villemure, wife of Pierre-Paul White, 1070 Terrasse des Saules, the latter two secretaries, of Longueuil, for the following purposes:

Prospect and explore for mines, minerals, oil, gas, lands and deposits, under the name of "Sonora Mining & Exploration Limited," with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 2 Farnham, Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715309

South Shore Roofing & General Contracting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Madeleine Jackson, secretary, spinster, 155 Deguire Boulevard, Saint-Laurent, Abraham Slawner,

Slawner, 159, Breaside, Dollard-des-Ormaux, Seymour Machlovitch, 88, Summit Crescent, Westmount, et Marvin Rosenhek, 335, Grenfell, Mont-Royal, ces trois derniers avocats, pour les objets uivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs, constructeurs et couvreurs, sous le nom de « South Shore Roofing & General Contracting Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715321

South Shore Stable Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Knowlton, et Jacques L.-Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les ojbets suivants:

Gérer une école d'équitation, sous le nom de « South Shore Stable Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6945, rue Lapinière, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 714938

Space Electronic Sales Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1971, constituant en corporation: David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, Marcus Spivock, 5200 Dudemaine, tous deux avocats, Brenda Mulvihill, épouse de Lawrence R.J. Mulvihill, 1195, Lachapelle, tous deux de Montréal, et Rosalyn Nolan, épouse de John M. Nolan, 324, Andras, Dollard-des-Ormeaux, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils électroniques, pièces constituantes et accessoires d'iceux; des marchandises, articles, produits et effets de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Space Electronic Sales Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6655, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 714244

159 Breaside, Dollard-des-Ormeaux, Seymour Machlovitch, 88 Summit Crescent, Westmount, and Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, the latter three advocates, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders and roofers, under the name of "South Shore Roofing & General Contracting Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715321

South Shore Stable Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2368 Frenette, Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Knowlton, and Jacques L.-Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To conduct a riding school, under the name of "South Shore Stable Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6945 Lapinière Street, Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 714938

Space Electronic Sales Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Côte-Saint-Luc, Marcus Spivock, 5200 Dudemaine, both advocates, Brenda Mulvihill, wife of Lawrence R.J. Mulvihill, 11955 Lachapelle, both of Montreal, and Rosalyn Nolan, wife of John M. Nolan, 324 Andras, Dollard-des-Ormeaux, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic equipment components and accessories and in goods, wares, products and merchandise of any kind and nature, under the name of "Space Electronic Sales Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6655 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 714244

Sperber International Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Samuel Godinsky, 731, Upper Belmont, Westmount, Reuben Resin, 5510, Robinson, Côte Saint-Luc, et Richard Uditsky, 6505, Côte Saint-Luc, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Sperber International Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715166

Sperber International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel Godinsky, 731 Upper Belmont, Westmount, Reuben Resin, 5510 Robinson, Côte-Saint-Luc, and Richard Uditsky, 6505 Côte St. Luc, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of every nature and description, under the name of "Sperber International Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715166

Sport et camping R.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Roland Demers, manufacturier, 218, Laurier, Terrebonne, Thérèse Béland, fille majeure, 3, Viger, Laval, et Lise Fontaine, épouse de Paul Fontaine, 60, St-Jacques ouest, #902, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles de sport fabriqués, en tout ou en partie, de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de bois, de métal ou de matières plastiques, sous le nom de « Sport et camping R.D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716322

Sport et camping R.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Demers, manufacturer, 218 Laurier, Terrebonne, Thérèse Béland, spinster, 3 Viger, Laval, and Lise Fontaine, wife of Paul Fontaine, 60 St. James West, #902, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods made in whole or in part of natural or synthetic fabrics of all kinds, of wood, metal or plastic products, under the name of "Sport et camping R.D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at L'Assomption, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716322

Stan's Truck Lease Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, François Perreault, 7131, avenue Pontoise, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, célibataire, 9915, rue Esplanade, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de bailleurs d'omnibus, taxis, fardiers, automobiles, autobus, haquets, camions ou autres véhicules de transport privé ou public, sous le nom de « Stan's Truck Lease Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires

Stan's Truck Lease Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, date the 28th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, François Perreault, 7131 Pontoise Avenue, Saint-Léonard, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade Street, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lessors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other private or public conveyances, under the name of "Stan's Truck Lease Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of

d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 9915, rue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715133

Stuer Decor Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Boris Stein, 6362, Macdonald, Hampstead, Edward Aronoff, 5159, Notre-Dame-de-Grâces, Montréal, et Françoise Ollivier, célibataire, 200, Willowdale, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs et de constructeurs, sous le nom de « Stuer Decor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715506

Thistletown Trading (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous deux avocats, de Mont-Royal, et Julie Thibault, secrétaire, épouse de Norbert Martin, 15483, Oakwood, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Thistletown Trading (Québec) Inc. », avec un capital actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 350 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715384

Trans Food Van Lines Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Armand Lemaire, administrateur, 8960, d'Aillon, Saint-Léonard, Lucienne Lemire, opératrice, veuve de Roger Racicot, 634, de l'Anse

the par value of $1 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 9915 Esplanade Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715133

Stuer Decor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Boris Stein, 6362 Macdonald, Hampstead, Edward Aronoff, 5159 Notre-Dame-de-Grâces, Montreal, and Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Stuer Decor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715506

Thistletown Trading (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, both lawyers, of Mount Royal, and Julie Thibault, secretary, wife of Norbert Martin, 15483 Oakwood, Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods of every kind and nature, under the name of "Thistletown Trading (Québec) Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 350 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715384

Trans Food Van Lines Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Lemaire, administrator, 8960 d'Aillon, St. Léonard, Lucienne Lemire, operator, widow of Roger Racicot, 634 de l'Anse Bleu, Repentigny, and

Bleu, Repentigny, et Claude-J. Dupuis, comptable, 2564, Jean-Talon est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Trans Food Van Lines Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 716097

Triad Laurentian Properties Ltd.
Propriétés Laurentiennes Triade ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Lawrence Capelovitch, 4460, du Souvenir, Laval, Eric S. Helfield, 5609, Melling, Côte Saint-Luc, Bernard Sivak, 1550, McGregor, app. 601, tous trois avocats, Richard Kalinowicz, 6940, avenue Chester, tous deux de Montréal, et Jack Wootton, 201, Corot Drive, app. 1117, Verdun, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseillers et mettre des immeubles en valeur et exercer les affaires d'une compagnie de placements, de mise en valeur, de consultation et d'administration, sous le nom de « Triad Laurentian Properties Ltd. — Propriétés Laurentiennes Triade ltée », avec un capital actions divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 630 ouest, rue Sherbrooke, local 510, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715343

Tricot P.G. ltée
P.G. Knitting Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Claude Pinard, avocat, 95, Campagna, Ginette Rousseau, épouse de Yvon Labelle, Nicole Rousseau, épouse de Jean-Claude Delisle, toutes deux secrétaires, Yvon Pellerin, et Jean-Marc Luneau, ces deux derniers comptables, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer dans toutes ses spécialités, le commerce des tricots, textiles ainsi que leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Tricot P.G. ltée — P.G. Knitting Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 19,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Claude-J. Dupuis, accountant, 2564 Jean Talon East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Trans Food Van Lines Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 716097

Triad Laurentian Properties Ltd.
Propriétés Laurentiennes Triade ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Capelovitch, 4460 du Souvenir, Laval, Eric S. Helfield, 5609 Melling, Côte Saint-Luc, Bernard Sivak, 1550 McGregor, Apt. 601, all three lawyers, Richard Kalinowicz, 6940 Chester Avenue, both of Montreal, and Jack Wootton, 201 Corot Drive, Apt. 1117, Verdun, the latter two executives, for the following purposes:

To act as real estate developers, consultants and to carry on the business of an investment, development, consulting and administration company, under the name of "Triad Laurentian Properties Ltd. — Propriétés Laurentiennes Triade ltée", with a capital stock divided into 100,000 common shares of no par value.

The head office of the company is at 630 Sherbrooke Street West, Suite 510, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 715343

Tricot P.G. ltée
P.G. Knitting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Pinard, advocate, 95 Campagna, Ginette Rousseau, wife of Yvon Labelle, Nicole Rousseau, wife of Jean-Claude Delisle, both secretaries, Yvon Pellerin, and Jean-Marc Luneau, the latter two accountants, all of Victoriaville, for the following purposes:

To manufacture and to deal in knitted goods and textiles in all their branches, as well as in all their products and by-products, under the name of "Tricot P.G. ltée — P.G. Knitting Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 19,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715633

Sam Tsihas Sportswear Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation: Sam Tsihas, manufacturier de vêtements de sport, Maria Tsihas, contremaîtresse, épouse dudit Sam Tsihas, tous deux de 6100, avenue Hutchison, Montréal, et Kyriakos Valis, gérant, 3153, rue St. Charles, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Manufacturer des manteaux, complets, vêtements de sport, vêtements et accessoires de toutes sortes, et en faire le commerce, sous le nom de « Sam Tsihas Sportswear Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7080, rue Hutchison, chambre 101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 714598

Henri Turgeon ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Henri Turgeon, distributeur, Gisèle Gagnon, vendeuse, épouse dudit Henri Turgeon, tous deux de 407, St-Désiré, et Ginette Lacroix, secrétaire, fille majeure, rue St-Désiré, tous trois de Black-Lake, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'installation de tous appareils ou systèmes de chauffage ainsi que tous articles ou matériaux s'y rapportant, sous le nom de « Henri Turgeon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Black-Lake, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715425

Unisan ltée
Unisan Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at Daveluyville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715633

Sam Tsihas Sportswear Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sam Tsihas, sportswear contractor, Maria Tsihas, forelady, wife of the said Sam Tsihas, both of 6100 Hutchison Avenue, Montreal, and Kyriakos Valis, manager, 3153 St-Charles Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in coats, suits, sportswear, clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Sam Tsihas Sportswear Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7080 Hutchison Street, Room 101, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 714598

Henri Turgeon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Turgeon, dealer, Gisèle Gagnon, saleswoman, wife of the said Henri Turgeon, both of 407 St. Désiré, and Ginette Lacroix, secretary, spinster, St. Désiré Street, all three of Black Lake, for the following purposes:

To deal in and install all heating appliances and systems as well as all articles or materials connected therewith, under the name of "Henri Turgeon ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Black Lake, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715425

Unisan ltée
Unisan Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Jean Larose, 1, Place Normandie, Fernand Roy, 269, Laporte, tous deux de Laval, Jean Morency, 11144, Plaza, Montréal-Nord, et Jean-Paul Messier, 5300, Palmerston, Montréal, tous quatre industriels, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits sanitaires ou autres produits, sous le nom de « Unisan, ltée — Unisan Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 140,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715683

Upaco Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, Harold Dizgun, 57, Aldred Crescent, tous deux de Hampstead, et Gordon Zelman, 447, nord, Wolseley, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des machines et de la machinerie ainsi que leurs parties, des pièces-accessoires, des instruments des dispositifs, des matériaux et de l'équipement, et en faire le commerce, sous le nom de « Upaco Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 715880

Uranus Film Organization Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Claude Castravelli, 103, Herbert, Saint-Laurent, Victor Montesano, 6583, Lacordaire, Montréal, tous deux techniciens, Nicolangelo Geloso, chimiste, 9250, Villieu, et Salvatore Gabbamonte, producteur, 5735, Thevenin, ces deux derniers de Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs de cinéma et exploiter des studios cinématographiques, sous le nom de « Uranus Film Organization Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Larose, 1 Place Normandie, Fernand Roy, 269 Laporte, both of Laval, Jean Morency, 11144 Plaza, Montreal North, and Jean-Paul Messier, 5300 Palmerston, Montreal, all four manufacturers, for the following purposes:

To manufacture and deal in sanitary or other products, under the name of "Unisan ltée — Unisan Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 6,000 common shares of a nominal value of $10 each and 140,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 715683

Upaco Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, both of Hampstead, and Gordon Zelman, 447 Wolseley North, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Upaco Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 715880

Uranus Film Organization Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Castravelli, 103 Herbert, Saint-Laurent, Victor Montesano, 6583 Lacordaire, Montreal, both technicians, Nicolangelo Geloso, chemist, 9250 Villieu, and Salvatore Gabbamonte, producer, 5735 Thevenin, the latter two of Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Uranus Film Organization Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716431

Léo Vallières inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Nicol Henry, 1321, Nelles, Michel Boulianne, 2208, Place MacKay, tous deux de Sainte-Foy, et René Lapointe, 1319, Preston, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Léo Vallières inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 791, La Fresnière, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715688

André Vincent Auto Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: André Vincent, garagiste, Gabrielle Bigras, ménagère, épouse dudit André Vincent, tous deux de 2574, Joffre, et Jacques Bélanger, camionneur, 1848, Cartier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « André Vincent Auto Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3400, Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715409

Bill Yarrow Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte-Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 295, boulevard Alexis Nihon, Saint-Laurent, et Bernard Gardner, 405, Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal' judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44493-o 716431

Léo Vallières inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicol Henry, 1321 Nelles, Michel Boulianne, 2208 Place MacKay, both of St. Foy, and René Lapointe, 1319 Preston, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Léo Vallières inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 791 La Fresnière, St. Foy, judicial district of Québec.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44493 715688

André Vincent Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Vincent, garage-keeper, Gabrielle Bigras, housewife, wife of the said André Vincent, both of 2574 Joffre, and Jacques Bélanger, truck-driver, 1848 Cartier, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "André Vincent Auto Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3400 Rachel East, Montreal, judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

44493 715409

Bill Yarrow Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte-Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 295 Alexis Nihon Boulevard, Saint-Laurent, and Bernard Gardner, 405 Northcote, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

Agir comme agents, comme représentants des ventes et comme agents à commission pour des manufacturiers de vêtements, des compagnies de textile et pour tous autres produits et articles connexes, sous le nom de « Bill Yarrow Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1455, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 716399

To act as agents, sales representatives, and commission agents for clothing manufacturers, textile firms, and all other related products and articles, under the name of "Bill Yarrow Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1455 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 716399

Lettres patentes supplémentaires

Allard, Lesiège Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de novembre 1971, à la compagnie « Jean Le Siège et Associés inc. — Jean Le Siège and Associates Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de février 1962, changeant son nom en celui de « Allard, Lesiège Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 10443-62

Assurances Tanguay inc. Tanguay Insurance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de juin 1971, à la compagnie « Assurances Tanguay inc. — Tanguay Insurance Inc. », 1° modifiant les privilèges et restrictions afférant aux actions privilégiées; 2° subdivisant 400 actions ordinaires de $50 chacune en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 400 actions privilégiées de $50 chacune en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune; 3° convertissant 15,000 actions ordinaires en 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 4° augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 60,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 15525-61

Beaumanoir de Chicoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1970, à la corporation « Beaumanoir de Chicoutimi inc. », étendant ses pouvoirs par l'augmentation

Supplementary Letters Patent

Allard, Lesiège Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jean Le Siège et Associés inc. — Jean Le Siège and Associates Inc.", incorporated by letters patent dated February 1, 1962, changing its name to that of "Allard, Lesiège Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 10443-62

Assurances Tanguay inc. Tanguay Insurance Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Assurances Tanguay inc. — Tanguay Insurance Inc.", 1. modifying the privileges and restrictions attached to the preferred shares; 2. subdividing 400 common shares of $50 each into 20,000 common shares of $1 each and 400 preferred shares of $50 each into 20,000 preferred shares of $1 each; 3. converting 15,000 common shares into 15,000 preferred shares of a par value of $1 each; 4. increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 60,000 preferred shares of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 15525-61

Beaumanoir de Chicoutimi inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beaumanoir de Chicoutimi inc.", extending its powers by increasing the amount to which

du montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de $700,000 à $1,400,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 5165-64

Berclau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de novembre 1971, à la compagnie « Berclau inc. », 1° redésignant 3,000 actions ordinaires de $10 chacune en 3,000 actions classe « A »; 2° redésignant 1,000 actions privilégiées de $10 chacune en 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune; 3° augmentant son capital de $40,000 à $185,000 par la création de 3,000 actions classe « B » de $10 chacune, 4,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune et 7,500 actons privilégiées classe « A » de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2223-70

Boulangeries Prestige inc.
Prestige Bakeries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de novembre 1971, à la compagnie « Boulangeries Prestige inc.— Prestige Bakeries Inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital de $215,000 à $415,000 par la création de 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 146-64

Boutique Salwa inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1971, à la compagnie « Boutique Lama inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « Boutique Salwa inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3192-70

Les Canots Tremblay, ltée
Tremblay Canoes, Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited from $700,000 to $1,400,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 5165-64

Berclau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Berclau inc.", 1. reclassifying 3,000 common shares of $10 each into 3,000 class "A" shares; 2. reclassifying 1,000 preferred shares of $10 each into 1,000 class "A" preferred shares of $10 each; 3. increasing its capital from $40,000 to $185,000 by the creation of 3,000 class "B" shares of $10 each, 4,000 class "B" preferred shares of $10 each and 7,500 class "A" preferred shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2223-70

Boulangeries Prestige inc.
Prestige Bakeries Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Boulangeries Prestige inc.— Prestige Bakeries Inc.", 1. extending its powers; 2. increasing its capital stock from $215,000 to $415,000 by the creation of 2,000 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 146-64

Boutique Salwa inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Boutique Lama inc.", incorporated by letters patent dated September 3, 1970, changing its name to that of "Boutique Salwa inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3192-70

Les Canots Tremblay, ltée
Tremblay Canoes, Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Canots Tremblay, ltée — Tremblay Canoes, Ltd. », augmentant son capital de $100,000 à $200,000 par la création de 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3287-65

L. E. Cantin (Montréal) inc.

Le ministre des institutions financières, conpagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1971, à la compagnie « Bel-Mart inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « L. E. Cantin (Montréal) inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 4036-64

Le Centre Sportif du Mont Hibou, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1971, à la compagnie « Le Centre Sportif du Mont Hibou, inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 4383-69

J.M. Chabot Incorporée (Incorporated)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1971, à la compagnie « J.M. Chabot Incorporée (Incorporated) », augmentant son capital de $40,000 à $200,000 par la création de 1,600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 10585-56

Chartre Heating System Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1971, à la compagnie « Chartre Heating System Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 988-67

2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Canots Tremblay, ltée — Tremblay Canoes, Ltd.", increasing its capital stock from $100,000 to $200,000 by the creation of 10,000 common shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3287-65

L. E. Cantin (Montréal) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bel-Mart inc.", incorporated by letters patent dated September 24, 1964, changing its name to that of "L. E. Cantin (Montréal) inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 4036-64

Le Centre Sportif du Mont Hibou, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Centre Sportif du Mont Hibou, inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 4383-69

J.M. Chabot Incorporée (Incorporated)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J.M. Chabot Incorporée (Incorporated)", increasing its capital stock from $40,000 to $200,000 by the creation of 1,600 common shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 10585-56

Chartre Heating System Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Chartre Heating System Inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 988-67

Le Club Auto-Neige Apollon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de novembre 1971, à la corporation « Le Club Auto-Neige Grand Bois inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de mai 1971, changeant son nom en celui de « Le Club Auto-Neige Apollon inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2477-71

Le Club Auto-Neige Apollon inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Club Auto-Neige Grand Bois inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of May, 1971, changing its name to that of "Le Club Auto-Neige Apollon inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2477-71

Club Connaissance du Monde inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de novembre 1971, à la compagnie « Club Horizons du Monde inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de février 1968, changeant son nom en celui de « Club Connaissance du Monde inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 797-68

Club Connaissance du Monde inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club Horizons du Monde inc.", incorporated by letters patent dated February 12, 1968, changing its name to that of "Club Connaissance du Monde inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 797-68

Club Hélios inc.
Hélios Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1971, à la corporation « Club Hélios inc.— Hélios Club Inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de $100,000 à $500,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 5204-67

Club Hélios inc.
Hélios Club Inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club Hélios inc.— Hélios Club Inc.", 1. extending its powers; 2. increasing the amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited from $100,000 to $500,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 5204-67

Compagnie Nationale de Forage et Sondage inc.
National Boring and Sounding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour d'août 1971, à la compagnie « Forage et Sondage National, inc.— National Boring and Sounding, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour d'avril 1937, changeant son nom en celui de « Compagnie Nationale de Forage et Sondage inc.— National Boring and Sounding Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 827-37

Compagnie Nationale de Forage et Sondage inc.
National Boring and Sounding Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Forage et Sondage National, inc.— National Boring and Sounding, Inc.", incorporated by letters patent dated April 27, 1937, changing its name to that of "Compagnie Nationale de Forage et Sondage inc.— National Boring and Sounding Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 827-37

La Compagnie de Poteaux et Lignes Sherbrooke ltée Sherbrooke Pole-Line Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de janvier 1970, à « La Compagnie de Poteaux et Lignes Sherbrooke ltée — Sherbrooke Pole-Line Co. Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2887-66

Conseil de Vie Étudiante du Collège de Chicoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1971, à la corporation « Conseil de Vie Étudiante du Collège de Chicoutimi inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de $20,000 $100,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3832-70

Construction Alerte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour d'octobre 1971, à la compagnie « Jean-Paul Lemieux inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de septembre 1968, changeant son nom en celui de « Construction Alerte inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 4024-68

E. Deaudelin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour d'octobre 1971, à la compagnie « E. Deaudelin inc. », 1° convertissant 200,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 500,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune en 200,000 actions classe « A » sans valeur au pair et en 500 actions classe « B » sans valeur au pair; 2° subdivisant 200,000 actions classe « A » sans valeur au pair en 1,000,000 actions classe « A » sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle pourront être émises les actions classe

La Compagnie de Poteaux et Lignes Sherbrooke ltée Sherbrooke Pole-Line Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of January 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Compagnie de Poteaux et Lignes Sherbrooke ltée — Sherbrooke Pole-Line Co. Ltd.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2887-66

Conseil de Vie Étudiante du Collège de Chicoutimi inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Conseil de Vie Étudiante du Collège de Chicoutimi inc.", increasing the amount to which the immoveable property of which the corporation may acquire and hold is to be limited from $20,000 to $100,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3832-70

Construction Alerte inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jean-Paul Lemieux inc.", in corporated by letters patent dated September 5, 1968, changing its name to that of "Construction Alerte inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 4024-68

E. Deaudelin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "E. Deaudelin inc.", 1. converting 200,000 class "A" shares of a par value of $1 each and 500,000 class "B" shares of a par value of $1 each into 200,000 class "A" shares without par value and 500 class "B" shares without par value; 2. subdividing 200,000 class "A" shares without par value into 1,000,000 class "A" shares without par value; the aggregate consideration for which class "A" and class "B" shares without par value may be issued shall not

« A » et classe « B » sans valeur au pair n'excédera pas la somme de $200,000 pour les actions classe « A » et $500,000 pour les actions classe « B ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 13043-58

Desmarais & Frère limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1971, à la compagnie « Desmarais & Frère limitée », 1° réduisant son capital de $140,000 à $74,000 par la cancellation de 660 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° subdivisant et convertissant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital par la création de 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $3,000,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 14104-56

Distribution J.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'octobre 1971, à la compagnie « Distribution J.B. inc. », convertissant 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 10,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3139-68

Les Distributions Miracle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Distributions Miracle inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2456-71

H. P. Dufour inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de juillet 1971, à la compagnie « Autobus H. P. Dufour inc. »,

exceed the sum of $200,000 for class "A" shares and $500,000 for class "B" shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 13043-58

Desmarais & Frère limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Desmarais & Frère limitée", 1. reducing its capital stock from $140,000 to $74,000 by the cancellation of 660 preferred shares of a par value of $100 each; 2. subdividing and converting 100 common shares of a par value of $100 each into 200,000 common shares without par value; 3. increasing its capital stock by the creation of 300,000 common shares without par value; the total consideration for which its 300,000 common shares without par value may be issued shall not exceed the sum of $3,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 14104-56

Distribution J.B. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Distribution J.B. inc.", converting 100 preferred shares of a par value of $100 each into 10,000 class "B" shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3139-68

Les Distributions Miracle inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Distributions Miracle inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2456-71

H. P. Dufour inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Autobus H. P. Dufour inc.", incorporated by

constituée par lettres patentes en date du 17e jour de novembre 1960, 1° changeant son nom en celui de « H. P. Dufour inc. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 14617-60

Gaston Dussault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de novembre 1971, à la compagnie « Gaston Dussault inc. », réduisant son capital de $40,000 à $10,000 par l'annulation de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 4997-66

Écurie Chalimar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de juillet 1971, à la corporation « Écurie Chalimar inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2407-68

Édifice St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de novembre 1971, à la compagnie « Édifice St-Jean inc. », augmentant son capital de $69,000 à $118,000 par la création de 490 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 4172-47

Emergency Car Rental Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour d'août 1971, à la compagnie « Emergency Car Rental Inc. », convertissant 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 800-70

letters patent dated November 17, 1960, 1. changing its name to that of "H. P. Dufour inc."; 2. modifying the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 14617-60

Gaston Dussault inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gaston Dussault inc.", reducing its capital stock from $40,000 to $10,000 by cancellation of 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 4997-66

Écurie Chalimar inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Écurie Chalimar inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2407-68

Édifice St-Jean inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Édifice St-Jean inc.", increasing its capital stock from $69,000 to $118,000 by the creation of 490 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 4172-47

Emergency Car Rental Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Emergency Car Rental Inc.", converting 3,000 common shares of a par value of $10 each into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 800-70

Entreprises Cabana inc.
Cabana Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de septembre 1971, à la compagnie « Service de Planchers inc.— Floor Service Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1961, changeant son nom en celui de « Entreprises Cabana inc.— Cabana Enterprises Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 12581-61

Entreprises Cabana inc.
Cabana Enterprises Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Service de Planchers inc.— Floor Service Inc.", incorporated by letters patent dated May 25, 1961, changing its name to that of "Entreprises Cabana inc.— Cabana Enterprises Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 12581-61

Les Entreprises Jolicoeur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Entreprises Jolicoeur inc. », 1° subdivisant 2,900 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune en 290,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $300,000 à $1,000,000 par la création de 700,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 11599-58

Les Entreprises Jolicoeur inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Jolicoeur inc.", 1. subdividing 2,900 class "A" preferred shares of a par value of $100 each into 290,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each; 2. increasing its capital stock from $300,000 to $1,000,000 by the creation of 700,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 11599-58

Les Entreprises M.J.M. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de septembre 1971, à la compagnie « Les Entreprises M.J.M. inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 5028-64

Les Entreprises M.J.M. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises M.J.M. inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial, Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 5028-64

Équipement de Transmission (Industriel) inc.
Transmission Equipment (Industrial) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de septembre 1971, à la compagnie « Équipement de Transmission (Industriel) inc.— Transmission Equipment (Industrial) Inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital de $150,000 à

Équipement de Transmission (Industriel) inc.
Transmission Equipment (Industrial) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Équipement de Transmission (Industriel) inc.— Transmission Equipment (Industrial) Inc.", 1. modifying the provisions of its letters patent; 2. increasing its capital from $150,000 to $250,000

$250,000 par la création de 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2164-66

by the creation of 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2164-66

J. A. Ferland & Fils limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1971, à la compagnie « J. A. Ferland & Fils limitée », 1° convertissant 1,440 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 1,440 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° convertissant 60 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 60 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune; 3° subdivisant 60 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune en 6,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 5135-48

J. A. Ferland & Fils limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. A. Ferland & Fils limitée", 1. converting 1,440 preferred shares of a par value of $100 each into 1,440 class "A" preferred shares of a par value of $100 each; 2. converting 60 preferred shares of a par value of $100 each into 60 class "B" preferred shares of a par value of $100 each; 3. subdividing 60 class "B" preferred shares of a par value of $100 each into 6,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 5135-48

Les Fermes A. Collin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Fermes A. Collin inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2451-67

Les Fermes A. Collin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Fermes A. Collin inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2451-67

Fondation du C.E.U. de Trois-Rivières

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de novembre 1970, à la corporation « Le Centre des Études Universitaires de Trois-Rivières, inc. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour d'août 1965, 1° changeant son nom en celui de « Fondation du C.E.U. de Trois-Rivières »; 2° changeant son siège social du numéro 466, rue Bonaventure, Trois-Rivières, au numéro 3351, boulevard Des Forges, Trois-Rivières; 3° modifiant ses pouvoirs; 4° diminuant le nombre de ses administrateurs de 33 à 7.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3677-65

Fondation du C.E.U. de Trois-Rivières

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Centre des Études Universitaires de Trois-Rivières, inc.", incorporated by letters patent dated August 31, 1965, 1. changing its name to that of "Fondation du C.E.U. de Trois-Rivières"; 2. changing its head office from 466 Bonaventure Street, Trois-Rivières, to 3351 Des Forges Boulevard, Trois-Rivières; 3. modifying its powers; 4. decreasing the number of its directors from 33 to 7.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3677-65

Roger Forest inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1971, à la compagnie « Roger Forest inc. », subdivisant 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 10048-62

Foyer Notre-Dame de Lourdes

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de novembre 1971, à la corporation: « Foyer Notre-Dame de Lourdes », augmentant à $5,000,000 le montant des immeubles et autres biens que peut acquérir et posséder la corporation.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 1283-69

Gérard Fugère ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1971, à la compagnie « Gérard Fugère ltée », 1° changeant 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 400 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 400 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $40,000; 2° convertissant 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 300 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune; 3° augmentant son capital de $70,000 à $250,000 par la création de 800 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 800 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $80,000; et par la création de 200 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune et 800 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune; 4° modifiant les privilèges afférents aux actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3670-66

Garant inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de novem-

Roger Forest inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Roger Forest inc.", subdividing 400 common shares of a par value of $100 each into 40,000 common shares of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 10048-62

Foyer Notre-Dame de Lourdes

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Foyer Notre-Dame de Lourdes", increasing to $5,000,000 the amount of the immoveable and other property which the corporation may acquire and hold.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 1283-69

Gérard Fugère ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gérard Fugère ltée", 1. changing 400 common shares of a par value of $100 each into 400 common shares without par value; the total consideration for which its 400 common shares without par value may be issued shall not exceed the sum of $40,000; 2. converting 300 preferred shares of a par value of $100 each into 300 class "B" preferred shares of a par value of $100 each; 3. increasing its capital stock from $70,000 to $250,000 by the creation of 800 common shares without par value; the total consideration for which its 800 common shares without par value may be issued shall not exceed the sum of $80,000; and by the creation of 200 class "B" preferred shares of $100 each and 800 class "A" preferred shares of $100 each; 4. modifying the preferences attaching to the preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3670-66

Garant inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

bre 1971, à la compagnie « Garant inc. », augmentant son capital de $124,900 à $224,900 par la création de 100,000 actions privilégiées classe « C » de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 6487-43

Lucien Gariépy et Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « Gariépy, Ménard et Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mai 1969, changeant son nom en celui de « Lucien Gariépy et Associés inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2341-69

Saul Garneau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1971, à la compagnie « Saul Garneau inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 395-65

Gauvin & Hamel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971, à la compagnie « Gauvin & Hamel inc. », subdivisant 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $0.10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2320-66

Grenache inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de novembre 1971, à la compagnie « Grenache inc. », 1° modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées; 2° convertissant 2,300,000 actions classe « A » et 100,000 actions classe « B » sans valeur au pair en 2,400,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses actions ordi-

Cooperatives to "Garant inc.", increasing its capital stock from $124,900 to $224,900 by the creation of 100,000 class "C" preferred shares of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 6487-43

Lucien Gariépy et Associés inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gariépy, Ménard et Associés inc.", incorporated by letters patent dated May 23, 1969, changing its name to that of "Lucien Gariépy et Associés inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2341-69

Saul Garneau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Saul Garneau inc.". modifying its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 395-65

Gauvin & Hamel inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gauvin & Hamel inc.", subdividing 200 common shares of a par value of $10 each into 20,000 common shares of a par value of $0.10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2320-66

Grenache inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Grenache inc.", 1. modifying the privileges and restrictions attached to the privileged shares; 2. converting 2,300,000 class "A" shares and 100,000 class "B" shares without par value into 2,400,000 common shares without par value; the aggregate consideration for which its common shares without

naires sans valeur au pair pourront être émises est augmentée de $600,000 à $2,000,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 523-63

Hôpital Général de la Région de l'Amiante inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'octobre 1971, à la corporation « Hôpital Général de la Région de l'Amiante inc. », augmentant de $8,000,000 à $12,000,000 le montant auquel seront limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 1262-68

Imprimerie Bourguignon limitée
Bourguignon Printing Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de septembre 1971, à la compagnie « Imprimerie Bourguignon limitée — Bourguignon Printing Limited », réduisant son capital de $555,000 à $355,000 par l'annulation de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 64-35

Industries Playcat inc.
Playcat Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de novembre 1971, à la compagnie « Industries Playcat inc.— Playcat Industries Inc. », 1° annulant 99,997 actions ordinaires de $1 chacune; 2° subdivisant 3 actions ordinaires de $1 chacune en 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital par la création de 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle les actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $500,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 5419-70

L'Accueil le Relais inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

par value may be issued is increased from $600,000 to $2,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 523-63

Hôpital Général de la Région de l'Amiante inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hôpital Général de la Région de l'Amiante inc.", increasing from $8,000,000 to $12,000,000 the amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 1262-68

Imprimerie Bourguignon limitée
Bourguignon Printing Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of od September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Imprimerie Bourguignon limitée — Bourguignon Printing Limited", reducing its capital stock from $555,000 to $355,000 by the cancellation of 2,000 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 64-35

Industries Playcat inc.
Playcat Industries Inc.

Notice is given, that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Industries Playcat inc.— Playcat Industries Inc.", 1. cancelling 99,997 common shares of $1 each; 2. subdividing 3 common shares of $1 each into 300,000 common shares without par value; 3. increasing its capital stock by creating 200,000 common shares without par value; the aggregate consideration for which common shares without par value may be issued shall not exceed the sum of $500,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 5419-70

L'Accueil le Relais inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1971, à la corporation « L'Accueil le Relais inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de $100,000 à $1,000,000.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 1683-64

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1971, à la corporation « L'Accueil le Relais inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de $100,000 à $1,000,000.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 1683-64

La Laiterie Arctic limitée
Arctic Dairies Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1971, à la compagnie « La Laiterie Arctic limitée — Arctic Dairies Limited », réduisant son capital par l'annulation de 174,806 actions privilégiées, premier rang, d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3452-47

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Laiterie Arctic limitée — Arctic Dairies Limited", reducing its capital by the cancellation of 174,806 first class preferred shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 3452-47

Géo. Lambert Incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de septembre 1971, à la compagnie « Géo. Lambert Incorporée », augmentant son capital par la création de 17,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune et 2,500 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ces actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $300 par action.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3095-50

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Géo. Lambert Incorporée", increasing its capital by the creation of 17,000 preferred shares of a par value of $25 each and 2,500 common shares without par value; the total consideration for which these common shares without par value may be issued shall not exceed the sum of $300 per share.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 3095-50

Landers ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1971, à la compagnie « Landers ltée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 478-69

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Landers ltée", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 478-69

L'Édifice le St-Laurent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de novembre 1971, à la compagnie « L'Édifice le St-Laurent

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L'Édifice le St-Laurent inc.", in-

inc. », augmentant son capital de $300,000 à $800,000 par la création de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2669-70

Raymond Legris et Cie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de novembre 1971, « La Cie de Conseillers en Administration Legris inc.— Legris Management Consultants Co. Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de juin 1969, changeant son nom en celui de « Raymond Legris et Cie inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2971-69

Matagami Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de novembre 1971, à la compagnie « Matagami Construction Inc. », augmentant son capital de $100,000 à $200,000 par la création de 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714658

Medal-Pop inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Productions Rope inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1968, changeant son nom en celui de « Medal-Pop inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 4970-68

La Meunerie de Matane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'octobre 1971, à la compagnie « La Meunerie de Matane inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3293-71

creasing its capital stock from $300,000 to $800,000 by the creation of 5,000 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 2669-70

Raymond Legris et Cie inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to: "La Cie de Conseillers en Administration Legris inc.— Legris Management Consultants Co. Inc.", incorporated by letters patent dated June 13, 1969, changing its name to that of "Raymond Legris et Cie inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 2971-69

Matagami Construction Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Matagami Construction Inc.", increasing its capital stock from $100,000 to $200,000 by the creation of 10,000 preferred shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 714658

Medal-Pop inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Productions Rope inc.", incorporated by letters patent dated October 30, 1968, changing its name to that of "Medal-Pop inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 4970-68

La Meunerie de Matane inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Meunerie de Matane inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 3293-71

Modern Fiberglas & Metal Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1971, à la compagnie « Modern Fiberglas & Metal Inc. », 1° réduisant son capital de $150,000 à $140,000 par l'annulation de 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° redésignant les actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en actions classe « A »; 3° augmentant son capital de $140,000 à $150,000 par la création de 10,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 6265-69

Motels l'Escale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1971, à la compagnie « Motels l'Escale inc. », augmentant son capital de $40,000 à $540,000 par la création de 5,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 4238-64

Onipap ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de novembre 1971, à la compagnie « J. P. Papineau inc. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Onipap ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 156-63

Les Placements Collectifs inc.
Collective Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Placements Collectifs inc.— Collective Investments Inc. », augmentant son capital par la création de 1,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de $0.40 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 12120-56

Modern Fiberglas & Metal Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Modern Fiberglas & Metal Inc.", 1. reducing its capital stock from $150,000 to $140,000 by the cancellation of 10,000 common shares of a par value of $1 each; 2. reclassifying the common shares of a par value of $1 each into class "A" shares; 3. increasing its capital stock from $140,000 to $150,000 by the creation of 10,000 class "B" shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 6265-69

Motels l'Escale inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Motels l'Escale inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $540,000 by the creation of 5,000 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 4238-64

Onipap ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. P .Papineau inc.", incorporated by letters patent dated 10th day of January, 1963, changing its name to that of "Onipap ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 156-63

Les Placements Collectifs inc.
Collective Investments Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Placements Collectifs inc.— Collective Investments Inc.", increasing its capital stock by the creation of 1,000,000 preferred shares of a par value of $0.40 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493 12120-56

Les Placements du Vallon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de septembre 1971, à la compagnie « Les Placements du Vallon inc. », réduisant son capital de $200,000 à $182,800 par l'annulation de 172 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 15910-59

Les Placements du Vallon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de septembre 1971, à la compagnie « Les Placements du Vallon inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 15910-59

Les Placements G.R.E.C. limitée
G.R.E.C. Holdings Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Placements G.R.E.C. limitée — G.R.E.C. Holdings Limited », augmentant son capital de $1,000,000 à $1,500,000 par la création de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3751-68

Produits Forestiers Généraux limitée
General Forest Products Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de novembre 1971, à la compagnie « Produits Forestiers Généraux limitée — General Forest Products Limited", 1° réduisant son capital de $300,000 à $252,400 par l'annualtion de 4,760 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $252,400 à $600,000 par la création de 34,760 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2289-50

Les Placements du Vallon inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Placements du Vallon inc.", reducing its capital stock from $200,000 to $182,800 by the cancellation of 172 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 15910-59

Les Placements du Vallon inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Placements du Vallon inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 15910-59

Les Placements G.R.E.C. limitée
G.R.E.C. Holdings Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Placements G.R.E.C. limitée — G.R.E.C. Holdings Limited", increasing its capital stock from $1,000,000 to $1,500,000 by the creation of 5,000 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3751-68

Produits Forestiers Généraux limitée
General Forest Products Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Produits Forestiers Généraux limitée — General Forest Products Limited", 1. reducing its capital stock from $300,000 to $252,400 by the cancellation of 4,760 preferred shares of a par value of $10 each; 2. increasing its capital stock from $252,400 to $600,000 by the creation of 34,760 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2289-50

Les Produits Régal limitée
Régal Products Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Produits Régal limitée — Régal Products Limited », augmentant son capital de $40,000 à $140,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3386-46

Les Promotions Caprice inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'octobre 1971, à la compagnie « Les Promotions Caprice inc. » étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 714376

Quatre-Saisons inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de mai 1971, à la compagnie « Quatre-Saisons inc. », 1° réduisant son capital de $100,000 à $50,000 par l'annulation de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $50,000 à $250,000 par la création de 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 7730-46

Québec Lave-Auto ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1971, à la compagnie « Québec Lave-Auto ltée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 365-65

Radio Beauce incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1971, à la compagnie « Radio Beauce in-

Les Produits Régal limitée
Régal Products Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Produits Régal limitée — Régal Products Limited", increasing its capital stock from $40,000 to $140,000 by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3386-46

Les Promotions Caprice inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Promotions Caprice inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 714376

Quatre-Saisons inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Quatre-Saisons inc.", 1. reducing its capital stock from $100,000 to $50,000 by the cancellation of 500 preferred shares of a par value of $100 each; 2. increasing its capital stock from $50,000 to $250,000 by the creation of 20,000 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 7730-46

Québec Lave-Auto ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Québec Lave-Auto ltée", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 365-65

Radio Beauce incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Radio Beauce incorporée", increas-

corporée », augmentant son capital de $40,000 à $200,000 par la création de 1,600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 9765-52

Restaurant Service à l'Auto Joliette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de novembre 1971, à la compagnie « Service de Pneus Lajoie inc. — Lajoie Tire Service Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de décembre 1961, 1° changeant son nom en celui de « Restaurant Service à l'Auto Joliette inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 16046-61

Le Roi des Bas Prix de la Région de Montréal ltée
The King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de novembre 1971, à la compagnie « Le Roi des Bas Prix de la Région de Montréal ltée — The King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd. », augmentant son capital de $300,000 à $317,000 par la création de 17,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2204-65

Émile Séguin & Fils limitée
Émile Séguin & Sons Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de novembre 1971, à la compagnie « Émile Séguin & Fils limitée — Émile Séguin & Sons Limited », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 13740-56

Service de Planchers inc.
Floor Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de sep-

ing its capital stock from $40,000 to $200,000 by the creation of 1,600 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 9765-52

Restaurant Service à l'Auto Joliette inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Service de Pneus Lajoie inc. — Lajoie Tire Service Inc.", incorporated by letters patent dated December 13, 1961, 1. changing its name to that of "Restaurant Service à l'Auto Joliette inc."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 16046-61

Le Roi des Bas Prix de la Région de Montréal ltée
The King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Roi des Bas Prix de la Région de Montréal ltée — The King of Law Prices for the Region of Montreal Ltd.", in cerasing its capital stock from $300,000 to $317,000 by the creation of 17,000 common shares of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2204-65

Émile Séguin & Fils limitée
Émile Séguin & Sons Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Instituions, Companies and Cooperatives to "Émile Séguin & Fils limitée — Émile Séguin & Sons Limited", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 13740-56

Service de Planchers inc.
Floor Service Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

tembre 1971, à la compagnie « Service de Planchers inc.— Floor Service Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 12581-61

Seven Up Tracy Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de novembre 1971, à la compagnie « Tracy Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour d'avril 1954, 1° changeant son nom en celui de « Seven Up Tracy Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 10875-54

Sitri Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'octobre 1971, à la compagnie « R. Demers Transport Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de septembre 1971, changeant son nom en celui de « Sitri Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 715040

Société Multidisciplinaire d'Études et de Recherches de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de novembre 1971, à la « Société Multidisciplinaire d'Études et de Recherches de Hull inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « Societé Multidisciplinaire d'Études et de Recherches de Montréal inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 3892-70

La Société Nationale des Québécois, Région des Laurentides inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de novembre 1971, à « La Société Saint-Jean-Baptiste du

Cooperatives to "Service de Planchers inc.— Floor Service Inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 12581-61

Seven Up Tracy Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Tracy Construction Inc.", incorporated by letters patent dated April 12, 1954, 1. changing its name to that of "Seven Up Tracy Inc."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 10875-54

Sitri Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "R. Demers Transport Inc.", incorporated by letters patent dated September 22, 1971, changing its name to that of "Sitri Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 715040

Société Multidisciplinaire d'Études et de Recherches de Montréal inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Société Multidisciplinaire d'Études et de Recherches de Hull inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of September, 1970, changing its name to that of "Société Multidisciplinaire d'Études et de Recherches de Montréal inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 3892-70

La Société Nationale des Québécois, Région des Laurentides inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Société Saint-Jean-Baptiste du

Diocèse de Saint-Jérôme inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « La Société Nationale des Québécois, Région des Laurentides inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 11079-59

Diocèse de Saint-Jérôme inc.", incorporated by letters patent dated March 20, 1959, changing its name to that of "La Société Nationale des Québécois, Région des Laurentides inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 11079-59

Sun Ware (Longueuil) limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de décembre 1971, à la compagnie « Sun Ware Distributors Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de juillet 1970, changeant son nom en celui de « Sun Ware (Longueuil) limitée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 765-70

Sun Ware (Longueuil) limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sun Ware Distributors Inc.", incorporated by letters patent dated July 6, 1970, changing its name to that of "Sun Ware (Longueuil) limitée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 765-70

Tacova ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1971, à la compagnie « Marché Letendre ltée », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de mai 1963, changeant son nom en celui de « Tacova ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 1497-63

Tacova ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Marché Letendre ltée", incorporated by letters patent dated May 1, 1963, changing its name to that of "Tacova ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 1497-63

Transport Verbois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1971, à la compagnie « Margec inc. »,constituée par lettres patentes en date du 5e jour de janvier 1970, 1° changeant son nom en celui de « Transport Verbois inc. »; 2° convertissant 19,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune en 19,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 48,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune en 48,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° refondant 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune, 82,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune en 8,250 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 50,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 4° modifiant les

Transport Verbois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Margec inc.", incorporated by letters patent dated January 5, 1970, 1. changing its name to that of "Transport Verbois inc."; 2. converting 19,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each into 19,000 common shares of a par value of $1 each and 48,500 class "A" preferred shares of a par value of $1 each into 48,500 class "B" preferred shares of a par value of $1 each; 3. reclassifying 20,000 common shares of a par value of $1 each into 4,000 common shares of a par value of $5 each, 82,500 class "A" preferred shares of a par value of $1 each into 8,250 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 50,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each into 5,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each; 4. modifying the preferences attaching to the class "A" preferred shares and class "B" shares; 5. adding certain provisions respecting the transfer of common shares and class "B" preferred

privilèges afférents aux actions privilégiées classe « A » et aux actions classe « B »: 5° ajoutant certaines dispositions relativement au transfert des actions ordinaires et des actions privilégiées classe « B »; 6° changeant son siège social de Sillery, à St-Pamphile; 7° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 22-70

shares; 6. changing its head office from Sillery to St. Pamphile: 7. modifying its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 22-70

Union Six inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de novembre 1971, à la compagnie « Union Six inc. », 1° convertissant 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 1,500 actions classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 500 actions classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune, 10,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 10,500 actions classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune, 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 6,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et 6,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 6,500 actions classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 1450-67

Union Six inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Union Six inc.", 1. converting 1,500 common shares of a par value of $10 each into 1,500 class "A" shares of a par value of $10 each, 500 common shares of a par value of $10 each into 500 class "B" shares of a par value of $10 each, 10,500 common shares of a par value of $10 each into 10,500 class "B" shares of a par value of $10 each, 6,000 preferred shares of a par value of $10 each into 6,000 class "B" shares of a par value of $10 each and 6,500 preferred shares of a par value of $10 each into 6,500 class "B" shares of a par value of $10 each; 2. amending the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 1450-67

Ville Marie Adjustment Inc.
Bureau d'Ajustement Ville Marie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour d'août 1971, à la compagnie « Ville Marie Adjustment Inc. — Bureau d'Ajustement Ville Marie inc. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 14935-62

Ville Marie Adjustment Inc.
Bureau d'Ajustement Ville Marie inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ville Marie Adjustment Inc. — Bureau d'Ajustement Ville Marie inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $140,000 by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 14935-62

Les Voyages Raymond Pageau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour d'octobre 1971, à la compagnie « Les Voyages Raymond Pageau inc. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000 par

Les Voyages Raymond Pageau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Voyages Raymond Pageau inc. », increasing its capital stock from $40,000 to $80,000 by

la création de 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2735-69

Les Voyages Raymond Pageau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Voyages Raymond Pageau inc. », modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493-o 2735-69

the creation of 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2735-69

Les Voyages Raymond Pageau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Voyages Raymond Pageau inc.", modifying the preferences and restrictions attaching to the preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493 2735-69

Compagnies dissoutes

Belmont Building Realty Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Belmont Building Realty Inc. », constituée en corporation le 16 novembre 1959, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 16286-59

Camp Aquehonga, Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Camp Aquehonga, Ltd. », constituée en corporation le 10 juin 1953, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 12090-53

Club Golf-O-Rama inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Club Golf-O-Rama inc. », constituée en corporation le 4 juillet 1963, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 2668-63

Comptoir Postal la Patelle inc.
La Patelle Mail-Order House Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Comp-

Companies Dissolved

Belmont Building Realty Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Belmont Building Realty Inc.", incrorporated on November 16, 1959.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 16286-59

Camp Aquehonga, Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender as of January 31, 1972, of the charter of "Camp Aquehonga, Ltd.", incorporated on June 10, 1953.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 12090-53

Club Golf-O-Rama inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Club Golf-O-Rama inc.", incorporated on July 4, 1963.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 2668-63

Comptoir Postal la Patelle inc.
La Patelle Mail-Order House Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

toir Postal la Patelle inc. — La Patelle Mail-Order House Inc. », constituée en corporation le 19 mai 1967, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 2003-67

B. Desrochers ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « B. Desrochers ltée », constituée en corporation le 12 décembre 1961, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 16054-61

Godard & Godard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Godard & Godard inc. », constituée en corporation le 2 avril 1959, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 10124-59

Armand Guillot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Armand Guillot inc. », constituée en corporation le 1er février 1968, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 269-68

Hillwood Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hillwood Inc. », constituée en corporation le 10 avril 1957, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 11250-57

Huguenin Watches Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Huguenin Watches Ltd. », constituée en corporation le 22 avril 1949, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 4131-49

Immeubles Jero inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Im-

as of January 31, 1972, of the charter of "Comptoir Postal la Patelle inc. — La Patelle Mail-Order House Inc.", incorporated on May 19, 1967.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 2003-67

B. Desrochers ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "B. Desrochers ltée", incorporated on December 12, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 16054-61

Godard & Godard inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Godard & Godard inc.", incorporated on April 2, 1959.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 10124-59

Armand Guillot inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Armand Guillot inc.", incorporated on February 1, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 269-68

Hillwood Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Hillwood Inc.", incorporated on April 10, 1957.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 11250-57

Huguenin Watches Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Huguenin Watches Ltd.", incorporated on April 22, 1949.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 4131-49

Immeubles Jero inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

meubles Jero inc. », constituée en corporation le 19 décembre 1968, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 6106-68

Montréal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Montréal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd. », constituée en corporation le 1er juin 1953, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 11998-53

Montreal Investment Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Montreal Investment Limited », constituée en corporation le 22 avril 1952, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 5351-52

Normac Woollens Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Normac Woollens Inc. », constituée en corporation le 1er avril 1964, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 1454-64

Royalmount Leaseholds Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Royalmount Leaseholds Limited », constituée en corporation le 5 mars 1959, à compter du 31 janvier 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44493-o 11305-59

as of January 31, 1972, of the charter of "Immeubles Jero inc.", incorporated on December 19, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 6106-68

Montréal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Montréal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd.", incorporated on June 1, 1953.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 11998-53

Montreal Investment Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Montreal Investment Limited", incorporated on April 22, 1952.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 5351-52

Normac Woollens Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Normac Woollens Inc.", incorporated on April 1, 1964.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 1454-64

Royalmount Leaseholds Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 31, 1972, of the charter of "Royalmount Leaseholds Limited", incorporated on March 5, 1959.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44493 11305-59

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Avis

CONCERNANT la mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Saint-Augustin, Saint-Benoit, Saint-Canut, Saint-Hermas, Saint-Janvier, Saint-Jérôme, Sainte-Scholastique et Sainte-Thérèse-de-Blainville

Department of Lands and Forests
Cadastre

Notice

CONCERNING the partial cadastral revision in the parishes of St. Augustin, St. Benoit, St. Canut, St. Hermas, St. Janvier, St. Jérôme, St. Scholastique and St. Thérèse-de-Blainville forming part of the

faisant partie des divisions d'enregistrement de Deux-Montagnes et Terrebonne.

Les propriétaires concernés par les travaux de mise à jour du cadastre dans les paroisses de Saint-Augustin, Saint-Benoit, Saint-Canut, Saint-Hermas, Saint-Janvier, Saint-Jérôme, Sainte-Scholastique et Sainte-Thérèse-de-Blainville, qui ne se sont pas présentés à l'examen, en séance publique, des documents relatifs aux subdivisions de certains lots faisant partie des entités cadastrales mentionnées plus haut et qui, par la suite, n'ont pas signé la requête prévue au paragraphe « *a* » de la section 3, chapitre 104 des Lois 1930-1931, sont invités, s'ils le désirent, à m'exposer, par écrit ou verbalement, les motifs qu'ils allèguent à l'encontre de cette requête, et ce, pendant la période se terminant le quinze (15) mars mil neuf cent soixante-douze (1972).

Par la suite, si je considère que je peux donner suite à la requête avec ou sans modification après avoir, s'il y a lieu, examiné les motifs exposés de part et d'autre ou entendu les parties intéressées qui auront comparu devant moi, je pourrai permettre qu'un plan et qu'un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits pourvu que les formalités prévues aux paragraphes 1*a*, 1*b*, 1*c* et 1*d* de la section 4, chapitre 104 des Lois 1930-1931 soient observées.

Québec, le 14 janvier 1972.

Le ministre des Terres et Forêts,

44250-4-4-o KEVIN DRUMMOND.

Two Mountains and Terrebonne Registration Divisions.

Proprietors affected by the cadastral revision in the parishes of St. Augustin, St. Benoit, St. Canut, St. Hermas, St. Janvier, St. Jérôme, St. Scholastique and St. Thérèse-de-Blainville, who did not attend the publicly held examination of documents with respect to the subdivisions of certain lots forming part of the aforementioned cadastral units, and who did not thereafter sign the petition provided for in paragraph "*a*" of section 3, chapter 104 of the Statutes of 1930-1931, may make known to me, either verbally or in writing, their reasons for opposing this petition. Such notification must be conveyed to me not later than March fifteenth (15), one shousand nine hundred and seventy-two (1972).

Thereafter, if, upon examination of the arguments for and against the granting of this petition, and having given audience to interested parties, I consider that the petition should be granted, in amended form or otherwise, I may permit a plan and book of reference of the subdivision of this territory, or part thereof to be made, provided that the formalities prescribed in paragraphs 1*a*, 1*b*, 1*c* and 1*d* of section 4, chapter 104 of the 1930-1931 Statutes are complied with.

Québec, January 14, 1972.

KEVIN DRUMMOND,

44250-4-4 *Minister of Lands and Forests.*

Assemblée nationale

National Assembly

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire de la commission des bills privés avant le 15 février 1972 et présentés avant le 28 mars 1972, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 mars 1972 et reçues avant le 22 mars 1972, et les rapports de commissions élues chargées de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 avril 1972.

Québec, le 3 février 1972.

Le secrétaire général,

44419-5-5-o RENÉ BLONDIN.

CONCERNING private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills must be deposited with the Secretary of Private Bills Commission before February 15, 1972, and introduced before March 28, 1972; petitions for private bills must be introduced before March 17, 1972 and received before March 22, 1972, and reports from select commissions charged with the examination of private bills must be received before April 11, 1972.

Québec, February 3, 1972.

RENÉ BLONDIN,

44419-5-5-o *Secretary-General.*

Ministère de la Voirie

Department of Roads

Avis

Les chemins et rues ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le Ministère de la Voirie:

Comté de Saint-Hyacinthe

Dans la municipalité de Saint-Barnabé paroisse, la rue de la Coopérative sur une longueur de 383 pieds.

Notice

The following roads and streets, over the lengths indicated, will no longer be maintaind by the Department of Roads:

County of Saint-Hyacinthe

In the municipality of the Parish of Saint-Barnabé, Cooperative Street over a length of 383 feet.

Dans la municipalité de Saint-Damase village, les rues suivantes:

La rue Ste-Marie (gare) sur une longueur de 781 pieds.

La rue St-Joseph sur une longueur de 970 pieds.

La rue Ste-Étienne sur une longueur de 1675 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu village, les rues suivantes:

La rue en face de l'Hôtel sur une longueur de 375 pieds.

La rue de salle paroissiale sur une longueur de 317 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Denis village, les rues suivantes:

La rue Bourdages sur une longueur de 1600 pieds.
La rue Cartier sur une longueur de 1600 pieds.
La rue du Collège sur une longueur de 1037 pieds.
La rue du Lion sur une longueur de 1280 pieds.
La rue Nelson sur une longueur de 801 pieds.
La rue Retour du Quai sur une longueur de 120 pieds.
La rue Sainte-Catherine sur une longueur de 776 pieds.
La rue Saint-Charles sur une longueur de 148 pieds.
La rue Saint-Christophe sur une longueur de 1273 pieds.
La rue Saint-François sur une longueur de 846 pieds.
La rue Saint-Hubert sur une longueur de 971 pieds.
La rue Saint-Joseph sur une longueur de 928 pieds.
La rue Saint-Pierre sur une longueur de 712 pieds.
La rue Saint-Thomas sur une longueur de 887 pieds.
La rue Yamaska sur une longueur de 297 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Jude paroisse, les rues suivantes:

La rue Cusson sur une longueur de 1095 pieds.
La rue du Moulin sur une longueur de 1000 pieds.
La rue Sainte-Catherine sur une longueur de 603 pieds.
La rue Saint-Joseph sur une longueur de 1282 pieds.
La rue Saint-Louis sur une longueur de 290 pieds
La rue Saint-Roch sur une longueur de 711 pieds.

Dans la municipalité de Madeleine village, les rues suivantes:

La rue Angers sur une longueur de 301 pieds.
La rue Sainte-Anne sur une longueur de 859 pieds.
La rue Saint-François sur une longueur de 528 pieds.
La rue Saint-Joseph sur une longueur de 903 pieds.

Comté de Bagot

Dans la municipalité de Saint Dominique village, les rues suivantes:

La rue Bernard sur une longueur de 226 pieds.
La rue Demars sur une longueur de 260 pieds.
La rue Saint-Joseph sur une longueur de 221 pieds.
La rue Saint-Pierre sur une longueur de 525 pieds.

Dans la municipalité de Ste-Hélène de Bagot village, la rue du Couvent sur une longueur de 769 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Hugues village, les rues suivantes:

La rue du Couvent sur une longueur de 305 pieds.
La rue de l'Église sur une longueur de 460 pieds.
La rue Lafontaine sur une longueur de 1455 pieds.
La rue Palardy sur une longueur de 1209 pieds.

In the municipality of the Village of Saint-Damase, the following streets:

Ste. Marie Street (Station) over a length of 781 feet.

St. Joseph Street over a length of 970 feet.
St. Étienne Street over a length of 1675 feet.

In the municipality of the Village of Saint-Charles-sur-Richelieu, the following streets:

The street facing the Hotel over a length of 375 feet.

The Parish Hall street over a length of 317 feet.

In the municipality of the Village Saint-Denis, the following streets:

Bourdages Street over a length of 1600 feet.
Cartier Street over a length of 1600 feet.
Du Collège Street over a length of 1037 feet.
Du Lion Street over a length of 1280 feet.
Nelson Street over a length of 801 feet.
Retour du Quai Street over a length of 120 feet.
Sainte Catherine Street over a length of 776 feet.
Saint Charles Street over a length of 148 feet.
Saint Christophe Street over a length of 1273 feet.
Saint François Street over a length of 846 feet.
Saint Hubert Street over a length of 971 feet.
Saint Joseph Street over a length of 928 feet.
Saint Pierre Street over a length of 712 feet.
Saint Thomas Street over a length of 887 feet.
Yamaska Street over a length of 297 feet.

In the municipality of the Parish of Saint Jude, the following streets:

Cusson Street over a length of 1095 feet.
Du Moulin Street over a length of 1000 feet.
Sainte Catherine Street over a length of 603 feet.
Saint Joseph Street over a length of 1282 feet.
Saint Louis Street over a length of 290 feet.
Saint Roch Street over a length of 711 feet.

In the municipality of the Village of Madeleine, the following streets:

Angers Street over a length of 301 feet.
Sainte Anne Street over a length of 859 feet.
Saint François Street over a length of 528 feet.
Saint Joseph Street over a length of 903 feet.

County of Bagot

In the municipality of the Village of Saint Dominique, the following streets:

Bernard Street over a length of 226 feet.
Demars Street over a length of 260 feet.
Saint Joseph Street over a length of 221 feet.
Saint Pierre Street over a length of 525 feet.

In the municipality of the Village of Ste. Hélène de Bagot, Du Couvent Street over a length of 769 feet.

In the municipality of the Village of Saint Hugues, the following streets:

Du Couvent Street over a length of 305 feet.
De l'Église Street over a length of 460 feet.
Lafontaine Street over a length of 1455 feet.
Palardy Street over a length of 1209 feet.

La rue St-François Xavier sur une longueur de 1096 pieds.
La rue Saint-Germain sur une longueur de 222 pieds.
La rue Saint-Jacques sur une longueur de 1128 pieds.
La rue Sainte-Elizabeth sur une longueur de 1177 pieds.
Dans la municipalité de Saint-Liboire village, les rues suivantes:
La rue de l'Église sur une longueur de 325 pieds.
La rue de l'Italien sur une longueur de 646 pieds.
La rue Parent sur une longueur de 1994 pieds.
La rue Quintal sur une longueur de 1552 pieds.
La rue de la Station sur une longueur de 1461 pieds.
Dans la municipalité de Saint-Pie village, les rues suivantes:
L'avenue Jacques-Cartier sur une longueur de 997 pieds.
L'avenue Papineau sur une longueur de 453 pieds.
L'avenue Roy sur une longueur de 1373 pieds.
L'avenue Salaberry sur une longueur de 834 pieds.
L'avenue Sainte-Cécile sur une longueur de 1798 pieds.
L'avenue Saint-Isidore sur une longueur de 749 pieds.
La rue de la Fabrique sur une longueur de 325 pieds.
La rue Garneau sur une longueur de 912 pieds.
La rue Lafontaine sur une longueur de 912 pieds.
La rue Montcalm sur une longueur de 1063 pieds.
La rue Phaneuf sur une longueur de 423 pieds.
La rue du Pont sur une longueur de 110 pieds.
La rue de la Présentation sur une longueur de 1974 pieds.
La rue Saint-Jean-Baptiste sur une longueur de 730 pieds.
La rue Saint-Joseph sur une longueur de 300 pieds.
La rue Sainte-Louise sur une longueur de 983 pieds.
La rue Saint-Paul sur une longueur de 241 pieds.
La rue Saint-Paul Nord sur une longueur de 950 pieds.
La rue Saint-Pie sur une longueur de 426 pieds.
Dans la municipalité de Sainte-Rosalie village, la rue du couvent sur une longueur de 575 pieds.
Dans la municipalité de Upton village, les rues suivantes:
La première Avenue sur une longueur de 1004 pieds.
La rue Adélaide sur une longueur de 1252 pieds.
La rue C.N.R. sur une longueur de 208 pieds.
La rue Croche sur une longueur de 312 pieds.
La rue du Sacré-Coeur sur une longueur de 1252 pieds.
La rue de la Visitation sur une longueur de 552 pieds.
Québec, le 31 janvier 1972.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

44554-o

St. François Xavier Street over a length of 1096 feet.

Saint Germain Street over a length of 222 feet.
Saint Jacques Street over a length of 1128 feet.
Sainte Elizabeth Street over a length of 1177 feet.

In the municipality of the Village of Saint Liboire, the following streets:
De l'Eglise Street over a length of 325 feet.
De l'Italien Street over a length of 646 feet.
Parent Street over a length of 1994 feet.
Quintal Street over a length of 1552 feet.
De la Station Street over a length of 1461 feet.
In the municipality of the Village of Saint Pie, the following streets:
Jacques Cartier Avenue over a length of 997 feet.

Papineau Avenue over a length of 453 feet.
Roy Avenue over a length of 1373 feet.
Salaberry Avenue over a length of 834 feet.
Sainte Cécile Avenue over a length of 1798 feet.

Saint Isidore Avenue over a length of 749 feet.
De la Fabrique Street over a length of 325 feet.
Garneau Street over a length of 912 feet.
Lafontaine Street over a length of 912 feet.
Montcalm Street over a length of 1063 feet.
Phaneuf Street over a length of 423 feet.
Du Pont Street over a length of 110 feet.
De la Présentation Street over a length of 1974 feet.

Saint Jean-Baptiste Street over a length of 730 feet.

Saint Joseph Street over a length of 300 feet.
Sainte Louise Street over a length of 983 feet.
Saint Paul Street over a length of 241 feet.
Saint Paul Street North over a length of 950 feet.

Saint Pie Street over a length of 426 feet.
In the municipality of the Village of Sainte Rosalie, Du Couvent Street over a length of 575 feet.
In the municipality of the Village of Upton, the following streets:
Première Avenue over a length of 1004 feet.
Adelaide Street over a length of 1252 feet.
C.N.R. Street over a length of 208 feet.
Croche Street over a length of 312 feet.
Sacré-Coeur Street over a length of 1252 feet.
De la Visitation Street over a length of 552 feet.
Québec, January 31, 1972.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

44554

Liquidation — Loi de la

La Société M.G. ltée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de « La Société M.G. ltée », tenue à St-Léonard, le 14 avril 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que

Winding — Up Act

La Société M.G. ltée

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "La Société M.G. ltée" held in St. Léonard, on April 14, 1971, it was resolved that the affairs of the said company be liquidated and that it

celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Gaston Ferland a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44543-o 6076-68

be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that Mr. Gaston Ferland be appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44543 6076-68

Divers
Compagnies

L'Association des Golfeurs de Nomininge inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Golfeurs de Nomininge inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44496-o 714432

Association Parc Noël
Noël Park Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 1er décembre 1971, les règlements généraux (1 à 41) (incluant l'article 24 augmentant le nombre de ses administrateurs de 4 à 7) de l'« Association Parc Noël — Noël Park Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

44497-o 2395-71

Blanchard, O'Connor & Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 14, de la compagnie « Markdale Securities Ltd.— Valeurs Mobilières Markdale ltée », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de mai 1970, changeant son nom en celui de « Blanchard, O'Connor & Company ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44498-o 1800-70

C.K.C.M. Holdings Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 19, de la compagnie « Laureate Products (Canada) Limited », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de février 1969, changeant son nom en celui de « C.K.C.M. Holdings Limited ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44499-o 674-69

Miscellaneous
Companies

L'Association des Golfeurs de Nomininge inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 19, 1972, he approved the general by-laws of "L'Association des Golfeurs de Nomininge inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44496 714432

Association Parc Noël
Noël Park Association

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under section 84 he approved on December 1st 1971, the general by-laws (1 to 41) (including section 24 increasing the number of its directors, from 4 to 7) of "Association Parc Noël — Noël Park Association", pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

44497 2395-71

Blanchard, O'Connor & Company

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 14, of the company « Markdale Securities Ltd.— Valeurs Mobilières Markdale ltée", incorporated by letters patent dated the 20th day of May, 1970, changing its name into that of "Blanchard, O'Connor & Company".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44498-o 1800-70

C.K.C.M. Holdings Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 19, of the company "Laureate Products (Canada) Limited", incorporated by letters patent dated the 13th day of February, 1969, changing its name into that of "C.K.C.M. Holdings Limited".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44499-o 674-69

Camions Usagés Lennoxville inc.
Lennoxville Used Trucks Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXVI, de la compagnie « Lennoxville Camions Usagés et Pièces inc.— Lennoxville Used Trucks & Parts Inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « Camions Usagés Lennoxville inc.— Lennoxville Used Trucks Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44500-o 15999-61

Cedarbrook Golf & Country Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 janvier 1972, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Cedarbrook Golf & Country Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44501-o 10119-59

Cercle Goethe inc.
Goethe Society Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 janvier 1972, il a approuvé l'amendement aux règlements généraux de la corporation « Cercle Goethe inc.— Goethe Society Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44502-o 2565-66

Les Chanteurs de St-Dominique

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 décembre 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Chanteurs de St-Dominique », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44503 328-23

Charles of Westmount Ltd.
Charles de Westmount ltée

La compagnie « Charles of Westmount Ltd.— Charles de Westmount ltée » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
MAURICE SEBBAG.

44504 4389-67

Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 janvier 1972, il a

Camions Usagés Lennoxville inc.
Lennoxville Used Trucks Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXVI, of the company "Lennoxville Camions Usagés et Pièces inc.— Lennoxville Used Trucks & Parts Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of December, 1961, changing its name into that of "Camions Usagés Lennoxville inc.— Lennoxville Used Trucks Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44500-o 15999-61

Cedarbrook Golf & Country Club Inc.

Notice is given that on January 18, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendments to the general by-laws of the corporation, "Cedarbrook Golf & Country Club Inc.", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44501 10119-59

Cercle Goethe inc.
Goethe Society Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 17, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the amendment to the general by-laws of "Cercle Goethe inc.— Goethe Society Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44502 2565-66

Les Chanteurs de St-Dominique

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 3, 1971, he approved the general by-laws of the corporation "Les Chanteurs de St-Dominique", pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44503 328-23

Charles of Westmount Ltd.
Charles de Westmount ltée

Notice is given that "Charles of Westmount Ltd.— Charles de Westmount ltée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

MAURICE SEBBAG,
Secretary-Treasurer.

44504-o 4389-67

Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 7, 1972,

approuvé le règlement numéro 3 comprenant les règlements généraux de la corporation « Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44505-o 714679

Le Club Moto-Neige Abénaquis de St-Prosper

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er décembre 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Club Moto-Neige Abénaquis de St-Prosper », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44506-o 5133-70

Club Moto-Neige Pontiac

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 décembre 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Moto-Neige Pontiac », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44507-o 20-71

Comité des Épouses des Policiers de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 14 décembre 1971, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 4 à 8) de la corporation « Comité des Épouses des Policiers de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

44508-o 3285-71

Desmarais & Frère limitée

La compagnie « Desmarais & Frère limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 11.

Le secrétaire,
GÉRARD DESMARAIS.

44509-o 14104-56

Les Entreprises C.M.B.G. inc.

La compagnie « Les Entreprises C.M.B.G. inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MARCEL CHARTRAND.

44510-o 6162-68

and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-law number 3 including the general by-laws of "Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44505 714679

Le Club Moto-Neige Abénaquis de St-Prosper

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 1, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Le Club Moto-Neige Abénaquis de St-Prosper".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44506 5133-70

Club Moto-Neige Pontiac

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 20, 1971, and pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and of section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Club Moto-Neige Pontiac".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44507 20-71

Comité des Épouses des Policiers de Montréal

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under section 84, on December 14, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including a section increasing the number of directors from 4 to 8) of "Comité des Épouses des Policiers de Montréal".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

44508 3285-71

Desmarais & Frère limitée

Notice is given that "Desmarais & Frère limitée" has increased the number of its directors from 4 to 11.

GÉRARD DESMARAIS,
Secretary.

44509 14104-56

Les Entreprises C.M.B.G. inc.

Notice is given that "Les Entreprises C.M.B.G. inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

MARCEL CHARTRAND,
Secretary.

44510 6162-68

Gordon Textile Dyers Ltd.

La compagnie « Gordon Textile Dyers Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
RUTH POPLOVE.

44511 14767-58

Hawco Construction Ltd.

La compagnie « Hawco Construction Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
MME BESSIE MOGIL.

44512 13470-59

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 janvier 1972, il a approuvé les règlements numéros 2 et 3, de la corporation « Hôpital Maisonneuve-Rosemont », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44513-o 2527-71

Hôpital St-Jean-Eudes

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital St-Jean-Eudes », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44514-o 3722-63

J.C.N. Wire Industries Ltd.
Les Industries du Fil J.C.N. ltée

La compagnie « J.C.N. Wire Industries Ltd.— Les Industries du Fil J.C.N. ltée » donne avis qu'elle diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
GEORGES A. POULIOT.

44515 342-28

Les Jeunes Écologistes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 décembre 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Les Jeunes Écologistes inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44516-o 47-71

Gordon Textile Dyers Ltd.

Notice is given that "Gordon Textile Dyers Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

RUTH POPLOVE,
Secretary.

44511-o 14767-58

Hawco Construction Ltd.

Notice is given that "Hawco Construction Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MRS. BESSIE MOGIL,
Secretary-Treasurer.

44512-o 13470-59

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Notice is given that, on January 17, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-laws numbers 2 and 3 of the corporation, "Hôpital Maisonneuve-Rosemont", pursuant to section 6 of Order in Council number 288 approved on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44513 2527-71

Hôpital St-Jean-Eudes

Notice is given that, on January 19, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the corporation, "Hôpital St-Jean-Eudes", pursuant to section 6 of Order in Council number 288 approved on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44514 3722-63

J.C.N. Wire Industries Ltd.
Les Industries du Fil J.C.N. ltée

Notice is given that "J.C.N. Wire Industries Ltd.— Les Industries du Fil J.C.N. ltée" has changed the number of its directors from 4 to 3.

GEORGES A. POULIOT,
Secretary.

44515-o 342-28

Les Jeunes Écologistes inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 16, 1971, and pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and of section 225 of the Companies Act, he approved by-law number 1 (general by-laws) of "Les Jeunes Écologistes inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44516 47-71

L'Écho Abitibien limitée

La compagnie « L'Écho Abitibien limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
JACQUES NADON.

44517-o 1492-50

L'Écho Abitibien limitée

Notice is given that "L'Écho Abitibien limitée" has changed the number of its directors from 5 to 3.

JACQUES NADON,
Secretary.

44517-o 1492-50

L.J. Électrique ltée
L.J. Electric Ltd.

La compagnie « L.J. Électrique ltée — L.J. Electric Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
ANGE ALBERT JULIEN.

44518-o 3344-69

L.J. Électrique ltée
L.J. Electric Ltd.

Notice is given that "L.J. Électrique ltée — L.J. Electric Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

ANGE ALBERT JULIEN,
Secretary.

44518 3344-69

La Maison de la Jeunesse de la Chaudière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « La Maison de la Jeunesse de la Chaudière inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44519-o 4515-70

La Maison de la Jeunesse de la Chaudière inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 14, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "La Maison de la Jeunesse de la Chaudière inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44519 4515-70

Arthur G. McKee & Company of Québec, Ltd.

La compagnie « Arthur G. McKee & Company of Québec, Ltd. » donne avis qu'elle augmente de 6 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le président,
JAMES L. LAIDLAW.

44520 14642-60

Arthur G. McKee & Company of Québec, Ltd.

Notice is given that "Arthur G. McKee & Company of Québec, Ltd." has changed the number of its directors from 6 to 7.

JAMES L. LAIDLAW,
President.

44520-o 14642-60

Tabago Furniture Ltd.
Meubles Tabago ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Tabago Furniture Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de juillet 1963, changeant son nom en celui de "Tabago Furniture Ltd. — Meubles Tabago ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44521-o 3066-63

Tabago Furniture Ltd.
Meubles Tabago ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of the company "Tabago Furniture Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of July, 1963, changing its name into that of "Tabago Furniture Ltd. — Meubles Tabago ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44521-o 3066-63

Henry Miller Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 60, de la compagnie « Hasag Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de mai 1963, changeant son nom en celui de « Henry Miller Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44522-o 2009-63

Henry Miller Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 60, of the company "Hasag Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 7th day of May, 1963, changing its name into that of "Henry Miller Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44522-o 2009-63

Modern Fiberglas & Metal Inc.

La compagnie « Modern Fiberglas & Metal Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
CLÉMENT NOLET.

44523-o 6265-69

Modern Fiberglas & Metal Inc.

Notice is given that "Modern Fiberglas & Metal Inc." has increased the number of its directors from 3 to 6.

CLÉMENT NOLET,
Secretary.

44523 6265-69

Nathaniel & Co. Ltd.

La compagnie « Nathaniel & Co. Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 5 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
M. SHAMASH.

44524 46195-53

Nathaniel & Co. Ltd.

Notice is given that "Nathaniel & Co. Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 6.

M. SHAMASH,
Secretary.

44524-o 46195-53

National Vintex Corporation

La compagnie « National Vintex Corporation » donne avis qu'elle a augmenté de 4 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
CLIFFORD SHAPIRO.

44525 11237-57

National Vintex Corporation

Notice is given that "National Vintex Corporation" has changed the number of its directors from 4 to 5.

CLIFFORD SHAPIRO,
Secretary.

44525-o 11237-57

Oeuvre de l'Aide à l'Enfance Haïtienne

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 décembre 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Oeuvre de l'Aide à l'Enfance Haïtienne », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44526-o 715220

Oeuvre de l'Aide à l'Enfance Haïtienne

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 16, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-law number 1 (general by-laws) of "Oeuvre de l'Aide à l'Enfance Haïtienne".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44526 715220

Les Placements Ledor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial "A", de la compagnie « Les Placements Octogone inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de juin 1966, changeant son nom en celui de « Les Placements Ledor inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44527-o 2107-66

Les Placements Ledor inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Les Placements Octogone inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of June, 1966, changing its name into that of "Les Placements Ledor inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44527-o 2107-66

Plessisville Hosiery Co. Ltd.

La compagnie « Plessisville Hosiery Co. Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
CLAUDE BLAIS.

44528-o 15030-60

Plessisville Hosiery Co. Ltd.

Notice is given that "Plessisville Hosiery Co. Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 5.

CLAUDE BLAIS,
Secretary.

44528-o 15030-60

Pranx Pants Inc.

La compagnie « Pranx Pants Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
RUTH CRAMER.

44529 4089-70

Pranx Pants Inc.

Notice is given that "Pranx Pants Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

RUTH CRAMER,
Secretary.

44529-o 4089-70

Pratte - Morrissette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 15, de la compagnie « Pratte, Houle, Méthot, Proteau - Dozois, Morrissette inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de février 1962, changeant son nom en celui de « Pratte - Morrissette inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44530-o 10945-62

Pythagores Association of Châteauguay Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 16 décembre 1971, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 6) de la corporation « Pythagores Association of Châteauguay Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44531-o 714690

Reddy Memorial Hospital

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 janvier 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Reddy Memorial Hospital », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44532-o 37-71

Reliable Hosiery Mills Ltd.

La compagnie « Reliable Hosiery Mills Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
LIVIA WEISS.

44533 10523-59

Salon de Haute Coiffure pour Hommes le Pacha inc.

La compagnie « Salon de Haute Coiffure pour Hommes le Pacha inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
SAM LALLOUZ.

44534 2633-71

Service des Loisirs St-Grégoire-Le-Grand

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 20 décembre 1971, les règlements généraux (incluant l'article 25 augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 7) de la corporation « Service des

Pratte - Morissette inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 15, of the company "Pratte, Houle, Méthot, Proteau - Dozois, Morrissette inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of February, 1962, changing its name into that of "Pratte - Morrissette inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44530-o 10945-62

Pythagores Association of Châteauguay Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, on December 16, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including a section increasing the number of its directors from 3 to 6) of "Pythagores Association of Châteauguay Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44531 714690

Reddy Memorial Hospital

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 10, 1972, and pursuant to section 6 of the Order in council number 288 adopted on January 31, 1969, he approved the general by-laws of "Reddy Memorial Hospital".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44532 37-71

Reliable Hosiery Mills Ltd.

Notice is given that "Reliable Hosiery Mills Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

LIVIA WEISS,
Secretary.

44533-o 10523-59

Salon de Haute Coiffure pour Hommes le Pacha inc.

Notice is given that "Salon de Haute Coiffure pour Hommes le Pacha inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

SAM LALLOUZ,
Secretary-Treasurer.

44534-o 2633-71

Service des Loisirs St-Grégoire-Le-Grand

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under section 84, on December 20, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws (including section 25 increasing the number of its direc-

Loisirs St-Grégoire-Le-Grand », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

44535-o 4354-65

Service Familial Centre-Sud

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 décembre 1971, il a approuvé les nouveaux règlements de la corporation « Service Familial Centre-Sud », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du services des compagnies,
ROCH RIOUX.

44536-o 7473-47

Unibec inc.

La compagnie « Unibec inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le secrétaire,
FORTUNAT VOYER.

44537-o 3514-71

La Corporation des Thanatologues du Québec
The Corporation of Thanatologists of Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de « La Corporation des Directeurs de Funérailles et Embaumeurs du Québec — The Corporation of Funeral Directors and Embalmers of Québec », changeant son nom en celui de « La Corporation des Thanatologues du Québec — The Corporation of Thanatologists of Québec », et ce, en vertu de l'article 2 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.
J.-ALBERT GAGNON.

44568-o 11038-57

tors from 3 to 7) of "Service des Loisirs St-Grégoire-le-Grand".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

44535 4354-65

Service Familial Centre-Sud

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 7, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the new by-laws of "Service Familial Centre-Sud".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

44536 7473-47

Unibec inc.

Notice is given that "Unibec inc." has increased the number of its directors from 3 to 9.

FORTUNAT VOYER,
Secretary.

44537 3514-71

La Corporation des Thanatologues du Québec
The Corporation of Thanatologists of Québec

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved By-law number 5 of "La Corporation des Directeurs de Funérailles et Embaumeurs du Québec — The Corporation of Funeral Directors and Embalmers of Québec", changing its name to "La Corporation des Thanatologues du Québec — The Corporation of Thanatologists of Québec", pursuant to section 2 of the Special Corporate Powers Act.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44568 11038-57

Changement de nom — Loi du
Demandes

Joseph Albert Alfred Poirier

Avis est par les présentes donné que Joseph Albert Alfred Poirier résidant à 378 avenue Willibrod, à Verdun, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Alfred Joseph Nicoll et le nom de famille de ses enfants mineurs, Gary Joseph, William John, Robert Charles, James Thomas, Frederick Herbert, Ruth Ann, et David Barry tous résidants à 378 avenue Willibrod, à Verdun, district de Montréal, en celui de Nicoll, lesdits noms pour servir à toutes fins légales.

Montréal, le 28 décembre 1971.

Le procureurs du requérant,
LESYK & CLARKE.

44437-6-2-o

Change of name — Act
Applications

Joseph Albert Alfred Poirier

Notice is hereby given that Joseph Albert Alfred Poirier, residing at 378 Willibrod Avenue, in Verdun, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for adoption of an order changing his name to that of Alfred Joseph Nicoll and the surname of his minor children, Gary Joseph, William John, Robert Charles, James Thomas, Frederick Herbert, Ruth Ann, and David Barry all residing at 378 Willibrod Avenue, Verdun, district of Montreal, to that of Nicoll, the same to avail for all legal purposes.

Montreal, December 28, 1971.

LESYK & CLARKE,
Attorneys for Claimant.

44437-6-2-o

Marie Violette Crépin

Avis est par les présentes donné que Marie Violette Crépin, domiciliée au 365, 26e rue, Québec, district de Québec, s'adressera au Ministre de la Justice pour changer son nom en celui de Manon Savard.

Québec, ce 11 janvier 1972.

Les procureurs de la requérante,
DE GOUMOIS, L'HEUREUX
44435-6-2-o & OUELLET.

Orien Pelletier

Avis est donné que Orien Pelletier, résidant au 82, rue St-Joseph, app. 3, Loretteville, présentera au Ministre de la justice une requête à l'effet de changer son nom en celui de Donald Pelletier.

Daté à Québec, ce 28 janvier, 1972.

Le requérant,
44436-6-2-o ORIEN PELLETIER.

Jocelin Boulet

Avis est donné que Jocelin Boulet, étudiant, domicilié au 87 rue Delage dans la cité de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska et résidant au 5548A, 3e avenue dans les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Jocelyn Boulay.

Montréal, le 3 février 1972.

Les procureurs du requérant,
44569-7-2-o BERNIER, BOUCHER & FARLEY.

Alphonse, Oscar, Arthur Archambault

Avis est donné que Alphonse, Oscar, Arthur Archambault dit Karl Archambault, mécanicien, domicilié au 2615, rue Frontenac, en les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin qu'un décret soit accordé changeant son nom en celui de Karl Archambault.

Montréal, ce 7e jour de février 1972.

Les procureurs du requérant,
TELLIER, MONGEAU, SIMARD,
44540-7-2-o HÉBERT & CARRIÈRES.

Mario Cauchon

Avis est donné que Mario Cauchon, résidant à 192, rue Leclerc, Donnacona, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Mario Laverdière.

44541-7-2-o

Sarah McClintock Shaw

Avis est donné par la présente que Sarah McClintock Shaw, célibataire, rentière demeurant au 8507, De Gaspé, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un changement de nom en celui de Sarah McClintock Savard.

Montréal, le 11 janvier 1972.

Les procureurs de la requérante,
44542-7-2-o BLAIS & LEITHMAN.

Marie Violette Crépin

Notice is hereby given that Marie Violette Crépin domiciled at 365, 26th Street, Québec, district of Québec, will apply to the Minister of Justice for an order changing her name to that of Manon Savard.

Québec, January 11, 1972.

DE GOUMOIS, L'HEUREUX
& OUELLET,
44435-6-2 *Attorneys for the Petitioner.*

Orien Pelletier

Notice is given that Orien Pelletier, residing at 82 St. Joseph Street, Apt. 3, Loretteville, will present a petition to the Minister of Justice for an order changing his name to Donald Pelletier.

Dated at Québec, January 28, 1972.

ORIEN PELLETIER,
44436-6-2 *Petitioner.*

Jocelin Boulet

Notice is hereby given that Jocelin Boulet, student, domiciled at 87 Delage St., city of Rivière-du-Loup, district of Kamouraska and residing at 5548A, 3rd Avenue in the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Jocelyn Boulay.

Montreal, February 3, 1972.

BERNIER, BOUCHER & FARLEY,
44569-7-2-o *Attorneys for the applicant.*

Alphonse, Oscar, Arthur Archambault

Notice is given that Alphonse, Oscar, Arthur Archambault, known as Karl Archambault, mechanic, domiciled at 2615 Frontenac Street, in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed to that of Karl Archambault.

Montreal, this 7th day of February, 1972.

TELLIER, MONGEAU, SIMARD,
HÉBERT & CARRIÈRES,
44540-7-2 *Attorneys for the Petitioner.*

Mario Cauchon

Notice is given that Mario Cauchon, residing at 192 Leclerc Street, Donnacona will apply to the Minister of Justice for an decree changing his name to Mario Laverdière.

44541-7-2-o

Sarah McClintock Shaw

Notice is hereby given that Sarah McClintock Shaw, spinster, annuitant, residing at 8507 De Gaspé, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council to change her name for Sarah McClintock Savard.

Montreal, January 11, 1972.

BLAIS & LEITHMAN,
44542-7-2 *Attorneys for the Applicant.*

Ventes pour taxes

Sales for taxes

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné, Monsieur Jean-Guy Lacoursière, secrétaire-trésorier de la Corporation du Comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, ce second jeudi du mois d'avril 1972, soit le TREIZIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement de taxes municipales, scolaires et autres redevances, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente; savoir:

Municipality of the County of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned, Mr. Jean-Guy Lacoursière, Secretary-Treasurer of the Corporation of the County of Abitibi, that the immoveables with buildings, circumstances and dependencies hereinafter described will ge sold by public auction at the Amos Court House, in the usual place where the council sessions are held, on the second thursday of the month of April 1972, namely the THIRTEENTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal and school taxes and other dues, costs and charges levied upon these immoveables, unless such taxes, costs and charges are paid and acquitted, with costs, before the sale; namely:

Commission scolaire d'Amos — Amos School Board

Cantons Townships	Lots	Rangs blocs Ranges blocks	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Totaux Totals
Dalquier	26	4	Léopold Fauchon		$ 243.60		$ 243.60
Figuery	30	10	Jean-Guy Brière				
Figuery	26D-27A		Jean-Guy Brière		97.30		97.30
Béarn	28A	4	Cyrille Blais		297.00		297.00
(Exception faite des emplacements sis à l'est ou à l'ouest de la route).					(With the exception of the emplacements situated east and west of the highway).		
Béarn	29	3	Léopold Chénier & Syndics Angers, St-Pierre et Cossette.		255.57		255.57
Béarn	26-27	2	Simon Gagné		144.78		144.78
Béarn	9	3	Adrien Fournel ou Zéphir Ouellet		77.64		77.64
Béarn	10	3	Antoine Deschênes		189.69		189.69
Béarn	34	6	Lionel Déjardins		179.82		179.82
Béarn	P. 32	2	Mme Noël Jacques		168.45		168.45
Béarn	30	8	Succ. Paul-Emile Roy		21.00		21.00
Figuery	P. 30	10	Claude Desjardins		157.28		157.28
Figuery	25A59	10	Jean Lequin		159.75		159.75
Figuery	26-40	10	Succ. Place Royer et Jean-Paul Royer		189.20		189.20
Figuery	P. 32	8	Rosaire St-Arnault		239.39		239.39
Exclusion faite d'un emplacement vendu à Mme Pierre Bernard.					Except an emplacement sold to Mrs. Pierre Bernard.		
Figuery	25A	6	Pierre Paquette		88.64		88.64
Figuery	20B	10	Aimé Roy ou Roland Brouillette		118.98		118.98

Municipalité d'Amos-Est et la commission scolaire Dollard
Municipality of Amos-East and the Dollard School Board

Figuery	51-52B	VIII	Albert Cossette	$ 28.00	$ 317.00		$ 345.00
Figuery	39-40	VIII	Gilles Cossette				
Figuery	53A-54A	X	Gilles Cossette	33.00	500.00		533.00
Figuery	42A-B	X	Jean Lajoie	30.00	174.00		204.00
Figuery	33	IX	Les Entreprises Landrienne	620.00	1,680.00		2,300.00
Figuery	49	X	Jean-Guy Vézina	15.00	305.00		320.00

Municipalité d'Amos-Est et la commission scolaire Saint-Maurice de Dalquier
Municipality of Amos-East and the Saint-Maurice de Dalquier School Board

Cantons Townships	Lots	Rangs blocs Ranges blocks	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Totaux Totals
Dalquier	53	VI	Rosaire Jolin	$ 23.00			$ 23.00
Dalquier	60	VIII	Lucien Lecompte	2.50			2.50
Dalquier	59-60	III	Gilles Vezeau	6.00			6.00

Corporation municipale d'Authier — Authier Municipal Corporation

Poularies	60	X	Cléophas Aubé	$ 9.73	$ 22.98		$ 32.71
Poularies	62	X	Cléophas Aubé	22.73	53.63		76.36
Royal-Roussillon.	62A	1	Cloéphas Aubé	82.83	232.72		315.55

Municipalité du village de Barraute et la commission scolaire de Barraute
Municipality of the village of Barraute and the Barraute School Board

Village de Barraute.	21	Bl. 4	Alain J. Augustin Succ	$ 29.37	$ 52.50		$ 81.87
Village de Barraute.	40-A-113	1	Marcotte Joseph Succ	6.39	5.60		11.99

Corporation municipale de Clerval — Clerval Municipal Corporation

La Reine	23	1	Egide Roy	$ 24.73			$ 24.73
La Reine	27	1	Eulalie Laforge				
La Reine	28	1	Eulalie Laforge	2.62			2.62

Corporation municipale de Colombourg — Colombourg Municipal Corporation

Palmarolle	43	10	Louis-Nazaire Longchamps	$ 41.88	$ 207.37		$ 249.25
La Sarre	51	1	Charles Mercier	27.21			27.21
La Sarre	58	2	Roger Gélinas	6.43	44.68		51.11
La Sarre		3	Mme Jeannine Beaulieu	9.83	15.40		25.23
(Emplacement sur lot 57, Partie-Ouest 150 x 200 pieds).				(An emplacement on lot 57, west part, 150 x 200 feet).			

Commission scolaire Lac Abitibi et la corporation municipale de Palmarolle
Lac Abitibi School Board and the Palmarolle Municipal

Rapide-Danseur.	16	9	Jean-Marie Morin		$ 69.22	$ 6.86	$ 76.08
Villebois	34	7	Edouard Leblanc				
Villebois	36	7	Edouard Leblanc		495.86	60.42	556.28
Palmarolle	18	4	Marius Vallières	$149.50	420.07	60.46	630.03
Palmarolle	18	5	Marius Vallières	98.49	666.98	72.61	838.08

Corporation municipale de Palmarolle — Palmarolle Municipal Corporation

Palmarolle	20	5	Léonidas Vallières	$126.75		$22.80	$ 149.55
Palmarolle	21	5	Léonidas Vallières	109.85		19.64	129.49
Palmarolle	43B	9	Léopold Roy	20.80		3.10	23.90
Palmarolle	44	9	Léopold Roy	128.07		19.30	147.37
Palmarolle	39	8	Raymond Leclerc	54.28		5.97	60.25

Cantons Townships	Lots	Rangs blocs Ranges blocks	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Totaux Totals
Village de Palmarolle.	24.....	Bl. 12...	Armand Lemieux.....	$ 48.42		$ 5.76	$ 54.18
Palmarolle	33.....	5.....	Laurent Compagna.....	20.80		3.10	23.90
Palmarolle	36.....	5.....	Laurent Compagna.....	163.82		28.35	192.17
Palmarolle	41.....	5.....	Laurent Compagna.....	54.11		9.00	63.11
			Commission scolaire de Landrienne et la corporation municipale de Landrienne Landrienne School Board and the Landrienne Municipal Corporation				
Landrienne	6.....	V.....	Marcel Rousseau.....	$ 3.46	$ 175.18		$ 178.64
Landrienne	7.....	V.....	Jean-Louis Rousseau.....	3.62	167.20		170.82
Landrienne	26.....	VI.....	Mme Jos. Manger.....	0.98	84.92		85.90
Landrienne	8.....	VI.....	Eugène Mallard.....	0.99	138.17		139.16
Landrienne	27.....	VI.....	Jos. Badleck.....	1.84	125.06		126.90
Landrienne	28.....	VI.....	Jos. Badleck.....	0.64	47.36		48.00
Landrienne	7.....	VII.....	Marcel Rousseau.....	7.77	372.64		380.41
Landrienne	15.....	VII.....	Paul Perron.....	5.72	446.56		452.28
Landrienne	18.....	VII.....	P.-Emile Auger.....	8.50	405.20		413.70
Landrienne	27.....	VII.....	Joseph Manger.....	1.52	74.02		75.54
Landrienne	27.....	VIII....	Alexandre Labrecque.....	3.82	203.75		207.57
Duverny	16-17.....	1.....	Jean-Marie Lemay.....	4.30	199.89		204.19
Duverny	24.....	1.....	Yvon Bourgault.....	3.90	164.62		168.52
			Corporation municipale du canton de Launay — Municipal Corporation of the township of Launay				
Launay	2	5	Léo Bédard.....	$ 27.70			$ 27.70
			Commission scolaire de Preissac — Preissac School Board				
Preissac		Blcs-A-B-C-BA, rgs 5 et 6.	Preissac Molybdonite Mining Ltd. et International Trust Co.	$390.00	$11,878.89		$12,268.89
			Commission scolaire de Saint-Edmont — Saint-Edmont School Board				
Vassan	44, ½ O.....	3.....	Denis Perron.....		$ 170.06		$ 170.06
Vassan	45.....	3.....	J.-B. Deschênes.....		131.98		131.98
Vassan	46a et 47a...	4.....	Léonce Deschênes				
Vassan	46.....	3.....	Léonce Deschênes.....		221.61		221.61
Vassan	48.....	3.....	J.-M. Bolduc				
Vassan	48a-49a.....	4.....	J.-M. Bolduc.....		540.02		540.02
Vassan	49.....	3.....	Maurice Rivest.....		163.51		163.51
Vassan	56.....	3.....	Roland Laroche.....		153.46		153.46
Vassan	58.....	3.....	Miville Busque				
Vassan	58b-59b.....	3.....	Miville Busque.....		111.17		111.17
Vassan	60-61.....	3.....	Miville Busque.....		51.25		51.25
Vassan	32.....	4.....	Rolland Rheault.....		357.54		357.54
Vassan	38c, 39a, 40a, 41a.	4.....	Valère Bolduc.....		218.90		218.90
Vassan	48b.....	4.....	Succ. Léopold Meunier.....		332.55		332.55
Senneville	4-5-6.....	4.....	Anatole Bédard.....		40.58		40.58
Senneville	7-8-9-10-11...	4.....	Marcel Richard.....		220.10		220.10
Vassan	45.....	5.....	Roger Baril.....		367.78		367.78
Vassan	53.....	5.....	Mme Ludger Champagne.....		122.10		122.10
Senneville	2.....	5.....	Gérard Champagne.....		122.97		122.97
Senneville	5.....	5.....	Anatole Bédard.....		128.68		128.68
Senneville	7.....	5.....	Fernando Gagnon.....		274.11		274.11
Senneville	10.....	5.....	Charles Beaudoin.....		305.36		305.36

Cantons Townships	Lots	Rangs blocs Ranges blocks	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Totaux Totals
Vassan	45	6	Ovila Rouillard		$ 178.40		$ 178.40
Vassan	49	6	Wellie Desbiens		290.97		290.97
Vassan	56	6	Jacques Blanchet		62.58		62.58
Senneville	6-7-8-9	6	Joseph Ross		262.24		262.24
Vassan	48	7	Denis Grenier		218.02		218.02
Vassan	49-50	7	Georges Houles		327.20		327.20
Vassan	45	9	Hervé Bolduc		31.80		31.80

Corporation municipale de Saint-Félix Dalquier — Saint-Félix Dalquier Municipal Corporation

Dalquier	29	5	Raymond Pomerleau	$ 16.35			$ 16.35
Dalquier	20	7	Rosario Fauteux	2.94			2.94
Dalquier	22-23-24	7	Michel Fauteux	46.80			46.80
(À distraire deux emplacement situés comme suit: Un sur le lot 22, rang VII, de 100 x 175 appartenant à Monsieur Jean-Marie Duhaime et l'autre sur le lot 24 rang VII, 200 x 200 appartenant à Monsieur Rosario Fauteux).			(Less and to withdraw two emplacements situated as follows: One on lot 22, Range VII, 100 x 175 belonging to Mr. Jean-Marie Duhaime, and the other on lot 24, Range VII, 200 x 200, belonging to Mr. Rosario Fauteux).				
Dalquier	23	VIII	Réal Fauteux	8.58			8.58
Dalquier	23	X	Lucien Lafontaine	4.90			4.90

Corporation municipale de Sainte-Germaine Boulé — Sainte-Germaine Boulé Municipal Corporation

Palmarolle	30 & 31	III	Succ.-est. T. Pomerleau A.S. Monsieur Réal Pomerleau.	$ 27.60	$ 179.74	$12.94	$ 220.28

Corporation municipale de Saint-Mathieu et la commission scolaire d'Amos
Saint-Mathieu Municipal Corporation and the Amos School Board

Figuery	29c	VI	Gaétan Decari	$ 11.50	$ 65.30	$28.16	$ 104.96
Figuery	57	V	Émile Roy ou Germaine Côté-Roy	37.43	42.93	43.30	123.66

Commission scolaire de Villemontel — Villemontel School Board

Trécesson	22	1	Henri-Louis Turgeon		$ 145.65		$ 145.65

Corporation municipale de La Motte — La Motte Municipal Corporation

La Motte	20	4	Philippe Bélanger	$ 9.00	$ 13.07		$ 22.07
La Motte	21	4	Philippe Bélanger	37.00	55.37		92.37
La Motte	8	2	Simon Choquette	51.32	124.01		175.33
La Motte	17	2	Simon Choquette	30.18	72.95		103.13
La Motte	41	8	Isidore Marcil	29.98	22.50		52.48
La Motte	42	8	Isidore Marcil	29.97	22.50		52.47
La Motte	½ S. 34	7	Robert Pitre	0.89	3.27		4.16
La Motte	½ S. 35	7	Robert Pitre	0.89	3.27		4.16

Donné à Amos, au bureau de la Corporation de Comté d'Abitibi, ce 1er jour de février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
J.-GUY LACOURSIÈRE.

44469-6-2-o

Given in Amos, at the Office of the Corporation of the County of Abitibi, this 1st day of February, 1972.

J.-GUY LACOURSIÈRE,
Secretary-Treasurer.

44469-6-2

Municipalité du comté de Saguenay

Avis est par la présente donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Municipalité du comté de Saguenay, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Tadoussac, chef lieu de la Corporation du Comté de Saguenay, JEUDI le NEUVIÈME jour de MARS 1972 à DIX heures a.m., pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt plus les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant cette date.

Municipality of the County of Saguenay

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Municipality of the County of Saguenay, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Tadoussac Town Hall, County Seat of the Corporation of Saguenay, on THURSDAY, the NINTH day of MARCH, 1972, at TEN o'clock, a.m., for non-payment of municipal and school taxes, with interest plus subsequent costs incurred, unless these taxes, interest and expenses are paid before said date.

Tadoussac

Propriétaires Proprietors	Lots et rangs Lots and ranges	Taxes munic. Mun. taxes	Taxes scolaires School taxes	Frais Costs	Total
John Gagnon	64-64 Rg. Bloc-Block K	$ 30.00	$ 94.08	$ 6.00	$ 130.30

Sacré-Coeur

Maurice Chabot	Ptie du lot 15, rang Nord, Branche Est-Part of lot 15, North range, East Branch.		$ 135.68	$ 6.00	$ 141.68
W. A. Dufour Ltée	Ptie du lot 24, rang Est, Chemin Albert-Part of lot 24, East range, Albert Road.	$ 81.90	875.38	6.00	963.28
Mme-Mrs. Albert Gauthier.	Ptie du lot 22, rang Sud, Chemin Albert-Part of lot 22, South range, Albert Road.	84.20	174.05	6.00	264.25
Lem Jean Gauthier	Ptie du lot 8, rang Nord, Branche Est, Chemin Albert-Part of lot 8, North range, East Branch, Albert Road.	124.29	420.80	6.00	551.09
Hercule Harvey	Ptie du lot 22, rang Est, Chemin Albert-Part of lot 22, East range, Albert Road.	84.59	406.34	6.00	496.93
Roger Lavoie	Ptie du lot 12, rang Sud, Chemin Albert-Part of lot 12, South range, Albert Road.	90.56	402.48	6.00	499.04
Paul Morin	Ptie du lot A-2, rang Sud, Chemin Albert-Part of lot A-2, South range, Albert Road.	37.56	222.80	6.00	266.36
Arthur Pilote	Ptie du lot 16, rang Nord, Branche Est-Part of lot 16, North range, East Branch.	60.35	387.70	6.00	454.05
Médéric Savard	Ptie du lot 17, rang Ouest, Chemin Albert C. Tadoussac-Part of lot 17, West range, Albert C. Tadoussac Road.	99.85	387.74	6.00	493.59
Mme-Mrs. Lucien Tremblay	Ptie du lot 22, rang Est, Chemin Albert-Part of lot 22, East range, Albert Road.	108.76	433.74	6.00	548.50
Gérard R. Lavoie	Ptie du lot 22, rang Sud, Chemin Albert-Part of lot 22, South range, Albert Road.	35.08	25.46	6.00	67.04

Bergeronnes

Lionel Lapointe	Lot 47, rg. 1, Canton-Township Bergeronnes.	$ 84.50	$ 1,352.00	$ 5.00	$ 1,441.50

Escoumins

Beinhamin Beaulieu	P. 14-5-18, rg. 1	$ 105.94	$ 440.38	$ 6.00	$ 552.32
Archi Brisson	P. lot 36-3, rg. 1		497.09	6.00	503.09
Mme-Mrs. Gérard Boucher.	Lot 5, rg. A	10.83	131.86	6.00	148.69
J.-Alfred Bouliane	Lot 11-A-19, lot A-2-20, rg. 1	200.88	440.64	6.00	647.52
Adélard Caron	P. 15-B-3, rg. 1	129.92	441.77	6.00	577.69
Chs. Henri Martel	P. 20-21-A, rg. 1		493.33	6.00	502.33
Adrias Martel	P. 16-B-4, rg. 1	64.56	427.70	6.00	498.26
Bertrand Murray	P. 15-B-2, rg. 1	6.53	62.77	6.00	75.30
Arthur Therrien	Lot 8, rg. 2		296.55	6.00	302.55

Propriétaires Proprietors	Lots et rangs Lots and ranges	Taxes munic. Mun. taxes	Taxes scolaires School taxes	Frais Costs	Total
Alfred Thomas Therrien....	Lot 13-F-4, rg. 1.....	$ 35.18	$ 370.11	$ 6.00	$ 411.29
René Tremblay, Théodore..	Lot 17-A, rg. 1.....		259.57	6.00	265.57
Paul Laurent Tremblay.....	Lot 25, rg. 1.....	19.06	286.03	6.00	311.09
Roméo Dubé.....	Lot A-2-25, rg. 1.....	94.80	291.22	6.00	392.02
Simon Dion.....	P. 13-A-5.0, rg. 1.....	138.78	413.02	6.00	557.80
Gérard Guay Clovis.....	P. 14-11-1, rg. 1.....	197.40	1,031.21	6.00	1,234.61
Rosaire Lagacé, garage.....	P. 19, rg. 1.....	375.02	1,961.68	6.00	2,302.70
Rosaire Lagacé, maison-house	Lor 16-A-16, rg. 1.....	20.61	390.29	6.00	416.90
Renald Tremblay.....	Lot A-2-7, rg. A.....	73.80	177.22	6.00	257.02
Jean-Paul Roussel.....	Lot 10-A, rg. A.....	61.67	133.18	6.00	200.85
Aimé Tremblay.....	Lot 13-C-15, rg. 1.....	29.20	233.41	6.00	268.61
	St-Paul-du-Nord				
Benny Deschesnes.....	Maison-House, ¼ acre, lot 55-B, Canton-Township Iberville, rg. 4.	$ 60.90	$ 84.02		$ 144.92
Mme-Mrs. Welly Boulianne.	Maison-House, ¼ acre, lot 56-A, Canton-Township Iberville, rg. 4.	78.61	361.56		440.17
Alexandre Girard.....	Maison-House, lot 75-76, S. Mille Vaches, rg. A.	82.26	184.48		266.74

Grandes Bergeronnes, 31 janvier 1972.

Le secrétaire-trésorier de la Corporation du Comté de Saguenay,
PAUL BOUCHARD.

44438-6-2-o

Grandes Bergeronnes, January 31, 1972.

PAUL BOUCHARD,
Secretary-Treasurer of the Corporation of the Conuty of Saguenay.

44438-6-2

Ville de Lorraine

Avis public est par les présentes donné que le greffier de la ville de Lorraine vendra à l'enchère publique le MERCREDI, VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MARS 1972 à ONZE heures de l'avant-midi au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville, 100, Grande Côte, Ville de Lorraine, P.Q., de la manière prescrite par la Loi, les immeubles suivants sur lesquels les taxes municipales n'ont pas été payées, à moins que ces taxes ne soient acquittées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Folio	*Nom*	*Numéro du cadastre*
2–12	J. M. Dumais.....	P. 275, P. 276.
3–17	R. Panneton.....	277-52.
3–23	R. Thompson.....	277-P. 45.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville et situés dans le territoire de la ville de Lorraine.

La Commission municipale de Québec à sa séance du 19e jour du mois de janvier 1972 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux.

Donné à Lorraine, ce 10e jour du mois de février 1972.

Le greffier,
N. C. BRAZEAU (MME).

44557-7-2-o

Town of Lorraine

Public notice is hereby given that the Town Clerk of the Town of Lorraine will, on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the office of the Council, Town Hall, 100 Grande Côte, Town of Lorraine, P.Q. sell at public auction, in the manner prescribed by Law, the following immovables on which the municipal taxes assessed have not been paid, unless those taxes, together with the costs incurred be paid before the sale, to wit:

Folio	*Name*	*Cadastral number*
2–12	J. M. Dumais.....	P. 275, P. 276.
3–17	R. Panneton.....	277-52.
3–23	R. Thompson.....	277-P. 45.

The above immovables are all of the official cadastre of the Parish of Ste. Thérèse de Blainville and situated in the Town of Lorraine.

The Québec Municipal Commission, at its meeting on January 19, 1972 authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers.

Given at Lorraine, this 10th day of February, 1972.

N. C. BRAZEAU (MRS.),
Town Clerk.

44557-7-2-o

Municipalité du comté de Wolfe

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes, publié dans la *Gazette officielle* du 22 et du 29 janvier 1972, nous aurions dû lire:

Page 526: lot 1-a, rang 4, canton de Ham; au lieu de lot 4, rang 4, canton de Ham.

Page 527: pour le lot partie 9-a, rang 5, canton de Ham, ayant cent vingt pieds de largeur au lieu de ayant vingt pieds de largeur.

Page 936: lot 1-a, rang 4, canton de Ham; au lieu de lot 4, rang 4, canton de Ham.

Page 937: pour le lot partie 9-a, rang 5, canton de Ham, ayant cent vingt pieds de largeur au lieu de ayant vingt pieds de largeur.

La secrétaire-trésorière,
44494-o MADELEINE LAMOUREUX.

Municipality of the county of Wolfe

Erratum

In the notice of sales for taxes published in the *Official Gazette* of the 22nd and 29th of January, 1972, please insert:

On page 526: Lot 1-a, Range 4, Township of Ham; instead of Lot 4, Range 4, Township of Ham.

On page 527: For the lot which forms part of 9-a, Range 5, Township of Ham, having one hundred and twenty feet in width instead of having twenty feet in width.

On page 936: Lot 1-a, Range 4, Township of Ham; instead of Lot 4, Range 4, Township of Ham.

On page 937: for the lot which forms part of 9-a, Range 5, Township of Ham, having one hundred and twenty feet in width instead of having twenty feet in width.

MADELEINE LAMOUREUX,
44494 *Secretary-Treasurer.*

Ministère des Affaires municipales

Cité de Chicoutimi-Nord
Canton Tremblay

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la cité de Chicoutimi-Nord et le canton Tremblay, comté de Chicoutimi.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
44553-o MAURICE TESSIER, C.R.

Les-Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay

Le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté le 2e jour de février 1972 l'arrêté en conseil No 328-72 qui se lit comme suit:

« Les-Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay devient une municipalité constituée en vertu de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) et régie par le Code municipal.

Cet arrêté en conseil entrera en vigueur à compter de la date mentionnée dans l'avis que le ministre donnera dans la *Gazette officielle du Québec.* »

Cette décision prend effet à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le ministre des Affaires municipales,
44553-o MAURICE TESSIER, C.R.

Ville de Québec

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil no 240-72 du 26 janvier 1972 et conformément à l'article 43 de la

Department of Municipal Affairs

City of Chicoutimi-Nord
Township of Tremblay

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the City of Chicoutimi-Nord and the Township of Tremblay.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
44553-o *Minister of Municipal Affairs.*

Les-Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay

The Lieutenant-Governor in Council, on February 2, 1972, adopted Order in Council No. 328-72 which states the following:

"Les-Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay shall become a Municipality constituted under the Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971), and shall be governed by the Municipal Code.

This Order in Council shall come into effect upon the date stipulated in the notice that the Minister shall cause to be published in the *Québec Official Gazette.*"

The effective date mentioned above shall be the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette.*

MAURICE TESSIER, Q.C.,
44553 *Minister of Municipal Affairs.*

City of Québec

Notice is given that, by Order in Council No. 240-72 of January 26, 1972, and in conformity with section 43

Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement no 1954 du conseil municipal de la ville de Québec et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la cité de Loretteville et annexé à la ville de Québec;

Description officielle des limites du territoire détaché de la cité de Loretteville et annexé à la ville de Québec, dans le comté municipal de Québec.

Un territoire faisant actuellement partie de la cité de Loretteville, dans le comté municipal de Québec, comprenant en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette (Château d'Eau), les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, emprise de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle nord du lot 764-1; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté sud-est de la rue Larue (ou l'avenue Des Pins) en allant vers le nord-est, le dernier tronçon prolongé à travers la rivière Saint-Charles et dans le lot 1029 jusqu'à la ligne séparative des lots 1029 et 1027-23; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 1027-23; une ligne droite dans les lots 1029, 1030-2, 1031-2 et 1032-2 jusqu'à un point situé sur la ligne sud-est de ce dernier lot à sept cent quatre-vingt-deux pieds (782) de la ligne sud-ouest du lot 1032-1, distance mesurée le long de ladite ligne sud-est; partie de la susdite ligne sud-est en allant vers le nord-est sur une distance de quatre cent dix-sept pieds (417); puis dans le lot 1033-56, une ligne parallèle à la ligne sud-ouest du lot 1033-55 sur une distance de cinq cent cinquante pieds (550); une ligne parallèle à la ligne sud-est du lot 1032-2 en allant vers le nord-est sur une distance de deux cent cinquante pieds (250); une ligne parallèle à la ligne sud-ouest du lot 1033-55 en allant vers le sud-est sur une distance de cent quatre-vingt pieds (180); une ligne parallèle à la ligne sud-est du lot 1032-2 en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 1033-55 et mesurant cent quinze pieds (115); partie de ladite ligne sud-ouest en allant vers le sud-est sur une distance de cent pieds (100); une ligne parallèle à la ligne sud-est du lot 1032-2 sur une distance de cent quinze pieds (115); une ligne parallèle à la ligne sud-ouest du lot 1033-55 en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne ouest du lot 1526; une ligne droite dans le lot 1526 jusqu'à l'intersection de la ligne est dudit lot avec une ligne dans le lot 1033-54, parallèle à la ligne sud-ouest du lot 1033-89 à une distance de cent quinze pieds (115), distance mesurée le long de la ligne nord-ouest des lots 1033-54-1 et 1033-54-2; ladite ligne parallèle jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1033-54-2; partie de la ligne nord-ouest dudit lot et la ligne nord-ouest du lot 1033-54-3; la ligne sud-ouest de ce dernier lot; le prolongement de la ligne nord-ouest du lot 1033-54-4 dans le lot 1033-54 jusqu'à la ligne nord-est du lot 1033-85; la ligne nord-est des lots 1033-85, 1526-1 et partie de la ligne nord-est du lot 1033-2 jusqu'au prolongement à travers ledit lot de la

of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council is pleased to approve by-law No. 1954 of the Municipal Council of the City of Québec and to order that upon, from and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law, and described below, will be detached from the City of Loretteville and annexed to the City of Québec;

Official description of the limits of the territory detached from the City of Loretteville and annexed to the City of Québec, in the Municipal County of Québec.

A territory presently part of the City of Loretteville, in the Municipal County of Québec, and, as registered in the cadastre of the Parish of St. Ambroise-de-la-Jeune-Lorette (Château d'Eau), comprising the lots or parts of lots and their present and future subdivisions and the roads, streets, railroad rights of way, water courses or parts thereof, the whole bounded as hereinafter described, namely:

starting at the vertex of the northern angle of lot 764-1; thence, in order, the following lines and demarcations: the southeast side of Larue Street (or Des Pins Avenue) proceeding northeast, the last section projected across the St. Charles River and lot 1029 to the division line of lots 1029 and 1027-23; part of the said division line of the lots proceeding southeast to the southeast line of lot 1027-23; a straight line over lots 1029, 1030-2, 1031-2 and 1032-2 to a point situated on the southeast line of the latter lot seven hundred and eighty-two feet (782) from the southwest line of lot 1032-1, the said distance measured along the said southeast line; part of the aforesaid southeast line proceeding northeast a distance of four hundred and seventeen feet (417); thence accross lot 1033-56, a line parallel to the southwest line of lot 1033-55 over a distance of five hundred and fifty feet (550); a line parallel to the southeast line of lot 1032-2 proceeding northeast over a distance of two hundred and fifty feet (250); a line parallel to the southwest line of lot 1033-55 proceeding southeast a distance of one hundred and eighty feet (180); a line parallel to the southeast line of lot 1032-2 proceeding northeast to the southwest line of lot 1033-55, measuring one hundred and fifteen feet (115); part of the said southwest line proceeding southeast a distance of one hundred feet (100); a line parallel to the southeast line of lot 1032-2 a distance of one hundred and fifteen feet (115); a line parallel to the southwest line of lot 1033-55 proceeding southeast to the west line of lot 1526; a straight line over lot 1526 to the junction of the east line of the said lot with a line in lot 1033-54 parallel to the southwest line of lot 1033-89 over a distance of one hundred and fifteen feet (115), a distance measured along the northwest line of lots 1033-54-1 and 1033-54-2; the said line being parallel up to the northwest line of lot 1033-54-2; part of the northwest line of the said lot and the northwest line of lot 1033-54-3; the southwest line of the latter lot; the projection of the northwest line of lot 1033-54-4 over lot 1033-54 to the northeast line of lot 1033-85; the northeast line of lots 1033-85, 1526-1 and part of the northeast line of lot 1033-2 up to the projection across the said lot of the south line of lot 1033-57; the said projection and the south line of the said

ligne sud du lot 1033-57; ledit prolongement et la ligne sud dudit lot; une ligne brisée séparant le lot 1034-B des lots 1033-3 et 1034-6, le dernier tronçon prolongé jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne médiane du ruisseau du Grand Désert; ledit prolongement et ladite ligne médiane jusqu'à une ligne perpendiculaire à la rive gauche dudit ruisseau et originant au sommet de l'angle est du lot 764-1; enfin, ladite ligne perpendiculaire et la ligne nord-est du lot 764-1 jusqu'au point de départ.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
44553-o RICHARD BEAULIEU.

lot; a broken line separating lot 1034-B from lots 1033-3 and 1034-6, the last section projected up to the median line of the St. Charles River; the median line of the said river proceeding up-river to the extension of the median line of Grand Désert Stream; the said extension and the said median line up to a line at right angles to the left bank of the said stream and originating at the vertex of the east angle of lot 764-1; finally, the said right-angled line and the northeast line of lot 764-1 to the starting point.

RICHARD BEAULIEU,
44553 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Association coopérative

Collège du Sacré-Coeur, Association coopérative

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le formation de l'association coopérative « Collège du Sacré-Coeur, Association Coopérative ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Sherbrooke, Québec, dans le district électoral de Sherbrooke.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
44573-o J.-ALBERT GAGNON.

Cooperative Association

Collège du Sacré-Coeur, Association coopérative

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of a cooperative association called "Collège du Sacré-Coeur, Association Coopérative".

The head office of this cooperative association is situated in Sherbrooke, Québec, in the electoral district of Sherbrooke.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
44573 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

Nominations

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointments

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Dorion.....	Bilodeau, Gérard (1).....	Adjoint au bureau d'études de Bell Canada — Assistant at the Bell Canada Study Bureau.	Montréal.

(1) En emplacement de monsieur R.-Eugène Tanguay — In place of Mr. R.-Eugène Tanguay.

Québec, le 8 février 1972.

Le président général des élections,
44556-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Québec, February 8, 1972.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
44556-o *Chief Returning-Officer.*

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Laurier.....	Labonté, Benoit (1).....	Conducteur de trains — Train-Conductor.	Montréal.

(1) En remplacement de monsieur Lionel Meilleur — In place of Mr. Lionel Meilleur.

Québec, le 11 février 1972.

Le président général des élections,

44556-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Québec, February 11, 1972.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

44556-o *Chief Returning-Officer.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Entraide Économique de Frontenac

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 18 avril 1971 par « La Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Frontenac », changeant son nom en celui de « Caisse d'Entraide Économique de Frontenac ».

Québec, le 8 février 1972.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

44574-o ALBERT JESSOP.

Caisse d'Entraide Économique (de) Surimont

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 10 mai 1971 par « La Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique Surimont », changeant son nom en celui de « Caisse d'Entraide Économique (de) Surimont ».

Québec, le 8 février 1972.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

44575-o ALBERT JESSOP.

Caisse d'Économie Val d'Or

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 1er novembre 1971 par la « Caisse d'Économie Val d'Or », modifiant son groupe qui était « les travailleurs des industries minières de Manitou,

Savings and Credit Unions

Caisse d'Entraide Économique de Frontenac

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on April 18, 1971 by "La Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Frontenac", changing its name to that of "Caisse d'Entraide Économique de Frontenac".

Québec, February 8, 1972.

ALBERT JESSOP,

Associate Deputy Minister of Financial

44574 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

Caisse d'Entraide Économique (de) Surimont

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Ccoperatives has approved the by-law adopted on May 10, 1971 by "La Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique Surimont", changing its name to that of "Caisse d'Entraide Économique (de) Surimont".

Québec, February 8, 1972.

ALBERT JESSOP,

Associate Deputy Minister of Financial

44575 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

Caisse d'Économie Val d'Or

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on November 1, 1971 by the "Caisse d'Économie Val d'Or", changing its membership from "the workers of the following mining firms:

Barvue, Lamaque, East Sullivan, Sullivan Consolidated, Molybdenite, Sigma et les employés de l'Hôpital St-Sauveur » en celui de: « les travailleurs des institutions, sociétés ou corporations suivantes:

Les industries minières: Manitou Barvue Mines Ltd., Lamaque Mining Co. Ltd., Molybdenite Co. of Canada Ltd., Sigma Mines (Québec) Ltd.; Hôpital St-Sauveur, L'Étape Inc., F.W. Woolworth Co. Ltd., S.S. Kresge Co. Ltd., Central Truck Line Ltd., Les Galeries Val d'Or, Sigma Dry Cleaner Ltd., J. Montemurro Inc., Gareau Auto Inc., Brazeau Transport Ltée, Abitibi Motor Sales Ltd., Ville de Val d'Or, Canadian Tire Co. Associated Store, Lepack Automobile Inc., Val d'Or Chrysler Inc., Fairway Motors et Société Minière Louvem ».

Québec, le 9 février 1972.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

44576-o ALBERT JESSOP.

Manitou, Barvue, Lamaque, East Sullivan, Sullivan Consolidated, Molybdenite and Sigma, and the employees of St. Sauveur Hospital" to "the workers of the following institutions, societies and corporations:

Mining firms: Manitou Barvue Mines Ltd., Lamaque Mining Co. Ltd., Molybdenite Co. of Canada Ltd., Sigma Mines (Québec) Ltd.; St. Sauveur Hospital, L'Étape Inc., F.W. Woolworth Co. Ltd., S.S. Kresge Co. Ltd., Central Truck Line Ltd., Les Galeries Val d'Or, Sigma Dry Cleaner Ltd., J. Montemurro Inc., Gareau Auto Inc., Brazeau Transport Ltée, Abitibi Motor Sales Ltd., Town of Val d'Or, Canadian Tire Co. Associated Store, Lepack Automobile Inc., Val d'Or Chrysler Inc., Fairway Motors and Société Minière Louvem".

Québec, February 9, 1972.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44576

Caisse d'Entraide économique Drummond

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 12 juillet 1972 par « La Caisse d'Épargne et d'Entraide économique de Drummondville », changeant son nom en celui de « Caisse d'Entraide économique Drummond ».

Québec, le 28 janvier 1972.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

44539-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'Entraide économique Drummond

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law passed on July 12, 1972, by "La Caisse d'Épargne et d'Entraide économique de Drummondville", changing its name to that of "Caisse d'Entraide économique Drummond".

Québec, January 28, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44539

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

La Commission des Écoles Catholiques de Québec

Prenez avis que La Commission des Écoles Catholiques de Québec s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, pour faire adopter une loi libérant ladite Commission d'une restriction à savoir: que l'immeuble ne doit servir que pour fins d'école et affectant le lot quinze cent vingt-quatre un (1524-1) du cadastre officiel du Quartier Jacques-Cartier en la Cité de Québec, contenue au testament de feu Monseigneur J.O. Plessis du 20 mai 1826 et répétée dans les actes de vente subséquents et aussi pour amender sa charte de façon à assurer un représentant des catholiques anglophones au sein de la Commission.

Québec, ce 7e jour de décembre 1971.

Le procureur de la pétitionnaire,

44391-5-4-o GUY DES RIVIÈRES, C.R.

The Québec Catholic School Commission

Notice is given that The Québec Catholic School Commission will apply to the Québec National Assembly to have a law passed which would free the said Commission from a restriction, namely: that the immoveable be used for school purposes only, affecting lot fifteen hundred and twenty-four one (1524-1) of the official cadastre of Jacques-Cartier Ward, in the City of Québec, stipulated in the will of the late Monsignor J.O. Plessis, dated May 20, 1826 and repeated in the subsequent deeds of sale also, to amend its charter in order to ensure the presence of an English speaking Roman Catholic in the Commission.

Québec, December 7, 1971.

GUY DES RIVIÈRES, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

44391-5-4

Ville de Saint-Laurent

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Saint-Laurent s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une Loi dans le but:

City of St-Laurent

Public notice is hereby given that the City of Saint-Laurent will petition the Québec National Assembly at its next session for adoption of an act having the following aims:

1. De permettre la préparation et l'adoption d'un plan directeur et la modification des règlements de zonage en conformité de ce plan;
2. De permettre la création d'un fonds de stabilisation des dépenses de déneigement;
3. D'autoriser l'adoption d'un plan quinquennal de dépenses en immobilisation;
4. D'accorder un pouvoir d'emprunt temporaire pour défrayer le coût d'exécution de certains travaux permanents;
5. D'autoriser le conseil à emprunter au fonds de roulement pour payer les dépenses préliminaires à la réalisation de certains travaux;
6. De déclarer la Ville propriétaire des terrains expropriés pour certaines fins dès le décret de prise de possession préalable;
7. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes relativement à la pension des membres du conseil;
8. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes dans le but de permettre l'adoption de plusieurs règlements d'emprunt au cours d'une même assemblée des électeurs propriétaires;
9. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes relativement à la nomination et au remplacement des vérificateurs;
10. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes touchant le poste de gérant;
11. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes et de la charte de la ville relativement à l'évaluation des terres en culture à l'exclusion des territoires annexés et protégés par des lois spéciales;
12. D'amender les dispositions de la Loi des cités et villes ayant trait à l'élimination des nuisances sur les terrains publics et privés;
13. De revenir aux dispositions de la Loi des cités et villes quant aux plaintes des contribuables au rôle d'évaluation, à la taxe sur les commerces et occupations ainsi qu'à la publicité;
14. D'accorder à la ville tout autre pouvoir dont elle aura besoin pour sa bonne administration.

Le procureur,
IRVING GAUL.

44392-5-4-o

1. The permission to prepare and adopt a master territorial plan, and the modification of zoning by-laws in conformity with this plan;
2. To authorize the creation of a snow removal expenses stabilization fund;
3. To authorize the adoption of a five-year plan for capital expenditures;
4. To grant the power to effect temporary loans in order to meet the cost of carrying out certain permanent works;
5. To authorize the Council to borrow from a sinking-fund the sums it needs to pay the expenses preliminary to carrying-out capital works;
6. To declare the city owner of expropriated lands for certain municipal purposes, taking effect from the order granting prior possession;
7. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act, relative to the pension plan for members of the Council;
8. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act, with the goal of permitting the adoption of several money lending by-laws during the same meeting of electoral proprietors;
9. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act relative to the nomination and/or replacement of the auditors;
10. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act concerning the functions and position of the city manager;
11. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act and of the Charter of the city, relative to the evaluation of farm and agricultural lands, excluding those territories annexed and protected by special laws;
12. To amend those dispositions of the Cities and Towns Act dealing with the elimination of annoyances on public and private property;
13. To reinstate those dispositions of the Cities and Towns Act with regard to the complaints of the taxpayers concerning the evaluation roll, business-taxes and occupation permits, as well as publicity;
14. To grant to the city anyother powers that it might need in order to insure its effecient administration.

IRVING GAUL,
Attorney.

44392-5-4-o

Curatelle publique

Succession vacante de Jacques Baribeau

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières. Succession vacante de Jacques Baribeau, en son vivant de 90, rue St-Ubald, Louiseville.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 23 décembre 1971 par un juge de la Cour supérieure siégeant à Trois-Rivières dans le district de Trois-Rivières que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (S.R.Q. 1964, chapitre 314 et amendements), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il

Public Curatorship

Vacant estate of the late Jacques Baribeau

Canada, Province of Québec, district of Trois-Rivières. Vacant estate of the late Jacques Baribeau, in his lifetime of 90, St-Ubald Street, Louiseville.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on December 23, 1971 by a judge of the Superior Court, sitting at Trois-Rivières in the district of Trois-Rivières that, under the authority of the Public Curatorship Act (S.R.Q. 1964, chapter 314 and amendments), I am *ex officio* curator to such vacant estate, and that I will

recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.
9310, boulevard St-Laurent,
Montréal 354, Québec. 44571-o

Succession vacante de Michel Larouche

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi. Succession vacante de Michel Larouche, en son vivant de 102, rue Villeneuve, Chicoutimi.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 13 janvier 1971 par un juge de la Cour supérieure siégeant à Chicoutimi dans le district de Chicoutimi que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (S.R.Q. 1964, chapitre 314 et amendements), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.
9310, boulevard St-Laurent,
Montréal 354, Québec. 44572-o

receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.
9310 St. Lawrence Boulevard,
Montreal 354, Québec. 44571-o

Vacant estate of the late Michel Larouche

Canada, Province of Québec, district of Chicoutimi. Vacant estate of the late Michel Larouche, in his lifetime of 102, Villeneuve Street, Chicoutimi.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on January 13, 1971 by a judge of the Superior Court, sitting at Chicoutimi in the district of Chicoutimi that, under the authority of the Public Curatorship Act (S.R.Q. 1964, chapter 314 and amendments), I am *ex officio* curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.
9310 St. Lawrence Boulevard,
Montreal 354, Québec. 44572-o

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurance

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Sons of England Benefit Society

Avis de liquidation et de nomination de liquidateurs

Avis est donné par les présentes que les membres de « Sons of England Benefit Society », au cours d'une assemblée générale spéciale, régulièrement convoquée à cette fin et tenue le 29 décembre 1971, ont décidé à la majorité des voix, et par résolution, que leur société se liquide volontairement conformément aux dispositions de la Loi des compagnies et ont nommé comme liquidateurs Harry Hunter, Alfred Sykes, C.-S. Day et Thomas Worsley.

Avis est de plus donné que la société a cessé d'émettre des contrats d'assurance depuis le 20 décembre 1971.

Avis est également donné que toute personne ayant une réclamation contre ladite société devra en fournir la preuve aux liquidateurs et la produire dans les trente jours du présent avis. Après cette date, les biens de la société seront distribués aux personnes y ayant droit, conformément aux réclamations jugées acceptables par les liquidateurs.

Toronto, ce 30e jour de décembre 1971.

Les liquidateurs,
HARRY HUNTER, ALFRED SYKES,
C.-S. DAY et THOMAS WORSLEY.
12 est, rue Richmond, suite 633.
Toronto 210, Ontario. 44439-6-2-o

Sons of England Benefit Society

Notice of liquidation and of appointment of liquidators

Take notice that the members of the "Sons of England Benefit Society" by a majority of the votes cast at a special general meeting duly called for this purpose and held on the 29th day of December 1971, passed a resolution requiring the said Society to be wound up voluntarily under the provisions of The Corporations Act and appointing Harry Hunter, Alfred Sykes, C. S. Day and Thomas Worsley as liquidators.

And further take notice that the Society ceased entering into contracts of insurance as of the 20th day of December, 1971.

And further take notice that if you have any claim against the said Society, proof of such claim must be filed with the liquidators within thirty days of the date of this notice, after which time the property of the above Society will be distributed amongst the persons entitled thereto, having regard to the claims of which the liquidators have received notice.

Toronto, this 30th day of December 1971.

HARRY HUNTER, ALFRED SYKES,
C.-S. DAY and THOMAS WORSLEY,
Liquidators.
12 Richmond Street East, suite 633.
Toronto 210, Ontario. 44439-6-2-o

La Société des Artisans

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que le permis et le certificat d'enregistrement de la société de secours mutuels « La Société des Artisans » ont été annulés le 1er janvier 1972, conformément à l'article 121 de la Loi des assurances et que ladite société, devenue une compagnie mutuelle d'assurance-vie le 30 mars 1971, en vertu du Bill S. 10 des Lois du Parlement du Canada de 1970-1971, fait affaires, à compter du 1er janvier 1972, sous le nom de « Les Artisans, société coopérative d'assurance-vie — The Artisans, Life Insurance Cooperative Society ».

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 10 janvier 1972.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

44570-7-2-o

La Société des Artisans

Notice of Cancellation of Licence and Certificate of Registration

Notice is hereby given that the licence and certificate of registration of the mutual benefit society "Le Société des Artisans" have been cancelled on January 1st, 1972, pursuant to the provisions of section 121 of the Insurance Act and that the said society, changed into a mutual life insurance company on March 30, 1971, pursuant to Bill S. 10 of the 1970-1971 Acts of the Parliament of Canada, is registered since January 1st, 1972, to do business under the name of "Les Artisans, société coopérative d'assurance-vie — The Artisans, Life Insurance Cooperative Society".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 10th of January 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

44570-7-2-o

Soumissions — Demandes de

Ville de Boucherville
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eugène McClish, greffier, Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 mars 1972, pour l'achat de $692,000 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de Chambly, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — $692,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1973	$14,000
1er avril 1974	15,000
1er avril 1975	16,000
1er avril 1976	17,000
1er avril 1977	18,000
1er avril 1978	20,000
1er avril 1979	22,000
1er avril 1980	24,000
1er avril 1981	26,000
1er avril 1982	28,000

Tenders — Requests for

Town of Boucherville
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Eugène McClish, Town Clerk, at the Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, County of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, March 7, 1972, for the purchase of a bond issue of $692,000 for the Town of Boucherville, County of Chambly, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — $692,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1973	$14,000
April 1, 1974	15,000
April 1, 1975	16,000
April 1, 1976	17,000
April 1, 1977	18,000
April 1, 1978	20,000
April 1, 1979	22,000
April 1, 1980	24,000
April 1, 1981	26,000
April 1, 1982	28,000

1er avril 1983	$31,000
1er avril 1984	34,000
1er avril 1985	36,000
1er avril 1986	38,000
1er avril 1987	40,000
1er avril 1988	43,000
1er avril 1989	47,000
1er avril 1990	51,000
1er avril 1991	54,000
1er avril 1992	118,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations, échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $9,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1992 au montant de $118,000 comprend un solde de $61,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1993	$4,000
1er avril 1994	4,000
1er avril 1995	5,000
1er avril 1996	5,000
1er avril 1997	6,000
1er avril 1998	6,000
1er avril 1999	7,000
1er avril 2000	7,000
1er avril 2001	8,000
1er avril 2002	9,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme

April 1, 1983	$31,000
April 1, 1984	34,000
April 1, 1985	36,000
April 1, 1986	38,000
April 1, 1987	40,000
April 1, 1988	43,000
April 1, 1989	47,000
April 1, 1990	51,000
April 1, 1991	54,000
April 1, 1992	118,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $9,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 1, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of April 1, 1992 in the amount of $118,000 includes a balance of $61,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1993	$4,000
April 1, 1994	4,000
April 1, 1995	5,000
April 1, 1996	5,000
April 1, 1997	6,000
April 1, 1998	6,000
April 1, 1999	7,000
April 1, 2000	7,000
April 1, 2001	8,000
April 1, 2002	9,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Totonto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term

fixe 20 ans pour un montant supérieur à $118,000, et seul cet excedent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Boucherville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 688 — $100,000 — aqueduc, éclairage; 705 (705-2) — $41,500 — aqueduc et égouts; 714 — $450,500 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 715 — $100,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mardi, le 7 mars 1972, Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boucherville (Comté de Chambly), ce 10 février 1972.

Le greffier,
EUGÈNE MCCLISH.

Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins,
Boucherville (Comté de Chambly), P.Q.
Téléphone: 655-1371, code 514. 44544-o

Village de Lafontaine
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Campbell, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 70, 106ième avenue, Village de Lafontaine, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 6 mars 1972, pour l'achat de $333,500 d'obligations du village de Lafontaine, comté de Terrebonne, datées du 15 mars 1972 et remboursables en série du 15 mars 1973 au 15 mars 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1972.

Tableau d'amortissement — $333,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1973	$10,500
15 mars 1974	11,000

bonds for an amount greater than $118,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Boucherville agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue..

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 688 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 705 (705-2) — $41,500 — aqueduct and sewers; 714 — $450,500 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 715 — $100,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, March 7, 1972, at the Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, County of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Boucherville (County of Chambly), February 10, 1972.

EUGÈNE MCCLISH,
Town Clerk.

Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street,
Boucherville (County of Chambly), P.Q.
Telephone: 755-1371, code 514. 44544

Village of Lafontaine
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Fernand Campbell, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 70, 106th Avenue, Village of Lafontaine, County of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, March 6, 1972, for the purchase of a bond issue of $333,500 for the Village of Lafontaine, County of Terrebonne, dated March 15, 1972 and redeemable serially from March 15, 1973 to March 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from March 15, 1972.

Redemption table — $333,500 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1973	$10,500
March 15, 1974	11,000

15 mars 1975	$11,000
15 mars 1976	12,000
15 mars 1977	13,000
15 mars 1978	13,000
15 mars 1979	14,000
15 mars 1980	15,000
15 mars 1981	15,000
15 mars 1982	16,000
15 mars 1983	17,000
15 mars 1984	18,000
15 mars 1985	19,000
15 mars 1986	19,000
15 mars 1987	20,000
15 mars 1988	21,000
15 mars 1989	21,000
15 mars 1990	22,000
15 mars 1991	22,000
15 mars 1992	24,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $24,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $24,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Lafontaine s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mars 1972, sans une

March 15, 1975	$11,000
March 15, 1976	12,000
March 15, 1977	13,000
March 15, 1978	13,000
March 15, 1979	14,000
March 15, 1980	15,000
March 15, 1981	15,000
March 15, 1982	16,000
March 15, 1983	17,000
March 15, 1984	18,000
March 15, 1985	19,000
March 15, 1986	19,000
March 15, 1987	20,000
March 15, 1988	21,000
March 15, 1989	21,000
March 15, 1990	22,000
March 15, 1991	22,000
March 15, 1992	24,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $24,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of March 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $24,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Lafontaine agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after March 15, 1972, without written

autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 89 — $110,000 — aqueduc, égouts, voirie; 90 — $68,200 — aqueduc, égouts, voirie; 91 — $146,000 — aqueduc, égouts, voirie; 95 — $9,300 — aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 6 mars 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 70, 106ième avenue, village de Lafontaine, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lafontaine (Comté de Terrebonne), ce 9 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND CAMPBELL.

Hôtel de ville, 70, 106ième avenue,
Village de Lafontaine (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 438-2264, code 514. 44545-o

authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 89 — $110,000 — aqueduct, sewers, roads; 90 — $68,200 — aqueduct, sewers, roads; 91 — $146,000 — aqueduct, sewers, roads; 95 — $9,300 — aqueduct.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 6, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 70, 106th Avenue, Village of Lafontaine, County of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lafontaine (County of Terrebonne), February 9, 1972.

FERNAND CAMPBELL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 70, 106th Avenue,
Village of Lafontaine (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 438-2264, code 514. 44545

Cité de St-Hyacinthe

Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Brault, greffier, Hôtel de ville, 1450, rue Girouard, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 6 mars 1972, pour l'achat de $2,000,000 d'obligations de la cité de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, datées du 15 mars 1972 et remboursables en série du 15 mars 1973 au 15 mars 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1972.

Tableau d'amortissement — $2,000,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1973	$ 44,000
15 mars 1974	47,000
15 mars 1975	51,000
15 mars 1976	55,000
15 mars 1977	59,000
15 mars 1978	64,000
15 mars 1979	69,000
15 mars 1980	75,000
15 mars 1981	81,000
15 mars 1982	88,000
15 mars 1983	95,000
15 mars 1984	102,000
15 mars 1985	110,000
15 mars 1986	119,000
15 mars 1987	128,000

City of St. Hyacinthe

County of St. Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Brault, City Clerk, at the City Hall, 1450 Girouard Street, St. Hyacinthe, County of St. Hyacinthe, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, March 6, 1972, for the purchase of a bond issue of $2,000,000 for the City of St. Hyacinthe, County of St. Hyacinthe, dated March 15, 1972 and redeemable serially from March 15, 1973 to March 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from March 15, 1972.

Redemption table — $2,000,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1973	$ 44,000
March 15, 1974	47,000
March 15, 1975	51,000
March 15, 1976	55,000
March 15, 1977	59,000
March 15, 1978	64,000
March 15, 1979	69,000
March 15, 1980	75,000
March 15, 1981	81,000
March 15, 1982	88,000
March 15, 1983	95,000
March 15, 1984	102,000
March 15, 1985	110,000
March 15, 1986	119,000
March 15, 1987	128,000

15 mars 1988	$139,000
15 mars 1989	150,000
15 mars 1990	162,000
15 mars 1991	174,000
15 mars 1992	188,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $188,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes, sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $188,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Saint-Hyacinthe s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mars 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 927 — $2,000,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 6 mars 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1450, rue Girouard, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

March 15, 1988	$139,000
March 15, 1989	150,000
March 15, 1990	162,000
March 15, 1991	174,000
March 15, 1992	188,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $188,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of March 15, 1992.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $188,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of St. Hyacinthe agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after March 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 927 — $2,000,000 — aqueduct, sewers, etc.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, March 6, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 1450 Girouard Street, St. Hyacinthe, County of St. Hyacinthe, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Hyacinthe (Comté de Saint-Hyacinthe), ce 9 février 1972.

Le greffier,
JEAN-PAUL BRAULT.

Hôtel de ville, 1450, rue Girouard,
Saint-Hyacinthe, (Comté de Saint-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 773-2507, code 514. 44546-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Chambly
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription «Soumissions pour obligations» seront reçues par le soussigné Roland Demers, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la commission scolaire, 1425, rue Bourgogne, Cité de Chambly, comté de Verchères, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Ste-Marie, 1100, rue Benoit, Cité de Chambly, comté de Verchères, P.Q., mercredi, le 8 mars 1972, pour l'achat de $228,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Chambly, comté de Verchères, datées du 1er avril 1972 et remboursables en série du 1er avril 1973 au 1er avril 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1972.

Tableau d'amortissement — $228,500 — 10 ans

Année	*Capital*
1er avril 1973	$19,500
1er avril 1974	21,000
1er avril 1975	22,500
1er avril 1976	23,500
1er avril 1977	25,000
1er avril 1978	25,500
1er avril 1979	27,500
1er avril 1980	30,000
1er avril 1981	32,000
1er avril 1982	2,000

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Chambly, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le

St-Hyacinthe (County of St. Hyacinthe), February 9, 1972.

JEAN-PAUL BRAULT,
City Clerk.

City Hall, 1450 Girouard Street,
St. Hyacinthe (County of St. Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 773-2507, code 514. 44546

The School Commissioners of the Municipality of Chambly
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Roland Demers, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the School Commission Office, 1425 Bourgogne Street, City of Chambly, County of Verchères, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m. at St. Marie School, 1100 Benoit street, City of Chambly, County of Verchères, P.Q., on Wednesday, March 8, 1972, for the purchase of a bond issue of $228,500 for the School Commissioners of the Municipality of Chambly, County of Verchères, dated April 1, 1972 and redeemable serially from April 1, 1973 to April 1, 1982 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1972.

Redemption table — $228,500 — 10 years

Year	*Capital*
April 1, 1973	$19,500
April 1, 1974	21,000
April 1, 1975	22,500
April 1, 1976	23,500
April 1, 1977	25,000
April 1, 1978	25,500
April 1, 1979	27,500
April 1, 1980	30,000
April 1, 1981	32,000
April 1, 1982	2,000

The School Commissioners of the Municipality of Chambly, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers

tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu par chèque visé, payable au pair à Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Chambly s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er avril 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 21 septembre 1961 — $173,000 — renouvellement d'emprunt; 12 décembre 1961 — $42,500 — renouvellement d'emprunt; 22 novembre 1971 — $10,500 — frais de refinancement; 22 novembre 1971 — $2,500 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 mars 1972, à 8 heures du soir, École Ste-Marie, 1100, rue Benoit, Cité de Chambly, comté de Verchères, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chambly (Comté de Verchères), ce 11 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ROLAND DEMERS.

Bureau de la commission scolaire,
1425, rue Bourgogne,
Cité de Chambly, Comté de Verchères, P.Q.,
Téléphone: 658-2455, code 514. 44564-o

Ville de Hauterive
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilbert Moffatt, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 625, boulevard Laflèche, Hauterive, comté de Saguenay, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 7 mars 1972, pour l'achat de $849,000 d'obligations de la ville de Hauterive, comté de Saguenay, datées du 15 mars 1972 et remboursables en série du 15 mars 1973 au 15 mars 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners of the Municipality of Chambly agree not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after April 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: September 21, 1961 — $173,000 — loan renewal; December 12, 1961 — $42,500 — loan renewal; November 22, 1971 — $10,500 — refinancing costs; November 22, 1971 — $2,500 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 8, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at Ste. Marie School, 1100 Benoit Street, City of Chambly, County of Verchères, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chambly (County of Verchères), February 11, 1972.

ROLAND DEMERS,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
1425 Bourgogne Street,
City of Chambly, County of Verchères, P.Q.,
Telephone: 658-2455, code 514. 44564

Town of Hauterive
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilbert Moffatt, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, 625 Laflèche Boulevard, Hauterive, County of Saguenay, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, March 7, 1972, for the purchase of a bond issue of $849,000 for the Town of Hauterive, County of Saguenay, dated March 15, 1972 and redeemable serially from March 15, 1973 to March 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1972.

Tableau d'amortissement — $849,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1973	$18,000
15 mars 1974	20,000
15 mars 1975	21,000
15 mars 1976	23,000
15 mars 1977	25,000
15 mars 1978	26,000
15 mars 1979	28,000
15 mars 1980	31,000
15 mars 1981	33,000
15 mars 1982	36,000
15 mars 1983	39,000
15 mars 1984	44,000
15 mars 1985	46,000
15 mars 1986	51,000
15 mars 1987	55,000
15 mars 1988	61,000
15 mars 1989	65,000
15 mars 1990	69,000
15 mars 1991	75,000
15 mars 1992	83,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $83,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hauterive.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $83,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from March 15, 1972.

Redemption table — $849,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1973	$18,000
March 15, 1974	20,000
March 15, 1975	21,000
March 15, 1976	23,000
March 15, 1977	25,000
March 15, 1978	26,000
March 15, 1979	28,000
March 15, 1980	31,000
March 15, 1981	33,000
March 15, 1982	36,000
March 15, 1983	39,000
March 15, 1984	44,000
March 15, 1985	46,000
March 15, 1986	51,000
March 15, 1987	55,000
March 15, 1988	61,000
March 15, 1989	65,000
March 15, 1990	69,000
March 15, 1991	75,000
March 15, 1992	83,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $83,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of March 15, 1992.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Hauterive.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $83,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipa-

pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Hauterive s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mars 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 225 — $839,400 — égouts, aqueduc, etc.; 229 — $9,600 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 7 mars 1972, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 625, boulevard Laflèche, Hauterive, comté de Saguenay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hauterive (Comté de Saguenay), ce 14 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GILBERT MOFFATT.

Hôtel de Ville, 625, boulevard Laflèche,
Hauterive, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: 589-2071, code 418. 44566-o

La Commission scolaire régionale du Grand-Portage

Siège Social: 464-A, rue Lafontaine,
Rivière-du-Loup, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marc Bélanger, secrétaire-trésorier, Bureau administratif, 464-A, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 mars 1972, pour l'achat de $2,500,000 d'obligations de la commission scolaire régionale du Grand-Portage, datées du 15 mars 1972 et remboursables en série du 15 mars 1973 au 15 mars 1992 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1972.

Tableau d'amortissement — $2,500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1973	$ 55,000
15 mars 1974	59,000
15 mars 1975	64,000
15 mars 1976	69,000
15 mars 1977	74,000
15 mars 1978	80,000

tion, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Hauterive agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after March 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 225 — $839,400 — sewers, aqueduct, etc.; 229 — $9,600 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, March 7, 1972, at 7:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 625 Laflèche Boulevard, Hauterive, County of Saguenay, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hauterive (County of Saguenay), February 14, 1972.

GILBERT MOFFATT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 625 Laflèche Boulevard,
Hauterive, (Saguenay), P.Q.
Telephone: 589-2071, code 418. 44566

The Grand-Portage Regional School Board

Head Office: 464-A Lafontaine Street,
Rivière-du-Loup, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Marc Bélanger, Secretary-Treasurer, Administration Office, 464-A Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, County of Rivière-du-Loup, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, March 7, 1972, for the purchase of a bond issue of $2,500,000 for the Grand-Portage Regional School Board dated March 15, 1972, and redeemable serially from March 15, 1973 to March 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 15, 1972.

Redemption table — $2,500,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1973	$ 55,000
March 15, 1974	59,000
March 15, 1975	64,000
March 15, 1976	69,000
March 15, 1977	74,000
March 15, 1978	80,000

15 mars 1979	$ 87,000
15 mars 1980	94,000
15 mars 1981	101,000
15 mars 1982	109,000
15 mars 1983	118,000
15 mars 1984	127,000
15 mars 1985	138,000
15 mars 1986	149,000
15 mars 1987	160,000
15 mars 1988	173,000
15 mars 1989	187,000
15 mars 1990	202,000
15 mars 1991	218,000
15 mars 1992	236,000

La commission scolaire régionale du Grand-Portage, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $236,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $236,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au

March 15, 1979	$ 87,000
March 15, 1980	94,000
March 15, 1981	101,000
March 15, 1982	109,000
March 15, 1983	118,000
March 15, 1984	127,000
March 15, 1985	138,000
March 15, 1986	149,000
March 15, 1987	160,000
March 15, 1988	173,000
March 15, 1989	187,000
March 15, 1990	202,000
March 15, 1991	218,000
March 15, 1992	236,000

The Grand-Portage Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $236,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of March 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $236,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipa-

pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale du Grand-Portage s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mars 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt datée du 13 avril 1970 — $2,500,000 — construction de la polyvalente de St-Pascal.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 8 heures du soir, mardi, le 7 mars 1972, Bureau administratif, 464-A, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup (Comté de Rivière-du-Loup), ce 14 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
MARC BÉLANGER.

Bureau administratif, 464-A, rue Lafontaine,
Rivière-du-Loup (Comté de Rivière-du-Loup), P.Q.
Téléphone 862-8201, code 418. 44565-o

tion, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Grand-Portage Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after March 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the loan resolution dated April 13, 1970 — $2,500,000 — construction of the St. Pascal Polyvalent.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held at 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, March 7, 1972, at the Administration Office, 464-A Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, County of Rivière-du-Loup, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup (County of Rivière-du-Loup), February 14, 1972.

MARC BÉLANGER,
Secretary-Treasurer.

Administration Office, 464-A Lafontaine Street,
Rivière-du-Loup (County of Rivière-du-Loup), P.Q.
Telephone: 862-8201, code 418. 44565

Cité de Kénogami
Comté de Jonquière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis de La Sablonnière, greffier, Hôtel de Ville, Rue King George, Case postale 40, Kénogami, comté de Jonquière, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mercredi, le 8 mars 1972, pour l'achat de $495,000 d'obligations de la cité de Kénogami, comté de Jonquière, datées du 15 mars 1972 et remboursables en série du 15 mars 1973 au 15 mars 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1972.

Tableau d'amortissement — $495,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1973	$22,000
15 mars 1974	24,000
15 mars 1975	26,000
15 mars 1976	29,000
15 mars 1977	31,000
15 mars 1978	13,000
15 mars 1979	14,000

City of Kénogami
County of Jonquière

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Louis de La Sablonnière, City Clerk, at the City Hall, King George Street, P.O. Box 40, Kénogami, County of Jonquière, P.Q., until 5:00 o'clock, p.m., on Wednesday, March 8, 1972, for the purchase of a bond issue of $495,000 for the City of Kénogami, County of Jonquière, dated March 15, 1972 and redeemable serially from March 15, 1973 to March 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 15, 1972.

Redemption table — $495,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1973	$22,000
March 15, 1974	24,000
March 15, 1975	26,000
March 15, 1976	29,000
March 15, 1977	31,000
March 15, 1978	13,000
March 15, 1979	14,000

15 mars 1980	16,000
15 mars 1981	17,000
15 mars 1982	18,000
15 mars 1983	20,000
15 mars 1984	21,000
15 mars 1985	23,000
15 mars 1986	25,000
15 mars 1987	27,000
15 mars 1988	29,000
15 mars 1989	32,000
15 mars 1990	33,000
15 mars 1991	36,000
15 mars 1992	39,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $39,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kénogami:

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $39,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Kénogami s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mars 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

March 15, 1980	16,000
March 15, 1981	17,000
March 15, 1982	18,000
March 15, 1983	20,000
March 15, 1984	21,000
March 15, 1985	23,000
March 15, 1986	25,000
March 15, 1987	27,000
March 15, 1988	29,000
March 15, 1989	32,000
March 15, 1990	33,000
March 15, 1991	36,000
March 15, 1992	39,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $39,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of March 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Kénogami.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $39,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Kénogami agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after March 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 404-71 (tel que modifié) — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité, etc.; 410-72 — $395,000 — construction d'un aréna.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mercredi, le 8 mars 1972, à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, Rue King George, Case postale 40, Kénogami, comté de Jonquière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kénogami (Comté de Jonquière), ce 10 février 1972.

Le greffier,
LOUIS DE LA SABLONNIÈRE.

Hôtel de ville, Rue King George, Case postale 40,
Kénogami (Jonquière), P.Q.
Téléphone: 547-9309, code 418. 44567-o

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 404-71 (as amended) — $100,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity, etc.; 410-72 — $395,000 — construction of an arena.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Wednesday, March 8, 1972, at 5:00 o'clock p.m., at the City Hall, King George Street, P.O. Box 40, Kénogami, County of Jonquière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Kénogami (County of Jonquière), February 10, 1972.

LOUIS DE LA SABLONNIÈRE,
City Clerk.

City Hall, King George Street, P.O. Box 40,
Kénogami (Jonquière), P.Q.
Telephone: 547-9309, code 418. 44567

Cité de Saint-Jérôme
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaëtan Charette, greffier, Hôtel de Ville, 280, rue Labelle, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 8 mars 1972, pour l'achat de $1,554,500 d'obligations de la cité de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, datées du 15 mars 1972 et remboursables en série du 15 mars 1973 au 15 mars 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour i ns d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1972.

Tableau d'amortissement — $1,554,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1973	$ 22,500
15 mars 1974	25,000
15 mars 1975	27,000
15 mars 1976	29,000
15 mars 1977	31,000
15 mars 1978	34,000
15 mars 1979	37,000
15 mars 1980	40,000
15 mars 1981	43,000
15 mars 1982	47,000
15 mars 1983	51,000
15 mars 1984	56,000
15 mars 1985	60,000
15 mars 1986	66,000
15 mars 1987	71,000
15 mars 1988	77,000
15 mars 1989	84,000

City of St. Jérôme
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Gaëtan Charette, City Clerk, at the City Hall, 280 Labelle Street, St. Jérôme, County of Terrebonne, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, March 8, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,554,500 for the City of St. Jérôme, County of Terrebonne, dated March 15, 1972 and redeemable serially from March 15, 1973 to March 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from March 15, 1972.

Redemption table — $1,554,500 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1973	$ 22,500
March 15, 1974	25,000
March 15, 1975	27,000
March 15, 1976	29,000
March 15, 1977	31,000
March 15, 1978	34,000
March 15, 1979	37,000
March 15, 1980	40,000
March 15, 1981	43,000
March 15, 1982	47,000
March 15, 1983	51,000
March 15, 1984	56,000
March 15, 1985	60,000
March 15, 1986	66,000
March 15, 1987	71,000
March 15, 1988	77,000
March 15, 1989	84,000

15 mars 1990	$ 91,000
15 mars 1991	99,000
15 mars 1992	564,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $63,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1992 au montant de $564,000 comprend un solde de $457,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1993	$32,000
15 mars 1994	34,000
15 mars 1995	37,000
15 mars 1996	40,000
15 mars 1997	43,000
15 mars 1998	46,000
15 mars 1999	50,000
15 mars 2000	54,000
15 mars 2001	58,000
15 mars 2002	63,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $564,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

March 15, 1990	$ 91,000
March 15, 1991	99,000
March 15, 1992	564,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $63,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of March 15, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of March 15, 1992 in the amount of $564,000 includes a balance of $457,000, renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1993	$32,000
March 15, 1994	34,000
March 15, 1995	37,000
March 15, 1996	40,000
March 15, 1997	43,000
March 15, 1998	46,000
March 15, 1999	50,000
March 15, 2000	54,000
March 15, 2001	58,000
March 15, 2002	63,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $564,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La cité de Saint-Jérôme s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mars 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: C-671 — $275,000 — éclairage; C-674 — $30,000 — achat de terrains; C-676 (C-723) — $32,000 — achat de terrains; C-677 — $24,000 — expropriation; C-678 — $25,000 — achat d'équipement; C-682 — $35,000 — achat de terrains; C-691-1 — $133,000 — travaux de voirie; C-708 — $17,000 — achat de terrains; C-712 — $109,500 — améliorations à l'Aréna; C-715 — $110,000 — voirie; C-720 — $764,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mercredi, le 8 mars 1972, Hôtel de Ville, 280, rue Labelle, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jérôme (Comté de Terrebonne), ce 14 février 1972.

Le greffier,
GAËTAN CHARETTE.

Hôtel de Ville, 280, rue Labelle,
St-Jérôme (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 436-1511, code 514. 44577-o

The City of St. Jérôme agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after March 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: C-671 — $275,000 — lighting; C-674 — $30,000 — purchase of lands; C-676 (C-723) — $32,000 — purchase of lands; C-677 — $24,000 — expropriation; C-678 — $25,000 — purchase of equipment; C-682 — $35,000 — purchase of lands; C-691-1 — $133,000 — road works; C-708 — $17,000 — purchase of lands; C-712 — $109,500 — restoration of the Arena; C-715 — $110,000 — roads; C-720 — $764,000 — aqueduct, sewers and roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, March 8, 1972, at the City Hall, 280 Labelle Street, St. Jérôme, County of Terrebonne, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Jérôme (County of Terrebonne), February 14, 1972.

GAËTAN CHARETTE,
City Clerk.

City Hall, 280 Labelle Street,
St. Jérôme (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 436-1511, code 514. 44577

Village de Val-David
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lionel De Serres, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la Corporation, 2579, rue de l'Église, Village de Val-David, comté de Terrebonne, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École St-Jean-Baptiste, rue de l'Église, Village de Val-David, comté de Terrebonne, P.Q., jeudi, le 9 mars 1972, pour l'achat de $385,000 d'obligations du village de Val-David, comté de Terrebonne, datées du 15 mars 1972 et remboursables en série du 15 mars 1973 au 15 mars 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1972.

Tableau d'amortissement — $385,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1973	$ 3,000
15 mars 1974	3,000
15 mars 1975	4,000

Village of Val-David
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Lionel De Serres, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, 2579 de l'Église Street, Village of Val-David, County of Terrebonne, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., at St-Jean-Baptiste School Hall, on de l'Église Street, Village of Val-David, County of Terrebonne, P.Q., on Thursday, March 9, 1972, for the purchase of a bond issue of $385,000 for the Village of Val-David, County of Terrebonne, dated March 15, 1972, and redeemable serially from March 15, 1973 to March 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 15, 1972.

Redemption table — $385,000 — 20 ans

Year	*Capital*
March 15, 1973	$ 3,000
March 15, 1974	3,000
March 15, 1975	4,000

15 mars 1976	$ 4,000
15 mars 1977	4,000
15 mars 1978	4,000
15 mars 1979	5,000
15 mars 1980	5,000
15 mars 1981	6,000
15 mars 1982	7,000
15 mars 1983	7,000
15 mars 1984	8,000
15 mars 1985	8,000
15 mars 1986	9,000
15 mars 1987	9,000
15 mars 1988	11,000
15 mars 1989	11,000
15 mars 1990	12,000
15 mars 1991	14,000
15 mars 1992	251,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième annee.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $32,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'emission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1992 au montant de $251,000 comprend un solde de $236,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1993	$16,000
15 mars 1994	18,000
15 mars 1995	19,000
15 mars 1996	20,000
15 mars 1997	22,000
15 mars 1998	24,000
15 mars 1999	26,000
15 mars 2000	28,000
15 mars 2001	31,000
15 mars 2002	32,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts.

March 15, 1976	$ 4,000
March 15, 1977	4,000
March 15, 1978	4,000
March 15, 1979	5,000
March 15, 1980	5,000
March 15, 1981	6,000
March 15, 1982	7,000
March 15, 1983	7,000
March 15, 1984	8,000
March 15, 1985	8,000
March 15, 1986	9,000
March 15, 1987	9,000
March 15, 1988	11,000
March 15, 1989	11,000
March 15, 1990	12,000
March 15, 1991	14,000
March 15, 1992	251,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $32,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of March 15, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of March 15, 1992 in the amount of $251,000 includes a balance of $236,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1993	$16,000
March 15, 1994	18,000
March 15, 1995	19,000
March 15, 1996	20,000
March 15, 1997	22,000
March 15, 1998	24,000
March 15, 1999	26,000
March 15, 2000	28,000
March 15, 2001	31,000
March 15, 2002	32,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $251,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Val-David s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mars 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 115 (tel que modifié) — $285,000 — aqueduc; 116 — $100,000 — aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 9 mars 1972, à 8 heures du soir, Salle de l'École St-Jean-Baptiste, rue de l'Église, Village de Val-David, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Val-David (Comté de Terrebonne), ce 15 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
LIONEL DE SERRES.

Bureau de la Corporation, 2579, rue de l'Église,
Village de Val-David (Comté de Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 322-3227, code 819. 44580-o

La Commission scolaire régionale Du Golfe

Siège social: 153, rue Père-Divet,
Case postale 667, Sept-Îles, (Duplessis), P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Michaud, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la commission scolaire, 153, rue Père-Divet, Case postale 667, Sept-Îles, comté de Duplessis, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École St-Paul, 652, rue Dequen, Sept-Îles, comté de Duplessis, P.Q., lundi, le 6 mars 1972, pour l'achat de $785,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Du Golfe, datées du 15 mars 1972 et remboursables en série du 15 mars 1973 au 15 mars 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1972.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $251,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Val-David agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after March 15, 1972, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 115 (as amended) — $285,000 — aqueduct; 116 — $100,000 — aqueduct.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, March 9, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the St-Jean-Baptiste School Hall, on de l'Église Street, Village of Val-David, County of Terrebonne, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest of any of the tenders.

Val-David (County of Terrebonne), February 15, 1972.

LIONEL DE SERRES,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office, 2579 de l'Église Street,
Village of Val-David (County of Terrebonne), P.Q.
Telephone: 322-3227, code 819. 44580

The Golfe Regional School Board

Head Office: 153 Père Divet Street,
Post Office Box 667, Sept-Îles, (Duplessis), P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Michaud, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the School Board Office, 153 Père Divet Street, Post Office Box 667, Sept-Îles, County of Duplessis, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at St. Paul School, 652 Dequen Street, Sept-Îles, County of Duplessis, P.Q., on Monday, March 6, 1972, for the purchase of a bond issue of $785,000 for the Golfe Regional School Board, dated March 15, 1972 and redeemable serially from March 15, 1973 to March 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from March 15, 1972.

Tableau d'amortissement — $785,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1973	$16,000
15 mars 1974	17,000
15 mars 1975	19,000
15 mars 1976	21,000
15 mars 1977	22,000
15 mars 1978	24,000
15 mars 1979	26,000
15 mars 1980	28,000
15 mars 1981	31,000
15 mars 1982	34,000
15 mars 1983	37,000
15 mars 1984	40,000
15 mars 1985	43,000
15 mars 1986	47,000
15 mars 1987	51,000
15 mars 1988	55,000
15 mars 1989	61,000
15 mars 1990	65,000
15 mars 1991	71,000
15 mars 1992	77,000

La commission scolaire régionale Du Golfe, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $77,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sept-Îles.

Redemption table — $785,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1973	$16,000
March 15, 1974	17,000
March 15, 1975	19,000
March 15, 1976	21,000
March 15, 1977	22,000
March 15, 1978	24,000
March 15, 1979	26,000
March 15, 1980	28,000
March 15, 1981	31,000
March 15, 1982	34,000
March 15, 1983	37,000
March 15, 1984	40,000
March 15, 1985	43,000
March 15, 1986	47,000
March 15, 1987	51,000
March 15, 1988	55,000
March 15, 1989	61,000
March 15, 1990	65,000
March 15, 1991	71,000
March 15, 1992	77,000

The Golfe Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $77,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of March 15, 1992.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Sept-Îles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $77,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Du Golfe s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mars 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 6 mars 1970 — $350,000 — travaux à l'école polyvalente de Sept-Îles; 16 août 1971 — $435,000 — construction d'un Centre administratif.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 6 mars 1972, École St-Paul, 652, rue Dequen, Sept-Îles, comté de Duplessis, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sept-Îles (Comté de Duplessis), ce 15 février 1972.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE MICHAUD.

Bureau de la commission scolaire, 153, rue Père-Divet,
Case postale 667, Sept-Îles, (Duplessis), P.Q.
Téléphone: 962-3861, code 418. 44578-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $77,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Golfe Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after March 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: March 6, 1970 — $350,000 — work at the Sept-Îles comprehensive school; August 16, 1971 — $435,000 — construction of an administration centre.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held at 8:00 o'clock p.m., on Monday, March 6, 1972, at St. Paul School, 652 Dequen Street, Sept-Îles, County of Duplessis, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sept-Îles (County of Duplessis), February 15, 1972.

CLAUDE MICHAUD,
Secretary-Treasurer.

School Board Office, 153 Père Divet Street,
Post Office Box 667, Sept-Îles, (Duplessis), P.Q.
Telephone: 962-3861, code 418. 44578

Compagnies étrangères
Permis

McDonald's Restaurants of Western Canada Ltd.

Avis est donné que, le 21e jour de décembre 1971, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « McCan Franchises Ltd. » l'autorisant à exercer son commerce dans la Province, sous son nouveau nom « McDonald's Restaurants of Western Canada Ltd. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Jean-A. Savard, a/s de Ogilvy, Cope, Porteous, Hansard, Marler, Montgomery, Renault, suite 750, 1, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au local 750, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 36-71

Extra-Provincial Companies
Licenses

McDonald's Restaurants of Western Canada Ltd.

Notice is given that, on 21st day of December, 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "McCan Franchises Ltd.", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "McDonald's Restaurants of Western Canada Ltd." pursuant the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Jean-A. Savard, c/o Ogilvy, Cope, Porteous, Hansard, Marler, Montgomery, Renault, Suite 750, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 750, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

44493-o 36-71

N.V. Chemische Fabriek « Naarden »

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « N.V. Chemische Fabriek « Naarden » » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Herman A. Van Rootselaar, 11, Laurier Court, Beaconsfield.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 717, avenue Halpern, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 88-71

Alltrans Express Ltd.

Avis est donné que, le 20e jour de décembre 1971, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « Gill Alltrans Express Ltd. », l'autorisant à exercer son commerce dans la province, sous son nouveau nom « Alltrans Express Ltd. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Réjean-R. Lefrançois, avocat, 5325 est, rue Jean-Talon, suite 202, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province, est au 2215, chemin St-Francis, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 64-70

Concordia Management Company Limited
La Société d'Administration Concordia limitée

Avis est donné que, le 10e jour de janvier 1972, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « Concordia Management (1968) Limited — La Société d'Administration Concordia (1968) limitée », l'autorisant à exercer son commerce dans la province, sous son nouveau nom « Concordia Management Company Limited — La Société d'Administration Concordia limitée », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. B.A. Huneault, administrateur, 5126, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au 20 Farnham, place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

44493 85-70

N.V. Chemische Fabriek "Naarden"

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "N.V. Chemische Fabriek "Naarden"" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Herman A. Van Rootselaar, 11 Laurier Court, Beaconsfield.

The principal office of the company in the Province is at 717 Halpern Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 88-71

Alltrans Express Ltd.

Notice is given that, on 20th day of December, 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Gill Alltrans Express Ltd.", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Alltrans Express Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Réjean-R. Lefrançois, advocate, 5325 Jean-Talon Street East, Suite 202, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 2215 St. Francis Road, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 64-70

Concordia Management Company Limited
La Société d'Administration Concordia limitée

Notice is given that, on 10th day of January, 1972, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Concordia Management (1968) Limited — La Société d'Administration Concordia (1968) limitée", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Concordia Management Company Limited — La Société d'Administration Concordia limitée", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. B.A. Huneault, Executive, 5126 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 20 Farnham, Place Bonaventure, Montreal, judicial District of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 85-70

Alltrans Forwarding Ltd.

Avis est donné que le 20e jour de décembre 1971, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « Gill Alltrans Forwarding (Canada) Ltd. », l'autorisant à exercer son commerce dans la province, sous son nouveau nom « Alltrans Forwarding Ltd. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Réjean-R. Lefrançois, avocat, 5325 est, rue Jean-Talon, suite 202, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au 2215, chemin St-Francis, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

44493 75-70

Alltrans Forwarding Ltd.

Notice is given that, on 20th day of December, 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Gill Alltrans Forwarding (Canada) Ltd.", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Alltrans Forwarding Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Réjean-R. Lefrançois, advocate, 5325 Jean-Talon Street East, Suite 202, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 2215 St. Francis Road, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

44493-o 75-70

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1964, ch. 20), les séances de la Cour supérieure et de ses juges sont tenues aux chefs-lieux des différents districts judiciaires de la province ou à un endroit fixé par l'autorité compétente;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 46 de ladite loi le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner que les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal soient aussi tenus dans un endroit du district judiciaire autre que celui où est situé le chef-lieu;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 139 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer, par proclamation, les séances de la Cour provinciale et des juges de ce tribunal à tout autre endroit que le chef-lieu du district judiciaire;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 61 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer, par proclamation, les séances de la Cour du Banc de la Reine en première instance, et des juges de ce tribunal, à tout autre endroit que le chef-lieu du district judiciaire;

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 48 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1964, Chapter 20), sittings of the Superior Court and of the judges thereof shall be held at the chief-place in each judicial district of the Province or at such other place as may be fixed by competent authority;

WHEREAS, pursuant to section 46 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may order, by proclamation, that terms and sittings of the Superior Court and of the judges thereof be also held at a place in the judicial district other than that in which the chief-place is situated;

WHEREAS, pursuant to section 139 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish sittings of the Provincial Court and of the judges thereof in any place other than the chief-place in the judicial district;

WHEREAS, pursuant to section 61 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish sittings of the Court of Queen's Bench as a court of first instance, and of the judges thereof, in any place other than the chief-place in the judicial district;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner la tenue de la Cour des Sessions de la paix aux époques et aux endroits qu'il juge à propos;

ATTENDU QU'il serait opportun pour l'enseignement du droit, que les séances des tribunaux et de leurs juges se tiennent à l'occasion à la Faculté de Droit de l'Université de Sherbrooke, située dans la municipalité du Canton d'Ascot, dans le district judiciaire de St-François, pour la période de janvier à juin 1972.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 214-72, en date du 26 janvier 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, par proclamation, les séances de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour du Banc de la Reine en première instance et de la Cour des Sessions de la paix et des juges de ces tribunaux soient aussi tenues. à l'occasion, à la Faculté de Droit de l'Université de Sherbrooke, située dans la municipalité du Canton d'Ascot, dans le district judiciaire de St-François, et ce, pour la période de janvier à juin 1972.

DE TOUT DE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOINS: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 177

44579-o

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de

WHEREAS, pursuant to section 82 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may order, by proclamation, that the Court of the Sessions of the Peace be held at such times and at such places as he may think proper;

WHEREAS it would be advisable, for the purposes of the teaching of law, that sittings of the courts and of the judges thereof be held, on occasion, in the Faculty of Law of the University of Sherbrooke, situated in the Municipality of the Township of Ascot, in the judicial district of St. François, during the period extending from January to June, 1972.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 214-72, dated January 26, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that, by proclamation, sittings of the Superior Court, of the Provincial Court, of the Court of Queen's Bench as a court of first instance, of the Court of the Sessions of the Peace, and of the judges of the afore said courts, be also held, on occasion, in the Faculty of Law of the University of Sherbrooke, situated in the Municipality of the Township of Ascot, in the judicial district of St. François, the foregoing, during the period extending from January to June, 1972.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Court of Queen's Bench, Administrator of the Government of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 177

44579

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the National Assembly of Québec,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec

Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le septième jour de mars prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Juge ANDRÉ TASCHEREAU, administrateur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le troisième jour de février, l'an de grâce mil neuf cent soixante-douze et de Notre règne le vingtième.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,

44420-5-5-o RENÉ BLONDIN.

for the dispatch of business, We hereby convene you for the seventh day of March next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Justice ANDRÉ TASCHEREAU, Administrator of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the third day of February, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two, in the twentieth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,

44420-5-5-o *Clerk of the Crown in Chancery, at Québec.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Québec

No 78-389. IRENÉE THIVIERGE, faisant affaire sous la raison sociale de Irenée Thivierge & Fils, Ste-Agathe, district de Québec, demandeur, *vs* MARCEL PÉTRIN, résidant et domicilié à Ste-Anastasie, comté de Lotbinière, défendeur.

« Un emplacement situé dans la paroisse de Ste-Agathe, mesurant cent pieds de largeur, mesuré en bordure du chemin public, sur 100 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, à prendre et à détacher du lot de terre portant le numéro P-36 du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Agathe, comté de Lotbinière, borné vers le sud-ouest par le chemin public, vers le nord-est par le vendeur, ainsi que vers le sud et vers le nord par l'emplacement appartenant à André Robitaille et un lopin de terre, situé à l'arrière de l'emplacement décrit plus haut et que possède le défendeur, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro P-36 du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Agathe, comté de Lotbinière, mesurant cent pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise et borné vers le nord par André Robitaille, vers le sud et l'est par le vendeur, soit Gérard Simoneau, autre partie dudit lot vers l'ouest par l'ac-

ARTHABASKA

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Québec

No. 78-389. IRENÉE THIVIERGE, carrying on business under the name of Irenée Thivierge & Fils, at Ste. Agathe, District of Québec, plaintiff, *vs* MARCEL PÉTRIN, residing and domiciled at Ste. Anastasie, County of Lotbinière, defendant.

"An emplacement lying and situate in the Parish of Ste. Agathe, measuring, alongside the public road, on hundred feet in width by 100 feet in depth, the whole English measure, to be taken and withdrawn from lot number P-36 of the official cadastre for the Parish of Ste. Agathe, County of Lotbinière, bounded on the southwest by the public road, on the northeast by the vendor, and on the south and on the north by the emplacement belonging to André Robitaille, also by a parcel of land situated in the rear of the above described emplacement and owned by the defendant, known and designated as being a part of lot number P-36 of the official cadastre for the Parish of Ste. Agathe, County of Lotbinière, measuring one hundred feet in width by one hundred feet in depth, the whole more or less, English measure and bounded on the north by André Robitaille, on the south and east by the vendor, i.e. Gérard Simoneau, another part of the

quéreur soit Marcel Pétrin, circonstances et dépendances. »

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Ste-Croix, comté de Lotbinière, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
J. G. BOISSONNAULT.

44547-o

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 8412. { ALEXANDRE CÔTÉ LTÉE, corporation légalement constituée et ayant une place d'affaires à Scott-Jonction, Cté de Dorchester, demanderesse *vs* EDGAR LATULIPPE, Lauzon, Cté de Lévis, défendeur.

Pour être vendus en bloc les immeubles ci-après décrits:

1° Un lopin de terre de forme irrégulière faisant partie des lots numéros trois cent soixante-quinze (375 Ptie) du cadastre officiel pour St-Isidore, Dorchester, et sept cent quatre-vingt (780 Ptie) du cadastre officiel pour Ste-Marie, Comté de Beauce, annexé à St-Maxime de Scott, Dorchester, mesurant, dans sa ligne nord, quatre-vingt-dix pieds et sept pouces (90'7"), dans la ligne est soixante-huit pieds (68'), dans la ligne ouest quarante pieds et sept pouces (40'7") sur une profondeur de cent pieds (100') du côté sud, les lignes du côté ouest et du côté sud formant angle droit de même que la ligne du côté sud et du côté est, le coin formé par la rencontre des lignes est-nord étant arrondi de manière à décrire un arc ayant douze pieds et sept pouces de rayon (12'7"); ce terrain ayant une superficie totale de six mille trois cent quarante-trois pieds carrés (6,343 pi. car. m.a.); borné au nord et à l'est par un chemin projeté sur le lot No 375 et appartenant à Paul-Henri et Jacques Gosselin, ou représentants, au sud au terrain ci-après décrit et à l'ouest partie à la balance du lot No 375 et partie à la balance du lot No 780 restant à Paul-Henri et Jacques Gosselin, ou représentants; ce terrain ci-dessus décrit et présentement vendu sera la subdivision numéro vingt-deux de la partie du lot numéro trois cent soixante-quinze (375-22) et aussi la subdivision numéro dix-huit de la partie du lot numéro sept cent quatre-vingt (No 780-18) suivant description qui sera faite par M. André Fréchette, A.G.

2° Un lopin de terre faisant partie du lot numéro sept cent quatre-vingt (780 Ptie) du cadastre officiel pour Ste-Marie, Comté de Beauce, annexé à St-Maxime de Scott, Comté de Dorchester, mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent

said lot bounded on the west by the purchaser, i.e. Marcel Pétrin, circumstances and dependencies."

With all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent, attaching to the said immovable.

To be sold at the Registry Office in Ste. Croix, County of Lotbinière, on the TWENTY-FIRST day of MARCH, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

J. G. BOISSONNAULT,
Assistant Sheriff.

44547

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Provincial Court, No. 8412. { ALEXANDRE CÔTÉ LTÉE, corporation legally incorporated having a place of business in Scott Junction, County of Dorchester, plaintiff, *vs* EDGAR LATULIPPE, Lauzon, County of Lévis, defendant.

The immovables hereinafter described to be sold "en bloc":

1. A parcel of land of irregular configuration forming part of lots numbers three hundred and seventy-five (375 Pt.) on the official cadastre for St. Isidore, Dorchester, and seven hundred and eighty (780 Pt.) on the official cadastre for St. Marie, County of Beauce, annexed to St. Maxime de Scott, Dorchester, measuring, in its north line, ninety feet seven inches (90'7"), in its east line sixty-eight feet (68'), in its west line forty feet seven inches (40'7") by a depth of one hundred feet (100') on the south side, the lines of the west and south sides forming a right angle, as well as the lines of the south and east sides, the angle formed by the intersection of the east and north lines being rounded in such a way as to describe an arc having a radius of twelve feet seven inches (12'7"); this lot of land containing a total of six thousand three hundred and forty-three square feet (6,343 sq. ft. Eng. meas.); bounded on the north and on the east by a proposed road on lot No. 375 belonging to Paul-Henri and Jacques Gosselin, or their assigns, on the south by the lot of land hereinafter described and on the west in part by the residue of lot No. 375 and in part by the residue of lot No. 780 remaining the property of Paul-Henri and Jacques Gosselin, or their assigns; this lot of land above described and presently being sold will form subdivision number twenty-two of the part of lot number three hundred amd seventy-five (375-22) and also subdivision number eighteen of the part of lot number seven hundred and eighty (No. 780-18) according to the description to be made by Mr. André Fréchette, land-surveyor.

2. A parcel of land forming part of lot number seven hundred and eighty (780 Pt.) of the official cadastre for St. Marie, County of Beauce, annexed to St. Maxime de Scott, County of Dorchester, measuring fifty feet in width by a depth of one hundred feet

pieds (50′ x 100′) borné au nord par le lopin ci-dessus décrit, à l'est par une rue projetée sur la partie du lot No 780 restant à Paul-Henri & Jacques Gosselin, ou représentants, au sud et à l'ouest par la partie du même lot No 780 restant à Paul-Henri & Jacques Gosselin, ou représentants. Ce terrain ci-dessus décrit et présentement vendu sera la subdivision numero dix-neuf (19) de la partie du lot numéro sept cent quatre-vingt (780) suivant description qui sera faite par M. André Fréchette, a.g.

Lesdits lots étant vendus avec le chalet dessus construit circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Dorchester, à Ste-Hénédine, comté de Dorchester, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le député shérif*,
Ville St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD.
le 4 février 1972. 44549-o

(50′ x 100′) bounded on the north by the above-described parcel of land, on the east by a proposed street on that part of lot No. 780 remaining the property of Paul-Henri and Jacques Gosselin, or their assigns, on the south and on the west by the part of same lot No. 780 remaining the property of Paul-Henri and Jacques Gosselin, or their assigns. This lot of land described above and presently sold will form subdivision No. nineteen (19) of part of lot number seven hundred and eighty (780) according to the description to be made by Mr. André Fréchette, land-surveyor.

The said lots being sold with the cottage constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the Dorchester Division Registry Office, in St. Hénédine, County of Dorchester, on the FOURTH day of APRIL, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
Town of St. Joseph de Beauce, *Assistant Sheriff*.
February 4, 1972. 44549

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: No 17,306. BANQUE DE MONTRÉAL, corporation commerciale ayant sa principale place d'affaires à Montréal, et une succursale à Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse, *vs* ROGER BONNEAU, actuellement résidant à St-Alexandre, district d'Iberville, défendant.

« Une terre située en la paroisse de St-Alexandre, comté d'Iberville, connue et désignée comme étant composée des lots numéros trois cent soixante-cinq, trois cent soixante-six et trois cent soixante-sept (Nos 365, 366 et 367) du cadastre officiel de ladite paroisse.

Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Iberville en la ville d'Iberville, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, CLAUDE AUDET.
Saint-Jean, P.Q., ce 10 février 1972. 44581-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Iberville

St. John's, to wit: No. 17,306. THE BANK OF MONTREAL, a commercial corporation having its principal place of business in Montreal, and a branch at St. John's, District of Iberville, plaintiff, *vs* ROGER BONNEAU, now residing at St. Alexandre, District of Iberville, defendant.

"A tract of land situated in the Parish of St. Alexandre, County of Iberville, known and described as being composed of lots numbers three hundred and sixty-five, three hundred and sixty-six and three hundred and sixty-seven (Nos. 365, 366 and 367) in the official cadastre of the said Parish.

With buildings erected thereon."

To be sold at the Iberville County Registry Office, in the Town of Iberville, on the TWENTY-NINTH day of MARCH, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

CLAUDE AUDET,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
St. John's, P.Q., this February 10, 1972. 44581

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 26,726. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique, ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement à Québec, district de Québec, demandeur, *vs* ALFRED NADEAU,

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 26,726. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic, having its head office in the Parliament Buildings in Québec, district of Québec, plaintiff, *vs* ALFRED NADEAU, farmer, residing

cultivateur, résidant à St-Benoit Abbé, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, défendeur.

Pour être vendus en bloc les immeubles suivants:

« 1. Les lots numéros vingt-huit-A, vingt-huit-B et vingt-neuf (28-A, 28-B et 29) au cadastre officiel pour le canton Packington dans le neuvième rang; ayant une superficie totale de deux cent neuf ocres et six dixièmes avec les bâtisses susconstruites, circonstances et dépendances; sauf et à distraire des susdits lots, les emplacements vendus ou cédés à Alphonse Bérubé, ou représentants, à Odéa Pelletier, Paul Tremblay, Edgar Émond, René Poliquin, Berthier Beaulieu et Esdras Beaulieu; à la réserve des droits appartenant à Québec Power Co. pour le passage de sa ligne de transmission, suivant servitudes enregistrées sous les numéros 108970 et 108971;

2. Le lot de terre numéro vingt-quatre (24) au cadastre officiel pour le canton Robinson, dans le septième rang; ayant une superficie de cent trois acres et quatre-vingt-huit centièmes. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 7 février 1972. 44548-o

in St. Benoit Abbé, County of Témiscouata, district of Kamouraska, defendant.

The following immovables to be sold "en bloc":

"1. Lots numbers twenty-eight-A, twenty-eight-B and twenty-nine (28-A, 28-B and 29) on the official cadastre for the township of Packington in the ninth range; containing a total of two hundred and nine and six tenths acres, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies; save and to withdraw from the aforesaid lots, the emplacements sold or assigned to Alphonse Bérubé or his assigns, to Odéa Pelletier, Paul Tremblay, Edgar Émond, René Poliquin, Berthier Beaulieu and Esdras Beaulieu; subject to the rights belonging to the Québec Power Co., for the right of way for its transmission line, pursuant to servitudes registered under numbers 108970 and 108971;

2. Lot of land number twenty-four (24) on the official cadastre for the township of Robinson, in the seventh range; containing one hundred and three and eighty-hundredths acres."

To be sold at the Témiscouata Division Registry Office, in the Court House, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the TWENTY-FIRST day of MARCH, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, February 7, 1972. 44548

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-394. LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* JOS. KRASSLER, demeurant à Chomedey (Laval) district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé en la Ville de Laval, ayant front sur la quatre-vingt-onzième avenue, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-deux (82-278) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant ledit emplacement cinquante pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec bâtisse dessus érigée et portant le numéro 464 de laditè quatre-vingt-onzième avenue, en la Ville de Laval.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 7 février 1972. 44588-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 814-394. THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* JOS. KRASSLER, residing in Chomedy (Laval), District of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the City of Laval, fronting on ninety-first Avenue, known and designated under number two hundred and seventy-eight of the official subdivision of original lot number eighty-two (82-278) in the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin, the said emplacement measuring fifty feet in width by eighty feet in depth, English measure, more or less.

With a building erected thereon bearing number 464 of the said ninety-first Avenue, in the City of Laval.

As the whole now subsists with all servitudes, active and passive, apparent or unapparent, inherent to the said immovable."

To be sold at the Laval County Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, on the TWENTY-THIRD day of MARCH 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 7, 1972. 44588

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 810-193. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au No 266 ouest St-Jacques, à Montréal, demandresse, *vs* PARAVERT CONSTRUCTION INC., corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1760 boulevard des Laurentides, Vimont, ville de Laval, district judiciaire de Montréal, défendresse.

« Un emplacement ayant front sur la place de Beaucaire, en la ville de Laval (autrefois Laval-des-Rapides), province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision six cent soixante-huit du lot originaire numéro deux cent soixante-quinze (275-668), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin et contenant une superficie de trois mille sept cent quatre-vingt-dix-sept pieds carrés (3,797 p.c.), mesure anglaise.

Avec la bâtisse en voie de construction, portant les numéros 512 et 514 de ladite place de Beaucaire, dont le mur sud-est est mitoyen.

Sujet à une servitude en faveur de la Companies de Téléphone Bell du Canada et de la Commission Hydro-électrique de Québec permettant auxdites compagnies d'ériger leurs poteaux, fils, câbles, etc., enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Laval sous le numéro 279388; à une servitude et à un consentement de servitude en faveur de Gaz Métropolitain Inc., permettant à ladite compagnie d'installer ses canalisations pour la distribution du gaz, etc., enregistrés audit bureau d'enregistrement sous les numéros 278344 et 279916 respectivement et à une servitude réciproque de droits de vue, ladite servitude devant être exécutée et enregistrée incessamment audit bureau d'enregistrement de la division de Laval.

Ainsi que ledit immeuble se trouve présentement, avec tous droits et dépendances, sans exception ni réserve.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 février 1972. 44586-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 810-132. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au No 266, St-Jacques Ouest, à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* PARAVERT CONSTRUCTION INC., corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au No 1760, boulevard des Laurentides, à Laval, district judiciaire de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la place de Beaucaire, en la Ville de Laval (autrefois Laval-des-Rapides),

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 810-193. { MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a lawful corporation, having its principal place of business at 266 St. James Street West, Montreal, plaintiff, *vs* PARAVERT CONSTRUCTION INC., a lawful corporation, having its principal place of business at 1760 des Laurentides Boulevard, in Vimont, City of Laval, judicial district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Place de Beaucaire, in the City of Laval (formerly Laval-des-Rapides), Province of Québec, known and designated as being subdivision six hundred and sixty-eight of original lot number two hundred and seventy-five (275-668), in the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin, and containing a surface area of three thousand seven hundred and ninety-seven square feet (3,797 sq. ft.), English measure.

With the building under construction, bearing numbers 512 and 514 on the said Place de Beaucaire, with a party wall on the southeast.

Subject to a servitude in favor of The Bell Telephone Company of Canada and the Québec Hydro-Electric Commission, allowing the said companies to erect their posts, wires, cables, etc., registered at the Laval Division Registry Office under number 279388; to a servitude and agreement to a servitude in favor of Gaz Metropolitain Inc., allowing the said company to install its pipes for the gas supply, etc., registered at the said Registry Office under numbers 278344 and 279916 respectively, and to a reciprocal servitude of rights of view, this last servitude to be executed and registered forthwith at the said Registry Office of the Laval Division.

As the said immovable now subsists, with all rights and dependencies, without exception or reservation."

To be sold at the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, on the TWENTY-THIRD day of MARCH 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 7, 1972. 44586

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 810-132. { MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a lawful corporation, having its principal place of business at 266 St. James Street West, in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* PARAVERT CONSTRUCTION INC., a lawful corporation, having its principal place of business at 1760 des Laurentides Boulevard, in Laval, judicial district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Place de Beaucaire, in the City of Laval, (formerly Laval-des-Rapides),

province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision six cent soixante-quinze du lot originaire deux cent soixante-quinze (275-675) et la subdivision trois cent quatre-vingt-huit du lot originaire deux cent quatre-vingt-cinq (285-388) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin et contenant une superficie de cinq mille huit cent trente-quatre pieds carrés (5,834 p.c.) mesure anglaise.

Avec la bâtisse en voie de construction portant les numéros 548 et 550 de ladite place de Beaucaire, dont le mur sud-est est mitoyen.

Sujet à une servitude en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada et de la Compagnie La Commission Hydroélectrique de Québec permettant auxdites compagnies d'ériger leurs poteaux, fils, câbles, etc., enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Laval sous le numéro 279388; et une servitude et à un consentement de servitude en faveur de Gaz Métropolitain Inc., permettant à ladite compagnie d'installer ses canalisations pour la distribution du gaz, etc., enregistrés audit bureau d'enregistrement sous les numéros 278344 et 279916 respectivement et à une servitude réciproque de droits de vue, ladite servitude devant être exécutée et enregistrée incessamment audit bureau d'enregistrement de la division de Laval.

Ainsi que ledit immeuble se trouve présentement avec tous droits et dépendances, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Superieure,
Montréal, 7 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
44585-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-976. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, ayant son siège social à Montréal, demanderesse, *vs* MAURICE TROTTIER, résidant à Montréal, de numéro civique inconnu, défendeur.

« Un emplacement sis à Ville de Laval, province de Québec, ayant front sur le boulevard Jolicoeur, connu et désigné comme étant:

Le lot numéro trois cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-huit (88-352), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, plus particulièrement une maison à deux étages de hauteur, contenant deux logements et portant les numéros 1136 et 1138 dudit boulevard Jolicoeur, en la Ville de Laval, dont le mur sud-est est mitoyen.

Tel que le tout se trouve présentement, avec tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant, de même qu'avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble,

Province of Québec, known and designated as being subdivision six hundred and seventy-five of original lot two hundred and seventy-five (275-675) and subdivision three hundred and eighty-eight of original lot two hundred and eighty-five (285-388) in the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin and containing a surface area of five thousand eight hundred and thirty-four square feet (5,834 sq. ft.), English measure.

With the building under construction bearing numbers 548 and 550 on the said Place de Beaucaire, with a party wall on the southeast.

Subject to a servitude in favor of The Bell Telephone Company of Canada and The Québec Hydro-Electric Commission, allowing the said companies to erect their posts, wires, cables, etc., registered at the Laval Division Registry Office under number 279388; to a servitude and agreement to a servitude in favor of Gaz Metropolitain Inc., allowing the said company to install its pipes for the gas supply, etc., registered at the said Registry Office under numbers 278344 and 279916 respectively, and to a reciprocal servitude of rights of view, this last servitude to be executed and registered forthwith at the said Laval Division Registry Office.

As the said immovable now subsists, with all rights and dependencies, without exception or reservation."

To be sold at the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, on the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1972, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 7, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44585

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 814-976. MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, having its head office in Montreal, plaintiff, *vs* MAURICE TROTTIER, residing in Montreal, of unknown address, defendant.

"An emplacement situated in the City of Laval, Province of Québec, fronting on Jolicoeur Boulevard, known and designated as being:

Lot number three hundred and fifty-two of the official subdivision of original lot number eighty-eight (88-352), in the official plan and book of reference of the Parish of St. Vincent de Paul.

With all the buildings erected thereon, more particularly a two-story house, comprising two lodgings bearing numbers 1136 and 1138 on the said Jolicoeur Boulevard, in the City of Laval, whose southeast wall is a party wall.

As the whole now subsists, with all the rights, circumstances and dependencies inherent thereto, including all servitudes active and passive, apparent or unapparent appertaining to the said immovable, the

le tout sans aucune exception ni réserve et aussi sujet à une servitude de droit de vue établie par ledit Giovanni Cuffaro et aux servitudes enregistrées sous les numéros 212,662 et 178,777. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 Boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 7 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
44587-o

whole without any exception or reservation, also subject to the servitude of a right of view established by the said Giovanni Cuffaro and to the servitudes registered under number 212,662 and 178,777."

To be sold at the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, on the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 7, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44587

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 808-880. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 266 ouest, rue St-Jacques à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* MAURICE BOURBONNAIS, résidant et domicilié au numéro 480 rue Haute Rive à Duvernay, district judiciaire de Montréal, défendeur.

Désignation de l'immeuble

« Un emplacement ayant front sur le Boulevard Gouin est, en la Cité de Montréal-Nord connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-deux (62 Ptie S.E. 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Sault-au-Récollet ladite partie étant une forme trapèze et borné en front vers le nord-ouest par le résidu dudit lot 62-2 le résidu ayant été réservé pour l'élargissement du Boulevard Gouin, vers le nord-est par une partie du lot 62-1, vers le sud-est par le lot 62-3 et vers le sud-ouest par le lot 62-25 (rue Hébert) tous dudit cadastre; mesurant quarante et un pieds et trente-sept centièmes de pieds en front, soixante-dix-neuf pieds et quatre-vingt-deux centièmes de pied de largeur dans ses lignes nord-est, trente-six pieds de largeur dans ses lignes sud-est, cinquante-neuf pieds et vingt et un centièmes de pied de largeur dans ses lignes sud-ouest.

Avec bâtisses dessus érigées sans exception et notamment une maison portant les numéros 4208 et 4210 du Boulevard Gouin est à Montréal-Nord.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

À distraire cependant la partie vendue à la Cité de Montréal-Nord, aux termes de l'acte passé devant Me Pierre Rodrigue, notaire le 27 octobre 1960 et enregistré à Montréal sous le numéro 1500580. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 Craig Est, 4e étage, Chambre no 195, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1972, à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 8 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
44583-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 808-880. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a lawful corporation, having its principal place of business at 266 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* MAURICE BOURBONNAIS, residing and domiciled at 480 Haute Rive Street, in Duvernay, judicial district of Montreal, defendant.

Description of the Immoveable

"An emplacement fronting on Gouin Boulevard East, in the City of Montreal North, known and described as being the southeast part of lot number two of the official subdivision of original lot number sixty-two (62 Pt. S.E. 2) in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, the said part being trapezoidal in shape and bounded in front on the northwest by the residue of said lot 62-2, the residue having been reserved for the enlargement of Gouin Boulevard, on the northeast by a part of lot 62-1, on the southeast by lot 62-3 and on the southwest by lot 62-25 (Hébert Street) all of the said cadastre, measuring forty-one and thirty-seven hundredths feet in front, seventy-nine and eighty-two hundredths feet in width on its northeast lines, thirty-six feet in width on its southeast lines, fifty-nine and twenty-one hundredths feet in width on its southwest lines.

With buildings erected thereon, without exception, and notably a house numbered 4208 and 4210 Gouin Boulevard East, in Montreal North.

As the whole now subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be withdrawn, however, the part sold to the City of Montreal North, under a deed executed before Mr. Pierre Rodrigue, Notary, on October 27, 1960, and registered in Montreal under Number 1500580."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, in the Montreal Court House, 10 Craig East, 4th Floor, Room No. 195, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1972, at TWO-THIRTY in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 8, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44583

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 807-568. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* GILBERT BILLARD, résidant et domicilié au numéro 89 rue De Galais à Ville de Laval, district de Montréal, et *al*, défendeurs.

« Un immeuble, situé à Laval (Laval-des-Rapides) connu et désigné comme étant la subdivision cinquante du lot numéro deux cent quarante (240-50) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant cinquante-huit pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-un pieds dans sa ligne nord-ouest et quatre-vingt-un et six dixièmes de pied dans sa ligne sud-est et ayant une superficie de quatre mille sept cent quinze pieds et quatre dixièmes de pied carrés, (4,715.4 p.c.) mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison dessus construite portant le numéro 89 rue De Galais, Laval (Laval-des-Rapides).

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve. »

Pour être vendu « à la Folle enchère », au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures QUARANTE-CINQ de l'avant-midi, en conformité d'un jugement rendu par l'honorable Juge Ignace J. Deslauriers en date du 11 janvier 1972.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 7 février 1972. 44582-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 807-568. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated, having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* GILBERT BILLARD, residing and domiciled at 89 De Galais Street in the city of Laval, district of Montreal, et *al*, defendants.

"An immovable, situated in Laval (Laval-des-Rapides) known and designated as being subdivision fifty of lot number two hundred and forty (240-50) in the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring fifty-eight feet in width by a depth of eighty-one feet in its northwest line and eighty-one and six tenths feet in its southeast line and containing four thousand seven hundred and fifteen and four tenths square feet, (4,715.4 sq. ft.) English measure and more or less.

With a house constructed thereon bearing number 89 De Galais Street, Laval (Laval-des-Rapides).

As the whole now subsists, without any exception or reservation."

To be sold for False Bidding, at the county of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard in Laval, the TWENTY-THIRD day of MARCH 1972, at ELEVEN FORTY-FIVE in the forenoon, in conformity with the judgment rendered by justice Ignace J. Deslauriers on January 11, 1972.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, February 7, 1972. 44582

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 811-671. { CANADA PERMANENT MORTGAGE CORPORATION, un corps politique et constitué, dûment incorporé conformément à la Loi, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec au 600 ouest, boulevard Dorchester, en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* MICHAEL GLEESON, de la cité de Westmount, district de Montréal, défendeur.

« Ce certain emplacement ayant façade sur l'avenue Clandeboye, en la cité de Westmount, district de Montréal, étant la subdivision quarante-six du lot trois cent quatre-vingt-trois (383-46) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal et mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur. Les dimensions ci-dessus sont en mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 124, de ladite avenue Clandeboye.

Comprenant le passage commun dans la ruelle en arrière et connue et désignée comme étant les subdivisions trente-huit A et trente-neuf dudit lot trois cent quatre-vingt-trois (383-38A-39) auxdits plan et livre de renvoi officiels, et dans les ruelles communiquant avec icelles et connues comme étant les subdivisions

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 811-671. { CANADA PERMANENT MORTGAGE CORPORATION, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its principal place of business for the Province of Québec, at 600 Dorchester Blvd. West, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* MICHAEL GLEESON, of the City of Westmount, District of Montreal, defendant.

"That certain emplacement fronting on Clandeboye Avenue, in the City of Westmount, District of Montreal, being subdivision forty-six of lot three hundred and eighty-three (383-46) on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, measuring twenty-five feet in width by one hundred and ten feet in depth. The above measurements are English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 124 on said Clandeboye Avenue.

With the passage in common with other in the lane in rear known and designed as subdivisions thirty-eight A and thirty-nine of said lot three hundred and eighty-three (383-38A & 39) on the said official plan and book of reference, and in the lanes to communicate therewith known as subdivisions thirty-eight

trente-huit et cinquante-six A dudit lot trois cent quatre-vingt-trois (383-38 & 56A) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ni réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, pièce No 195, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS, 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 février 1972. 44589

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 804-101. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse; *vs* PAUL MILLER, 1376, rue Montcalm, cité de Laval, P.Q., défendeur.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Durocher en ladite cité d'Outremont, et composé de la partie nord-ouest du lot numéro vingt-trois de la resubdivision du lot deux de la subdivision du lot originaire trente-deux (32-2-23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et mesurant vingt pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en avant par l'avenue Durocher, en arrière par une ruelle commune, du côté nord-ouest par le lot 32-2-22 et du côté sud-est par le résidu du lot 32-2-23.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 5415, avenue Durocher, et dont les deux murs de côté sont mitoyens.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1972, à NEUF heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 février 1972. 44584

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-331. L'INDUSTRIELLE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Sillery, district de Québec, demanderesse; *vs* ÉVARISTE GRENIER, domicilié à 420 Goulet, Black Lake, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Vallières, en la Ville de Laval, mesurant quatre-vingt-quinze pieds (95′) de largeur sur cent quatre pieds (104′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé:

a) Du lot numéro cent vingt et un de la subdivision du lot originaire numéro trois cent trente-quatre

and fifty-six A of said lot three hundred and eighty-three (383-38 & 56A) on the said official plan and book of reference.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th floor, Room No. 195, the TWENTY-FOURTH day of MARCH 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 7, 1972. 44589-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 804-101. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, plaintiff, *vs* PAUL MILLER, 1376 Montcalm Street, City of Laval, P.Q., defendant.

An emplacement fronting on Durocher Avenue in said City of Outremont, composed of the northwesterly part of lot number twenty-three of the resubdivision of lot two of the subdivision of original lot thirty-two (32-2-23) on the Official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in front by Durocher Avenue, in rear by a common lane, on one side to the northwest by lot 32-2-22, and on the other side to the southeast by the residue of lot 32-2-23.

With the building thereon erected bearing civic number 5415 Durocher Avenue, both side walls whereof is mitoyen.

As the said property now subsists with all its rights. members and appurtenances without exception or reserve.

To be sold at the Registry Office of the County of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, the TWENTY-THIRD day of MARCH 1972, at NINE THIRTY in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 7, 1972. 44584-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 814-331. INDUSTRIAL LIFE INSURANCE COMPANY, a corporation legally incorporated, having its head office in the City of Sillery, district of Québec, plaintiff; *vs* ÉVARISTE GRENIER, domiciled at 420 Goulet, Black Lake, defendant.

"An emplacement fronting on Vallières Street, in the City of Laval, measuring ninety-five feet (95′) wide by one hundred and four feet (104′) deep, English measure and more or less, made up of:

(*a*) Lot number one hundred and twenty-one of the subdivision of original lot number three hundred and

(334-121) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, division d'enregistrement de Laval.

b) Du lot numéro cent soixante-neuf de la subdivision du lot originaire numéro trois cent trente-six (336-169) des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 2270 de ladite rue Vallières.

Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du Comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 février 1972. 44591-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-332. L'INDUSTRIELLE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Sillery, district de Québec, demanderesse, *vs* ÉVARISTE GRENIER, domicilié à 420 Goulet, Black Lake, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Vallières, en la ville de Laval, mesurant quatre-vingt-quinze pieds (95′) de largeur sur cent quatre pieds (104′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et composé:

a) Du lot numéro cent vingt de la subdivision du lot originaire numéro trois cent trente-quatre (334-120) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, division d'enregistrement de Laval.

b) Du lot numéro cent soixante-huit de la subdivision du lot originaire numéro trois cent trente-six (336-168) desdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 2280 de ladite rue Vallières.

Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 février 1972. 44592-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 817-210. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, un corps politique et constitué, dûment incorporé selon la loi, et ayant sa place d'affaires en les ville et district de Montréal, au 2350, Manella, ville Mont-Royal, demanderesse, *vs* MELVIN C.

thirty-four (334-121) in the official plan and book of reference for the Parish of St. Martin, Registration Division of Laval.

(*b*) Lot number one hundred and sixty-nine of the subdivision of original lot number three hundred and thirty-six (336-169) in the aforesaid official plan and book of reference.

With the building erected thereon, bearing civic number 2270 of said Vallières Street.

As the whole now subsists, with all rights attached thereto, without exception or reserve."

To be sold at the Laval County Registry Office, 155, Je Me Souviens Blvd., on the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, February 7, 1972. 44591

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 814-332. INDUSTRIAL LIFE INSURANCE COMPANY, a corporation legally incorporated, having its head office in the City of Sillery, District of Québec, plaintiff, *vs* ÉVARISTE GRENIER, domiciled at 420 Goulet, Black Lake, defendant.

"An emplacement fronting on Vallières Street, in the City of Laval, measuring ninety-five feet (95′) in width by one hundred and four feet (104′) in depth, English measure and more or less, and made up of:

a) Lot number one hundred and twenty of the subdivision of original lot number three hundred and thirty-four (334-120) in the official plan and book of reference for the Parish of St. Martin, Laval Registration Division.

b) Lot number one hundred and sixty-eight of the subdivision of original lot number three hundred and thirty-six (336-168) in the aforesaid official plan and book of reference.

With the building erected thereon bearing civic number 2280 of the said Vallières Street.

The whole as it presently subsists, with all the rights attaching to it, without exception or reserve."

To be sold at the Laval County Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, on the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, February 7, 1972. 44592

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 817-210. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a body politic and corporate, duly incorporate under the laws, having its place of business in the City and District of Montreal, at 2350 Manella, Town of Mount-Royal, plaintiff, *vs* MELVIN C.

ZWAIG, comptable agréé, de la ville de Montréal, en sa qualité de syndic de la succession « Edgewood Development Corporation », défendeur.

Description du numéro 1937

Ce certain emplacement ayant front sur place Cumberland, en la ville de Dollard-des-Ormeaux, en la province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent neuf de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298-409) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Geneviève.

Comprenant la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 11, place Cumberland.

Avec une servitude rattachée à la Loi sur l'aéronautique, règlement de zone, créée en vertu d'actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 1128231 et 1270629.

Sujet à une servitude en faveur de la Commission Hydro-électrique de Québec et de la compagnie de Téléphone Bell du Canada passée sous signature privée, le vingt-sixième jour de mars dix-neuf cent soixante-dix et enregistrée audit bureau d'enregistrement, sous le numéro 2199354.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

Description du numéro 1938

Ce certain emplacement situé en la ville de Dollard-des-Ormeaux, ayant front sur place Cumberland, et étant connu et désigné comme suit:

A) La subdivision numéro quatre cent trente-six du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298-436) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève; et

B) La subdivision numéro deux cent quatre-vingt-huit du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299-288) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève.

Comprenant la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 48, place Cumberland.

Avec une servitude se référant à la Loi sur l'aéronautique, règlement de zone, créée en vertu d'actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 1128231 et 1270629.

Sujet à une servitude en faveur de la Commission Hydro-électrique de Québec et de la Compagnie de téléphone Bell du Canada passée sous signature privée le vingt-sixième jour de mars dix-neuf cent soixante-dix, et enregistrée audit bureau d'enregistrement sous le numéro 2199354.

Sujet également à une servitude en faveur de « Gaz Métropolitain inc. », en vertu d'un acte passé sous signature privée, le dixième jour d'avril dix-neuf cent soixante-dix et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 2200840.

Ainsi que la propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

ZWAIG, chartered accountant, of the City of Montreal, in his quality as trustee to the bankrupt estate of "Edgewood Development Corporation", defendant.

Description of No. 1937

That certain emplacement fronting on Cumberland Place, in the Town of Dollard des Ormeaux, in the Province of Québec, known and designated as being lot number four hundred and nine of the subdivision of original lot number two hundred and ninety-eight (298-409) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Geneviève.

Together with the building thereon erected bearing civic number 11 Cumberland Place.

With a servitude re: The Aeronautics Act for Zonage, created in virtue of deeds registered at the Montreal Registry Office under the numbers 1128231 and 1270629.

Subject to a servitude in favour of The Québec Hydro Electric Commission and The Bell Telephone Company of Canada, executed under private signature on the twenty-sixth day of March, nineteen hundred and seventy, and registered at the aforesaid Registry Office under the number 2199354.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

Description of No. 1938

That certain emplacement situated in the Town of Dollard des Ormeaux, fronting on Cumberland Place, and being known and designated as follows, namely:

(A) Subdivision lot number four hundred and thirty-six of original lot number two hundred and ninety-eight (298-436) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Geneviève; and

(B) Subdivision lot number two hundred and eighty-eight of original lot number two hundred and ninety-nine (299-288) on the aforesaid official plan and book of reference of the Parish of St. Geneviève.

Together with the building thereon erected bearing civic number 48 Cumberland Place.

With servitude re: The Aeronautics Act for Zonage, created in virtue of deeds registered at the Montreal Registry Office under the numbers 1128231 and 1270629.

Subject to a servitude in favour of The Québec Hydro Electric Commission and The Bell Telephone Company of Canada executed under private signature on the twenty-sixth day of March, nineteen hundred and seventy, and registered at the aforesaid Registry Office under the number 2199354.

Subject, as well, to a servitude in favour of Gaz Metropolitain Inc., in virtue of a deed executed under private sgnature on the tenth day of April, nineteen hundred and seventy and registered at the aforesaid Registry Office under the number 2200840.

As the property now subsists, together with its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

Description du numéro 1939

Ce certain emplacement ayant front sur place Cumberland, en la ville de Dollard-des-Ormeaux, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatre cent huit du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298-408) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 9, place Cumberland.

Avec une servitude rattachée à la Loi sur l'aéronautique, règlement de zone, créée en vertu d'actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 1128231 et 1270629.

Sujet à une servitude en faveur de la Commission Hydro-électrique de Québec et de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada passée sous signature privée, le vingt-sixième jour de mars dix-neuf cent soixante-dix, et enregistrée audit bureau d'enregistrement, sous le numéro 2199354.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Description du numéro 1940

Ce certain emplacement ayant front sur place Coolbrooke, en la ville de Dollard-des-Ormeaux, connu et désigné comme suit:

A) La subdivision numéro quatre cent vingt-sept du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298-427) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève; et

B) La subdivision numéro deux cent quatre-vingt-douze du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299-292) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 7, place Coolbrooke.

Avec une servitude se référant à la Loi sur l'aéronautique, règlement de zone, créée en vertu d'actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 1128231 et 1270629.

Sujet à une servitude en faveur de la Commission Hydro-électrique de Québec et de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada passée sous signature privée, le vingt-sixième jour de mars dix-neuf cent soixante-dix et enregistrée à Montréal, sous le numéro 2199354 et une servitude en faveur de « Gaz Métropolitain inc. », en vertu d'un acte passé sous signature privée, le dixième jour d'avril dix-neuf cent soixante-dix et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 2200840.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Description du numéro 1941

Ce certain emplacement ayant front sur place Cumberland, en la ville de Dollard-des-Ormeaux, connu et désigné comme suit:

A) La subdivision numéro quatre cent quarante-neuf du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-

Description of No. 1939

That certain emplacement fronting on Cumberland Place, in the Town of Dollard des Ormeaux, known and designated as being subdivision lot number four hundred and eight of original lot number two hundred and ninety-eight (298-408) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Geneviève.

With the building thereon erected bearing civic number 9 Cumberland Place.

With a servitude re: The Aeronautics Act for Zonage, created in virtue of deeds registered at the Montreal Registry Office under the numbers 1128231 and 1270629.

Subject to a servitude in favour of The Québec Hydro Electric Commission and The Bell Telephone Company of Canada, executed under private signature on the twenty-sixth day of March, nineteen hundred and seventy, and registered at the aforesaid Registry Office under the number 2199354.

As the said property now subsists, together with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

Description of No. 1940

That certain emplacement fronting on Collbrooke Place, in the Town of Dollard des Ormeaux being known and designated as follows:

(*a*) Subdivision lot number four hundred and twenty-seven of original lot number two hundred and ninety-eight (298-427) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Geneviève; and

(B) Subdivision lot number two hundred and ninety-two of original lot number two hundred and ninety-nine (299-292) on the aforesaid official plan and book of reference of the Parish of St. Geneviève.

Together with the building thereon erected bearing civic number 7 Coolbrooke Place.

With a servitude re: The Aeronautics Act for Zonage, created in virtue of deeds registered at the Montreal Registry Office under the numbers 1128231 and 1270629.

Subject to a servitude in favour of The Québec Hydro Electric Commission and The Bell Telephone Company of Canada, executed under private signature on the twenty-sixth day of March, nineteen hundred and seventy and registered at Montreal under the number 2199354 and a servitude in favour of Gaz Metropolitain Inc., in virtue of a deed executed under private signature on the tenth day of April, nineteen hundred and seventy and registered at the aforesaid Registry Office under number 2200840.

As the said property now subsists, together with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind:

Description of No. 1941

That certain emplacement fronting on Cumberland Place, in the Town of Dollard des Ormeaux, known and deisgnated as follows:

(A) Subdivision lot number four hundred and forty-nine of original lot number two hundred and ninety-

dix-huit (298-449) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève; et

B) La subdivision numéro deux cent quatre-vingt-cinq du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299-285) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 4, de ladite place Cumberland.

Avec une servitude se référant à la Loi sur l'aéronautique, règlement de zone, créée en vertu d'actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Montréal, sous les numéros 1128231 et 1270629.

Sujet à une servitude en faveur de la Commission Hydro-électrique de Québec et de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada passée sous signature privée, le vingt-sixième jour de mars dix-neuf cent soixante-dix, et enregistrée à Montréal, sous le numéro 2199354.

Sujet également à une servitude en faveur de « Gaz Métropolitain inc. », en vertu d'un acte passé sous signature privée, le dixième jour d'avril dix-neuf cent soixante-dix et enregistré audit bureau d'enregistrement, sous le numéro 2200840.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendus « séparément » su bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, pièce No 4.195, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 7 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
44590

eight (298-449) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Geneviève; and

(B) Subdivision lot number two hundred and eighty-five of original lot number two hundred and ninety-nine (299-285) on th aforesaid official plan and book of reference of the Parish of St. Geneviève.

Together with the building thereon erected bearing civic number 4 of said Cumberland Place.

With a servitude re: The Aeronautics Act for Zonage, created in virtue of deeds registered at the Montreal Registry Office under the numbers 1128231 and 1270629.

Subject to a servitude in favour of The Québec Hydro Electric Commission and The Bell Telephone Company of Canada executed under private signature on the twenty-sixth day of March, nineteen hundred and seventy, and registered at Montreal under the number 2199354.

Subject, as well, to a servitude in favour of Gaz Metropolitain Inc., in virtue of a dee executed under private signature on the tenth day of April, nineteen hundred and seventy, and registered at the aforesaid Registry office under the number 2200840.

As the said property now subsists, together with all its rights, members, and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold "separately", at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, Room No. 4.195, the TWENTY-THIRD day of MARCH 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 7, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44590-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 788-760. UNICK ÉLECTRIQUE LTÉE, corps politique légalement incorporé des cité et district de Montréal et y ayant sa place d'affaires à 11393 de la rue Georges Pichet, demanderesse, *vs* DOMINIQUE SICARI, demeurant à 59 de la 41e Avenue, Rivière-des-Prairies, dans les cité et district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé au coin sud-ouest du boulevard Gouin est, et de la 57e Avenue, à Rivière-des-Prairies, composé du lot numéro six cent quinze de la subdivision officielle du lot originaire quatre-vingt-quatorze, (94-615) du cadastre officiel de Rivière-des-Prairies.

Avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros: 11,222 et 11,224 du boulevard Gouin est, à Rivière-des-Prairies.

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, Chambre No. 195, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 7 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
44597-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 788-760. UNICK ÉLECTRIQUE LTÉE, a lawful corporation, of the City and District of Montreal, having its place of business at 11393 Georges Pichet Street, there plaintiff, *vs* DOMINIQUE SICARI, residing at 59, 41st Avenue, Rivière-des-Prairies, in the City and District of Montreal, defendant.

An emplacement situated at the southwest corner of Gouin Boulevard East and 57the Avenue, at Rivière-des-Prairies, composed of lot number six hundred and fifteen of the official subdivision of original lot ninety-four (94-615) in the official cadastre of Rivière-des-Prairies.

With buildings erected thereon numbered 11,222 and 11,224 Gouin Boulevard East, at Rivière-des-Prairies.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, in the Montreal Court House, 10 Craig East, 4th Floor, Room No. 195, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 7, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44597

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 812-739. { SOCIÉTÉ DE FIDUCIE DU QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 511, Place d'Armes dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* VILLA CONSTRUCTION LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 1730, rue Alfred à Ville de Brossard, dans le district judiciaire de Montréal, défenderesse.

Description

« Un emplacement situé en la ville de Montréal-Nord et ayant front à la rue Caron et composé:

a) du lot numéro huit cent quatre-vingt-douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante et un (61-892) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

b) du lot numéro deux cent trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante (60-237) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Avec la maison dessus érigée et portant le numéro 11327, de la rue Garon en ladite ville de Montréal-Nord.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, Craig, 4e étage, Chambre No 195, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 8 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
44595-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 812-739. { QUÉBEC TRUST COMPANY, a lawful corporation, having its head office and its principal place of business at 511 Place d'Armes, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* VILLA CONSTRUCTION LIMITÉE, a lawful corporation, having its head office and its principal place of business at 1730 Alfred Street, in the Town of Brossard, judicial district of Montreal, defendant.

Description

"An emplacement situated in the City of Montreal North, fronting on Caron Street, and composed of:

(*a*) lot number eight hundred and ninety-two of the official subdivision of original lot numoer sixty-one (61-892) in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet.

(*b*) lot number two hundred and thirty-seven of the official subdivision of original lot number sixty (60-237) in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet.

With the house erected thereon numbered 11327 Garon Street, in the said City of Montreal North.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable."

To be sold at the Prothonotary's Office, in the Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig East, 4th Floor, Room No. 195, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 8, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44595

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 808-699. { SOCIÉTÉ DE FIDUCIE DU QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 511 Place d'Armes dans les cité et district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* MIDLICK & SONS LTD., corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 1386 rue Rockland à Ville Mont-Royal, dans le district judiciaire de Montréal, et LES HÉRITIERS DE FEU ANDREW MIDLICK, assignés collectivement, ledit Andrew Midlick de son vivant résidant au 1386 rue Rockland dans la cité de ville Mont-Royal, district de Montréal, et GEORGES MIDLICK, contracteur, domicilié et résidant au 1386 rue Rockland, à Ville Mont-Royal, district de Montréal, défendeurs.

« Un certain emplacement ayant front boulevard Léger en la cité de Montréal-Nord, composé de la resubdivision du lot un de la subdivision du lot originaire soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-sept (27-77-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 808-699. { QUÉBEC TRUST COMPANY a lawful corporation, having its head office and principal place of business at 511 Place d'Armes, in the City and judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* MIDLICK & SONS LTD., a lawful corporation, having its head office and principal place of business at 1386 Rockland Street, in the Town of Mount Royal, judicial district of Montreal, and THE HEIRS OF THE LATE ANDREW MIDLICK, summoned collectively, the said Andrew Midlick in his lifetime residing at 1386 Rockland Street, in the Town of Mount Royal, District of Montreal, and GEORGES MIDLICK, contractor, domiciled and residing at 1386 Rockland Street, in the Town of Mount Royal, District of Montreal, defendants.

"A certain emplacement fronting on Léger Boulevard, in the City of Montreal North, composed of the resubdivision of lot one of the subdivision of original lot seventy-seven of the official subdivision of original lot number twenty-seven (27-77-1) in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet.

Avec bâtisse y érigée, circonstances et dépendances, portant l'adresse 5573 boulevard Léger à Montréal-Nord.

Avec toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes et sujet notamment à une servitude de droit de vue constatée par l'acte enregistré sous le numéro 2093148. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 Craig est, 4e étage, Chambre No 195, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1972, à TROIS heures TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 8 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
44594-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-618. MONTREAL TRUST COMPANY, corps politique et incorporé dûment constitué et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* KELVIN LEIGH CUSACK, gentilhomme, domicilié à l'appartement 672,700, rue Peel, dans la ville et le district de Montréal, défendeur.

1° Tous les droits, titre et intérêt du défendeur dans une propriété immobilière donnant sur la rue Desrivières, dans la ville de Montréal, connue sous le numéro sept cent onze (711) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, avec les bâtisses y érigées portant les numéros 734 et 736, rue Desrivières.

2° Un certain emplacement de forme irrégulière, donnant sur la rue Desrivières, dans la ville de Montréal, connu présentement comme étant la subdivision un du lot numéro sept cent dix-neuf (719-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, comprenant vingt-quatre pieds (24′) de largeur sur cinquante-quatre pieds et cinq dixième de pied (54.5′) de profondeur sur sa ligne nord-ouest et cinquante-cinq pieds et cinquante-quatre centièmes de pied (55.54′) de profondeur sur sa ligne sud-est, formant une superficie de quatre mille quatre cent un pieds carrés (4,401 pi. ca.), mesures anglaises et plus ou moins.

3° Une propriété immobilière située sur le coin de la rue Saint-Jacques et de la rue Windsor, dans la ville de Montréal, se composant de:

a) Tout le lot numéro sept cent seize (716) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour y ouvrir ladite rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, expropriée de cette façon, mesure trente et un pieds et cinq dixièmes de pied (31.5′) de largeur dans sa ligne sud-est, trente-trois pieds (33′) de largeur sur sa ligne nord-ouest sur

With a building erected thereon, circumstances and dependencies, numbered 5573 Léger Boulevard, Montreal North.

With all active and passive, apparent or unapparent servitudes and subject, notably, to a servitude of right of view granted by a deed registered under number 2093148."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, at the Montreal Court House, 10 Craig East, 4th Floor, Room No. 195, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1972, at THREE THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 8, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44594

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 799-618. MONTREAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* KELVIN LEIGH CUSACK, gentleman, domiciled at Suite 672,700 Peel Street, in the city and district of Montreal, defendant.

1. All the rights, title and interest of the defendant in an immoveable property fronting on Desrivières Street in the city of Montreal, known under the number seven hundred and eleven (711) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civil numbers 734 and 736 Desrivières Street.

2. A certain emplacement of irregular figure, fronting on Desrivières Street, in the city of Montreal, now known as subdivision one of lot number seven hundred and nineteen (719-1) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing twenty-four feet (24′) in width by fifty-four feet and five-tenths of a foot (54.5′) in depth in the northwest line and fifty-five feet and fifty-four one-hundredths of a foot (55.54′) in depth in the southeast line, forming an area of four thousand four hundred and one square feet (4,401 sq. ft.), English measure and more or less.

3. An immoveable property situate on the corner of St. James Street and Windsor Street in the city of Montreal, composed of:

(*a*) The whole of lot number seven hundred and sixteen (716) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of said Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty-one feet and five-tenths of a foot (31.5′) in width on the southeast line, thirty-three feet (33′) in width on the northwest line by a depth of about

une profondeur d'environ soixante-douze pieds (72′) et comprend une superficie de deux mille trois cent trente-neuf pieds (2,339′).

b) Tout le lot numéro sept cent dix-sept (717) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est dudit lot laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour ouvrir la rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, expropriée de cette façon, mesure trente pieds et sept dixièmes de pied (30.7′) de largeur dans sa ligne sud-est, trente et un pieds et cinq dixièmes de pied (31.5′) sur sa ligne nord-ouest sur une profondeur de soixante-dix pieds (70′), et comprend une superficie de deux mille cent soixante-dix-sept pieds (2,177′).

c) Tout le lot numéro sept cent dix-huit (718) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour ouvrir ladite rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, ainsi expropriée mesure trente-trois pieds et cinq dixièmes de pied (33.5′) sur sa ligne sud-est, trente-deux pieds et huit dixièmes de pied (32.8′) sur sa ligne nord-ouest sur une longueur de soixante-six pieds et cinq dixièmes de pied (66.5′) sur sa ligne sud-ouest, et soixante et un pied et cinq dixièmes de pied (61.5′) sur sa ligne nord-est et comprend une superficie de deux mille trente-deux pieds (2,032′).

d) Tout le lot sept cent dix-huit A (718 A) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal.

Toutes les mesures citées ci-dessus sont des mesures anglaises et plus ou moins.

Avec les bâtisses y érigées, connues sous le nom de « The Queen's Hotel ».

4° Tous les droits, titre et intérêt du défendeur dans un emplacement donnant sur la rue Desrivières, et qui est la partie nord-est du lot numéro sept cent douze (P. n.e. 712) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, comprenant trente-cinq pieds (35′) de front sur soixante-douze pieds (72′) de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, bornée en avant par la rue Desrivières, à l'arrière par la partie sud-ouest dudit lot numéro sept cent douze (P. s.o. 712), d'un côté par une ruelle et de l'autre côté par le lot numéro sept cent onze (711) du même cadastre.

Avec la bâtisse y érigée.

Telles que lesdites propriétés existent présentement, avec tous les droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. Il est ordonné que tout enchérisseur devra déposer en argent un dépôt de $114,000 pour se porter adjudicataire de l'immeuble ci-dessus désigné, en conformité d'un jugement de l'honorable Juge John A. Nolan, en date du 4 janvier 1972.

Pour être vendu « en bloc » à la folle enchère, au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, chambre No 195, le VINGT-

seventy-two feet (72′) and containing in superficies two thousand three hundred and thirty-nine feet (2,339′).

(*b*) The whole of lot number seven hundred and seventeen (717) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty feet and seven-tenths of a foot (30.7′) in width on the southeast line, thirty-one feet and five-tenths of a foot (31.5′) on the northwest line by a depth of seventy feet (70′), and containing in superficies two thousand one hundred and seventy-seven feet (2,177′).

(*c*) The whole of lot number seven hundred and eighteen (718) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of said Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty-three feet and five-tenths of a foot (33.5′) on the southeast line, thirty-two feet and eight-tenths of a foot (32.8′) on the northwest line by a length of sixty-six feet and five-tenths of a foot (66.5′) on the southwest line and sixty-one feet and five-tenths of a foot (61.5′) on the northeast line and containing a superficies of two thousand and thirty-two feet (2,032′).

(*d*) The whole of lot number seven hundred and eighteen A (718 A) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal.

All the above measurements are English measure and more or less.

With the buildings thereon erected known as "The Queen's Hotel".

4. All the rights, title and interest of the defendant in an emplacement fronting on Desrivières Street, being the northeast part of lot number seven hundred and twelve (N.E. Pt. 712) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing thirty-five feet (35′) in front by seventy-two feet (72′) in depth, English measure and more or less, bounded in front by Desrivières Street, in rear by the southwest part of the said lot number seven hundred and twelve (S.W. Pt. 712), on one side by a lane and on the other side by lot number seven hundred and eleven (711) of the same cadastre.

With the building thereon erected.

As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind. It is ordered that successful bidders must make a cash deposit of $114,000 upon being awardes the immoveable property hereinabove designated in conformity with a decision of the Honourable Juge John A. Nolan, dated January 4, 1972.

To be sold "en bloc" for false bidding, at the Prothonotary's Office, Court House, City of Montreal, 10 Craig Street East, 4th floor, Room No. 195, the TWEN-

NEUVIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 11 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN
44593-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 797-202. REX TURNBULL, demandeur, *vs* KEITH R. TURNBULL, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur Morningside Crescent, dans la ville de Dollard-des-Ormeaux, dans le district de Montréal, province de Québec, et connue et désignée comme étant la subdivision cent trois du lot originaire numéro deux cent trente-neuf (239-103) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève, ladite subdivision mesurant soixante (60′) pieds de largeur en avant et en arrière sur cent pieds de profondeur des deux côtés. Mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 418, Morningside Crescent. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, pièce No 195, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 8 février 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
44596

TY-NINTH day of MARCH 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 11, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44593-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 797-202. REX TURNBULL, plaintiff, *vs* KEITH R. TURNBULL, defendant.

"An emplacement fronting on Morningside Crescent, in the Town of Dollard des Ormeaux, in the District of Montreal, Province of Québec, known and designated as subdivision one hundred and three of the original lot number two hundred and thirty-nine (239-103) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Geneviève, said subdivision measuring sixty (60) feet in width in front and in rear by one hundred (100) feet in depth on both sides, English measure and more or less.

With the building thereon bearing civic number 418 Morningside Crescent.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room No. 195, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH 1972, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 8, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
44596-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir:
Cour Supérieure,
No 9243.

LA MUTUAL LIFE, COMPAGNIE D'ASSURANCES DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Waterloo, province d'Ontario et une place d'affaires en les ville et district de Québec, *contre* LÉO W. BÉDARD, domicilié et résidant au 17, rue Gaulin, Beauport, Québec 5, district de Québec.

1° La subdivision cent douze du lot originaire numéro trois cent cinquante-sept (357-112) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport; et

2° La subdivision treize du lot originaire numéro trois cent cinquante-quatre (354-13) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport;

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances notamment la maison située à Beauport, rue Gaulin, numéro 17.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de Québec, 10, Avenue Chauveau, Québec, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MARS 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif,
Québec, le 15 février 1972.

RAYMOND HAINS.
44598-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit:
Superior Court,
No. 9243.

MUTUAL LIFE, ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a lawful corporation, having its head office in Waterloo, Province of Ontario, and a place of business in the City and District of Québec, *vs* LÉO W. BÉDARD, domiciled and residing at 17 Gaulin Street, Beauport, Québec 5, District of Québec.

1. Subdivision one hundred and twelve of original lot number three hundred and fifty-seven (357-112) in the plan and book of reference of the official cadastre for the Parish of Beauport; and

2. Subdivision thirteen of original lot number three hundred and fifty-four (354-13) in the plan and book of reference of the official cadastre for the Parish of Beauport;

With all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, more particularly the house bearing number 17, on Gaulin Street, in Beauport.

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTY-THIRD day of the month of MARCH 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office,
Québec, February 15, 1972.

Assistant Sheriff.
44598

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 9398. } LA MUTUAL LIFE, COMPAGNIE D'ASSURANCES DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Waterloo, province d'Ontario et une place d'affaires en les ville et district de Québec, *contre* ROMAIN FALARDEAU, domicilié et résidant à 176, rue Lessard, Loretteville, district de Québec.

1. La redivision neuf de la subdivision deux du lot originaire six cent cinquante-cinq (655-2-9), aux plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette;

2. La redivision quatre de la subdivision un du lot originaire six cent cinquante-cinq (655-1-4), aux plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette;

3. La redivision deux de la subdivision un du lot originaire six cent cinquante-six (656-1-2), aux plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette;

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, notamment la maison située sur la rue Lessard, à Loretteville.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, avenue Chauveau, Québec, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MARS 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 15 février 1972.

44599-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 9398. } MUTUAL LIFE, ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a lawful corporation, having its head office in Waterloo, Province of Ontario, and a place of business in the City and District of Québec, *vs* ROMAIN FALARDEAU, domiciled and residing at 176 Lessard Street, Loretteville, District of Québec.

1. Redivision nine of subdivision two of original lot six hundred and fifty-five (655-2-9), in the plan and book of reference of the cadastre for the Parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette;

2. Redivision four of subdivision one of original lot six hundred and fifty-five (655-1-4), in the plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette;

3. Redivision two of subdivision one of original lot six hundred and fifty-six (656-1-2), in the plan and book of reference of the cadastre for the Parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette;

With all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, more particularly the house situated on Lessard Street, in Loretteville.

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTY-THIRD day of the month of MARCH 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, February 15, 1972.

44599

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Roberval

No 34,697. } L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, district de Québec, demanderesse, *vs* GHISLAIN L'ESPÉRANCE, ci-devant de Notre-Dame d'Hébertville, comté de Lac St-Jean et maintenant résidant à 1944 Boulevard Tadoussac, Chicoutimi-Nord, défendeur, et YVON DELWAIDE, en sa qualité de syndic à la faillite dudit Ghislain L'Espérance, 110 est, rue Racine, Chicoutimi, P.Q., mis en cause.

Avis de vente

« Une ferme sise et située en la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, Lac St-Jean, étant et comprenant:

a) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quatorze A (lot 14A) du rang est, chemin Kénogami, au cadastre officiel du canton Labarre, contenant cent neuf acres en superficie et borné: vers le nord, par la ligne de division entre le rang est du chemin et le premier rang est; vers l'est, par le lot numéro quinze

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Roberval

No. 34,697. } THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic, having its head office in the Parliament Buildings, in Québec, district of Québec, plaintiff, *vs* GHISLAIN L'ESPÉRANCE, formerly of Notre-Dame d'Hébertville, County of Lake St. John, and now residing at 1944 Tadoussac Boulevard, Chicoutimi North, defendant, and YVON DELWAIDE, in his capacity as trustee in the bankruptcy of the said Ghislain L'Espérance, 110 Racine Street East, Chicoutimi, P.Q., mis en cause.

Notice of Sale

"A farm lying and situate in the Parish of Notre-Dame d'Hébertville, Lake St. John, being and comprising:

(*a*) The lot of land known and designated as number fourteen A (lot 14A) of the east range, Kénogami Road, in the official cadastre of Labarre Township, containing one hundred and nine acres and bounded: on the north by the dividing line between the range on the east of the road and the first range east; on the

(lot 15); vers le sud, par le lac Kénogamichiche et le chemin public; et vers l'ouest par les lots quatorze B et treize (lots 14B et 13) desdits rang et canton;

b) Les deux terrains suivants, savoir:

1. La partie sud-ouest du lot numéro quinze (Ptie s.-o. lot 15), de un (1) arpent de largeur sur environ trente (30) arpents de profondeur, du rang est, chemin Kénogami, au cadastre officiel du canton Labarre et bornée: en front vers le sud, au Lac Kénogamichiche; en arrière au nord, à une distance de trente-six (36) perches (mesure anglaise) au sud de la petite rivière qui s'y trouve qui coupe ledit lot numéro quinze (lot 15); à l'ouest audit lot quatorze A (lot 14A); et à l'est au bout de la largeur d'un arpent environ à la clôture existante.

2. La partie nord dudit lot numéro quinze (Ptie no lot 15), du rang est, chemin Kénogami, au cadastre officiel du canton Labarre, de cinquante-six (56) acres en superficie et bornée: au nord, au trait carré du rang est du chemin Kénogami et du premier rang est; à l'ouest, au lot numéro quatroze A (lot 14A) desdits rang et canton; au sud, partie au terrain décrit au paragraphe 1 ci-dessus et partie à Jos. Bouchard représentant d'Oliva Côté; et à l'est au lot numéro seize (lot 16) appartenant aux représentants d'Oliva Côté.

c) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro six B (lot 6B), du premier rang est, du canton Labarre, contenant cinquante-deux (52) acres en superficie.

Le tout, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une servitude pour ligne de transmission d'énergie électrique consentie par M. Xavier Boivin en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, par acte enregistré sous le numéro 43,717.

Sauf à distraire, les parties vendues et les servitudes concédées. »

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Lac St-Jean-Est, à Hébertville, district de Roberval, le TRENTIÈME jour de MARS 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 9 février 1972. 44551-o

east by lot number fifteen (lot 15), on the south by Kénogamichiche Lake and the public road; and on the west by lots fourteen B and thirteen (lots 14B and 13) of the said range and township;

(*b*) The two following tracts of land, namely:

1. The southwest part of lot number fifteen (Pt. S.W. lot 15), measuring one arpent (1) in width by approximately thirty (30) arpents in depth, in the east range, Kénogami Road, on the official cadastre of Labarre Township and bounded: in front on the south by Kénogamichiche Lake; in the rear on the north by the south bank of the waterstream being thirty-six (36) rods (English measure) distant, and which cuts through the said lot number fifteen (lot 15); on the west by the said lot fourteen A (lot 14A); and on the east to the limit of about one arpent up to the present fence;

2. The northern part of said lot number fifteen (Pt. No. lot 15), in the east range, Kénogami Road, in the official cadastre of Labarre Township, containing fifty-six (56) acres and bounded: on the north, by the "trait carré" (dividing line) of the range east of Kénogami Road and the first range east; on the west, by lot number fourteen A (lot 14A) of said range and township; on the south, partly by the land described above in paragraph 1 and partly by Jos. Bouchard, assigns of Oliva Côté; and on the east by lot number sixteen (lot 16) belonging to the assigns of Oliva Côté.

(*c*) The lot of land known and designated as number six B (lot 6B), in the first range east, in Labarre Township, containing fifty-two (52) acres.

The whole with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Subject to a servitude for an electric power transmission line, granted by Mr. Xavier Boivin in favor of the Compagnie Électrique du Saguenay, by virtue of a deed registered under number 43,717.

Less and to withdraw the parts sold and the servitudes ceded."

To be sold "en bloc" at the Lake St. John East Division Registry Office, at Hébertville, district of Roberval, on the THIRTIETH day of MARCH 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Court House, *Sheriff*.
Roberval, February 9, 1972. 44551

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Roberval

No 34,759. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique, ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, district de Québec, demanderesse, *vs* ANTOINE TREMBLAY, ci-devant de Grand Rang Ouest, district de Roberval et maintenant de Normandin, comté de Roberval, P.Q., défendeur.

« Une ferme se composant de:

a) Le lot de terre numéro soixante et un (61), Rang V, du cadastre officiel du canton Normandin, contenant environ 161 acres en superficie, sans bâtisses;

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Roberval

No. 34,759. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic, having its head office in the Parliament Buildings, Québec, District of Québec, plaintiff, *vs* ANTOINE TREMBLAY, formerly of Grand Rang West, District of Roberval, and now of Normandin, County of Roberval, P.Q., defendant.

"A farm comprising:

(*a*) Lot of land number sixty-one (61), Range V, of the official cadastre of the township of Normandin, containing about 161 acres, without buildings;

b) Une terre mesurant trois acres et un quart de largeur sur la profondeur du rang, étant les trois acres et un quart sud-est du lot numéro soixante et un (3¼ S.E. 61), Rang VI, cadastre officiel du canton Normandin, contenant environ 80 acres en superficie, bornée en front, vers le nord-est, au chemin de front des rangs 6 et 7 de Normandin; en arrière au rang 5 de Normandin; tenant du côté nord-ouest au résidu dudit lot numéro 61; et, au sud-est, au numéro 60 dudit rang, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sujette à une servitude de passage en faveur de la Compagnie électrique du Saguenay, suivant acte fait le 26 mars 1945, et enregistré à Roberval le 3 avril 1945, sous le numéro 45,046.

Sauf à distraire, les parties vendues et les servitudes concédées. »

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Lac St-Jean-Ouest à Roberval, district de Roberval, le TRENTIÈME jour de MARS 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 9 février 1972. 44550-o

(*b*) A tract of land measuring three and one-quarter acres in width by the depth of the Range, being the three and one-quarter acres southeast of lot number sixty-one (3¼ S.E. 61), Range VI, official cadastre of the Township of Normandin, containing about 80 acres, bounded in front, on the northeast, by the front road of Ranges 6 and 7 of Normandin; in the rear by Range 5 of Normandin; bounded on the northwest side by the remainder of said lot number 61; and, on the southeast by number 60 of the said Range, with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies, subject to a servitude of right of way in favor of the Compagnie électrique du Saguenay, pursuant to a deed executed on March 26, 1945, and registered at Roberval on April 3, 1945, under number 45,046.

Less and to withdraw those parts sold and the servitudes granted."

To be sold "en bloc" at the Division of Lake St. John West Registry Office, in Roberval, District of Roberval, on the THIRTIETH day of MARCH, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Court House, *Sheriff*.
Roberval, February 9, 1972. 44550

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 37,271. } LÉO NADEAU, entrepreneur en construction, domicilié à 325, rue St-Roch à Asbestos, district de St-François, demandeur, *vs* JACQUES CHAREST et GHISLAINE VALADE-CHAREST, domiciliés à 1592, rue O'Brien à Chambly, district de Montréal, défendeurs, et HERVÉ CORBEIL, résidant à Wotton, district de St-François, créancier mis en cause, et FRANÇOIS BARSALOU, résidant au 2416, Bourgogne, à Chambly, district de Montréal, créancier mis en cause, et MADELEINE LAMOUREUX, en sa qualité de Registrateur du Bureau d'Enregistrement du comté de Wolfe, Ham-Sud, district de St-François, mis-en cause.

« Le lot numéro A quatre (A-4) du premier rang des lots du village de St-Hippolyte de Wotton, au canton de Wotton, avec les dépendances de ce terrain qui mesure soixante pieds (60′) de front par quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur, plus ou moins, et la ligne de division d'entre ce terrain et celui de Dame René Beauregard (lot A-3) sera comptée à trois pieds (3′) du solage de la maison vendue à des barres de fer plantées au front et à la profondeur d'entre lesdits lots A trois (A-3) et A quatre (A-4), suivant convention écrite devant L.N. Bélisle, notaire, le 6 avril 1918, sous le numéro 8725 de ses minutes.

Tous les droits et intérêts qu'il a et peut avoir sur un terrain à être pris et détaché du lot numéro A deux (A-2) du premier rang des lots du Village de St-Hippo-

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District of St. François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 37,271. } LÉO NADEAU, building contractor, domiciled at 325 St. Roch Street, Asbestos, District of St. François, plaintiff, *vs* JACQUES CHAREST and GHISLAINE VALADE-CHAREST, domiciled at 1592 O'Brien Street, Chambly, District of Montreal, defendants, and HERVÉ CORBEIL, residing in Wotton, District of St. François, creditor mis en cause, and FRANÇOIS BARSALOU, residing at 2416 Bourgogne, Chambly, District of Montreal, creditor mis en cause, and MADELEINE LAMOUREUX, in her capacity as Registrar for the Wolfe County Registry Office, Ham South, District of St. François, mis en cause.

"Lot number A four (A-4) in the first range of lots in the Village of St. Hippolyte de Wotton, in the Township of Wotton, with the dependencies of that lot, which measures sixty feet (60′) in front by ninety feet (90′) in depth, more or less, and the dividing line between such lot and that of Dame René Beauregard (lot A-3) will be considered as being three feet (3′) from the foundation of the house being sold as marked, off by iron stakes set at the front and at the rear, between said lots A three (A-3) and A four (A-4), according to the agreement signed before L.N. Bélisle, notary, on April 6, 1918, under number 8725 of his minutes.

All the rights and interests attaching or that may attach to a piece of land to be taken and withdrawn from lot number A two (A-2) in the first range of lots

lyte de Wotton, au canton de Wotton, de la contenance de neuf pieds (9′) de profondeur à partir du lot A quatre (A-4) jusqu'à une bâtisse actuellement existante sur le lot A deux (A-2) sur toute la largeur comprise entre la ligne de division des lots A trois (A-3) et A quatre (A-4) jusqu'à celle des lots A deux (A-2) et A sept (A-7) aboutant ledit lot A quatre (A-4).

Un certain terrain faisant partie du lot A sept (A-7) non subdivisé du premier rang des lots du village de St-Hippolyte de Wotton, au canton de Wotton, compris dans les bornes suivantes: du côté sud-ouest au lot A quatre (A-4), du côté nord-ouest au lot A deux (A-2), du côté nord-est au lot A7-2 et de l'autre côté au sud-est au lot A cinq (A-5) n.s.

Un certain terrain à être pris et détaché du lot numéro A cinq (A-5) du rang un (1) des lots du village de St-Hippolyte de Wotton, au canton de Wotton, d'une profondeur de cinquante-sept pieds (57′) sur la largeur dudit lot, compris dans les bornes suivantes: en front, le chemin public, d'un côté le lot A six (A-6), de l'autre le lot A quatre (A-4), en arrière le résidu dudit lot A cinq (A-5), avec droit de passage entre les lots A cinq (A-5) et A six (A-6) et sujet également au droit de passage en faveur de Émile Dion ou représentants pour conduire sur son terrain en arrière de celui vendu.

La profondeur du terrain vendu se termine à l'extrémité du hangar à l'arrière de la maison et au commencement de la « shed » sise près du hangar du vendeur.

Un certain terrain à être pris et détaché du lot numéro A cinq (A-5) du rang un (1) des lots du village de St-Hippolyte de Wotton, au canton de Wotton, ayant trente-six pieds (36′) de profondeur à partir du terrain plus haut décrit, sur la largeur dudit lot, compris dans les bornes suivantes: en front le terrain en premier lieu décrit, d'un côté le lot A six (A-6), de l'autre le lot A quatre (A-4) et en arrière le terrain de Émile Dion ou représentants, avec droit de passage entre les lots A cinq et A six (A-5 et A-6), sujet à un droit de passage en faveur de Émile Dion ou représentants pour aller sur le terrain situé à l'arrière.

Avec les bâtisses et dépendances de tous ces lots. »

Pour être vendus en bloc au Bureau d'Enregistrement de Wolfe, à Ham Sud, MARDI, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 8 février 1972.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
44600-o

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 37,330.

WILFRID POMERLEAU, menuisier, résidant et domicilié au numéro 87 13e Avenue Sud, à Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* Dame THÉRÈSE THIBAULT, épouse séparée de biens de Donald Houde, résidant au numéro

in the Village of St. Hippolyte de Wotton, in the Township of Wotton, having nine feet (9′) in depth starting from lot A four (A-4) up to a building presently standing on lot A two (A-2) and having in width the distance contained between the dividing line between lots A three (A-3) and A four (A-4) to that between lots A two (A-2) and A seven (A-7) lying end to end with said lot A four (A-4).

A certain lot of land forming part of lot A seven (unsubdivided A-7) in the first range of lots in the Village of St. Hippolyte de Wotton, in the Township of Wotton, bounded as follows: on the southwest side by lot A four (A-4), on the northwest side by lot A two (A-2), on the northeast side by lot A7-2 and on the other side, on the southeast by unsubdivided lot A five (A-5).

A certain lot of land to be taken and detached from lot number A five (A-5) in the first range of lots in the Village of St. Hippolyte de Wotton, in the Township of Wotton, of a depth of fifty-seven feet (57′) by the full width of the said lot, bounded as follows: in front, by the public road, on one side by lot A six (A-6), on the other, by lot A four (A-4), in the rear by the remainder of said lot A five (A-5), with right of way between lots A five (A-5) and A six (A-6) and subject also to a right of way in favour of Émile Dion or assigns to drive on his land behind that being sold.

The depth of the lot that being sold is bounded by the furthermost end of the lean-to in the rear of the house and by the innermost end of the shed situated near the vendor's lean-to.

A certain piece of land to be taken and detached from lot number A five (A-5) in the first (1st) range of lots in the Village of St. Hippolyte de Wotton, in the Township of Wotton, having thirty-six feet (36′) in depth starting from the piece of land described above, having the width of the said lot, bounded as follows: in front by the lot of land described in the first paragraph above, on one side by lot A six (A-6), on the other side by lot A four (A-4) and in the rear by the land of Émile Dion or assigns, with right of way between lots A five and A six (A-5 and A-6), subject to a right of way in favour of Émile Dion or assigns to communicate with the lot of land situated in the rear.

With the buildings and dependencies of all these lots".

To be sold "en bloc" at the Wolfe Registry Office, Ham South, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of MARCH, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, February 8, 1972.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
44600

Fieri Facias de Terris
District of St. François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 37,330.

WILFRID POMERLEAU, carpenter, residing and domiciled at number 87 13th Avenue South, in Sherbrooke, district of St. François, plaintiff, *vs* Dame THÉRÈSE THIBAULT, wife separate as to property of Donald Houde,

223 rue Somers, Magog, district de St-François, défenderesse, et Le CURATEUR PUBLIC, ayant sa principale place d'affaires au numéro 680 rue Ste-Catherine Ouest, Montréal, district de Montréal, es-qualité de curateur au délaissement, mis en cause.

« Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro dix-sept (17) de la subdivision du lot numéro quatorze cent quarante-quatre (1,444) aux plan et livre de renvoi officiels pour le Quartier Sud de la Cité de Sherbrooke, avec bâtisses y érigées portant numéros civiques 250 à 258 rue Olivier. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 8 février 1972.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
44552-o

residing at number 223 Somers Street, Magog, district of St. François, defendant, and The PUBLIC CURATOR, having his principal place of business at number 680 Ste. Catherine Street West, Montreal, district of Montreal, in his capacity as trustee of abandonment, mis en cause.

"A piece of land known and designated as being lot number seventeen (17) of subdivision of lot number one thousand four hundred and forty-four (1,444) in the official plan and book of reference for the South Ward of the City of Sherbrooke, with buildings erected thereon bearing civic numbers 250 to 258 Olivier Street."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House of Sherbrooke, on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of MARCH 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, February 8, 1972.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
44552

INDEX No 7

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSEMBLÉE NATIONALE — ***NATIONAL ASSEMBLY***

Convocation de la législature ... 1662
Convocation of the legislature ... 1662
Présentation des bills privés ... 1615
Submission of private bills ... 1615

ASSOCIATION COOPÉRATIVE — ***COOPERATIVE ASSOCIATION***

Collège du Sacré-Coeur, Association Coopérative (*Formation*) ... 1635

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications:*

Archambault, Alphonse, Oscar, Arthur ... 1626
Boulet, Jocelin ... 1626
Cauchon, Mario ... 1626
Crépin, Marie Violette ... 1626
McClintock Shaw, Sarah ... 1626
Pelletier, Orien ... 1626
Poirier, Joseph Albert Alfred ... 1625

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Caisse d'économie Val D'Or (*Groupe mod.*) ... 1636
Caisse d'entraide économique de Frontenac (*Nom-Name ch.*) ... 1636
Caisse d'entraide économique Drummond (*Nom-Name ch.*) ... 1637
Caisse d'entraide économique (de) Surimont (*Nom-Name ch.*) ... 1636

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Permis: — *Licenses:*

Alltrans Express Ltd. ... 1660
Alltrans Forwarding Ltd. ... 1661
Concordia Management Company Limited ... 1660
McDonald's Restaurants of Western Canada Ltd. ... 1659
N.V. Chemische Fabriek "Naarden" ... 1660
Société d'Administration Concordia limitée (La) ... 1660

COMPAGNIES — LOI DES *COMPANIES ACT*

Dissoutes *Dissolved*

Belmont Building Realty Inc. 1612
Camp Aquehonga, Ltd. 1612
Club Golf-O-Rama inc. 1612
Comptoir Postal la Patelle inc. 1612
Desrochers (B.) ltée 1613
Godard & Godard inc. 1613
Guillot (Armand) inc. 1613
Hillwood Inc. 1613
Huguenin Watches Ltd. 1613
Immeubles Jero inc. 1613
La Patelle Mail-Order House Inc. 1612
Montréal Construction Transport & Equipment (1966) Ltd. 1614
Montreal Investment Limited 1614
Normac Woollens Inc. 1614
Royalmount Leaseholds Limited 1614

Divers *Miscellaneous*

Association des Golfeurs de Nominingue inc. (L') (*Règl.-By-laws*) 1618
Association Parc Noël (*Dir.*) 1618
Blanchard, O'Connor & Company (*Nom-Name ch.*) 1618
C.K.C.M. Holdings Limited (*Nom-Name ch.*) 1618
Camions Usagés Lennoxville inc. (*Nom ch.*) 1619
Cedarbrook Golf & Country Club Inc. (*Règl.-By-laws*) 1619
Cercle Goethe Inc. (*Règl.*) 1619
Chanteurs de St-Dominique (Les) (*Règl.-By-laws*) 1619
Charles de Westmount ltée (*Dir.*) 1619
Charles of Westmount Ltd. (*Dir.*) 1619
Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc. (*Règl.-By-laws*) 1619
Club de Moto-Neige Abénaquis de St-Prosper (Le) (*Règl.-By-laws*) 1620
Club de Moto-Neige Pontiac (*Règl.-By-laws*) 1620
Comité des épouses des policiers de Montréal (*Dir.*) 1620
Corporation des Thanatologues du Québec (La) (*Règl.*) 1625
Corporation of Thanatologists of Québec (The) (*By-laws*) 1625
Desmargis & Frère limitée (*Dir.*) 1620
Entreprises C.M.B.G. inc. (Les) (*Dir.*) 1620
Goethe Society Inc. (*By-laws*) 1619
Gordon Textile Dyers Ltd. (*Dir.*) 1621
Hawco Construction Ltd. (*Dir.*) 1621
Hôpital Maisonneuve - Rosemont (*Règl.-By-laws*) 1621
Hôpital St-Jean-Eudes (*Règl.-By-laws*) 1621
Industries du Fil J.C.N. ltée (Les) (*Dir.*) 1621
J.N.C. Wire Industries Ltd. (*Dir.*) 1621
Jeunes Écologistes inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) 1621
L.J. Electric Ltd. (*Dir.*) 1622
L.J. Électrique ltée (*Dir.*) 1622
L'Écho Abitibien limitée (*Dir.*) 1622
Lennoxville Used Trucks Inc. (*Name ch.*) 1619
Maison de la Jeunesse de la Chaudière inc. (La) (*Règl.-By-laws*) 1622
McKee (Arthur G.) & Company of Québec, Ltd. (*Dir.*) 1622
Meubles Tabago ltée (*Nom ch.*) 1622
Miller (Henry) Ltd. (*Nom-Name ch.*) 1622
Modern Fiberglas & Metal Inc. (*Dir.*) 1623
Nathaniel & Co. Ltd. (*Dir.*) 1623
National Vintex Corporation (*Dir.*) 1623
Noël Park Association (*Dir.*) 1618
Oeuvre de l'aide à l'enfance haïtienne (*Règl.-By-laws*) 1623
Placements Ledor inc. (Les) (*Nom-Name ch.*) 1623
Plessisville Hosiery Co. Ltd. (*Dir.*) 1623
Pranx Pants Inc. (*Dir.*) 1623
Pratte-Morrissette inc. (*Nom-Name ch.*) 1624
Pythagores Association of Châteauguay Inc. (*Dir.*) 1624
Reddy Memorial Hospital (*Règl.-By-laws*) 1624
Reliable Hosiery Mills Ltd. (*Dir.*) 1624
Salon de Haute Coiffure pour Hommes le Pacha inc. (*Dir.*) 1624
Service des Loisirs St-Grégoire-Le-Grand (*Dir.*) 1624
Service Familial Centre-Sud (*Règl.-By-laws*) 1625
Tabago Furniture Ltd. (*Name ch.*) 1622
Unibec inc. (*Dir.*) 1625

Lettres patentes *Letters Patent*

Acier Central de Montréal ltée 1500
Agence de voyages Soleil inc. 1500
Airlie Automotive and Auto Parts Ltd. 1500
Aménagements Parc de la Montagne ltée (Les) 1501
Americana Film Distributing Company Limited 1501
Amos Bar-B-Q Inc. 1502
Antiquités du Château inc. (Les) 1502
Asphalte Chagnon ltée 1502
Association des étudiants du CEGEP de Thetford inc. (L') 1503
Association des locataires de Place Bardy inc. 1503
Association de tennis de la Mauricie inc. (L') 1504
Association industrielle du comté de Beauharnois pour le contrôle des conditions de l'environnement 1508
Association pour la promotion des sports amateurs et la protection de l'environnement de Dalmas, inc. 1504
Association Québecoise des professeurs de religion inc. 1504
Atelier L. Lebeau inc. 1505
Auberge Le Baldaquin inc. 1505
Auger (Bernard) inc. 1506
Auto Weise Corporation 1506
Autos Normandin ltée 1506
B.G.L. inc. 1507
B.S.S. inc. 1507
Base de plein-air de Matane inc. 1507
Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control 1508
Bédard (A.) Scrap Metal Inc. 1508
Bélanger Demers inc. 1509

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Berger (G. H.) ltée 1509
Bio-Sol inc. 1510
Bissonnette & Morneau inc. 1510
Blackburn (Raoul) (1971) ltée 1510
Boutique l'Horizon inc. 1511
Boutique Saturne (1971) inc. 1511
Broomer (Fred) Inc. 1511
Cafés D.L. inc. (Les) 1512
Caisse, Chartier et associés inc. 1512
Caprol inc. 1512
Carl Distribution Inc. 1513
Casa Import Ltd. 1545
Cemval Development Ltd. 1513
Centre de Famille et de Jeunesse Kivi inc. 1514
Centre d'escompte Alma inc. 1514
Centre des loisirs de St-Narcisse de Champlain inc. 1515
Centre loisirs-danse Baie des Chaleurs 1515
Centre sportif de Hull inc. 1515
Chabot (R.) Construction Inc. 1516
Chambres de touristes Claire inc. 1516
Chevaliers du Lotus d'Or inc. (Les) 1517
Chouinard Explosives Inc. 1534
Clément (Marcel) inc. 1517
Climataire inc. 1517
Clinique du Silencieux du Saguenay inc. 1518
Club de moto-neige Awanjish 1518
Club des cinquante ans et plus de Granby inc. 1518
Club des Émeraudes de Senneterre inc. 1519
Club des motoneigistes St-Elzéar inc. 1519
Club Lions Etchemin (St-Romuald) inc. .. 1520
Club moto-neige Ste-Perpétue inc. 1520
Club optimiste de Gatineau 1520
Comet Equipment Ltd. 1523
Comité de formation des usagers des mass-media inc. 1521
Comité des loisirs du secteur St-Alphonse 1521
Comité des loisirs Ste-Bernadette de Hull inc. 1522
Concept Design 2005 Inc. 1522
Conseil central (diocésain) féminin de Québec Société de St-Vincent de Paul 1522
Conseil interrégional des parents Saguenay-Lac-St-Jean (Le) 1523
Construction Métis inc. 1523
Constructions et immeubles Bernard Boucher inc. (Les) 1524
Continental Minerals and Resources Ltd. 1524
Corne d'Or inc. (La) 1524
Corporation des professeurs diplômés de danse sociale du Québec (CPD-DSQ) 1525
Curling du Grand Portage inc. 1525
D.K.M. Holdings inc. 1526
Dandurand (R.) & associés inc. 1526
Decibel inc. 1526
Décoration Normand inc. 1527
Desranleau (Lucien) inc. 1527
Desrosiers (F. & C.) inc. 1527
Distributeurs Dynamiques ltée (Les) 1530
Distributions L.É.C. ltée 1528
Distributions universelles (Granby) inc. (Les) 1528
Diva Ltd. 1529
Domaine Dauphin inc. 1529
Draghome Inc. 1529
Dynamic Distributors Ltd. 1530
École de conduite automobile NDR inc. 1530
Écuries Laval inc. (Les) 1531
Ensemble polyphonique Les Ad Lib (L') 1531
Entreprises Bon-Désir ltée (Les) 1531
Entreprises J.D.G. inc. (Les) 1532
Entreprises Mabo ltée (Les) 1556
Entreprises Po-Vi inc. (Les) 1532
Entreprises Réjean Labonté inc. (Les) 1533
Entreprises Rogi inc. (Les) 1533
Équipements Comète ltée (Les) 1533
Explosifs Chouinard inc. 1534
Farmer (Pierre) & Associates Inc. 1534
Farmer (Pierre) & associés inc. 1534
Fédération des tavernes et des brasseries du Québec inc. 1535
Fiset (René) inc. 1535
Floral Delivery Service Inc. 1535
Franklin Financial Services Ltd. 1536
Frantz Custom Made Drapes, Limited 1536
Fruiterie Mont-Royal inc. 1537
G.F. Auto Inc. 1537
Gagnon et Gélinas inc. 1537
Gapo inc. 1538
Garage Alcide Dupuis & fils ltée 1538
Garage Charette et fils limitée 1538
General Track Roller Ltd. 1539
Germandise Import Company Ltd. 1539
Gestion B. Nadeau inc. 1540
Granby Publishing Company Limited 1540
Grapex inc. 1540
Guay (A.) & fils construction inc. 1541
Hamel et Lahaye Construction Inc. 1541
Harmer (Shirley) Investment Ltd. 1541
Hayes (W.J.) & Sons Ltd. 1542
Hellenic Show Productions Inc. 1542
Host Productions (Québec) Limited 1543
Hôtel Child (1971) inc. 1543
Image (Two) Pants Inc. 1543
Immeubles Gilles Couture inc. (Les) 1544
Immeubles Roluc inc. (Les) 1544
Immeubles Vicomte (Laval) ltée (Les) 1544
Immeubles Wilfrid Légaré (1971) inc. (Les) .. 1545
Importation Casa ltée 1545
Innismere Farms Inc. 1545
Installations Redmond ltée (Les) 1573
Institut populaire d'information écologique inc. 1546
Investissements Mirage inc. (Les) 1546
Investissements Mont-Soleil inc. (Les) 1547
Jalap Drywall Inc. 1564
Jaronel Construction Inc. 1547
Jaymar Clothing Inc. 1547
Jeune Chambre de St-Apollinaire inc. (La) .. 1548
Jobin (Eugène) inc. 1548
K & M Pantadisc Inc. 1549
Kawa Sports Inc. 1549
Koartak inc. 1549
L.S.W. inc. 1550
Laboratoires industriels du Nord inc. (Les) .. 1550

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Lacabie Trading Limited 1565
Lampex inc. 1551
Langlais (J. Raymond) Holding Inc. 1551
Lapointe (Jacques) inc. 1551
Lauzon (P.) et Cie ltée 1552
Lavallée (Jean-Guy) inc. 1552
Laval Management Service Inc. 1579
Laval Stables Inc. 1531
Lefèbre (René) Construction (St-Luc) inc. 1553
Librairie Publications Choisies inc. 1553
Lingerie Germaine Paquet inc. 1553
Lisak (Samuel) Associates Inc. 1554
Loisirs du lac Alouette (Les) 1554
Loisirs Notre-Dame de Thetford Mines inc. 1555
Luvit inc. 1555
M. A. S. H. Creations Ltd. 1555
M.J. Textiles Ltd. 1556
M. and S. Electrical Contractors Inc. 1556
Mabo Enterprises Ltd. 1556
Maheu Transport Inc. 1557
Maison du Jouet Français inc. (La) 1557
Makely's Ltd. 1558
Manlyne Inc. 1558
Marché Gaspé inc. 1558
Marché Guybourg inc. 1559
Marché Robert de Montréal Nord inc. 1559
Master Fabrics Ltd. 1559
Métalbec ltée 1560
Metaline Enterprises Inc. 1560
Metro Offset, Inc. 1560
Modern Teak House Decor Inc. 1561
Mod-In Ltd. 1561
Montgomery Mortgages Ltd. 1562
Montgrain Auto Parts Inc. 1562
Mont-Mill inc. 1562
Montreal Refrigeration Equipment Inc. 1563
Montreal Stereo Inc. 1563
Montsoge inc. 1563
Moteur Rive Sud ltée 1564
Murs secs Jalap inc. 1564
Négociants Lacabie limitée (Les) 1565
Nettoyeurs Normil inc. 1565
Newfoundland Refining (Québec) Ltd. 1565
Normil Cleaners Inc. 1565
Outremont Auto (1971) ltée 1566
P.G. Knitting Ltd. 1587
P.L.N. inc. 1566
P.S.M. Para-Medical Services Inc. 1566
Parallel Petroleum Ltd. 1567
Parent Auto Inc. 1567
Pavillon Notre-Dame des Érables inc. 1568
Petits Colonels (Ste-Foy) inc. (Les) 1568
Pierre (François) and Associates Ltd. 1568
Pierre (François) et associés ltée 1568
Pierrefonds Hockey Council Inc. 1569
Placements Claude Brunet ltée 1569
Placements Crinisco inc. 1570
Placements Malouin inc. 1570
Placements Vue du Portage inc. (Les) 1570
Placements W. Choinière ltée 1571
Plateau Lavoie inc. 1571
Plomberie et Chauffage Morin et frères inc. 1571
Portage-View Investments Inc. 1570
Poupart (J. G.) inc. 1572
Po-Vi Enterprises Inc. 1532
Prévost Silk Screen Inc. 1579
Propriétés Laurentiennes Triade ltée 1587
Québec Help Society for Children with Reading Disabilities Inc. 1581
R.C.A. Construction Inc. 1572
Raffineries Terre-Neuve (Québec) ltée 1565
Recredev Inc. 1573
Red Diamond Taxis Ltd. 1573
Redmond Installations Ltd. 1573
Refico inc. 1574
Regreen Investments Inc. 1574
Revel – Ectra inc. 1574
Roger (Jean) Construction Inc. 1575
Rondeau (Gaston) ltée 1575
Royal Radio Taxi Inc. 1576
Rupert Construction Inc. 1576
S.S.P.A. inc. 1576
S.V.G. inc. 1577
St-Pierre Chain (Canada) 1971 Ltd. 1577
Saet inc. 1577
Salon Leanne inc. 1578
Sandy's Place Inc. 1578
Sérigraphie Prévost inc. 1579
Service d'administration Laval inc. 1579
Service de livraison Florale inc. 1535
Services financiers Franklin ltée 1536
Sigi Motors (Montreal) Ltd. 1579
Signal Transport Limited 1580
Sikofinix Corporation 1580
Slack Haven Inc. 1581
Smada Investments Ltd. 1581
Société d'aide aux enfants dyslexiques du Québec inc. 1581
Socrates School Bus Service Ltd. 1582
Soge-Photo Québec inc. 1582
Soluja ltée 1583
Sonora Mining & Exploration Limited 1583
South Shore Motor Ltd. 1564
South Shore Roofing & General Contracting Ltd. 1583
South Shore Stable Inc. 1584
Space Electronic Sales Corp. 1584
Sperber International Ltd. 1585
Sport et camping R.D. inc. 1585
Stan's Truck Lease Inc. 1585
Stereo Montréal inc. 1563
Stuer Decor Inc. 1586
Taxis Diamant Rouge ltée 1573
Textiles M.J. ltée 1556
Thistletown Trading (Québec) Inc. 1586
Trans Food Van Lines Inc. 1586
Transport Signal limitée 1580
Triad Laurentian Properties Ltd. 1587
Tricot P.G. ltée 1587
Tsihas (Sam) Sportswear Co. Ltd. 1588
Turgeon (Henri) ltée 1588
Unisan ltée 1588
Unisan Ltd. 1588

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Universal Distribution (Granby) Inc. 1528
Upaco Corporation 1589
Uranus Film Organization Inc. 1589
Vallières (Léo) inc. 1590
Vincent (André) Auto Inc. 1590
Yarrow (Bill) Inc. 1590

Lettres patentes supplémentaires — ***Letters Patent supplementary***

Accueil le Relais inc. (L') 1602
Allard, Lesiège Inc. 1591
Arctic Dairies Limited 1603
Assurances Tanguay Inc. 1591
Beaumanoir de Chicoutimi inc. 1591
Berclau inc. 1592
Boulangeries Prestige inc. 1592
Bourguignon Printing Limited. 1602
Boutique Salwa inc. 1592
Bureau d'Ajustement Ville Marie inc. 1611
Cabana Enterprises Inc. 1598
Canots Tremblay, ltée (Les) 1592
Cantin (L.E.) (Montréal) inc. 1593
Centre Sportif du Mont Hibou, inc. (Le) 1593
Chabot (J.M.) Incorporée (Incorporated). 1593
Chartre Heating System Inc. 1593
Club Auto-Neige Apollon inc. (Le). 1594
Club Connaissance du Monde inc. 1594
Club Hélios inc. 1594
Collective Investments Inc. 1605
Compagnie Nationale de Forage et Sondage inc. 1594
Compagnie de Poteaux et Lignes Sherbrooke ltée (La). 1595
Conseil de Vie Étudiante du Collège de Chicoutimi inc. 1595
Contruction Alerte inc. 1595
Deaudelin (E.) inc. 1595
Desmarais & Frère limitée. 1596
Distribution J.B. inc. 1596
Distributions Miracle inc. (Les) 1596
Dufour (H.P.) inc. 1596
Dussault (Gaston) inc. 1597
Écurie Chalimar inc. 1597
Édifice le St-Laurent inc. (L') 1603
Édifice St-Jean inc. 1597
Emergency Car Rental Inc. 1597
Entreprises Cabana inc. 1598
Entreprises Jolicoeur inc. (Les). 1598
Entreprises M.J.M. inc. (Les) 1598
Équipement de Transmission (Industriel) inc. 1598
Ferland (J.A.) & Fils limitée. 1599
Fermes A. Collin inc. (Les) 1599
Floor Service Inc 1608
Fondation du C.E.U. de Trois-Rivières. 1599
Forest (Roger) inc. 1600
Foyer Notre-Dame de Lourdes. 1600
Fugère (Gérard) ltée 1600
G.R.E.C. Holdings Limited. 1606
Garant inc. 1600
Gariépy (Lucien et Associés inc. 1601
Garneau (Saul) inc. 1601
Gauvin & Hamel inc. 1601
General Forest Products Limited. 1606
Grenache inc. 1601
Hélios Club Inc. 1594
Hôpital Général de la Région de l'Amiante inc. 1602
Imprimerie Bourguignon limitée. 1602
Industries Playcat inc. 1602
King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd. (The). 1608
Laiterie Arctic limitée (La) 1603
Lambert (Géo.) Incorporée 1603
Landers ltée 1603
Legris (Raymond) et Cie inc. 1604
Matagami Construction Inc. 1604
Medal-Pop inc. 1604
Meunerie de Matane inc. (La). 1604
Modern Fiberglas & Metal Inc. 1605
Motels l'Escale inc. 1605
National Boring and Sounding Inc. 1594
Onipap ltée 1605
Placements Collectifs inc. (Les). 1605
Placements du Vallon inc. (Les) 1606
Placements du Vallon inc. (Les) 1606
Placements G.R.E.C. limitée (Les). 1606
Playcat Industries Inc. 1602
Prestige Bakeries Inc 1592
Produits Forestiers Généraux limitée. 1606
Produits Régal limitée (Les) 1607
Promotions Caprice inc. (Les). 1607
Quatre-Saisons inc 1607
Québec Lave-Auto ltée 1607
Radio Beauce incorporée 1607
Réga! Products Limited 1607
Restaurant Service à l'Auto Joliette inc. 1608
Roi des Bas Prix de la Région de Montréal ltée (Le) 1608
Séguin (Émile) & Fils limitée 1608
Séguin (Émile) & Sons Limited 1608
Service de Planchers inc. 1608
Seven Up Tracy Inc 1609
Sherbrooke Poli-Line Co. Ltd. 1595
Sitri Inc. 1609
Société Multidisciplinaire d'Études et de Recherches de Montréal inc. 1609
Société Nationale des Québecois, Région des Laurentides inc. 1609
Sun Ware (Longueuil) limitée 1610
Tacova ltée 1610
Tanguay Insurance Inc. 1591
Transmission Equipment (Industrial) Inc. 1598
Transport Verbois inc. 1610
Tremblay Canoes, Ltd 1592
Union Six inc 1611
Ville Marie Adjustment Inc. 1611
Voyages Raymond Pageau inc. 1611
Voyages Raymond Pageau inc. (Les). 1612

Curatelle publique — ***Public Curatorship***

Successions vacantes: — *Vacant Estates:*

Baribeau, Jacques 1638
Larouche, Michel 1639

DEMANDES À LA LÉGISLATURE — ***APPLICATIONS TO LEGISLATURE***

Commission des écoles catholiques de Québec .. 1637
Québec Catholic School Commission 1637
St-Laurent, ville-town 1637

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — ***WINDING-UP Act***

Société M.G. ltée (La) 1617

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Chicoutimi-Nord, cité-city (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with canton Tremblay*) 1633
Les-Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay, (*Const.-Inc.*) 1633
Québec, ville-city (*Annex.*) 1633
Tremblay, canton-township (*Unité de regroupement avec — Regroupment unit with « cité de Chicoutimi-Nord »*) 1633

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Financial Institutions Companies and Cooperatives***

Assurances: — *Insurance:*

Société des artisans (La) (*Annul.*) 1640
Sons of England Benefit Society (*Liquidation-Winding-up*) 1639

Terres et forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de St-Augustin, St-Benoit, St-Canut, St-Hermas, St-Janvier, St-Jérôme, Ste-Scholastique et Ste-Thérèse de Blainville faisant partie des divisions d'enregistrement de Deux-Montagnes et Terrebonne 1614
Partial up-dating of the cadastre in the Parishes of St-Augustin, St. Benoit, St. Canut, St. Hermas, St. Janvier, St. Jérôme, St. Scholastique and St. Thérèse de Blainville forming part of the Two Mountains and Terrebonne Registration Divisions 1614

Voirie — ***Roads***

Entretien de routes discontinué 1615
Maintenance of roads discontinued 1615

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Présidents d'élection: — *Returning officers:*

Bilodeau, Gérard 1635
Labonté, Benoît 1635

PROCLAMATIONS — ***PROCLAMATIONS***

Convocation de la législature 1662
Convocation of the Legislature 1662
Termes et séances de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour du Banc de la Reine en première instance et de la Cour des Sessions de la paix tenus à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, dans le district judiciaire de St-François pour la période de janvier à juin 1972 1661
Terms and sittings of the Superior Court, of the Provincial Court, of the Court of the Queen's Bench as a court of first instance, of the Court of the Sessions of the Peace to be held in the Faculty of Law of the University of Sherbrooke, in the judicial district of St. François during the period extending from January to June 1972 1661

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Boucherville, ville-town 1640
Chambly, c.s.-s.c 1646
Golfe, c.s.r.-r.s.b 1657
Grand-Portage, c.s.r.-r.s.b 1649
Hauterive, ville-town 1647
Kénogami, cité-city 1651
Lafontaine, village 1642
St-Hyacinthe, village 1644
St-Jérôme, cité-city 1653
Val-David, village 1655

VENTES — ***SALES***

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Arthabaska — ***Arthabaska***

Thivierge *vs* Pétrin 1663

Beauce — ***Beauce***

Côté (Alexandre) ltée *vs* Latulippe 1664

Iberville — ***Iberville***

Bank of Montreal *vs* Bonneau 1665
Banque de Montréal *vs* Bonneau 1665

Kamouraska — ***Kamouraska***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Nadeau 1665
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Nadeau 1665

Montréal — ***Montreal***

Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Billard 1670
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Bourbonnais 1669

Montréal *Montreal*
(*suite*) (*continued*)

Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Miller 1671
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Paravert Construction inc. 1667
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Paravert Construction inc. 1667
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Trottier 1668
Banque provinciale du Canada (La) *vs* Krassler 1666
Canada Permanent Mortgage Corporation *vs* Gleeson 1670
Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Zwaig 1672
Industrial Life Insurance Company *vs* Grenier. 1671
Industrial Life Insurance Company *vs* Grenier. 1672
Industrielle compagnie d'assurance sur la vie (L') *vs* Grenier 1671
Industrielle compagnie d'assurance sur la vie (L') *vs* Grenier 1672
Montreal City and District Savings Bank (The *vs* Billard 1670
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Bourbonnais 1669
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Miller 1671
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Paravert Construction Inc. 1667
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Paravert Construction Inc. 1667
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Trottier 1668
Montreal Trust Company *vs* Cusack 1677
Provincial Bank of Canada (The) *vs* Krassler. 1666
Québec Trust Company *vs* Midlick & Sons Ltd. et *al* 1676
Québec Trust Company *vs* Villa Construction limitée 1676
Société centrale d'Hypothèques et de logement (La) *vs* Zwaig 1672
Société de fiducie du Québec (La) *vs* Midlick & Sons Ltd. et *al* 1676
Société de fiducie du Québec (La) *vs* Villa Construction limitée 1676
Turnbull *vs* Turnbull 1679
Unick Électrique ltée *vs* Sicari 1675

Québec *Québec*

Mutual Life, Assurance Company of Canada *vs* Bédard 1679
Mutual Life, Assurance company of Canada *vs* Falardeau 1680
Mutual Life, compagnie d'assurances du Canada *vs* Bédard 1679
Mutual Life, compagnie d'assurances du Canada *vs* Falardeau 1680

Roberval *Roberval*

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Tremblay 1681
Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* L'Espérance 1680
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Tremblay 1681
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* L'Espérance 1680

Saint-François *Saint-François*

Nadeau *vs* Charest 1682
Pomerleau *vs* Thibault 1683

Taxes *Taxes*

Abitibi, comté-county 1627
Lorraine, ville-town 1632
Saguenay, comté-county 1631
Wolfe, comté-county (*erratum*) 1633

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Avis divers

Université de Montréal

AVIS est donné que les statuts de l'Université de Montréal sont modifiés de la façon suivante:

1. En remplaçant les articles 27.01 à 31.02 inclusivement et 37.01 à 37.05 inclusivement par les articles suivants:

LES FACULTÉS

27.01 Nomenclature des facultés et écoles

L'université comprend des facultés et des écoles ayant la qualité de faculté.

Ces facultés et écoles sont:

la Faculté des études supérieures,
la Faculté de théologie,
la Faculté de droit,
la Faculté de médecine,
la Faculté des arts et des sciences,
la Faculté de chirurgie dentaire,
la Faculté de pharmacie,
l'École de santé publique,
la Faculté de nursing,
la Faculté des sciences de l'éducation,
la Faculté de l'aménagement,
l'École de médecine vétérinaire.

Toute autre école de l'université est rattachée à une faculté ou, à défaut, au comité exécutif.

27.02 Faculté de théologie

La Faculté de théologie est faculté ecclésiastique.

A- PROFESSEURS

27.03 Catégories d'enseignants et mode de nomination

Le corps professoral se compose de trois catégories de professeurs de carrière: les titulaires, les agrégés et les adjoints. À la Faculté de médecine, le corps professoral se compose, en outre, des professeurs de clinique titulaires, agrégés ou adjoints. Les professeurs sont nommés par le conseil sur la recommandation du conseil de faculté et avec la participation de l'assemblée de faculté ou de département, selon le cas.

Le personnel enseignant d'une faculté ou d'un département comprend aussi les chargés d'enseignement, les chargés de cours, les chargés de recherche et les chargés de clinique. Ils sont nommés par le comité exécutif sur la recommandation du conseil de faculté.

27.04 Nomination du personnel enseignant de la FAS

Nonobstant l'article 27.03 et sous réserve d'une délégation de pouvoirs consentie en conformité de l'article 14 de la charte, la nomination ou l'engagement des membres du personnel enseignant de la Faculté des arts et des sciences se fait de la façon prévue au présent article.

Miscellaneous Notice

Université de Montréal

NOTICE is hereby given that the statutes of the Université de Montréal are amended as follows:

1. By replacing sections 27.01 to 31.02 inclusively and 37.01 to 37.05 inclusively by the following sections:

THE FACULTIES

27.01 List of faculties and schools

The university includes faculties and schools having the status of faculties. Such schools and faculties are:

the Faculty of Graduate Studies,
the Faculty of Theology,
the Faculty of Law,
the Faculty of Medicine,
the Faculty of Arts and Sciences,
the Faculty of Dental Surgery,
the Faculty of Pharmacy,
the School of Public Health,
the Faculty of Nursing,
the Faculty of Education,
the Faculty of Planning,
the School of Veterinary Medicine.

All other schools of the university are attached to a faculty or otherwise to the executive committee.

27.02 Faculty of Theology

The faculty of theology is an ecclesiastical faculty.

A- TEACHING STAFF

27.03 Classification and appointment of teachers

The teaching body is made up of three categories of regular professors: full, associate and assistant professors. In the Faculty of Medicine, the teaching body is made up, in addition, of full, associate and assistant clinic professors. Professors are appointed by the Board on the recommendation of the faculty council and with the participation of the faculty assembly or the department assembly, as the case may be.

The teaching staff of a faculty or of a department also includes instructors, lecturers, reasearch assistants and clinic assistants. They are appointed by the executive committee on the recommendation of the faculty council.

27.04 Appointment of teaching staff of F.A.S.

Notwithstanding section 27.03 and subject to any delegation of powers granted under section 14 of the charter, the appointment or hiring of the teaching staff of the Faculty of Arts and Sciences shall be in accordance with this section.

La nomination des professeurs est faite par le conseil à la suite de consultations et recommandations dont les modalités sont déterminées par règlement de l'assemblée universitaire.

Les chargés d'enseignement et les chargés de recherche sont engagés par le doyen sur la recommandation du directeur de département faite après consultation de l'assemblée de département.

Les chargés de cours sont engagés par le directeur de département qui en informe le doyen.

L'engagement des chargés d'enseignement, des chargés de cours et des chargés de recherche doit être fait en conformité de critères établis par l'assemblée de département et compatibles avec les normes établies par l'assemblée universitaire.

27.05 Membres des assemblées de faculté

Les professeurs sont membres de l'assemblée de faculté et de l'assemblée de département.

Ils peuvent en outre être membres de l'assemblée de la Faculté des études supérieures en conformité de l'article 30.02.

27.06 Devoirs

Le professeur et tout autre membre du personnel enseignant doivent se conformer aux règlements de l'université et à ceux des facultés et autres organismes auxquels ils appartiennent.

27.07 Promotions et sanctions

L'assemblée universitaire adopte tout règlement concernant la nomination et la promotion des professeurs ou l'imposition de sanctions à leur endroit.

Aucune sanction ne peut être prise contre un professeur sans une résolution en mentionnant la cause et adoptée par le comité exécutif de l'université, après consultation ou sur proposition du conseil de faculté, sauf en cas d'urgence.

27.08 Promotions à la FAS

La promotion des professeurs de la Faculté des arts et des sciences est faite par le conseil à la suite de consultations et recommandations dont les modalités sont déterminées par règlement de l'assemblée universitaire.

27.09 Audition des différends

Tout différend concernant l'application de tels règlements peut être soumis au comité des différends, constitué à cette fin par l'assemblée universitaire et composé de professeurs autres que ceux qui sont membres du conseil.

Le président du comité, qui est nommé par l'assemblée, donne au professeur et aux autorités concernées un avis de dix jours francs précisant la nature et l'objet du différend, ainsi que le lieu et l'heure de l'audience.

Le professeur mis en cause peut comparaître à l'audience et se faire assister par un avocat ou un conseil, qui peut contre-interroger les témoins à charge et faire entendre des témoins en défense, selon les règles du droit commun. Les témoignages sont enregistrés fidèlement

The appointment of professors is made by the Board after consultations and recommendations in such manner as is determined by the university assembly, by regulation. Instructors and research assistants are appointed by the dean on the recommendation of the department director who shall consult the department assembly. The appointment of lecturers is made by the department director who informs the dean thereof.

The appointment of instructors, lecturers and research assistants shall be made according to criteria set by the department assembly in conformity with the standards set by the university assembly.

27.05 Members of faculty assemblies

Professors are members of the faculty assembly and of the department assembly.

In addition, they may be members of the assembly of the Faculty of Graduate Studies under section 30.02.

27.06 Duties

The professors and all other members of the teaching staff shall abide by the regulations of the university and those of the faculty and other bodies to which they belong.

27.07 Promotions and penalties

The university assembly adopts all regulations concerning the appointment and promotion of professors or the imposition of penalties on them.

No penalty may be imposed on a professor without the adoption, by the executive committee of the university of a resolution indicating the cause thereof, after consultation with or upon the proposal of the faculty council, except in case of emergency.

27.08 Promotions at the F.A.S.

The promotion of professors of the Faculty of Arts and Sciences is made by the council following consultations and recommendations in such manner as is determined by the university assembly, by regulation.

27.09 The hearing of disputes

All disputes concerning the application of such regulations may be submitted to the disputes committee, constituted for this purpose by the university assembly and composed of members of the teaching staff other than those who are members of the Board.

The chairman of the committee, who is appointed by the assembly, gives to the party implicated and the authorities concerned a notice of ten clear days specifying the nature and the object of the dispute, as well as the place and hour of the hearing.

The party implicated may appear at the hearing and may be assisted by an attorney or a counsel, who may cross-examine the witnesses for the prosecution and call witnesses for the defence, according to the rules of law. The testimony is faithfully recorded and if the party

et, s'il en fait la demande, le professeur concerné reçoit un exemplaire de leur transcription.

Le comité rend un jugement circonstancié dont copies sont immédiatement adressées au recteur et au professeur concerné, sous pli recommandé.

Dans les quinze jours du jugement, l'une ou l'autre partie peut en appeler devant le conseil de l'université, qui procède à la revision du dossier selon la procédure qu'il détermine, et rend une décision finale dans le plus bref délai possible.

B-ÉTUDIANTS

27.10 Inscription

Les étudiants d'une faculté ou d'un département sont ceux qui sont régulièrement inscrits comme tels dans les registres de l'université.

27.11 Devoirs

L'étudiant doit se conformer aux règlements de l'université et à ceux des facultés, départements, instituts ou écoles qu'il fréquente.

27.12 Sanctions

L'étudiant qui contrevient aux règlements de l'université est passible des sanctions qui y sont prévues et qu'impose le comité exécutif lorsqu'il est saisi de l'affaire par le recteur.

L'étudiant qui contrevient aux règlements de faculté, département, institut ou école est passible des sanctions qui y sont prévues et qu'impose le conseil de faculté lorsqu'il est saisi de l'affaire par le doyen ou, pour la Faculté des arts et des sciences, par le directeur de département ou le doyen.

27.13 Audition des différends

Tout différend concernant l'application d'un règlement disciplinaire à un étudiant peut être soumis à un comité de discipline formé par l'assemblée universitaire et comprenant au moins un étudiant membre de l'assemblée.

Le président du comité, qui est nommé par l'assemblée, donne à l'étudiant et aux autorités concernées un avis de dix jours francs précisant la nature et l'objet du différend, ainsi que le lieu et l'heure de l'audience.

L'étudiant mis en cause peut comparaître à l'audience et se faire assister par un avocat ou un conseil, qui peut contre-interroger les témoins à charge et faire entendre des témoins en défense, selon les règles du droit commun. Les témoignages sont enregistrés fidèlement et, s'il en fait la demande, l'étudiant concerné reçoit un exemplaire de leur transcription.

Dans les quinze jours du jugement, l'une ou l'autre partie peut en appeler devant le conseil de l'université, qui procède à la révision du dossier selon la procédure qu'il détermine, et rend une décision finale dans le plus bref délai possible.

concerned so requests, he shall receive a copy of the transcription.

The committee renders a detailed judgment of which copies are immediately sent to the rector and to the party concerned by registered mail.

Within fifteen days of the judgment, either one of the parties may appeal the decision before the university Board, which proceeds to review the case according to the procedure which it determines, and renders a final decision within the briefest possible delay.

B- STUDENTS

27.10 Enrolment

The students of a faculty or of a department are those who are regularly enrolled as such in the registers of the university.

27.11 Duties

The student must conform to the regulations of the university and to those of the faculties, departments, institutes or schools where he attends.

27.12 Sanctions

The student who infringes the regulations of the university is liable to such sanctions as are provided thereat and which are applied by the executive committee when the matter is refered to it by the rector.

The student who infringes the regulations of a faculty, department, institute or school is liable to such sanctions as are provided thereat and which are applied by the faculty council when the matter is referred to it by the dean or, at the Faculty of Arts and Sciences, by the department director or the dean.

27.13 The hearing of disputes

Any dispute concerning the application of disciplinary measures to a student may be submitted to a discipline committee set up by the university assembly and including at least one student member of the assembly.

The chairman of the committee who is appointed by the assembly gives the student and the authorities concerned ten clear days notice specifying the nature and object of the dispute, together with the place and hour of the hearing.

The student implicated may appear at the hearing and be assisted by an attorney or a counsel, who may cross-examine the witnesses for the prosecution and call witnesses for the defence according to the rules of law. The testimony is faithfully recorded and if the student concerned so requests he shall receive a copy of the transcription.

Within fifteen days of the judgment, either one of the parties may appeal such judgment before the university Board, which proceeds to review the case according to the procedure which it determines, and renders a final decision within the briefest possible delay.

27.14 Droit d'association

Les étudiants ont le droit de s'associer au sein d'une association générale des étudiants de l'université et d'une association des étudiants d'une faculté ou d'un département.

C- OFFICIERS

28.01 Nomination du doyen

Le doyen d'une faculté est nommé par le conseil, après consultation de l'assemblée de la faculté concernée, selon la procédure suivante:

a) un comité, présidé par le recteur ou le vice-recteur que celui-ci désigne, et composé en outre d'un membre nommé par le conseil et de deux membres nommés par le conseil de la faculté, adresse aux membres de l'assemblée de la faculté, un bulletin que chacun retourne au président du comité, dans le délai fixé par le comité, après y avoir inscrit les noms des personnes qu'il propose;

b) le comité dresse la liste préliminaire des personnes proposées; au cours d'une réunion de l'assemblée de faculté convoquée à cette fin par le président, chaque membre présent inscrit sur un bulletin un nombre déterminé de noms parmi ceux apparaissant sur la liste préliminaire, le tout selon les modalités établies par le comité;

c) après avoir dépouillé le scrutin, dont il ne doit pas révéler le résultat, le comité adresse au conseil une liste d'au plus quatre personnes qu'il recommande parmi celles retenues par le scrutin précédent; le conseil nomme doyen l'une des personnes qui lui sont ainsi recommandées, ou toute autre personne, après avoir consulté le comité à son sujet.

28.02 Consultation du conseil de faculté

La procédure de consultation ci-dessus décrite ne s'applique qu'aux facultés comprenant plus de dix professeurs. Dans les autres cas, le conseil de faculté adresse ses recommandations au conseil de l'université et celui-ci le consulte sur toute autre personne qu'il désire nommer comme doyen.

28.03 Nomination du doyen de la FES

Nonobstant l'article 28.02, la nomination du doyen de la Faculté des études supérieures se fait en conformité de l'article 28.01. Toutefois, la consultation qui y est prévue est étendue à tous les professeurs qui ont fait partie de l'assemblée de la Faculté des études supérieures au cours d'une des deux années universitaires antérieures à l'année où la vacance survient.

28.04 Participation

Le conseil peut adopter, à l'égard d'une ou de plusieurs facultés, des règlements spéciaux déterminant la participation des chargés de cours à la procédure de consultation pour la nomination des doyens.

27.14 Right of association

Students have a right to associate in a general association of students of the university and in an association of students of a faculty or of a department.

C- OFFICERS

28.01 The dean: appointment

The dean of a faculty is named by the Board after consultations with the faculty assembly concerned, according to the following procedure:

(*a*) a committee presided over by the rector or the vice-rector designated by the latter, and composed in addition of a member appointed by the Board and two members appointed by the faculty council, addresses to the members of the faculty assembly, a ballot-paper which each returns to the chairman of the committee within the delay specified by the committee, after having inscribed theron the names of the persons which he proposes;

(*b*) the committee draws up a preliminary list of proposed persons; during the course of a meeting of the faculty assembly convened for this purpose by the chairman, each member present inscribes on a ballot-paper a determined number of names from those appearing on the preliminary list; the whole according to the modalities established by the committee;

(*c*) after having counted the votes, and without disclosing the result of the ballot, the committee addresses to the board a list of no more than four persons which it recommends among those retained by the preceeding ballot; the Board shall appoint as dean one of the persons which have thus been recommended to it, or any other person, after having consulted the committee about such person.

28.02 Consultation of the faculty council

The above described procedure of consultation applies only to the faculties comprising more than ten professors. Otherwise, the faculty council sends its recommendations to the university Board and the latter consults it with regard to any other person whom it wisher to appoint as dean.

28.03 Appointment of dean of G.S.F.

Notwithstanding section 28.02 the appointment of the dean of the Faculty of Graduate Studies is made according to section 28.01. However, the consultation provided under the said section is extended to all professors who were members of the assembly of the Faculty of Graduate Studies during one of the two academic years preceding the year during which the vacancy occurs.

28.04 Participation

The board may adopt, as regards one or several faculties, special regulations determining the participation of lecturers in the procedure of consultation for the appointment of deans.

28.05 Mandat

Le mandat d'un doyen est de quatre ans; il n'est renouvelable consécutivement qu'une seule fois pour une période n'excédant pas quatre ans. À la demande du conseil de la faculté, le conseil de l'université peut toutefois lever l'inéligibilité d'un doyen pour un nouveau mandat n'excédant pas quatre ans.

Tout renouvellement de mandat se fait en suivant l'une des procédures de consultation décrites ci-dessus, selon le cas.

28.06 Attributions du doyen

Le doyen est responsable de l'organisation et de l'administration de sa faculté sous l'autorité des corps universitaires compétents et avec le concours des organismes de la faculté.

Il élabore les programmes d'études de la faculté selon les normes de l'université et voit à l'application de tout règlement pédagogique touchant ces programmes. Dans l'élaboration des programmes des deuxième et troisième cycles, il consulte le doyen de la Faculté des études supérieures.

Il convoque et préside les réunions du conseil de faculté qu'il consulte sur toute question importante.

Il représente sa faculté. Avec le secrétaire, il signe tous les diplômes sauf ceux des deuxième et troisième cycles.

Il approuve ou modifie le budget de chaque département, prépare le budget de sa faculté et le présente au recteur; il participe à sa discussion auprès des officiers de l'université.

Il administre le budget et, après consultation du conseil de faculté, peut effectuer à l'intérieur de celui-ci les virements appropriés en conformité des normes établies à cet égard par le comité exécutif.

Le présent article ne s'applique pas à la Faculté des études supérieures, non plus qu'à la Faculté des arts et des sciences.

28.07 Attributions du doyen de la FES

Le doyen de la Faculté des études supérieures est responsable de l'organisation et de l'administration de sa faculté sous l'autorité des corps universitaires compétents et avec le concours des organismes de la faculté.

En particulier,

a) il représente sa faculté; avec le secrétaire, il signe les diplômes des deuxième et troisième cycles;

b) il convoque et préside les réunions du conseil de faculté qu'il consulte sur toute question importante;

c) il élabore les programmes interdisciplinaires et multidisciplinaires des deuxième et troisième cycles et, en collaboration avec des comités de gestion, applique tout règlement pédagogique touchant ces programmes; il est consulté lors de l'élaboration des autres programmes des deuxième et troisième cycles et il

28.05 Term of office

The term of office of a dean is four years; it is renewable consecutively once only, for a period not exceeding four years. On the request of the faculty council, the university Board may nonetheless remove the ineligibility of a dean for a new term of office not exceeding four years.

Any renewal of the term of office is made according to the above described procedure of consultation, as the case may be.

28.06 Functions of the dean

The dean is responsible for the organization and the administration of his faculty under the authority of the competent university bodies and with the assistance of the faculty bodies.

He prepares the programmes of studies of the faculty in accordance with the standards of the university and looks after the enforcement of all academic regulations respecting such programmes. For the preparation of programmes for the second and third cycles, he consults the dean of the Faculty of Graduate Studies.

He convenes the faculty council and acts as chairman at its meetings; he consults the council on all important matters.

He represents the faculty. With the secretary, he signs all diplomas except those of the second and third cycles.

He approves or amends the budget of each department; he prepares the budget of his faculty and submits it to the rector; he takes part in its discussion with the officers of the university.

He administers the budget and, after consultation with the faculty council, he may effect within the budget the appropriate transfers in accordance with the standards set in such matters by the executive committee.

This section does not apply to the Faculty of Graduate Studies, nor to the Faculty of Arts and Sciences.

28.07 Functions of dean of FGS

The dean of the Faculty of Graduate Studies is responsible for the organization and administration of his faculty under the authority of the proper university bodies and with the assistance of the faculty bodies.

In particular,

(*a*) he represents the faculty; with the secretary, he signs diplomas of the second and third cycles;

(*b*) he convenes the faculty council and acts as chairman at its meetings; he consults the council on all important matters;

(*c*) he prepares the interdisciplinary and multidisciplinary programmes of the second and third cycles and, in collaboration with management committees, he enforces all academic regulations respecting such programmes; he is consulted in the preparation of the other programmes of the second and third cycles

surveille l'application de tout règlement pédagogique touchant ces programmes;

d) il décide, en conformité des normes établies par le conseil de la Faculté des études supérieures, de l'admission des candidats aux grades supérieurs sur la recommandation du doyen, ou du directeur de département dans le cas de la Faculté des arts et des sciences;

e) il approuve l'affectation des professeurs aux programmes de deuxième et troisième cycles en conformité des normes établies par le conseil de faculté et, à défaut d'approuver, en réfère au conseil de faculté;

f) il désigne les membres des jurys de maîtrise et de doctorat après consultation soit du directeur de département dans le cas de la Faculté des arts et des sciences, soit du doyen dans le cas des autres facultés, soit du directeur du comité de gestion dans le cas des programmes multidisciplinaires ou interdisciplinaires des deuxième et troisième cycles;

g) il prépare le budget de la faculté et le présente devant les organismes et les officiers compétents;

h) il administre le budget de sa faculté et, à l'intérieur de celui-ci, effectue les virements appropriés en conformité des normes de l'université;

f) il est présent lorsque les budgets des autres facultés sont présentés devant les officiers et organismes compétents.

28.08 Attributions du doyen de la FAS

Le doyen de la Faculté des arts et des sciences est responsable de l'organisation et de l'administration de sa faculté sous l'autorité des corps universitaires compétents et avec le concours des organismes de la faculté. En particulier,

a) il représente sa faculté; avec le secrétaire, il signe tous les diplômes, sauf ceux des deuxième et troisième cycles;

b) il convoque et préside les réunions du conseil de la faculté qu'il consulte sur toute question importante;

c) il dirige les études de sa faculté; il élabore les programmes multidisciplinaires de premier cycle, plus particulièrement, les programmes des baccalauréats généraux, des baccalauréats avec sujet majeur et des baccalauréats spécialisés bidisciplinaires; il voit à l'application des règlements pédagogiques touchant ces programmes; il surveille l'élaboration des autres programmes de premier cycle de la faculté et l'application des règlements pédagogiques touchant ces programmes;

d) il transmet pour étude et approbation au conseil de la Faculté des études supérieures les programmes des deuxième et troisième cycles en y joignant son avis;

e) il voit à la création et au bon fonctionnement d'un comité des nominations et d'un comité des promotions composés chacun d'au plus sept membres choi-

and he supervises the enforcement of all academic regulations respecting such programmes;

(*d*) in accordance with the standards set by the Faculty of Graduate Studies council, he rules on the admission of candidates to higher degrees upon the recommendation of the dean, or of the department director in the case of the Faculty of Arts and Sciences;

(*e*) he approves the posting of professors to the second and third cycle programmes in conformity with the standards set by the faculty council or otherwise refers the matter to the faculty council;

(*f*) he designates the members of the jury for master's or doctor's degrees after consulting either the department director in the case of the Faculty of Arts and Sciences, or the dean in the case of the other faculties, or the director of the management committee in the case of the multidisciplinary or interdisciplinary programmes of the second and third cycles;

(*g*) he prepares the faculty budget and presents it to the proper bodies and officers;

(*h*) he administers his faculty's budget and within that budget, he makes the appropriate transfers in accordance with university standards;

(*i*) he attends the presentation of the budgets of the other faculties to the appropriate bodies and officiers.

28.08 Functions of dean of F.A.S.

The dean of the Faculty of Arts and Sciences is responsible for the administration and organization of his faculty under the authority of the proper university bodies and with the assistance of the faculty bodies. In particular,

(*a*) he represents the faculty; with the secretary, he signs all diplomas except those of the second and third cycles;

(*b*) he convenes the faculty council and acts as chairman at its meetings; he consults the council on all important matters;

(*c*) he directs the studies of his faculty; he prepares the multidisciplinary programmes of the first cycle and in particular, the programmes of general bachelor's degrees, bachelor degrees with majors and specialized bi-disciplinary bachelor's degrees; he is responsible for the enforcement of academic regulations respecting such programmes; he supervises the preparation of the other first cycle programmes of the faculty and the enforcement of the academic regulations respecting such programmes;

(*d*) he transmits to the council of the Faculty of Graduate studies, for study and approval, programmes of the second and third cycles, with his opinion;

(*e*) he is responsible for the setting up and the efficient working of a nominations committee and a promotions committee, each made up of no more than

sis parmi les professeurs de la faculté et agréés par le conseil de faculté;

f) il donne au conseil son avis sur la nomination et la promotion des professeurs;

g) il décide de l'engagement, du renouvellement ou du non-renouvellement d'engagement des chargés d'enseignement et des chargés de recherche, sur la recommandation du directeur de département et en conformité de l'article 27.04;

h) il prépare le budget de la direction de la faculté et le présente devant les organismes et officiers compétents;

i) il dirige la préparation des budgets départementaux en conformité des normes de l'université et compte tenu des besoins prioritaires établis par le conseil de faculté en vertu du sous-alinéa *g* de l'article 29.09; il les présente, avec les directeurs de départements concernés, devant les organismes et officiers compétents;

j) il administre le budget de la direction de la faculté et, à l'intérieur de celui-ci, effectue les virements appropriés en conformité des normes de l'université;

k) il effectue les virements appropriés entre les budgets départementaux après consultation du conseil de faculté et en conformité des normes de l'université;

l) il peut requérir de tout directeur de département de sa faculté les rapports et renseignements dont il a besoin.

28.09 Nomination du vice-doyen et mandat

À la demande du doyen et sur la recommandation du conseil de faculté, le conseil nomme un ou plusieurs vice-doyens.

Le mandat de vice-doyen se termine le jour de la nomination d'un nouveau doyen.

28.10 Attributions du vice-doyen et remplacement

Le vice-doyen assiste le doyen et exerce les pouvoirs que celui-ci est autorisé à lui déléguer.

Il remplace le doyen en cas d'absence prolongée, d'incapacité totale ou de vacance de la charge. S'il y a plusieurs vice-doyens, le comité exécutif peut, après consultation du conseil de faculté, désigner celui d'entre eux qui remplace le doyen.

28.11 Nomination du secrétaire de faculté

Le secrétaire de faculté est nommé par le conseil, sur la recommandation du conseil de la faculté approuvée par le doyen.

Son mandat se termine le jour de la nomination d'un nouveau doyen.

28.12 Attributions du secrétaire

Le secrétaire de faculté assiste le doyen.

Il rédige les procès-verbaux des réunions du conseil et de l'assemblée de la faculté et il les signe avec le doyen.

Il tient les archives de la faculté, conformément aux règlements de celle-ci et de l'université.

Avec le doyen, il signe les diplômes de la faculté.

seven members chosen among the faculty professors and accepted by the faculty council;

(*f*) he gives to the council his opinion on the appointment and promotion of professors;

(*g*) he is responsible for the hiring of instructors and research assistants and for the renewal or non-renewal of their contract, on the recommendation of the department director and in accordance with section 27.04;

(*h*) he prepares the management budget of the faculty and presents it to the proper bodies and officers;

(*i*) he directs the preparation of departmental budgets in accordance with university standards and taking into account the priorities established by the faculty council under sub-paragraph (*g*) of section 29.09, and presents the same, with the directors of the departments concerned, before the proper bodies and officers;

(*j*) he administers the management budget of the faculty and makes within it the necessary transfers, in accordance with university standards;

(*k*) he makes the necessary transfers between departmental budgets after consultation with the faculty council and in accordance with university standards;

(*l*) he may request from any department director within his faculty such reports and information as he may need.

28.09 Appointment of vice-dean and term of office

At the request of the dean and on the recommendation of the faculty council, the Board appoints one or more vice-deans.

28.10 Functions of vice-dean and replacement

The vice-dean assists the dean and exercises such powers as the dean is authorized to delegate to him.

He replaces the dean in case of prolonged absence, complete incapacity or if the post becomes vacant. If there are more than one vice-dean, the executive committee may, after consultation with the faculty council, appoint the one who will replace the dean.

28.11 Appointment of faculty secretary

The secretary of the faculty is named by the Board, on the recommendation of the faculty council approved by the dean.

His term of office ends on the day of the appointment of a new dean.

28.12 Functions of the secretary

The secretary of the faculty assists the dean. He draws up the minutes of the meetings of the faculty council and assembly and he signs them with the dean. He is in charge of the archives of the faculty, in accordance with the regulations of the latter and of the university.

With the dean, he signs the diplomas of the faculty.

28.13 Nomination du directeur de département, d'institut ou d'école

Le directeur d'un département est nommé par le conseil, sur la recommandation du conseil de la faculté approuvée par le doyen et donnée après consultation de l'assemblée du département. Au cours d'une réunion convoquée à cette fin, chaque membre de l'assemblée inscrit sur un bulletin le nom de la personne qu'il propose; le président de l'assemblée dresse la liste des personnes ainsi proposées et la communique au conseil de la faculté.

28.14 Nomination du directeur de département de la FAS

Nonobstant l'article 28.13, la nomination d'un directeur de département de la Faculté des arts et des sciences est soumise à la procédure suivante:

a) le directeur de département est nommé par le conseil, sur la recommandation d'un comité de nomination, après consultation de l'assemblée de département;

b) le comité de nomination est présidé par le doyen ou son délégué et formé, en outre, de trois membres élus par l'assemblée de département et de deux membres de l'assemblée de faculté nommés par le conseil de la faculté et ne faisant pas partie du département concerné;

c) le comité de nomination adresse aux membres de l'assemblée de département un bulletin que chacun retourne au président dans le délai fixé par le comité, après y avoir inscrit les noms des personnes qu'il juge aptes à remplir le poste de directeur; le comité dresse la liste des personnes proposées et peut y ajouter les noms qu'il juge à propos; au cours d'une réunion de l'assemblée de département convoquée à cette fin, chaque membre présent inscrit sur un bulletin, dans un ordre préférentiel, un nombre déterminé de noms parmi ceux apparaissant sur la liste; le tout se fait selon les modalités établies par le comité;

d) après avoir dépouillé le scrutin, dont le résultat est tenu secret, et reçu, individuellement ou en groupe, les membres de l'assemblée de département qui désirent se faire entendre, le comité dresse une liste d'au plus quatre noms dans un ordre préférentiel motivé; le conseil reçoit cette liste et peut, en outre, prendre connaissance des résultats du scrutin; il peut aussi demander au comité de procéder à une nouvelle consultation;

e) le conseil nomme directeur de département l'une des personnes recommandées ou, après consultation du comité de nomination, toute autre personne qu'il juge à propos.

28.15 Mandat

Le mandat de tout directeur de département est de quatre ans et ne peut être renouvelé qu'une seule fois consécutivement. En cas de renouvellement s'applique la même procédure que pour la nomination.

28.13 Appointment of department, institute or school director

The director of a department is named by the board, on the recommendation of the faculty council approved by the dean and given after consultation with the department assembly.

During the course of the meeting convened for this purpose, each member of the assembly inscribes on a ballot-paper the name of the person whom he proposes; the chairman of the meeting draws up the list of the persons thus proposed and communicates the same to the faculty council.

28.14 Appointment of department director of F.A.S.

Notwithstanding section 28.13, the appointment of a department director at the Faculty of Arts and Sciences is made subject to the following provisions:

(*a*) the department director is appointed by the Board on the recommendation of a nomination committee, after consultation with the department assembly;

(*b*) the dean or his delegate is chairman of the nomination committee which is in addition made up of three members elected by the department assembly and two members of the faculty assembly appointed by the faculty council from outside the department concerned;

(*c*) the nomination committee sends to the members of the department assembly a ballot-paper which each person returns to the chairman within the term determined by the committee, after entering thereon the name of the persons whom he considers qualified to hold the post of director; the committee draws up a list of the submitted candidates and it may add the names it deems fit; during a meeting of the department assembly called for this purpose, each member present writes down on a ballot-paper, in order of preference, a pre-determined number of names from those appearing on the list, in the manner determined by the committee.

(*d*) after having counted the votes and the result being kept secret, and having heard individually or in a group the members of the department assembly who wish to be heard, the committee draws up a list of at the most four names in a qualified order of preference; the board receives the list and may also examine the results of the ballot; the board may also request a new consultation from the committee;

(*e*) the board appoints as department director one of the persons recommended or, after consulting the nomination committee, any other person it may dsem fit.

28.15 Term of office

The term of office of any department director is four years and he can hold only two consecutive terms. In case of renewal, the same procedure applies as for appointment.

28.16 Directeur intérimaire

En cas d'absence prolongée, d'incapacité d'agir ou de vacance de la charge de directeur de département, le comité exécutif peut nommer un directeur intérimaire sur recommandation du doyen. Cette nomination vaut pour un mandat n'excédant pas six mois, renouvelable deux fois consécutivement.

28.17 Attributions du directeur de département

Sous l'autorité du doyen de sa faculté, le directeur de département est responsable de l'organisation et de l'administration de son département.

Il voit à l'élaboration des programmes d'études du département et à l'application de tout règlement pédagogique touchant ces programmes. Dans l'élaboration des programmes de deuxième et de troisième cycles, il consulte le doyen de la Faculté des études supérieures.

Il prépare le budget du département et le présente au doyen; avec celui-ci, il participe, s'il y a lieu, à sa discussion auprès des officiers de l'université ou du conseil de sa faculté.

Il administre le budget de son département et, avec l'approbation du doyen, peut effectuer à l'intérieur de celui-ci les virements appropriés en conformité des normes de l'université.

Le présent article ne s'applique pas à la Faculté des arts et des sciences.

28.18 Attributions du directeur de département de la FAS

Sous l'autorité du doyen, le directeur de département de la Faculté des arts et des sciences est responsable de l'organisation et de l'administration de son département. En particulier, et sans limiter la généralité de ce qui précède:

a) il élabore les sujets majeurs et mineurs, les programmes de baccalauréats spécialisés unidisciplinaires et, en consultation avec le doyen de la Faculté des études supérieures, les programmes de deuxième et troisième cycles du département; il voit à l'application de tout règlement pédagogique touchant ces programmes;

b) il voit au recrutement du personnel enseignant;

c) il recommande au conseil la nomination de professeurs, après consultation des professeurs du département ou d'un comité constitué à cette fin par l'assemblée de département;

d) il donne son avis sur la promotion des professeurs;

e) il recommande au doyen l'engagement, le renouvellement ou le non-renouvellement d'engagement des chargés d'enseignement et des chargés de recherche, après consultation de l'assemblée de département;

f) il engage les chargés de cours en conformité de l'article 27.04;

g) il prépare le budget du département en consultation avec l'assemblée de département et en conformité des normes de l'université;

28.16 Provisional director

In the case of prolonged absence, of disablement or when the post of department director is vacant, the executive committee may appoint a provisional director on the recommendation of the dean. Such an appointment is valid for a maximum period of six months and may be renewed twice consecutively.

28.17 Functions of the department director

Under the authority of the dean of the faculty, the director of a department is responsible for the organization and the administration of his department. He is responsible for the preparation of the programmes of studies of the department and for the enforcement of all academic regulations respecting such programmes. In the preparation of programmes for the second and third cycles, he consults the dean of the Faculty of Graduate Studies.

He prepares the budget of his department and presents it to the dean with whom he takes part if need be, in the discussion of the budget with the officers of the university or of the faculty council.

He administers the budget of his department and, with the approval of the dean, he may within the said budget, make all appropriate transfers, in accordance with university standards.

This section does not apply to the Faculty of Arts and Sciences.

28.18 Functions of F.A.S. department director

Under the authority of the dean, the director of a department of the Faculty of Arts and Sciences is responsible for the organization and administration of his department. More particularly, and without limiting the generality of the foregoing,

(*a*) he prepares major and minor subject programmes for bachelor's degrees with specialization in one discipline, and in consultation with the dean of the Faculty of Graduate Studies, programmes for the second and third cycles of the department; he is responsible for the enforcement of all academic regulations respecting such programmes;

(*b*) he is responsible for hiring teaching staff;

(*c*) he makes recommendations to the Board respecting the appointment of professors after consultation with the department professors and with a committee set up for that purpose by the department assembly;

(*d*) he gives his opinion on the promotion of professors;

(*e*) he makes recommendations to the dean on the hiring of instructors and research assistants and on the renewal or non-renewal of their contract, after consultation with the department assembly;

(*f*) he hires lecturers under section 27.04;

(*g*) he prepares the department budget after consulting the department assembly and in accordance with university standards;

h) il présente le budget du département, avec le doyen, devant les organismes et les officiers compétents et en présence du doyen de la Faculté des études supérieures;

i) il administre le budget du département et effectue à l'intérieur de celui-ci les virements appropriés en conformité des normes de l'université.

28.19 Nomination des premiers officiers

Lors de la création d'une faculté, le conseil nomme les premiers officiers sur la recommandation du recteur, assisté d'un comité de l'assemblée universitaire.

D- ORGANISMES

29.01 Composition du conseil de faculté

Un conseil de faculté se compose d'au moins six et d'au plus quinze membres et comprend les personnes suivantes:

a) le doyen, le vice-doyen et le secrétaire de la faculté;

b) trois professeurs de la faculté élus annuellement par l'assemblée de la faculté, pour un mandat de trois ans qui n'est renouvelable consécutivement qu'une seule fois, les premiers membres ainsi élus recevant un mandat d'un, deux ou trois ans respectivement;

c) au plus six membres choisis par le conseil parmi les directeurs des départements et des instituts de la faculté, pour un mandat de trois ans;

d) au plus trois autres professeurs de la faculté élus par l'assemblée de la faculté conformément à une résolution du conseil de la faculté qui détermine leur nombre, la durée de leur mandat et toutes autres modalités.

Le conseil de faculté se réunit au moins tous les trois mois.

29.02 Composition du conseil de faculté de la FES

Nobstant l'article 29.01, le conseil de la Faculté des études supérieures se compose des personnes suivantes:

a) le doyen, le ou les vice-doyens et le secrétaire de la faculté;

b) le vice-recteur à la recherche et le vice-recteur aux affaires académiques;

c) le directeur des bibliothèques;

d) le président du comité de la recherche de l'assemblée universitaire;

e) vingt-huit professeurs désignés comme suit:

i) le doyen ou le directeur de chacune des facultés ou écoles suivantes nomme un représentant parmi les professeurs de sa faculté ou école:
la Faculté de théologie,
la Faculté de droit,
la Faculté de médecine,
la Faculté des arts et des sciences,
la Faculté de chirurgie dentaire,
la Faculté de pharmacie,
la Faculté de nursing,
la Faculté des sciences de l'éducation,

(*h*) he presents the department budget with the dean, to the proper bodies and officers and in the presence of the dean of the Faculty of Graduate Studies;

(*i*) he administers the department budget and makes within it whatever thansfers are needed according to university standards.

28.19 Appointment of first officers

When a new faculty is set up, the Board appoints its first officers on the recommendation of the rector assisted by a committee of the university assembly.

D- BODIES

29.01 Composition of faculty council

A faculty council is composed of at least six and no more than fifteen members and includes the following persons;

(*a*) the dean, the vice-dean and the secretary of the faculty;

(*b*) three professors of the faculty elected annually by the assembly of the faculty, for a term of three years which is only once, renewable for consecutive terms, the first members thus elected having a term of office of one, two and three years respectively;

(*c*) a maximum of six members chosen by the board among the directors of the departments and the institutes of the faculty, for a term of three years;

(*d*) a maximum of three other professors of the faculty elected by the faculty assembly in conformity with a resolution of the faculty council which determines their number, the duration of their term of office and all other modalities.

The faculty meets at least every three months.

29.02 Composition of F.G.S. council

Notwithstanding section 29.01 the council of the Faculty of Graduate Studies is made up of the following persons:

(*a*) the dean, vice-dean or vice-deans and secretary of the faculty;

(*b*) the vice-rector for research and the vice-rector for academic affairs;

(*c*) the director of libraries;

(*d*) the chairman of the Research committee of the university assembly;

(*e*) twenty-eight professors appointed as follows:

(i) the dean or director of each of the following faculties or schools appoints a representative from among the professors of his faculty or school:
the Faculty of Theology,
the Faculty of Law,
the Faculty of Medicine,
the Faculty of Arts and Sciences,
the Faculty of Dental Surgery,
the Faculty of Pharmacy,
the Faculty of Nursing,
the Faculty of Education,

la Faculté de l'aménagement,
l'École de médecine vétérinaire,
l'École des hautes études commerciales,
l'École polytechnique;

ii) l'assemblée de la Faculté des arts et des sciences élit sept représentants parmi ses membres;

iii) les assemblées des facultés suivantes élisent chacune un représentant parmi leurs membres:

la Faculté de théologie,
la Faculté de droit,
la Faculté des sciences de l'éducation,
la Faculté de l'aménagement;

iv) dans chacune des écoles suivantes, l'assemblée des professeurs possédant des titres équivalents à ceux de professeurs titulaire, agrégé ou adjoint élit parmi ses membres un représentant:
l'École des hautes études commerciales,
l'École polytechnique;

v) les professeurs des facultés, écoles et départements suivants, réunis en assemblée, élisent parmi eux trois représentants, dont au plus deux peuvent appartenir à la même faculté, école ou département:
la Faculté de médecine,
la Faculté de chirurgie dentaire,
la Faculté de pharmacie,
la Faculté de nursing,
l'École de médecine vétérinaire,
le Département d'éducation physique,
l'École d'optométrie.

Seuls peuvent être nommés ou élus des professeurs faisant partie de l'assemblée de la Faculté des études supérieures ou qui en ont fait partie au cours de l'une des deux années précédant l'année de leur nomination ou de leur élection.

La procédure prévue à l'article 29.05 s'applique mutatis à toute élection au conseil de la Faculté des études supérieures. Dans le cas du sous-alinéa *v* du sous-alinéa *e* du présent article, ce sont le doyen et le secrétaire de la Faculté des études supérieures qui agissent.

29.03 Composition du conseil de faculté de la FAS

Nonobstant l'article 29.01, le conseil de la Faculté des arts et des sciences se compose des personnes suivantes:

a) le doyen, le ou les vice-doyens et le secrétaire de la faculté;

b) les directeurs de chacun des départements;

c) des professeurs élus par l'assemblée de faculté en nombre égal aux deux tiers du nombre des membres d'office.

Dans le calcul du nombre de postes réservés aux membres élus, tout reste emporte augmentation d'une unité.

the Faculty of Planning,
the School of Veterinary Medicine,
the School of Commerce,
the School of Engineering;

(ii) the assembly of the Faculty of Arts and Sciences elects seven representatives from among their members;

(iii) the assemblies of the following faculties each elect one representative from among their members:
the Faculty of Theology,
the Faculty of Law,
the Faculty of Education,
the Faculty of Planning;

(iv) in each of the following schools, the assembly of professors holding titles equivalent to full, associate or assistant professors elect from among their members one representative;
the School of Commerce,
the School of Engineering;

(v) the professors from the following faculties, schools and departments, in assembly, elect from among themselves three representatives, two of whom at the most belonging to the same faculty, school or department:
the Faculty of Medicine,
the Faculty of Dental Surgery,
the Faculty of Pharmacy,
the Faculty of Nursing,
the School of Veterinary Medicine,
the Department of Physical Education,
the School of Optometry.

Are eligible or can be appointed only professors who are members of the Facylty of Graduate Studies assembly or who have been members therof during one of the two years preceeding the year of their election or appointment.

The procedure provided under section 29.05 applies mutatis mutandis to any election to the Faculty of Graduate Studies council. In the case of sub-paragraph (*v*) of paragraph (*e*) of this section, the dean and the secretary of the Faculty of Graduate Studies are empowered to act.

29.03 Composition of F.A.S. council

Notwithstanding section 29.01, the council of the Faculty of Arts and Sciences is made up of the following persons:

(*a*) the dean, vice-dean or vice-deans and secretary of the faculty;

(*b*) the directors of all departments;

(*c*) the professors elected by the faculty assembly in such number as is equal to two thirds of the ex-officio members.

In the calculation of the number of posts reserved for elected members, any remainder is counted as one.

On ne peut élire au conseil plus de deux professeurs du même département.

29.04 Mandat des membres des conseils de la FAS et de la FES

Le mandat des membres élus au conseil de la Faculté des études supérieures ou à celui de la Faculté des arts et des sciences est de trois ans. Il est renouvelable consécutivement une seule fois.

29.05 Mode d'élection des membres du conseil de la FAS

L'assemblée de faculté élit les membres du conseil de la Faculté des arts et des sciences selon la procédure suivante:

a) le secrétaire de la faculté fait parvenir aux membres de l'assemblée un avis des postes à pourvoir accompagné d'un bulletin de mise en candidature; chaque membre inscrit sur ce bulletin les noms des personnes qu'il propose et le retourne dans les quinze jours de sa réception, au secrétaire qui doit obtenir l'acceptation écrite du candidat.

b) le secrétaire dresse la liste des personnes qui acceptent d'être ainsi mises en candidature et la transmet au doyen;

c) le doyen fixe la date d'une réunion en vue de la tenue du scrutin et, au moins quinze jours avant cette date, fait parvenir aux membres de l'assemblée un avis de convocation auquel il joint la liste des candidats;

d) lors de cette réunion, l'assemblée élit un président d'élection et chacun des membres présents inscrit sur un bulletin le nom de la personne de son choix parmi ceux qui apparaissent sur la liste des candidats;

e) trois scrutateurs nommés par l'assemblée dépouillent le scrutin et en communiquent le résultat au président du scrutin qui déclare élu le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix; le scrutin est répété jusqu'à ce que tous les postes soient pourvus;

f) au cas où plusieurs candidats obtiennent un nombre égal de voix, on procède à un nouveau scrutin entre ces derniers; si l'égalité persiste au terme de ce nouveau scrutin, le président d'élection dispose alors d'un vote prépondérant.

29.06 Comité exécutif de la FES et de la FAS

Le comité exécutif de la Faculté des études supérieures et celui de la Faculté des arts et des sciences se composent des personnes suivantes:

a) le doyen, le ou les vice-doyens et le secrétaire de la faculté;

b) un nombre de membres élus égal à celui des membres d'office; ceux-ci sont élus par le conseil de la faculté parmi ses membres et leur mandat se termine en même temps que leur mandat comme membres du conseil.

29.07 Attributions du conseil de faculté

Outre les pouvoirs que lui attribue la charte, le conseil de faculté

No more than two professors from the same department can be elected to the council.

29.04 Term of office of F.A.S. and F.G.S. councils

The term of office of members elected to the council of the Faculty of Graduate Studies and of the Faculty of Arts and Sciences, expires at the end of three years. It can only be renewed once, for consecutive terms.

29.05 Election of members of F.A.S. council

The faculty assembly elects the members of the Faculty of Arts and Sciences council according to the following rules:

(*a*) the secretary of the faculty sends to the members of the assembly a notice of the posts to be filled with a nomination paper; each member enters on the paper the names of the persons he is nominating and returns the same, within fifteen days of its receipt, to the secretary who shall obtain a written consent from the candidate;

(*b*) the secretary draws a list of the persons who have so consented to be nominated and transmits it to the dean;

(*c*) the dean sets the date of a meeting for the election and at least fifteen days before such date, he sends to the members of the assembly a notice of the meeting together with the list of candidates;

(*d*) at the said meeting, the assembly elects a chairman of the poll and each member present enters on a ballot-paper the name of the candidate of his choice among those appearing on the list of candidates;

(*e*) three scrutineers appointed by the assembly count the votes and give the result to the chairman of the poll who declares to be elected the candidate who has received the highest number of votes; the poll is renewed until all posts are filled.

(*f*) when two or more candidates have received an equal number of votes, a new poll is held between them; if, after this new poll the candidates still have an equal number of votes, the president's vote is decisive.

29.06 Executive committee of the F.G.S. and F.A.S.

The executive committee of the Faculty of Graduates Studies and of the Faculty of Arts and Sciences are made up of the following persons:

(*a*) the dean, the vice-dean or vice-deans and the secretary of the faculty;

(*b*) a number of elected members equal to ex-officio members; the latter are elected by the faculty council among its members and their term of office expires at the same time as their term of office as members of the council.

29.07 Functions of the faculty council

In addition to the powers granted to it by the charter, the faculty council

a) adopte les programmes de premier cycle et les transmet pour approbation à la commission des études;

b) adopte les programmes des deuxième et troisième cycles et les transmet pour étude et approbation au conseil de la Faculté des études supérieures;

c) adopte le règlement pédagogique de la faculté et le transmet pour approbation soit à la commission des études, soit au conseil de la Faculté des études supérieures, selon que ses dispositions se rapportent aux études de premier cycle ou aux études supérieures;

d) recommande au conseil l'octroi des grades de premier cycle;

e) fait aux corps universitaires compétents toute recommandation concernant la création, la fusion ou la suppression de départements de la faculté;

f) établit les besoins prioritaires de la faculté et fait à cet égard les recommandations appropriées;

g) est informé par le doyen, avant la présentation du budget de la faculté, et après son adoption, de la répartition des crédits entre les services et les départements de la faculté, de celle des dépenses d'immobilisation et de fonctionnement, ainsi que de tout projet de développement de la faculté;

h) est consulté sur toute nouvelle répartition de crédits que le doyen peut faire entre les départements et services de la faculté;

i) consulte l'assemblée de faculté et les assemblées de département chaque fois qu'il le juge à propos;

j) recommande au doyen toutes mesures qu'il juge utiles à la régie interne de la faculté;

k) adopte tout règlement concernant sa régie interne.

Le présent article ne s'applique pas à la Faculté des études supérieures, non plus qu'à la Faculté des arts et des sciences.

29.08 Attributions du conseil de faculté de la FES

Le conseil de la Faculté des études supérieures

a) adopte les programmes interdisciplinaires et multidisciplinaires des deuxième et troisième cycles et les transmet pour approbation à la commission des études;

b) approuve les autres programmes des deuxième et troisième cycles et les transmet pour approbation à la commission des études;

c) adopte et transmet pour approbation à la commission des études le règlement pédagogique de la faculté et, en particulier, établit les normes d'admission des candidats aux grades supérieurs ainsi que les normes d'affectation des professeurs aux programmes des deuxième et troisième cycles;

d) approuve le règlement pédagogique de chacune des facultés et départements dans la mesure où il se rapporte aux études supérieures et le transmet pour approbation à la commission des études;

(*a*) adopts the academic programs of the first cycle and transmits them to the Committee on studies for approval;

(*b*) adopts the academic programs of the second and third cycles and transmits them for study and approval to the Faculty of Graduate Studies council;

(*c*) adopts the academic regulations of the faculty and transmits them for approval either to the Committee on studies or to the Faculty of Graduate Studies council, according as they deal with studies of the first cycle or with graduate studies;

(*d*) recommends to the council the granting of degrees of the first cycle;

(*e*) makes recommendations to the proper university body respecting the setting up, the merging or the abolition of departments of the faculty;

(*f*) draws up the priority needs of the faculty and makes appropriate recommendations in this respect;

(*g*) is informed by the dean, before the representation of the faculty budget and after its adoption, of the apportionment of supplies between the services and departments of the faculty, of capital expenditures and working capital and of any development project for the faculty;

(*h*) is consulted on any new apportionment of supplies which the dean may make between the departments and services of the faculty;

(*i*) consults the faculty assembly and the department assemblies whenever it deams it advisable;

(*j*) recommends to the dean any measure it deams useful for the internal administration of the faculty;

(*k*) adopts all regulations respecting its internal affairs.

This section does not apply to the Faculty of Graduates Studies nor to the Faculty of Arts and Sciences.

29.08 Functions of the F.G.S. council

The council of the Faculty of Graduates Studies

(*a*) adopts the interdisciplinary and multidisciplinary programmes of the second and third cycles and transmits them to the Committee on studies for approval;

(*b*) approves the other programmes of the second and third cycles and transmits them for approval to the Committee on studies;

(*c*) adopts the academic regulations of the faculty and transmits them for approval to the Committee on studies; and in particular it sets admission standards for candidates to higher diplomas and standards for the posting of professors to programmes of the second and third cycles;

(*d*) approves the academic regulations of each faculty and department in so far as it deals with graduate studies and transmits it for approval to the Committee on studies;

e) recommande au conseil l'octroi des grades supérieurs et, après avoir pris l'avis du conseil de la faculté intéressée, lui recommande l'octroi des doctorats honorifiques;

f) établit les besoins prioritaires de la faculté et fait à cet égard les recommandations appropriées;

g) consulte toute assemblée de faculté ou de département chaque fois qu'il le juge à propos;

h) recommande au doyen toutes mesures qu'il juge utiles à la régie interne de la faculté;

i) crée des comités de gestion pour assister le doyen dans l'approbation du règlement pédagogique aux programmes multidisciplinaires et interdisciplinaires de la faculté;

j) crée tout autre comité qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de la faculté;

k) adopte tout règlement concernant sa régie interne.

29.09 Attributions du conseil de faculté de la FAS

Le conseil de la Faculté des arts et des sciences

a) adopte tous les programmes multidisciplinaires de premier cycle, et, en particulier, les programmes des baccalauréats généraux, les baccalauréats avec sujet majeur et des baccalauréats spécialisés bidisciplinaires, et les transmet pour approbation à la commission des études;

b) approuve les programmes des baccalauréats spécialisés unidisciplinaires et les transmet pour approbation à la commission des études;

c) adopte le règlement pédagogique de la faculté et le transmet pour approbation à la commission des études;

d) approuve le règlement pédagogique particulier de chacun des départements, dans la mesure où il se rapporte aux études de premier cycle, et le transmet pour approbation à la commission des études;

e) recommande au conseil l'octroi des diplômes de premier cycle;

f) fait aux corps universitaires compétents toute recommandation concernant la création, la fusion ou la suppression de départements de la faculté;

g) établit les besoins prioritaires de la faculté et fait à cet égard les recommandations appropriées;

h) est consulté sur toute nouvelle répartition de crédits que le doyen peut faire entre les départements et services de la faculté;

i) consulte l'assemblée de faculté et les assemblées de département chaque fois qu'il le juge à propos;

j) recommande au doyen toutes mesures qu'il juge utiles à la régie interne de la faculté;

k) adopte tout règlement concernant sa régie interne.

29.10 Délégation de pouvoirs aux comités exécutifs de la FES et de la FAS

Le comité exécutif de la Faculté des études supérieures et celui de la Faculté des arts et des sciences exercent les pouvoirs qui leur sont délégués par leur conseil de faculté, avec l'autorisation du conseil, en conformité de l'article 14 de la charte.

I.R-94

(*e*) recommends to the council the granting of higher degrees and, after obtaining the advice of the council of the faculty concerned, recommends to it the granting of honorary doctorates;

(*f*) draws up the priority needs of the faculty and makes the appropriate recommendations in this respect;

(*g*) consults any faculty or department assembly whenever it deems it advisable;

(*h*) recommends to the dean all measures that it deems useful for the internal administration of the faculty;

(*i*) sets up management committees to assists the dean with the application of the academic regulations to the multidisciplinary and interdisciplinary programmes of the faculty;

(*j*) sets up all other committees that it may feel necessary for the proper working of the faculty;

(*k*) adopts all regulations respecting its internal affairs.

29.09 Functions of F.A.S. council

The council of the Faculty of Arts and Sciences

(*a*) adopts all multidisciplinary programmes of the first cycle and in particular, the programmes of general bachelor's degrees, bachelor degrees with majors and specialized bi-disciplinary bachelor's degrees, and transmits them for approval to the Committee on studies;

(*b*) approves the programmes of specialized unidisciplinary bachelor's degrees and transmits them to the Committee on studies for approval;

(*c*) adopts the academic regulations of the faculty and transmits the same for approval to the Committee on studies;

(*d*) approves the academic regulations proper to each department, insofar as it deals with studies of the first cycle and transmits it to the Committee on studies;

(*e*) recommends to the council the granting of diplomas of the first cycle;

(*f*) makes to the proper university bodies any recommendation respecting the setting up, merging or abolition of departments of the faculty;

(*g*) draws up the priority needs of the faculty and makes the appropriate recommendations in this respect;

(*h*) is consulted on any new apportionment of supplies which the dean may make between the departments and services of the faculty;

(*i*) consults the faculty assembly and the department assemblies whenever it deems it advisable;

(*j*) recommends to the dean any measure it deems useful for the internal administration of the faculty;

(*k*) adopts all regulations respecting its internal affairs.

29.10 Delegation of powers to F.G.S. and F.A.S. executive committees

The executive committee of the Faculty of Graduate Studies and that of the Faculty of Arts and Sciences, exercise such powers as are delegated to them by their faculty council, with the authorization of the Board, under section 14 of the charter.

29.11 Objet et composition du comité conjoint de faculté

Un comité conjoint est constitué pour considérer toutes questions intéressant les étudiants de la faculté et qui lui sont soumises par le doyen, le conseil de la faculté ou le comité de régie des étudiants de la faculté.

Ce comité est présidé par un membre du conseil de la faculté désigné par le doyen. Il se compose, en outre, de deux professeurs nommés par le conseil de la faculté et de trois étudiants nommés par le comité de régie de leur faculté. Leur mandat est d'au plus trois années consécutives.

Le comité nomme un secrétaire parmi ses membres étudiants. Le président ou le secrétaire convoque ses réunions; ils dressent l'ordre du jour. Le comité adopte ses règles de régie interne.

Le comité adresse ses recommandations au doyen, au conseil de faculté ou au comité de régie des étudiants de la faculté.

Tous les membres de ce comité ont le même droit de vote. En cas d'égalité des voix, le président et deux membres désignés par les étudiants qui en font partie peuvent présenter personnellement leurs points de vue au conseil de faculté ou au comité de régie des étudiants, s'ils en font la demande au doyen ou au président du comité de régie; ils sont alors invités à cette fin à la première séance qui suit telle demande, pourvu que celle-ci ait été faite au moins quarante-huit heures d'avance.

30.01 Composition de l'assemblée de faculté

L'assemblée de faculté se compose des professeurs de la faculté.

Elle est présidée par le doyen, qui la convoque au moins une fois par année et chaque fois qu'au moins le quart de ses membres en font la demande par écrit pour des motifs énoncés dans celle-ci. Le secrétaire de la faculté agit comme secrétaire d'assemblée.

Les chargés d'enseignement, les chargés de cours, les chargés de recherche et les chargés de clinique peuvent être invités à participer à ses délibérations, mais sans droit de vote.

30.02 Composition de l'assemblée de faculté de la FES

Nonobstant l'article 30.01, l'assemblée de la Faculté des études supérieures se compose, pour chaque année universitaire, de tous les professeurs qui, pendant l'année, participent à des programmes de deuxième ou de troisième cycles, soit par l'enseignement, soit par la direction d'étudiants dans leurs recherches.

30.03 Attributions

L'assemblée de faculté

a) donne son avis sur l'orientation de l'enseignement dans la faculté;

b) fait toutes autres recommandations concernant la faculté;

c) participe à la nomination du doyen en conformité des articles 28.01, 28.02 et 28.03;

29.11 Joint committee of the faculty: object and composition

A joint committee is constituted to consider all questions of interest to the students of the faculty and which are submitted to it by the dean, the faculty council or the committee of students of the faculty.

This committee is presided over by a member of the faculty council designated by the dean. It is made up, in addition, of two professors appointed by the faculty council and of three students appointed by the students committee of their faculty. Their term of office is of no more than three consecutive years.

The committee appoints among its student members a secretary. The chairman or the secretary convene the committee; they draw up the agenda. The committee adopts its rules of internal procedure.

The committee addresses its recommendations to the dean, to the faculty council or to the committee of students of the faculty.

All the members of this committee have the same right of vote. In case of equality of votes, the chairman and two members designated by the students which form part of it, may persent personally their points of niew to the faculty council or to the committee of students, if they make such a request to the dean or to the chairman of the committee of students; they are then invited for this purpose to the first meeting which follows such a request, provided that this request has been made at least forty-eight hours in advance.

30.01 Composition of faculty assembly

The faculty assembly is composed of the professors of the faculty.

It is presided over by the dean, who convenes it at least once per year and whenever at least one quarter of its members so request in writing for reasons indicated in the request. The secretary of the faculty acts as secretary of the assembly.

Instructors, lecturers, research and clinic assistants may be invited to participate in the deliberations of the assembly, but without right of vote.

30.02 Composition of F.G.S. assembly

Notwithstanding section 30.01, the assembly of the Faculty of Graduate Studies is made up, for each academic year, of all professors who, during the year, take part in programmes of the second or third cycles either by teaching or by directing students in their research work.

30.03 Functions

The faculty assembly:

(a) gives its advice on the orientation of teaching within the faculty;

(b) makes all other recommendations concerning the faculty;

(c) takes part in the appointment of the dean in conformity with sections 28.01, 28.02 and 28.03;

d) est consultée sur la nomination d'un professeur au sein de la faculté, sauf si la faculté comporte des départements, auquel cas leurs professeurs ne sont consultés que pour les nominations concernant leur département.

Sauf lorsqu'il s'agit de la nomination du doyen, les avis et recommandations de l'assemblée sont communiqués au conseil de la faculté à sa séance suivante.

31.01 Composition de l'assemblée de département

L'assemblée de département se compose des professeurs du département.

Le directeur de département la préside. Il la convoque au moins une fois par année et chaque fois que lui-même ou le doyen le juge opportun, ou qu'au moins le quart de ses membres en font la demande par écrit pour des motifs énoncés dans celle-ci.

Les chargés d'enseignement, les chargés de cours, les chargés de recherche et les chargés de clinique peuvent être invités à participer aux délibérations, mais sans droit de vote.

Dans les écoles affiliées, ces assemblées sont de composition équivalente.

31.02 Attributions de l'assemblée de département

L'assemblée de département

a) donne son avis sur l'orientation de l'enseignement dans le département;

b) fait toutes autres recommandations concernant le département;

c) participe à la nomination du directeur du département en conformité de l'article 28.13;

d) est consultée sur la nomination d'un professeur au sein du département.

Le présent article ne s'applique pas à la Faculté des arts et des sciences.

31.03 Attributions de l'assemblée de département de la FAS

L'assemblée de département de la Faculté des arts et des sciences

a) adopte un règlement pédagogique particulier, sous réserve d'une délégation de pouvoirs consentie en conformité de l'article 14 de la charte, et le transmet pour approbation soit au conseil de la Faculté des arts et des sciences, soit au conseil de la Faculté des études supérieures, dans la mesure où les dispositions de ce règlement se rapportent aux études de premier cycle ou aux études supérieures;

b) établit les critères d'engagement des chargés de cours, des chargés d'enseignement et des chargés de recherche, sous réserve d'une délégation de pouvoirs faite par l'assemblée universitaire en conformité de l'article 14 de la charte et en respectant les critères établis par l'assemblée universitaire;

c) donne avis au directeur de département sur l'engagement des chargés d'enseignement et des chargés de recherche, en conformité du sous-alinéa *f* de l'article 28.18;

(*d*) is consulted on the appointment of any professor to its faculty, except if the faculty includes departments, in which case their professors are only consulted for the appointments concerning their own department.

Except in the case of the appointment of the dean, the advice and recommendations of the assembly are communicated to the faculty council at its following meeting.

31.01 Assembly of department

The department assembly is composed of the professors of the department.

It is presided over by the director of the department who convenes it at least once a year and whenever he himself or the dean deems it advisable, or whenever at least one quarter of its members so request in writing for the reasons contained in the request.

Instructors, lecturers, research and clinic assistants may be invited to participate in these deliberations, but without right of vote.

In affiliated schools, such assemblies are made up of equivalent members.

31.02 Functions

The department assembly:

(*a*) gives its advice on the orientation of teaching within the department;

(*b*) makes all other recommendations concerning the department;

(*c*) participates in the appointment of the director of the department in conformity with section 28.13;

(*d*) is consulted on the appointment of a professor to the department.

This section does not apply to the Faculty of Arts and Sciences.

31.03 Functions of department assembly of F.A.S.

The department assembly of the Faculty of Arts and Sciences:

(*a*) adopts special academic regulations, subject to a delegation of powers granted under section 14 of the charter, and transmits them for approval either to the council of the Faculty of Arts and Sciences, or to the council of the Faculty of Graduate Studies according as the provision of such regulations deal with studies of the first cycle or of graduate studies;

(*b*) sets the hiring standards of instructors, lecturers or research assistants, subject to a delegation of powers granted by the university assembly under section 14 of the charter, and in accordance with the standards set by the said assembly;

(*c*) gives its advice to the department director on the hiring of instructors and research assistants, in accordance with sub-paragraph (*f*) of section 28.18;

d) adopte les programmes de baccalauréats spécialisés unidisciplinaires et les sujets majeurs et mineurs dans la discipline du département et les transmet pour approbation au conseil de la Faculté des arts et des sciences;

e) adopte les programmes des deuxième et troisième cycles dans la discipline du département et les transmet au doyen de la Faculté des arts et des sciences;

f) donne avis lors de l'élaboration des autres programmes qui concernent le département;

g) participe à la nomination du directeur de département en conformité de l'article 28.14;

h) est consultée par le directeur de département sur la préparation du budget et informée par lui, après son adoption, de la répartition des crédits d'immobilisation et de fonctionnement entre les divers postes budgétaires;

i) adopte tout règlement concernant sa régie interne, et ce sans l'autorisation requise par l'article 50.07.

31.04 Comité conjoint de département

Un comité conjoint est constitué pour considérer toutes questions intéressant les étudiants d'un département et qui lui sont soumises par le directeur du département ou le comité de régie des étudiants du département ou de la faculté, selon le cas.

Ce comité se compose du directeur du département, qui préside, de deux professeurs nommés par celui-ci et de trois étudiants nommés par le comité de régie des étudiants du département ou de la faculté; à l'exception du président, ces membres sont nommés pour un mandat d'au plus trois années consécutives.

Le comité nomme parmi ses membres étudiants un secrétaire. Le président ou le secrétaire convoque ses réunions; ils dressent l'ordre du jour. Le comité adopte ses règles de régie interne.

Le comité adresse ses recommandations au doyen de la faculté, au conseil de la faculté ou au comité de régie des étudiants du département ou de la faculté.

Tous les membres de ce comité ont le même droit de vote. En cas d'égalité des voix, le président et deux membres désignés par les étudiants qui en font partie peuvent présenter personnellement leurs points de vue au conseil de la faculté ou au comité de régie des étudiants, s'ils en font la demande au doyen ou au président du comité de régie; ils sont alors invités à cette fin à la première séance qui suit telle demande, pourvu que celle-ci ait été faite au moins quarante-huit heures d'avance.

37.01 Conseil représentant les étudiants

La nomination de membres d'un corps universitaire par un conseil représentant les étudiants de l'université, ou après consultation d'un tel conseil, est faite par le conseil d'administration de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal ou après consultation de ce conseil.

(*d*) adopts the programmes of bachelor's degrees specialized in one discipline and major and minor subjects in the discipline of the department, and transmits the same for approval to the council of the Faculty of Arts and Sciences;

(*e*) adopts the programmes of the second and third cycles in the discipline of the department and transmits the same to the dean of the Faculty of Arts and Sciences;

(*f*) gives its advice on the preparation of other programmes concerning the department;

(*g*) takes part in the appointment of the department director under section 28.14;

(*h*) is consulted by the department director for the preparation of the budget and is informed by him after its adoption, of the apportionment of supplies for capital expenditures and working capital between the various items of the budget;

(*i*) adopts all regulations respecting its internal affairs without the authorization required under section 50.07.

31.04 Department joint committee

A joint committee is formed for the consideration of all questions of interest to the students of a department and which are submitted to it by the director of the department or the committee of students of the department or of the faculty, as the case may be.

This committee is composed of the director of department, who presides over it, of two professors named by the latter and of three students named by the committee of students of the department or of the faculty; with the exception of the chairman, these members are named for a term of no more than three consecutive years.

The committee appoints among its student members a secretary. The chairman or the secretary convokes its meetings; they draw up the agenda. The committee adopts its rules of internal procedure.

The committee sends its recommendations to the dean of the faculty, to the faculty council or to the committee of students of the department or of the faculty. All members of the committee have the same right of vote. In case of equality of votes, the chairman and two members designated by the students who form part of the committee may present personally their point of view to the faculty council or to the committee of students if they make such a request to the dean or to the chairman of the committee of students; they are then invited for this purpose to the first meeting which follows such a request, provided that this request has been made at least forty-eight hours in advance.

37.01 Council representing the students

The appointment of members of a university body by a council representing the students of the university, or after consultation with such a council, is made by the board of directors of the Association générale des étudiants de l'Université de Montréal or after consultation with this board.

37.02 Conseil représentant les diplômés

La nomination des membres d'un corps universitaire par un conseil représentant les diplômés de l'université est faite par le conseil d'administration des Diplômés de l'Université de Montréal.

37.03 Conseil représentant le personnel

La nomination des membres de l'assemblée universitaire par un conseil représentant le personnel de l'université est faite par le Conseil du personnel de l'Université de Montréal.

À cette fin, le personnel de l'université comprend les personnes qui ont le statut d'employé régulier à plein temps, et qui appartiennent à l'un des groupes suivants:

Groupe A: le personnel administratif, y inclus tout employé exerçant une fonction exigeant de son titulaire des études supérieures;

Groupe B: le personnel de bureau et de laboratoire;

Groupe C: le personnel d'entretien et autre.

Le comité exécutif arrête la liste des membres du personnel appartenant à chacun de ces groupes. Cette liste est préparée par le service du personnel de l'université, en consultation avec des représentants du personnel.

Le conseil du personnel se compose des membres suivants:

a) un membre élu par l'assemblée des membres du personnel du groupe A;

b) trois membres élus par l'assemblée des membres du personnel du groupe B;

c) deux membres élus par l'assemblée des membres du personnel du groupe C;

d) deux autres membres élus par l'assemblée générale des membres du personnel de l'université.

Le mandat des membres de ce conseil se termine trente jours avant la fin du mandat des personnes qu'ils ont originellement nommées à l'assemblée universitaire, et n'est renouvelable consécutivement qu'une seule fois. Le secrétaire général convoque la première réunion de ce conseil, dont les membres se choisissent alors parmi eux un président; le quorum est de cinq membres.

Le secrétaire général convoque et préside les assemblées appelées à élire les membres de ce conseil. Au moins quinze jours francs avant la tenue de ces assemblées, un avis de convocation et de mise en candidature est adressé à chacun des membres du personnel; tout candidat doit remplir un bulletin de candidature, signé par lui-même et par deux membres du personnel, et le faire parvenir au secrétaire général au moins trois jours francs avant l'assemblée; si le nombre des candidatures requis est inférieur à celui des postes à pourvoir, le président reçoit en assemblée des mises en candidature additionnelles. Si le nombre des candidatures excède celui des postes à pourvoir, le président voit alors à la tenue d'un scrutin secret et proclame élus les candidats qui ont reçu le plus grand nombre de voix jusqu'à concurrence du nombre de membres que chaque assemblée doit élire.

I.R-98

37.02 Council representing the graduates

The appointment of members of a university body by a council representing the graduates of the university is made by the board of directors of the Diplômés de l'Université de Montréal.

37.03 Council representing the personnel

The appointment of members of the university assembly by a council representing the personnel of the university is made by the Conseil du personnel de l'Université de Montréal.

For such purpose, the university staff includes such persons as have the status of full-time regular employees and who belong to one of the following groups:

Group A: the administration staff, including any employee who carries on duties requiring higher education;

Group B: office and laboratory workers;

Group C: maintenance and other staff.

The executive committee draws up the list of the members of the staff belonging to each one of the said groups. This list is prepared by the university staff service after consultation with the staff representatives.

The staff council is made up of the following members:

(*a*) one member elected by the assembly of staff members of the staff members of Group A;

(*b*) three members elected by the assembly of the staff members of Group B;

(*c*) two members elected by the assembly of the staff members of Group C;

(*d*) two other members elected by the general assembly of the university staff members.

The term of office of the members of the said council ends thirty days before the end of the term of office of the persons they have first appointed to the university assembly, and can only be renewed once for consecutive periods. The secretary general convenes the first meeting of the said council and the members choose a chairman from among themselves; five members constitute a quorum.

The secretary general convenes and presides over the meetings called for the election of the members of the said council. A notice of such meetings with a notice of nominations of at least fifteen clear days is sent to each member of the staff; each candidate must fill a nomination bulletin signed by himself and by two members of the staff and send the said bulletin to the secretary general at least three clear days before the meeting; if the number of candidates is less than the number of posts to be filled, the chairman accepts additional nominations from the floor. If the number of nominations is greater than the number of posts to be filled the chairman proceeds with an election by secret vote and declares elected such candidates as have received the highest number of votes until all the posts to be provided for by each assembly are filled.

37.04 Mandat des premiers membres du Conseil de la FES

Lors de la constitution du premier conseil de la Faculté des études supérieures,

a) les professeurs élus le sont pour les mandats suivants:
cinq pour un mandat d'un an,
cinq pour un mandat de deux ans,
six pour un mandat de trois ans,
la répartition des élus entre les divers groupes se faisant par tirage au sort;

b) le sous-alinéa *ii* du sous-alinéa *e* de l'article 29.02 ne s'applique pas et sept professeurs sont élus comme suit:
deux par les professeurs de la Faculté ou du Département de musique et des départements faisant antérieurement partie de la Faculté des lettres;
deux par les professeurs des départements faisant antérieurement partie de la Faculté des sciences;
deux par les professeurs des départements faisant antérieurement partie de la Faculté des sciences sociales;
un par les professeurs des départements faisant antérieurement partie de la Faculté de philosophie;

c) le deuxième alinéa de l'article 29.02 ne s'applique pas.

37.05 Constitution du premier conseil de la FAS

Lors de la constitution du premier conseil de la Faculté des arts et des sciences, les membres du conseil autres que les membres d'office sont, dans l'ordre chronologique, consécutivement élus pour les mandats suivants: trois ans pour le premier tiers, deux ans pour le second et un an pour le troisième.

Lorsque le nombre de postes n'est pas divisible par trois, les titulaires des postes qui restent ont un mandat d'un an.

Le doyen peut réduire à cinq jours les délais prévus aux sous-alinéas *a* et *c* de l'article 29.05.

37.06 Représentation de la Faculté de Musique au Conseil de la FES

Nonobstant l'article 27.01, l'université comprend la Faculté de musique jusqu'à ce que, au jugement de l'assemblée universitaire et du conseil, les conditions d'intégration à la Faculté des arts et des sciences aient été remplies.

Jusque là, et nonobstant le sous-alinéa *i* du sous-alinéa *e* de l'article 29.02, le doyen de la Faculté de musique nomme un représentant au conseil de la Faculté des études supérieures.

37.07 Représentation à l'assemblée universitaire des facultés intégrées à la FAS

Nonobstant l'article 19.01, les représentants à l'assemblée universitaire des facultés intégrées à la Faculté

37.04 Term of office of first members of F.G.S. council

Upon the appointment of the first Faculty of Graduate Studies council,

(*a*) the term of office of elected professors shall be as follows:
five for a term of one year;
five for a term of two years;
six for a term of three years;
the distribution of elected members among the various groups being done by drawing lots;

(*b*) sub-paragraph (*ii*) of paragraph (*e*) of section 29.02 is not applicable and seven professors are elected as follows:
two by the professors of the Faculty or Department of Music and of the departments which were formerly part of the Faculty of Letters;
two by the professors of the departments which were formerly part of the Faculty of Sciences;
two by the professors of the departments which were formerly part of the Faculty of Social Sciences;
one by the professors of the departments which were formerly part of the Faculty of Philosophy;

(*c*) the second paragraph of section 29.02 is not applicable.

37.05 Term of office of first members of F.A.S. council

Upon the appointment of the first Faculty of Arts and Sciences council, members other than ex officio members are consecutively elected for the following terms of office, in chronological order: three years for the first third, two years for the second third and one year for the third.

When the number of posts cannot be divided by three, the holders of the remaining posts have a term of office of one year.

The terms of notice provided under paragraphs (*a*) and (*c*) of section 29.05 can be reduced to five days by the dean.

37.06 Representation of Faculty of Music at the F.G.S. council

Notwithstanding section 27.01, the university includes the Faculty of Music until, in the opinion of the university assembly and of the Board, the conditions of integration into the Faculty of Arts and Sciences have been met.

Until then, and notwithstanding sub-paragraph (*i*) of paragraph (*e*) of section 29.02, the dean of the Faculty of Music appoints one representative to the council of the Faculty of Graduate Studies.

37.07 Representation at university assembly of faculties integrated into F.A.S.

Notwithstanding section 19.01, the representatives of the faculties integrated into the Faculty of Arts and

des arts et des sciences conservent leur siège à cette assemblée jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Ils sont alors remplacés en conformité de l'article 19.01.

2. En remplaçant le sous-alinéa *g*) de l'article 13.01 par le suivant:

g) entend les appels interjetés en vertu de l'article 27.09;

3. En remplaçant l'article 19.01 par le suivant:

19.01

Outre le recteur, les vice-recteurs, les doyens et les personnes nommées par le conseil, l'assemblée se compose des membres suivants:

a) le directeur des bibliothèques de l'université;

b) le directeur du Service d'éducation permanente;

c) le directeur de chacune des écoles affiliées suivantes: l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales;

d) un, deux, trois ou quatre professeurs de carrière élus par l'assemblée de chacune des facultés autres que la Faculté des arts et des sciences et la Faculté des études supérieures, selon que ces facultés comptent au moins dix, vingt, quarante ou quatre-vingts professeurs de carrière;

e) dix-sept professeurs de carrière élus par l'assemblée de la Faculté des arts et des sciences;

f) un membre du personnel enseignant élu parmi eux par ceux qui, sans être professeurs de carrière, donnent au moins trente heures d'enseignement et cela, exception faite de la Faculté des études supérieures et de la Faculté des arts et des sciences, pour toute faculté dont le personnel enseignant compte au moins vingt membres remplissant ces conditions;

g) cinq membres du personnel enseignant de la Faculté des arts et des sciences élus parmi eux par ceux qui, sans être professeurs de carrière, donnent au moins trente heures d'enseignement;

h) un ou deux professeurs des écoles affiliées mentionnées à l'alinéa *c* possédant des titres équivalents à ceux de professeur titulaire, agrégé ou adjoint d'une faculté élus par l'assemblée des professeurs de chacune de ces écoles, selon que l'école compte au moins vingt ou quarante professeurs;

i) six membres nommés par un conseil représentant les étudiants;

j) trois membres nommés par un conseil représentant le personnel de l'université;

k) tous autres membres nommés par le conseil sur la recommandation de l'assemblée.

On ne peut élire à l'assemblée universitaire plus de deux membres d'un même département.

4. En remplaçant les sous-alinéas *g*) et *h*) de l'article 20.01 par les suivants:

g) fait les règlements concernant le statut des professeurs et la discipline universitaire, et en surveille l'application;

Sciences, keep their seat at the University assembly until the end of their term of office. They are then replaced according to section 19.01.

2. By replacing sub-paragraph (*g*) of section 13.01 by the following:

(*g*) hears the appeals brought under section 27.09

3. By replacing section 19.01 by the following:

19.01

In addition to the rector, the vice-rectors, the deans and the persons appointed by the Board, the assembly is composed of the following members:

(*a*) the director of the librairies of the university;

(*b*) the director of the Service of Permanent Education;

(*c*) the director of each of the following affiliated schools: the School of Engineering, the School of Commerce;

(*d*) one, two, three or four regular professors elected by the assembly of each faculty except the Faculty of Arts and Sciences and the Faculty of Graduate Studies according as such faculties have at least ten, twenty or eighty regular professors;

(*e*) seventeen regular professors elected by the assembly of the Faculty of Arts and Sciences;

(*f*) one member of the teaching staff elected from among themselves by these who, while they are not regular professors, give at least thirty hours of teaching; with the exception of the Faculty of Graduate Studies and of the Faculty of Arts and Sciences, this applies to any faculty the teaching staff of which numbers at least twenty members fulfilling such conditions;

(*g*) five members of the teaching staff of the Faculty of Arts and Sciences elected from among themselves by those who, without being regular professors, give at least thirty hours of teaching;

(*h*) one or two professors from the affiliated schools mentioned in paragraph (*c*) holding titles equivalent to full professors, associate professors or assistant professors of a faculty, elected by the assembly of professors of each one of such schools, according as the school has at least twenty or forty professors;

(*i*) six members appointed by a council representing the students;

(*j*) three members appointed by a council representing the university personnel;

(*k*) any other members appointed by the Board upon the recommendation of the assembly.

No more than two members from the same department can be elected to the University assembly.

4. By replacing sub-paragraphs (*g*) and (*h*) of section 20.01 by the following:

(*g*) draws up regulations respecting the status of professors and university discipline, and supervises their in application;

h) entend et juge les différends conformément aux articles 27.09 et 27.13;

5. En remplaçant l'article 51.01 par le suivant:

51.01

Les statuts comprennent les articles suivants:

1.01	1.02	8.01	10.01	13.01	16.01	17.01	19.01
19.02	20.01	20.02	22.01	22.02	23.01	25.01	25.02
25.03	25.04	26.01	26.02	26.03	26.04	26.05	26.06
26.07	26.08	27.01	27.02	27.03	27.04	27.05	27.06
27.07	27.08	27.09	27.10	27.11	27.12	27.13	27.14
28.01	28.02	28.03	28.04	28.05	28.06	28.07	28.08
28.09	28.10	28.11	28.12	28.13	28.14	28.15	28.16
28.17	28.18	28.19	29.01	29.02	29.03	29.04	29.05
29.06	29.07	29.08	29.09	29.10	29.11	30.01	30.02
30.03	31.01	31.02	31.03	31.04	32.01	32.02	33.01
33.02	36.01	37.01	37.02	37.03	37.04	37.05	37.06
37.07	50.00	50.01	50.02	50.03	50.04	50.05	50.06
50.07	50.08	50.09	50.10	50.11	50.12	50.13	50.14
50.15	51.01						

Le procureur de l'université de Montréal,
MARC BRIÈRE, C.R.

44555-o

(*h*) hears and judges the disputes in accordance with section 27.09 and 27.13;

5. By replacing section 51.01 by the following:

51.01

The statutes include the following articles:

1.01	1.02	8.01	10.01	13.01	16.01	17.01	19.01
19.02	20.01	20.02	22.01	22.02	23.01	25.01	25.02
25.03	25.04	26.01	26.02	26.03	26.04	26.05	26.06
26.07	26.08	27.01	27.02	27.03	27.04	27.05	27.06
27.07	27.08	27.09	27.10	27.11	27.12	27.13	27.14
28.01	28.02	28.03	28.04	28.05	28.06	28.07	28.08
28.09	28.10	28.11	28.12	28.13	28.14	28.15	28.16
28.17	28.18	28.19	29.01	29.02	29.03	29.04	29.05
29.06	29.07	29.08	29.09	29.10	29.11	30.01	30.02
30.03	31.01	31.02	31.03	31.04	32.01	32.02	33.01
33.02	36.01	37.01	37.02	37.03	37.04	37.05	37.06
37.07	50.00	50.01	50.02	50.03	50.04	50.05	50.06
50.07	50.08	50.09	50.10	50.11	50.12	50.13	50.14
50.15	51.01						

MARC BRIÈRE, Q.C.,
Attorney for the Université de Montréal.

44555-o

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Order in Council number 3711

Erratum

In the notice published on November 13, 1971, on page 8296, article 19, sub-article 2, paragraph *e*), please read: "if he has 100 or more but less than 500 representatives..."

44494

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 61-72

Québec, le 7 janvier 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transfert au Gouvernement du Canada de la régie et de l'administration de certains lots et blocs dans les cantons McKenzie et Roy (Abitibi-Est).

ATTENDU QUE le Gouvernement du Canada demande le transfert de la régie et de l'administration de parties de lots et de blocs formant 230.62 acres dans le canton McKenzie et de blocs formant 87.20 acres dans le canton Roy, ci-dessous décrits, en vue d'y maintenir une station de Radar formée d'un poste principal, d'un poste TACAN, d'un poste GATR et d'emprises pour lignes électriques et chemins reliant ces postes, et que rien ne paraît s'opposer à ce transfert;

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi du Ministère des terres et forêts et l'article 4 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1964, chapitres 91 et 92) pourvoient à la légalité d'un tel transfert;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 61-72

Québec, January 7, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING the transfer to the Canadian Government of the supervision and administration of certain lots and blocks in the townships of McKenzie and Roy (Abitibi-East).

WHEREAS the Canadian Government has applied for the transfer of the supervision and administration of lots and blocks of a total area of 230.62 acres in the township of McKenzie and blocks of a total area of 87.20 acres in the township of Roy, as hereinafter described, with a view to keeping there a radar base consisting of a main station, a TACAN station, a GATR station and the rights of way for electric lines and for roads between such stations, and it seems that there is nothing against such transfer;

WHEREAS section 2 of the Lands and Forests Department Act and section 4 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, chapters 91 and 92) provide that such a transfer is legal;

ATTENDU QUE suivant l'article 41 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971 ch. 34), la Société de développement de la Baie James a donné son accord.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des terres et forêts:

1° QUE soient transférées au Gouvernement du Canada, à l'usage de son Ministère de la défense nationale, et aux fins d'y maintenir une base de Radar, déjà en opération, comprenant un poste principal, un poste TACAN, un poste GATR, ainsi que les emprises de chemins et lignes électriques reliant ces postes, la régie et l'administration des lots et blocs suivants:

Dans le canton de McKenzie:

Les lots 30-1 du rang 4	9.11 acres
30-2 du rang 4	0.77 acre
30-3 du rang 4	0.21 acre
30-4 du rang 4	3.07 acres
30-5 du rang 4	5.76 acres
31-1 du rang 4	6.55 acres
31-2 du rang 4	4.25 acres
Les blocs 25	7.32 acres
26	75.96 acres
27	44.86 acres
28	4.60 acres
29	8.95 acres
30	23.20 acres
31	32.86 acres
35	3.15 acres

Dans le canton de Roy:

Les blocs « N »	31.30 acres
« O »	5.21 acres
« P »	11.91 acres
« Q »	4.83 acres
« R »	12.20 acres
« S »	21.75 acres

Ces lots et blocs formant un total de 317.82 acres tels que montrés sur une série de plans qui ont été déposés et acceptés par le service de l'arpentage et de la géodésie du Ministère des terres et forêts du Québec.

Ce transfert de régie et d'administration est assujetti aux conditions suivantes:

a) Le Gouvernement du Canada paiera la somme de $50.00 pour chaque lot et bloc concerné, soit $1,050.00;

b) Le Gouvernement du Canada ne pourra louer, céder ou autrement aliéner les droits résultant du présent transfert sans l'autorisation préalable du Lieutenant-gouverneur en conseil;

c) Tout ministère, régie ou organisme gouvernemental du Québec pourra utiliser gratuitement, à même le terrain octroyé, la partie de terrain indispensable à toute installation de transmission ou de réception téléphonique, radiophonique ou de télévision, ou tout autre moyen de communications qu'il jugera à propos d'aménager dans l'intérêt public;

WHEREAS is accordance with section 41 of the James Bay Region Development Act (chapter 34 of the statutes of 1971) the James Bay Development Corporation has agreed thereto.

IT IS ORDERED therefore, on the motion of the Minister of Lands and Forests:

1. THAT there be transferred to the Canadian Government, for the use of its Department of National Defence and to keep there a radar base already in operation and consisting of a main station, a TACAN station, a GATR station and the rights of way for roads and electric lines between such stations, the supervision and administration of the following lots and blocks:

In the township of McKenzie

Lots 30-1 in range 4	9.11 acres
30-2 in range 4	0.77 acre
30-3 in range 4	0.21 acre
30-4 in range 4	3.07 acres
30-5 in range 4	5.76 acres
31-1 in range 4	6.55 acres
31-2 in range 4	4.25 acres
Blocks 25	7.32 acres
26	75.96 acres
27	44.86 acres
28	4.60 acres
29	8.95 acres
30	23.20 acres
31	32.86 acres
35	3.15 acres

In the township of Roy

Blocks "N"	31.30 acres
"O"	5.21 acres
"P"	11.91 acres
"Q"	4.83 acres
"R"	12.20 acres
"S"	21.75 acres

Such lots and blocks having a total area of 317.82 acres as shown on a series of plans deposited and accepted by the Land and Geodetic Surveys Division of the Department of Lands and Forests of Québec.

Such transfer of supervision and administration is subject to the following conditions:

(*a*) The Canadian Government shall pay the sum of $50 for each of such lots and blocks, that is $1,050;

(*b*) The Canadian Government may not let, cede or otherwise alienate the rights arising from this transfer without the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council;

(*c*) Every department, board or government body of Québec may use free of charge any portion of the land granted as is necessary for the installation of telephone, radio or television transmission or receiving systems or of any other means of communication which it deems it expedient to set up for the benefit of the public;

d) Le Gouvernement du Canada devra assurer au public en général l'exercice gratuit des droits de passage actuels ou futurs sur les emprises des chemins d'accès ou des lignes de transmission;

e) Advenant que les ouvrages ou les constructions qui sont ou qui seront aménagés sur les terrains faisant l'objet du transfert ne soient pas maintenus en bon état, soient abandonnés par le Gouvernement du Canada, ou cessent d'être utilisés pour les fins prévues, ledit gouvernement devra en donner avis au Ministère des terres et forêts et alors le transfert deviendra inopérant et le Gouvernement du Québec reprendra la régie et l'administration desdits terrains sans aucune formalité ni indemnité pour les constructions et améliorations existantes, à moins que son Ministre des terres et forêts ne juge opportun d'en demander la démolition et l'enlèvement par le Gouvernement du Canada et aux frais de celui-ci.

2° QU'une copie du présent arrêté en conseil, autorisant le transfert de régie et d'administration des terrains ci-dessus désignés, soit délivrée au Gouvernement du Canada pour valoir comme instrument de transfert entre les deux gouvernements et que le Ministre de la défense nationale remette au Gouvernement du Québec la copie certifiée d'un décret du Conseil Privé l'autorisant à accepter le susdit transfert de régie et d'administration qui deviendra effectif à compter de l'adoption de l'arrêté du Conseil Privé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44495-o

(d) The Canadian Government shall ensure the general public the exercise free of charge of the present or future rights of way over the access roads or along the transmission lines;

(e) If the structures or buildings already or later erected on the lands involved in the transfer are not kept in good condition, are given up by the Canadian Government or are no longer used for the purposes provided, the said Government must give notice thereof to the Minister of Lands and Forests and the transfer shall then become void and the Quebec Government will resume the supervision and administration of the said lands without any formality or indemnity for the existing constructions and improvements unless its minister of Lands and Forests deems it expedient to require the demolition and removal thereof by the Canadian Government at the expense of the latter.

2. THAT a copy of this order in council to authorize the transfer of the supervision and administration of the lands above described, be issued to the Canadian Government and deemed as a deed of transfer between the two Governments, and the Minister of National Defence land to the Québec Government a certified copy of the order of the Privy Council to authorize acceptance of the above transfer of supervision and administration, which will become effective from the adoption of such order of the Privy Council.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44495-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 259-72

Québec, le 26 janvier 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une exemption de droits de coupe en faveur de la Ville de Chibougamau.

ATTENDU QUE le territoire de la Ville de Chibougamau, dans le district électoral d'Abitibi-Est, comprend une superficie de 28 milles carrés et qu'il renferme dans sa partie non subdivisée une forêt constituée de peuplements de faible teneur, sur des terres publiques vacantes;

ATTENDU QUE pour protéger la partie subdivisée et habitée de cette ville contre les risques d'incendie forestiers, il y aurait lieu d'en dégager les abords pour une coupe de nettoyage;

ATTENDU QUE cette coupe de nettoyage couvrira une superficie approximative de 720 acres, pour un volume d'environ 50,000 pieds cubes de bois de faible diamètre;

ATTENDU QUE le conseil municipal de Chibougamau, par une résolution en date du 7 juin 1971, demande

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 259-72

Québec, January 26, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING an exemption from stumpage dues in favour of the town of Chibougamau.

WHEREAS the territory of the town of Chibougamau, in the electoral district of Abitibi-East, comprises an area of 28 square miles and contains in its unsubdivided part a forest consisting of stands of low timber content on vacant public lands;

WHEREAS to protect the subdivided and inhabited part of such town against forest fire hazards, it would be expedient to clear the forest approaches by a cleaning;

WHEREAS such cleaning will cover an approximate area of 720 acres, to an extent of about 50,000 cubic feet of timber of small diameter;

WHEREAS the municipal council of Chibougamau, by a resolution dated the 7th of June 1971, prays for the

l'autorisation d'effectuer cette coupe sans avoir à payer des droits pour le bois coupé dans l'emprise de ce déblaiement;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à la demande du conseil municipal de Chibougamau;

ATTENDU QUE suivant l'article 41 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34), la Société de développement de la Baie James a donné son accord;

VU les articles 4 et 95 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, ch. 92).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des terres et forêts:

QUE le ministre des terres et forêts soit autorisé à accorder à la Ville de Chibougamau des permis de coupe spéciaux échelonnés sur une période de 5 ans, pour un volume de bois ne dépassant pas 50,000 pieds cubes, dans les limites de la Ville de Chibougamau, sur les terres publiques vacantes de l'État, avec exemption des droits de coupe réguliers.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44495-o

authorization to effect such cleaning without having to pay dues for the timber cut inside the area of such operation;

WHEREAS it is expedient to grant the prayer of the municipal council of Chibougamau;

WHEREAS under section 41 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34) the James Bay Development Corporation has given its consent;

CONSIDERING sections 4 and 95 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, ch. 92).

IT IS ORDERED therefore on the motion of the Minister of Lands and Forests:

THAT the Minister of Lands and Forests by authorized to grant to the town of Chibougamau special permits to cut timber spread over a period of 5 years, to an extent not exceeding 50,000 cubic feet of timber, within the limits of the town of Chibougamau, on vacant Crown lands, with exemption from regular stumpage dues.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44495-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 261-72

Québec, 26 janvier 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transfert au Gouvernement du Canada de la régie et de l'administration d'un certain terrain situé dans le Territoire du Nouveau-Québec.

ATTENDU QUE le Gouvernement du Canada demande le transfert de la régie et de l'administration du bloc 97 du Bassin de la rivière Mistastin, Territoire du Nouveau-Québec, formant 227.0 acres, tel que spécifié par le service de l'arpentage et de la géodésie du ministère des terres et forêts le 7 juin 1971, en vue d'y maintenir une piste d'envol et un poste de météorologie déjà existants et que rien ne paraît s'opposer à ce transfert;

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi du ministère des terres et forêts et l'article 4 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1964, chapitres 91 et 92) pourvoient à la légalité d'un tel transfert.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des terres et forêts:

1° QUE soient transférées au Gouvernement du Canada, à l'usage de son ministère des transports et aux fins de l'aménagement et du maintien d'une piste d'envol et d'un poste de météorologie, la régie et l'administration du bloc 97 du Bassin de la rivière Mistastin, Territoire du Nouveau-Québec, formant 227.0 acres, tel que spécifié par le service de l'arpentage et de la géodésie du

I.R-104

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 261-72

Québec, January 26, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the transfer to the Government of Canada of the supervision and administration of a certain block of land situated in the New Quebec Territory.

WHEREAS the Government of Canada has applied for the transfer of the supervision and administration of block 97 of the Basin of the Mistastin river, New Quebec Territory, containing 227.0 acres, as specified by the Land and Geodetic Surveys Division of the Lands and Forests Department on the 7th of June 1971, in order to maintain therein an airstrip and a meteorological station already existing, and nothing seems to oppose such transfer;

WHEREAS section 2 of the Lands and Forests Department Act and section 4 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, chapters 91 and 92) provide for the legality of such a transfer.

IT IS ORDERED therefore on the motion of the Minister of Lands and Forests:

1. THAT there be transferred to the Government of Canada, for the use of its Department of Transport and for the purposes of the arranging and maintenance of an airstrip and a meteorological station, the supervision and administration of block 97 of the Basin of the Mistastin river, New Québec Territory, containing 227.0 acres, as specified by the Land and Geodetic Surveys

ministère des terres et forêts le 7 juin 1971, à la condition expresse que les avions du Gouvernement de la province de Québec puissent utiliser gratuitement ladite piste d'envol ainsi que les services et les facilités qui s'y rattachent;

Ce transfert de régie et d'administration est en outre assujetti aux conditions suivantes:

a) Le Gouvernement du Canada paiera la somme de $100.00 pour son exécution;

b) Le Gouvernement du Canada ne pourra louer, céder ou autrement aliéner les droits résultant du présent transfert sans l'autorisation préalable du Lieutenant-gouverneur en conseil, sauf dans les cas de baux ou autres ententes entre le ministère des transports du Canada et les compagnies de transports aériens, ou toutes autres compagnies directement reliées à l'industrie de l'aviation, comprenant entre autres les fournisseurs d'huile et de carburant pour aéronefs;

c) Advenant que le terrain faisant l'objet de ce transfert cesse d'être utilisé pour les fins pour lesquelles le présent transfert est consenti, le Gouvernement du Canada devra en donner avis par écrit au ministre des terres et forêts du Gouvernement du Québec, qui en reprendra alors la régie et l'administration sans autre formalité ni indemnité pour les constructions et améliorations existantes, à condition qu'elles soient dans un état satisfaisant de l'avis dudit ministre, sinon elles devront être enlevées aux frais du Gouvernement du Canada;

d) Tout ministère, régie ou organisme gouvernemental du Québec, aura la faculté d'utiliser gratuitement, à même le terrain cédé, la partie de celui-ci qui pourrait s'avérer indispensable à l'installation de tout complexe de radiocommunication qu'il jugera à propos d'aménager dans l'intérêt public;

e) Le Gouvernement de la province de Québec, par la référence au plan pour identifier le terrain, n'entend en aucune façon statuer sur la question de la frontière interprovinciale concernée et il se réserve le privilège de faire, selon sa juridiction propre, tout rajustement relatif au terrain qui en fait l'objet;

2° QU'une copie du présent arrêté en conseil autorisant le transfert de régie et d'administration sur le terrain ci-dessus désigné soit délivrée au Gouvernement du Canada pour valoir comme instrument de transfert entre les deux gouvernements et que le ministre des transports du Canada remette au Gouvernement du Québec la copie certifiée d'un arrêté en Conseil Privé, l'autorisant à accepter le susdit transfert qui deviendra effectif à compter de l'adoption de l'arrêté en Conseil Privé.

Le Greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

44495-o

Division of the Lands and Forests Department on the 7th of June 1971, on the express condition that the aircraft of the Government of the Province of Québec may use the said airstrip gratuitously, as well as the services and facilities connected therewith;

Such transfer of supervision and administration shall be in addition subject to the following conditions:

(*a*) The Government of Canada shall pay the sum of $100.00 for its execution;

(*b*) The Government of Canada may not lease, convey or otherwise alienate the rights resulting from this transfer without the prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council, except in case of leases or other agreements between the Department of Transport of Canada and air transport companies or any other companies directly related with the aviation industry, comprising among others supplies of oil and fuel for aircraft;

(*c*) In the case where the land forming the object of such transfer ceases to be used for the purposes for which this fransfer is conceded, the Government of Canada must give notice thereof in writing to the Minister of Lands and Forests of Québec, who will then resume the supervision and administration without other formality nor indemnity for the existing constructions and improvements, on condition that they be in a satisfactory condition in the opinion of the said Minister; otherwise, they must be removed at the expense of the Government of Canada;

(*d*) Every department, board or government body of Québec, shall have the option to use gratuitously, out of the ceded land, that part of the latter which may prove indispensable for the installation of any radiocommunication complex which it will deem it expedient to organize in the public interest;

(*e*) The Government of the Province of Québec, by referring to the plan to indentify the land, intends in no manner to pronounce on the question of the interprovincial border concerned and reserves the privilege to make, according to its own jurisdiction, any readjustment relating to the land forming the object thereof;

2. THAT a copy of this order in council authorizing the transfer of supervision and administration of the land hereinabove designated be remitted to the Government of Canada to avail as the deed of transfer between the two Governments and that the Minister of Transport of Canada remit to the Government of Québec the certified copy of an order of the Privy Council, authorizing it to accept the said transfer, which shall become effective from the adoption of the order of the Privy Council.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44495-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 273-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines tâches confiées à monsieur Claude Simard, membre du Conseil exécutif.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R. 1964, chapitre 9 et amendements), monsieur Claude Simard, membre du Conseil exécutif, ministre d'État à l'Industrie et commerce et ministre d'État au ministère du Tourisme, de la chasse et de la pêche, soit responsable des pêcheries maritimes et du tourisme, de la chasse et de la pêche.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44556-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 274-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'Office de la langue française.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R. 1964, chapitre 9 et amendements), l'Office de la langue française et ses effectifs soient transférés du contrôle du ministre des Affaires culturelles au contrôle du ministre de l'Éducation;

QUE, sous l'autorité de l'article 63 de la Loi de la fonction publique (13-14 Élisabeth II, chapitre 14 et amendements), le solde non dépensé des deniers votés pour l'administration de l'Office soit transféré du budget du ministère des Affaires culturelles à celui du ministère de l'Éducation.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44556-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 275-72

québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application de la Loi du Conseil d'artisanat du Québec (S.R. 1964, chapitre 200).

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 273-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING certain tasks entrusted to Mister Claude Simard, member of the Executive Council.

IT IS ORDERED on the motion of the Prime Minister:

THAT under section 7 of the Executive Power Act (R.S. 1964, chapter 9 and amendments), Mister Claude Simard, member of the Executive Council, Minister of State for Industry and Commerce and Minister of State for the Department of Tourism, Fish and Game, be responsible for maritime fisheries and tourism, fish and game.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44556-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 274-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the French Language Bureau.

IT IS ORDERED on the motion of the Prime Minister:

THAT under section 7 of the Executive Power Act (R.S. 1964, chapter 9 and amendements), the French Language Bureau and its employees be transferred from the control of the Minister of Cultural Affairs to the control of the Minister of Education;

THAT, under section 63 of the Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14 and amendements), the unexpended balance of the moneys voted for the administration of the Bureau be transferred from the budget of the Department of Cultural Affairs to that of the Department of Education.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44556-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 275-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the application of the Québec Handicraft Council Act (R.S. 1964, chapter 200)

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE sous l'autorité de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R. 1964, chapitre 9 et amendements), le ministre des Affaires culturelles soit chargé du développement de l'artisanat dans la province et de l'application de la Loi du Conseil d'artisanat du Québec (S.R. 1964, chapitre 200);

QUE sous l'autorité de l'article 63 de la Loi de la fonction publique le solde non dépensé des deniers votés pour l'administration de cette loi soit transféré au ministère des Affaires culturelles.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44556-o

Arrêté en Conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 276-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Centrale d'artisanat du Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE sous l'autorité de l'article 115 de la Loi abrogeant la Loi du Secrétariat et modifiant d'autres dispositions législatives, (chapitre 26 des lois de 1969), les expressions « secrétariat provincial » ou « Secrétaire de la Province » dans toute loi, proclamation, arrêté en conseil, contrat ou document relatifs à la Centrale d'artisanat du Québec désignent respectivement le ministère des Affaires culturelles et le ministre des Affaires culturelles;

QUE publication soit faite à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44556-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Number 277-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les terrains de camping et de caravaning.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R. 1964, chapitre 9 et amendements), les fonctions et les responsabilités attribuées au ministre du

IT IS ORDERED on the motion of the Prime Minister:

THAT under section 7 of the Executive Power Act (R.S. 1964, chapter 9 and amendements), the Minister of Cultural Affairs be charged with the development of handicrafts in the Province and with the application of the Québec Handicraft Council Act (R.S. 1964, chapter 200);

THAT under section 63 of the Civil Service Act the unexpended balance of the moneys voted for the administration of that act be transferred to the Department of Cultural Affairs.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44556-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 276-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Québec Handicraft Centre.

IT IS ORDERED on the motion of the Prime Minister:

THAT under section 115 of the Act to repeal the Provincial Secretary's Department Act and to amend other legislative provisions (chapter 26 of the statutes of 1969), the expressions "provincial secretariat" and "Provincial Secretary" in any act, proclamation, order in council, contract or document respecting the Québec Handicraft Centre mean respectively the Department of Cultural Affairs and the Minister of Cultural Affairs;

THAT publication be made to that effect in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44556-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 277-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING camping grounds and trailer parks.

IT IS ORDERED on the motion of the Prime Minister:

THAT under section 7 of the Executive Power Act (R.S. 1964, chapter 9 and amendments) the duties and responsibilities assigned to the Minister of Tourism,

Tourisme de la chasse et de la pêche relativement aux terrains de camping et de caravaning, en vertu de la Loi de l'hôtellerie (S.R. 1964, chapitre 205 et amendements), soient transférées au Haut commissariat à la jeunesse aux loisirs et aux sports, sous l'autorité du ministre de l'Éducation, dont relève cet organisme.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44556-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 293-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le trappage pour fins éducatives ou scientifiques.

ATTENDU QUE le paragraphe *a*) de l'article 77, de la Loi de la conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58) stipule que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir les requérants et les détenteurs de permis délivrés en vertu de la présente loi ou des règlements, la forme de ces permis, leur coût, leur teneur, leur durée, ainsi que pour l'obtention de permis des catégories qu'il indique;

ATTENDU QU'il y a lieu d'encourager la conservation de la faune, sous toutes ses formes, et en particulier celle des animaux à fourrure;

ATTENDU QU'il y a lieu également d'encourager les organisations qui s'y dévouent et de leur accorder certains privilèges.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le permis de trappeur délivré à un moniteur ou à un professeur d'une institution, pour fins éducatives ou scientifiques, concernant les animaux à fourrure, autorise l'élève sous sa juridiction, à trapper les animaux à fourrure aux conditions suivantes:

1° Ledit élève doit être régulièrement inscrit aux cours et fréquenter l'institution au moment où il trappe, pour jouir de ce privilège;
2° L'élève doit être accompagné d'un moniteur ou d'un professeur muni de son permis de trappage;
3° Le permis n'est valable que sur les lieux désignés et durant le temps indiqué sur le permis;
4° La fourrure des animaux à fourrure ainsi trappés ne doit servir qu'à des fins éducatives ou scientifiques et ne peut être vendue.

QUE le présent arrêté-en-conseil entre en vigueur dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44558-o

I.R-108

Fish and Game respecting camping grounds and trailer parks, under the Hotels Act (R.S. 1964, chapter 205 and amendments) be transferred to the High Commission on Youth, Recreation and Sport, under the authority of the Minister of Education, to whom such body appertains.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44556-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 293-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING trapping for educational or scientific purposes.

WHEREAS paragraph *a* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, chapter 58) stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may fix classes of licences and determine the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences issued under this act or the regulations and the form, cost, tenor and term of such licences, as well as for obtaining licences of such classes as he indicates;

WHEREAS it is expedient to encourage wild-life conservation in all its forms, in particular that of fur-bearing animals;

WHEREAS it is also expedient to encourage the organizations which devote themselves thereto and to grant them certain privileges.

IT IS ORDERED therefore on the motion of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the trapper's licence issued to an instructor or professor of an institution, for educational or scientific purposes, respecting fur-bearing animals, authorizes the pupil under his jurisdiction to trap fur-bearing animals under the following conditions:

1. The said pupil must be regularly registered for courses and attend the institution at the time of trapping to enjoy such privilege;
2. The pupil must be accompanied by an instructor or professor bearing his trapper's licence;
3. The licence is valid only at the places designated and during the time indicated on the licence;
4. The fur of the fur-bearing animals so trapped must serve only educational or scientific purposes and may not be sold.

THAT this order in council shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44558-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 312-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-Gouverneur en conseil

CONCERNANT la rectification de certaines erreurs ou omissions dans la description du territoire de certaines commissions scolaires nouvelles.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

QU'en vertu de l'article 100 de la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires (1971, chapitre 67) modifié par l'article 5 du chapitre 68 des Lois de 1971 certaines erreurs ou omissions dans la description du territoire de certaines commissions scolaires nouvelles mentionnées à l'annexe « B » de ladite Loi, soient rectifiées comme suit:

1° En ajoutant à la fin du 3e alinéa du paragraphe 7° modifié par le paragraphe 15° de la partie B. de l'arrêté en conseil numéro 3139 du 14 septembre 1971, les mots suivants:
«, sauf le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle désignée sous le nom de Commission scolaire Laurenvale situé sur l'Île Jésus et décrit au paragraphe 7° de la présente annexe »

2° En ajoutant à la fin du sous paragraphe *b*) du premier alinéa du paragraphe 8° modifié par le paragraphe 16° de la partie B. de l'arrêté en conseil numéro 3139 du 14 septembre 1971, les mots suivants:
«, et sauf le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle désignée sous le nom de Commission scolaire de Longueuil-St. Lambert et décrit au paragraphe 8° de la présente annexe »

3° En ajoutant à la fin du sous paragraphe *c*) du premier alinéa du paragraphe 8° modifié par le paragraphe 16° de la partie B. de l'arrêté en conseil numéro 3139 du 14 septembre 1971, les mots suivants:
«, sauf le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle désignée sous le nom de Commission scolaire de Longueuil-St. Lambert et décrit au paragraphe 8° de la présente annexe ».

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44559-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 312-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the rectification of certain errors or omissions in the description of the territory of certain new school boards.

IT IS ORDERED on the motion of the Education:

THAT under section 100 of the Act respecting the regrouping and management of school boards (1971, chapter 67), amended by section 5 of chapter 68 of the statutes of 1971, certain errors or omissions in the description of the territory of certain new school boards mentioned in Schedule "B" of the said act be rectified as follows:

1. By adding at the end of the 3rd paragraph of paragraph 7, amended by paragraph 15 of part B. of order in council number 3139 of the 14th of September 1971, the following words:
", except the territory under the jurisdiction of the new school board designated under the name of Laurenvale School Board situated on Ile Jésus and described in paragraph 7 of this Schedule".

2. By adding at the end of sub-paragraph *b* of the first paragraph of paragraph 5, amended by paragraph 16 of part B of order in council number 3139 of the 14th of September 1971, the following words:
", and of the territory under the jurisdiction of the new school board designated under the name of Longueuil-St-Lambert school board and described in paragraph 8 of this Schedule".

3. By adding at the end of sub-paragraph *c* of the first paragraph of paragraph 8, amended by paragraph 16 of part B of order in council number 3139 of the 14th of September 1971, the following words:
", except the territory under the jurisdiction of the new school board designated under the name of Longueuil-St-Lambert school board and described in paragraph 8 of this Schedule".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44559-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 340-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain dans le canton de Daniel.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 340-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the withdrawal from staking of an area of land in the township of Daniel.

ATTENDU QUE la Société de développement de la Baie James a l'intention d'aménager un aéroport dans la région de Matagami, dans le canton de Daniel;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement dans le secteur prévu pour l'aménagement dudit aéroport;

ATTENDU QUE, conformément au paragraphe 1) de l'article 268 de la Loi des mines (L.Q. 1965, ch. 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour réserver et soustraire au jalonnement tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire à l'établissement de voies de transport ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soit réservé et soustrait au jalonnement le territoire ci-après décrit:

Étant un territoire situé dans la partie Sud-Est du canton de Daniel, les limites extérieures sont les suivantes:

Commençant au point de rencontre de la ligne séparative des cantons de Daniel et de Cavelier et d'une ligne située à l'Ouest du Lac Watson, à la cote 857,47, établie à partir du Lac Watson,

de là, vers l'Ouest, la ligne séparative des cantons de Daniel et de Cavelier, jusqu'à la borne VII M située plus ou moins à la longitude 77°50' Ouest,

de là, une ligne de direction Nord astronomique jusqu'au point de rencontre de la rive Est de la Rivière Allard,

de là, la rive Est de la Rivière Allard jusqu'au point de rencontre de la limite Est du Bloc Un (1), canton de Daniel,

de là, la limite Est dudit Bloc Un (1), jusqu'au point de rencontre de la rive Est de la Rivière Allard,

de là, la rive Est de la Rivière Allard jusqu'au point de rencontre de la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Daniel, située plus ou moins à la latitude 49° 47'30" Nord;

de là, vers l'Est, la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Daniel jusqu'à la limite Est du canton de Daniel;

de là, vers le Sud, la limite Est du canton de Daniel jusqu'à une ligne située au Nord-Est du Lac Watson, à la cote 857,47, établie à partir du Lac Watson,

de là, une ligne contournant le Lac Watson au Nord et à l'Ouest et située à la cote 857,47, établie à partir du Lac Watson, jusqu'au point de commencement.

Ce territoire contient en superficie onze milles carrés et six dixièmes (11.6mc) plus ou moins.

Le tout tel qu'indiqué en rouge sur le plan C-4034 (canton de Daniel), à l'échelle de quarante (40) chaînes au pouce, en date du 17 janvier 1972, lequel est signé par le sous-ministre des Richesses naturelles et déposé aux archives de ce ministère.

LR-110

WHEREAS the James Bay Development Corporation has the intention of establishing an airport in the Matagami region, in the township of Daniel;

WHEREAS it is expedient to prevent any staking in the sector intended for the establishment of the said airport;

WHEREAS in accordance with paragraph 1 of section 268 of the Mining Act (S.Q. 1965, ch. 34) the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be necessary for the establishment of means of transportation or for any other purposes.

IT IS ORDERED on the motion of the Minister of Natural Resources:

THAT there be reserved and withdrawn from staking, the territory hereinafter described:

Being a territory situated in the southeast part of the township of Daniel, the exterior limits are the following:

Starting at the meeting point of the dividing line between the township of Daniel and Cavelier with a line situated west of Lake Watson, on hill 857,47, established from Lake Watson,

thence, westerly, the dividing line between the township of Daniel and Cavelier to boundary-post VII M situated more or less at longitude 77°30' West,

thence, a line astronomically northward to its meeting point with the east bank of the Allard river,

thence, the east bank of the Allard river to its meeting point with the east limit of Block One (1), township of Daniel,

thence, the east limit of said Block One (1), to its meeting point with the east bank of the Allard river,

thence, the east bank of the Allard river to its meeting point with the dividing line between ranges IV and V of the township of Daniel, situated more or less at latitude 49°47'30"

thence, easterly, the dividing line between ranges IV and V of the township of Daniel to the east limit of the township of Daniel;

thence, southerly, the east limit of the township of Daniel to a line situated to the northeast of Lake Watson, at hill 857, established from Lake Watson,

thence, a line skirting Lake Watson on the north and west and situated at hill 857, 47, established from Lake Watson, to the starting point,

Such territory containing an area of eleven and six-tenths square miles (11.6 sq.mi.) more or less,

The whole as indicated in red on plan C-4034 (township of Daniel) on a scale of forty (40) chains to the inch, dated the 17th of January 1972, which is signed by the Deputy Minister of Natural Resources and deposited in the records of the Department of Natural Resources.

QUE le présent règlement ne préjudicie en rien aux droits des détenteurs de claims actuellement en vigueur dans les limites du territoire soustrait au jalonnement. Toutefois, le terrain couvert par ces claims ne pourra être jalonné de nouveau lorsque ceux-ci deviendront périmés ou seront abandonnés ou annulés.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44560-o

THAT this regulation does not prejudice in any manner the rights of the holders of clains now in force within the limits of the territory withdrawn from staking. However, the land covered by such claims may not be staked again when they become obsolete or are abandoned or cancelled.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44560-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 352-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'aide à l'édition et à la diffusion du livre.

ATTENDU QU'il y a lieu d'aider les entreprises québécoises d'édition et de diffusion du livre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires culturelles:

QUE le gouvernement du Québec puisse accorder des subventions pour l'édition et la diffusion du livre aux seules compagnies ou corporations qui répondent aux conditions suivantes:

A) S'il s'agit d'une compagnie ou d'une corporation, il faut:

a) que celle-ci soit constituée par les lois du Québec; cette règle ne s'applique pas aux compagnies qui, constituées par les lois du Canada, exploitaient une maison d'édition ou de diffusion, en territoire québécois, au 1er mai 1971;

b) qu'elle ait sa principale place d'affaires au Québec;

c) que la majorité des administrateurs soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

d) que le président, le directeur général, le directeur général adjoint et le secrétaire-trésorier soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

e) que 50% des actions émises, représentant au moins 50% des voix pouvant être exprimées, en toutes circonstances, à une assemblée d'actionnaires et 50% de l'ensemble du capital versé et de l'excédent acquis appartiennent à l'une et/ou l'autre des personnes suivantes:

(*i*) à un ou plusieurs citoyens canadiens domiciliés au Québec

(*ii*) à une ou plusieurs compagnies ou corporations

aa) constituées par les lois du Québec,

bb) ayant leur principale place d'affaires au Québec,

cc) dont la majorité des administrateurs sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec,

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 352-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING assistance for the publication and distribution of books.

WHEREAS it is expedient to assist publishers and distributors of books in Québec;

IT IS ORDERED therefore on the motion of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the Québec government may grant subsidies for the publication and distribution of books only to the companies or corporations which meet the following conditions:

A) In the case of a company or corporation, it shall be necessary:

(*a*) that it be incorporated under Québec laws; such rule shall not apply to companies which, having been incorporated under the laws of Canada, were operating a publishing or distributing house, in Québec territory, on the 1st of May 1971;

(*b*) that it have its main place of business in Québec;

(*c*) that the majority of the directors be Canadian citizens domiciled in Québec;

(*d*) that the president, the general manager, the assistant general manager and the secretary treasurer be Canadian citizens domiciled in Québec;

(*e*) that 50% of the shares issued, representing at least 50% of the votes which may be cast, in all circumstances, at a meeting of shareholders and 50% of the combined paid up capital and acquired surplus belong to one or more of the following persons:

(*i*) to one or more Canadian citizens domiciled in Québec

(*ii*) to one or more companies or corporation

(*aa*) incorporated under Québec laws,

(*bb*) having their main places of business in Québec,

(*cc*) of which the majority of directors are Canadian citizens domiciled in Québec,

dd) dont le président, le directeur général, le directeur général, le directeur général adjoint et le secrétaire-trésorier sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec,

ee) dont la majorité des actions émises, représentant au moins 50% des voix pouvant être exprimées, en toutes circonstances, à une assemblée d'actionnaires et 50% de l'ensemble du capital versé et de l'excédent acquis appartiennent à des citoyens canadiens domiciliés au Québec et/ou, directement ou indirectement, au gouvernement du Québec;

B) S'il s'agit d'une corporation régie par la Loi des associations coopératives (S.R. 1964, ch. 292) ou par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (S.R. 1964, ch. 293), il faut que la majorité des membres ou des administrateurs, de même que le président, le directeur général, le directeur général adjoint et le secrétaire-trésorier, soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

QUE 50% de la dette des compagnies, corporations, corporations régies par la Loi des associations coopératives (S.R. 1964, ch. 292) ou par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (S.R. 1964, ch. 293) soit représentée par des engagements pris envers des personnes répondant aux conditions mentionnées à l'alinéa A, sous-alinéa *e*) ci-dessus ou envers des institutions financières faisant affaires au Québec et enregistrées au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives;

QU'une compagnie ou une corporation qui demande une subvention pour l'édition ou la diffusion du livre fournisse, avec sa demande, une déclaration assermentée ou solennelle certifiant qu'elle répond aux conditions du présent arrêté en conseil et qu'elle donne accès à ses livres et à tous autres documents pertinents, aux autorités du gouvernement du Québec pour fins de vérification;

QUE les maisons d'édition et de diffusion du livre qui ne répondent pas aux conditions exprimées ci-dessus aient jusqu'au 30 avril 1973 pour modifier leur structure juridique, la composition de leur conseil d'administration et leur structure financière conformément aux exigences du présent arrêté en conseil, pour bénéficier de subventions pour l'édition et la distribution du livre;

QUE le présent arrêté en conseil ne porte pas atteinte aux ententes conclues entre le gouvernement du Québec et tout autre gouvernement;

QUE les arrêtés en conseil numéro 2799 en date du 4 août 1971 et numéro 3297 en date du 29 septembre 1971 soient abrogés.

Le Greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

44561-o

(*dd*) of which the president, the general manager, the assistant general manager and the secretary-treasurer are Canadian citizens domiciled in Québec,

(*ee*) of which the majority of the shares issued, representing at least 50% of the votes which may be cast, in all circumstances, at a meeting of shareholders and 50% of the combined paid up capital and acquired surplus belong to Canadian citizens domiciled in Québec and/or, directly or indirectly, to the Québec government;

B) In the case of a corporation governed by the Cooperative Associations Act (R.S. 1964, ch. 292) or by the Savings and Credit Unions Act (R.S. 1964, ch. 293, the majority of the members or directors as well as the president, the general manager, the assistant general manager and the secretary-treasurer must be Canadian citizens domiciled in Québec;

THAT 50% of the debt of the companies, corporations and corporations governed by the Cooperative Associations Act (R.S. 1964, ch. 292) or by the Savings and Credit Unions Act (R.S. 1964, ch. 293) be represented by engagements taken toward persons meeting the conditions mentioned in paragraph A, sub-paragraph *e*, hereinabove or toward financial institutions doing business in Québec and registered with the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

THAT a company or corporation applying for a subsidy for the publication or distribution of books furnish with its application a sworn or solemn declaration certifying that it meets the conditions of this order in council and that it give access to its books and all other relevant documents, to the authorities of the Québec government for auditing purposes;

THAT book publishing and distributing houses which do not meet the conditions expressed hereinabove have until the 30th of April 1973 to change their juridical structure, the composition of their board of directors and their financial structure in accordance with the requirements of this order in council, in order to benefit by subsidies for book publication and distribution.

THAT this order in council shall not affect agreements made between the government of Québec and any other government;

THAT orders in council number 2799 of the 4th of August 1971 and number 3297 of the 29th of September 1971 be repealed.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44561-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 379-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre 60 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite Loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, pour l'année 1972, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, pour l'année '72, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44562-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 291-72

Québec, le 2 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une plaque d'immatriculation particulière pour remorques et semi-remorques et un permis « omnibus ».

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1, sous-paragraphe *a*) du Code de la route (S.R.Q. 1964, chapitre 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier les honoraires payables en vertu de ladite loi au sujet des licences, des permis et de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire des règlements nouveaux à leur sujet;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 et de l'article 12, paragraphe 1, sous-paragraphe *d*) du Code de la route, tout véhicule automobile possédé dans le Québec doit être immatriculé à moins qu'il n'en soit fait aucun usage et qu'il soit démuni de ses pneus;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 379-72

Québec, February 9, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the territory of the municipality of Ste-Adèle, county of Terrebonne.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (chapter 60 of the statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council may, for the purposes of the said act, declare certain places to be tourist areas, so withdrawing the establishments situated there from the application of the said act;

WHEREAS it is expedient to declare the territory of the municipality of Ste-Adèle, county of Terrebonne, a tourist area for the year 1972, to withdraw the commercial establishments situated there from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED on the motion of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the municipality of Ste-Adèle, county of Terrebonne, be declared a tourist area for the year 1972, to withdraw the commercial establishments situated there from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44562-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 291-72

Québec, February 2, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING a special registration marker for trailers and semi-trailers and an "omnibus" permit.

WHEREAS under section 82, subsection 1, paragraph *a*) of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231) the Lieutenant-Governor in Council may alter the fees payable under the said act in connection with licenses, permits and registrations, change the basis of the rates, establish new rates, establish the price of the registration markers, and make new regulations with respect thereto;

WHEREAS under section 6 and section 12, subsection 1, paragraph *d*), of the Highway Code, every motor vehicle possessed in Québec must be registered unless no use is made thereof and its tires are removed;

ATTENDU QUE plusieurs entreprises de transports possèdent, en dehors du Québec, de grosses flottes de remorques et semi-remorques, dont chacune est susceptible d'entrer dans cette province mais qui, en fait, ne circule qu'en très faible proportion sur les routes du Québec;

ATTENDU QUE toutes ces remorques ou semi-remorques ne circulant pas sur les routes du Québec, il serait excessif d'exiger qu'elles soient toutes immatriculées, à plein tarif, dans la province et en conséquence, il semble justifiable d'établir à leur égard un système particulier d'immatriculation.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le règlement « PV »-1-72 du ministère des transports soit adopté;

QUE l'arrêté en conseil 1917 adopté le 26 juin 1969 soit remplacé par le présent arrêté en conseil.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

44563-o

Règlement « PV »-1-72

Ministère des Transports

1. Le directeur du Bureau des véhicules automobiles est autorisé à délivrer, sur demande, des plaques d'immatriculation portant le préfixe « PV » à tout transporteur, à certaines conditions et pour certaines fins, telles que ci-après indiquées:

A) *1ère catégorie « PV »* : À tout transporteur public, aux fins qu'il appose cette plaque d'immatriculation sur toute remorque ou semi-remorque qu'il tire sur le territoire du Québec, dans le but de transporter des marchandises:

i) alors que cette remorque ou semi-remorque appartient à une personne n'ayant au Québec ni résidence, ni place d'affaires reconnue par le directeur, et

ii) alors qu'elle est déjà immatriculée dans une province ou un état avec lequel le Québec n'a pas d'accord de réciprocité en semblable matière,

iii) pourvu qu'il ait versé au directeur un droit annuel de $300.00 pour chaque plaque,

iv) pourvu qu'il ait au Québec sa résidence ou sa place d'affaires reconnue par le directeur, et

v) pourvu qu'il soit détenteur d'un permis de la Régie des transports du Québec autorisant à tirer au Québec toute remorque ou semi-remorque ne lui appartenant pas;

B) *2ième catégorie « PV »* : À tout transporteur public, aux fins qu'il appose cette plaque d'immatriculation sur toute remorque ou semi-remorque qu'il tire sur le territoire du Québec dans le but de transporter des marchandises, et déjà immatriculée dans une province ou un état avec lequel le Québec n'a pas d'entente de réciprocité en semblable matière,

WHEREAS several transport undertakings possess, outside Québec, large fleets of trailers and semi-trailers, each of which is apt to enter this provinces but in fact circulates, proportionnally, to a very limited extent on Québec highways;

WHEREAS all such trailers or semi-trailers do not circulate on Québec highways, it would be excessive to require that all be registered, at the full rate in the Province, and accordingly it seems fair to establish in their regard a special registration system.

IT IS ORDERED therefore on the motion of the Minister of Transport:

THAT regulation "PV"-1-72 of the Department of Transport be adopted;

THAT order in council 1917 adopted on the 26th of June 1969 be replaced by this order in Council.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

44563-o

Regulation "PV"-1-72

Department of Transport

1. The director of the Motor Vehicle Bureau is authorized to issue, on demand, registration markers bearing the prefix "PV" to any carrier, on certain conditions and for certain purposes, as hereinafter mentionned:

A) *1st class "PV"*: To any public carrier, for the purpose of affixing such registration marker to any trailer or semi-trailer which he draws within the territory of Québec, for carrying goods:

i) when such trailer or semi-trailer belongs to a person having, in Québec, no residence nor place of business recognized by the director, and

ii) when it is already registered in a province or state with which Québec has no agreement of reciprocity in such matter,

iii) provided that he has paid to the director an annual duty of $300.00 for each marker,

iv) provided he has in Québec his residence or his place of business recognized by the director, and

v) provided that he is the holder of a permit of the Québec Transportation Board authorizing him to draw in Québec any trailer or semi-trailer not belonging to him;

B) *2nd class "PV"*: To any public carrier for the purpose of affixing such registration marker to any trailer or semi-trailer which he draws within the territory of Québec for the purpose of carrying goods, and already registered in a province or state with which Québec has no agreement of reciprocity in such matter,

i) pourvu qu'il ait versé au directeur un droit annuel de $300.00 pour chaque plaque,

ii) pourvu qu'il soit détenteur d'un permis de la Régie des transports du Québec l'autorisant à transporter des marchandises au Québec,

iii) pourvu que plus de la moitié des véhicules lui appartenant soit déjà immatriculée dans une province ou un état avec lequel le Québec n'a pas d'entente de réciprocité en semblable matière, et

iv) pourvu qu'il possède déjà un ensemble de camion — tracteur avec remorque ou semi-remorque immatriculé à son nom au Québec sur paiement des droits annuels réguliers prévu à l'arrêté en conseil 3129 du 3 octobre 1968, conformément au Code de la route;

C) *3ième catégorie « PV »* : À tout transporteur aux fins qu'il appose cette plaque d'immatriculation sur toute remorque ou semi-remorque qu'il tire sur le territoire du Québec dans le but de transporter des marchandises:

i) alors que cette remorque ou semi-remorque appartient à une personne n'ayant au Québec ni résidence ou place d'affaires reconnue par le directeur, et

ii) alors qu'elle est déjà immatriculée dans une province ou un état avec lequel le Québec n'a pas d'accord de réciprocité en semblable matière,

iii) en autant que le camion-tracteur qui tire cette remorque ou semi-remorque appartienne au transporteur à qui la plaque d'immatriculation « PV » est délivrée,

iv) pourvu qu'il ait versé au directeur un droit annuel de $400.00 pour chaque plaque,

v) pourvu qu'il ait au Québec sa résidence ou sa place d'affaires reconnue par le directeur, et

vi) pourvu qu'il fasse du transport pour lequel un permis de la Régie des transports n'est pas requis.

2. Dans le cas de la 2ième catégorie « PV », le directeur délivre à un transporteur public une plaque « PV » à raison de chaque ensemble de camion-tracteur avec remorque ou semi-remorque lui appartenant et immatriculé à son nom au Québec, sur paiement des droits annuels réguliers prévu à l'arrêté en conseil 3129 du 3 octobre 1968, conformément au Code de la route.

3. Dans les conditions et pour les fins précitées, le détenteur d'une plaque d'immatriculation de catégorie « PV » peut apposer successivement cette plaque sur plusieurs remorques ou semi-remorques pendant la même année d'immatriculation, à mesure qu'une remorque ou semi-remorque à laquelle il a apposé cette plaque n'est plus tirée sur le territoire du Québec.

4. Le détenteur d'une plaque d'immatriculation de catégorie « PV » ne peut transférer cette plaque à une autre personne, ni obtenir de remboursement du droit annuel payé pour sa délivrance, ni en obtenir le remplacement.

5. Nonobstant l'article 4, le directeur peut délivrer une plaque « PV » pour remplacer une plaque « PV » qui lui est remise dans un état de détérioration constatée par la personne qu'il habilite à cette fin.

i) provided he has paid to the director an annual duty of $300.00 for each marker,

ii) provided he is the holder of a permit of the Québec Transportation Board authorizing him to carry goods in Québec,

iii) provided that more than one-half of the vehicles belonging to him are already registered in a province or state with which Québec has no agreement of reciprocity in such matter, and

iv) provided that he already possesses a combination of tractor and trailer or semi-trailer registered in his name in Québec upon payment of the regular annual duties provided for in order in council 3129 of the 3rd of October 1968, in accordance with the Highway Code;

C) *3rd class "PV"*: To any carrier for the purpose of affixing such registration marker to any trailer or semi-trailer which he draws within the territory of Québec for the purpose of carrying goods:

i) while such trailer or semi-trailer belongs to a person having in Québec no residence or place of business recognized by the director, and

ii) while it is already registered in province or state with which Québec has no agreement of reciprocity in such matter,

iii) in as much as the tractor which draws such trailer or semi-trailer belongs to the carrier to whom the "PV" registration marker is issued,

iv) provided that he has paid to the director an annual duty of $400.00 for each marker,

v) provided that he has in Québec his residence or place of business recognized by the director, and

vi) provided that he carries on transport for which a permit of the Transportation Board is not required.

2. In the case of the 2nd class "PV", the director shall issue to a public carrier a "PV" marker for each combination of tractor and trailer or semi-trailer belonging to him and registered in his name in Québec, upon payment of the regular annual duties provided for in order in council 3129 of the 3rd of October 1968, in accordance with the Highway Code.

3. In the aforesaid conditions and for the aforesaid purposes, the holder of a registration marker of class "PV" may affix such marker to several trailers or semi-trailers in turn during the same registration year, whenever any trailer or semi-trailer to which he has affixed such marker is no longer drawn within the territory of Québec.

4. The holder of a registration marker of category "PV" may not transfer such marker to another person nor obtain the reimbursement of the annual dury paid for its issue nor obtain the replacement thereof.

5. Notwithstanding section 4, the director may issue a "PV" marker to replace a "PV" marker which is returned to him in a condition of deterioration ascertained by the person whom he empowers for such purpose.

6. Dans les cas non visés aux articles précédents, le directeur peut délivrer un permis spécial, moyennant un droit de $50.00, autorisant une personne à circuler de la frontière du Québec à un lieu du Québec et retour à la frontière, tel que déterminé par le directeur, pour une période maximum de 7 jours consécutifs, au moyen d'un camion ou d'un ensemble de camion-tracteur avec remorque ou semi-remorque, alors que ce camion ou cet ensemble de camion-tracteur avec remorque ou semi-remorque est déjà immatriculé dans une province ou un état avec lequel le Québec n'a pas d'accord de réciprocité en semblable matière.

7. Aucun des droits d'immatriculation visés au présent règlement n'inclut ceux que la Régie peut fixer dans de tels cas.

8. Dans le cas où les conditions prévues au présent règlement cessent d'être respectées pendant l'année d'immatriculation, ou dans le cas où une plaque d'immatriculation visée aux présentes n'est pas utilisée aux fins précitées, le directeur a les pouvoirs qui lui sont conférés à l'article 15 du Code de la route.

9. La durée de validité de ces plaques d'immatriculation est la même que celle prévue à l'article 6 du Code de la route.

10. Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

44563-o

6. In the cases not contemplated in the preceding sections, the director may issue a special permit, upon payment of a duty of $50.00, authorizing a person to circulate from the Québec border to a place in Québec and return to the border, as determined by the director, for a maximum period of 7 consecutive days, by a truck or a combination of tractor and trailer or semi-trailer, while such truck or such combination of tractor and trailer or semi-trailer is already registered in a province or state with which Québec has no agreement of reciprocity in such matter.

7. None of the registration duties contemplated in this regulation shall include those which the Board may fix in such cases.

8. In the case where the conditions provided for in this regulation cease to be respected during the registration year, or in the case where a registration marker contemplated in this regulation is not used for the aforesaid purposes, the director shall have the powers conferred on him by section 15 of the Highway Code.

9. The duration of validity of such registration markers shall be the same as that provided for in section 6 of the Highway Code.

10. This regulation shall come into force from its publication in the *Québec Official Gazette*.

44563-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Avis

Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec

Règlement de quotas

Prenez avis que lors de son assemblée du 26 janvier 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement ci-après adopté par la Fédération des producteurs de volailles du Québec et ayant pour effet de modifier son règlement de quotas.

Régie des Marchés Agricoles du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Chapitre II — Quotas

La Fédération amende l'article 9 en additionnant le paragraphe suivant:

Dans le cas de la production « gros dindin », l'éleveur, à qui la Fédération a attribué un quota ou partie de quota à partir d'élevage sur parcours, doit avertir la

LR-116

Québec Agricultural Marketing Board

Notice

Québec Poultry Producers' Joint Plan

Quota Regulation

Notice is given that, at its meeting of January 26, 1972, the Québec Agricultural Marketing Board approved the following regulation adopted by the Québec Poultry Producers' Federation, the object of which is to amend its quota regulation.

The Québec Agricultural Marketing Board
Per: GILLES LE BLANC,
Secretary.

Chapter II — Quotas

The Federation amends article 9 by adding the following paragraph:

In the case of "large turkey" production, a turkey-farmer to whom the Federation has granted a quota or part thereof on the basis of turkey-raisins done on range

Fédération du moment où il change son élevage ou partie de son élevage sur parcours en élevage fait à l'intérieur. Dès qu'elle reçoit cette information, la Fédération doit émettre à l'éleveur un nouveau quota en lui attribuant 65% des pieds carrés qu'il a effectivement transformés.

Cet amendement à l'article 9 entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Chapitre III — Mesures transitoires

La Fédération amende le chapitre des « Mesures transitoires » de la façon suivante:

13° Pour les mois à venir, la Fédération détermine dans les diverses productions, les périodes suivantes:

a) Poulet à griller
1) Du 2 avril 1972 au 1er juillet 1972
2) Du 2 juillet 1972 au 30 septembre 1972
3) Du 1er octobre 1972 au 30 décembre 1972

b) Gros poulet
1) Du 7 mai 1972 au 2 septembre 1972
2) Du 3 septembre 1972 au 30 décembre 1972

c) Dindon à griller
1) Du 26 mars 1972 au 12 août 1972
2) Du 13 août 1972 au 30 décembre 1972

d) Gros dindon
1) Du 2 janvier 1972 au 30 décembre 1972
2) Du 31 décembre 1972 au 29 décembre 1973

Au cours de la période 1) déterminée dans chacune des productions de cet article, la demande est établie à 82% dans le poulet à griller, à 93% dans le gros poulet, à 100% dans le dindon à griller et à 90% dans le gros dindon.

14° L'éleveur doit satisfaire aux exigences de l'article 13 en assujettissant, pour chacune des productions, ses élevages aux conditions suivantes:

a) Lors de la livraison pour abattage des poulets à griller entre le 2 avril 1972 et le 1er juillet 1972, l'éleveur ne peut livrer au pied carré plus de livres de poulets vivants que son quota multiplié par 4.00 livres, lequel produit est remultiplié par 82% et il ne peut livrer un nombre plus grand de têtes de poulets à griller que son quota divisé par les équivalences établies à l'article 10, lequel produit est remultiplié par 82%.

b) Lors de la livraison pour abattage de gros poulets entre le 7 mai 1972 et le 2 septembre 1972, l'éleveur de gros poulets ne peut livrer au pied carré plus de livres de gros poulets vivants que son quota multiplié par 4.00 livres, lequel produit est remultiplié par 93% et il ne peut livrer un nombre plus grand de têtes de gros poulets que son quota

must notify the Federation whenever he converts all or part of his on-range turkey-raising to indoor turkey-raising.

As soon as the Federation receives such information, it must grant him a new quota, allotting him 65% of the square feet that he has actually transformed.

This amendment to article 9 shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Chapter III — Temporary Measures

The Federation amends the Chapter on "Temporary Measures" as follows:

13. For the months to come, the Federation establishes the following periods in the various types of production:

(a) Broiler chicken
1) From April 2, 1972 to July 1, 1972
2) From July 2, 1972 to September 30, 1972
3) From October 1, 1972 to December 30, 1972

(b) Roasters
1) From May 7, 1972 to September 2, 1972
2) From September 3, 1972 to December 30, 1972

(c) Broiler turkeys
1) From March 26, 1972 to August 12, 1972
2) From August 13, 1972 to December 30, 1972

(d) Large turkeys
1) From January 2, 1972 to December 30, 1972
2) From December 31, 1972 to December 29, 1973

During period 1) established for each of the types of production mentioned in this article, the demand is established as follows: 82% for broiler chickens, 93% for roasters, 100% for broiler turkeys and 90% for large turkeys.

14. The producer must meet the requirements of article 13 by complying with the conditions listed below, which apply to specific types of production:

(a) When broiler chickens are delivered for slaughtering between April 2, 1972 and July 1, 1972 the number of pounds of live chickens per square foot delivered by the producer must not exceed the number obtained by multiplying his quota by 4.00 pounds, the said number being remultiplied by 82%, and the number of head of broiler chickens delivered by him must not exceed the number obtained by dividing his quota by the equivalence factor established in article 10, 87% of which number shall be calculated.

(b) When roasters are delivered for slaughtering between May 7, 1972 and September 2, 1972, the number of pounds of live roasters per square foot delivered by the producer must not exceed the number obtained by multiplying his quota by 4.00 pounds, the said number being remultiplied by 93%, and the number of head of roasters

divisé par les équivalences établies à l'article 10, lequel produit est remultiplié par 90%.

Tout en demeurant assujetti à la période indiquée au paragraphe précédant et au nombre maximum de livres équivalant à son quota multiplié par 4.5 livres, l'éleveur possédant un certificat de quota portant l'annotation « producteur de gros poulets à partir de poussins mêlés », peut aussi satisfaire aux exigences de l'article 13 en livrant pour abattage le nombre maximum de poulets établi à la production poulet à griller, dont au moins la moitié doit être livrée en poulets à griller.

c) Lors de la livraison pour abattage de dindons à griller entre le 26 mars 1972 au 12 août 1972, l'éleveur de dindons à griller ne peut livrer au pied carré plus de livres de dindons à griller vivants que son quota multiplié par 5.25 livres et il ne peut livrer plus de têtes de dindons à griller que son quota divisé par les équivalences établies à l'article 10.

d) Lors de la livraison pour abattage de gros dindons entre le 2 janvier 1972 au 30 décembre 1972, l'éleveur de gros dindons ne peut livrer au pied carré plus de livres de gros dindons vivants que son quota multiplié par 7.1 livres pour la partie sur parcours et multiplié par 14.2 livres fait à l'intérieur, lesquels produits sont remultipliés par 90% et il ne peut livrer un nombre plus grand de têtes de gros dindons que son quota divisé par les équivalences établies à l'article 10 pour la partie faite sur parcours et remultiplié par 2 pour la partie faite à l'intérieur.

e) Lors de la livraison pour abattage, l'éleveur dont les livraisons ont dépassé de moins de 5% le poids maximum qui lui est attribué en *a*), *b*), *c*), *d*) doit diminuer ses prochaines livraisons pour abattage de la période subséquente d'autant de livres qu'il a livrées en sus de ce maximum.

f) Lors de la livraison pour abattage, l'éleveur dont les livraisons ont dépassé de plus de 5% le poids maximum qui lui est attribué en *a*), *b*), *c*), *d*) doit diminuer ses prochaines livraisons pour abattage de la période subséquente du montant de livres livrées en sus de ce maximum multiplié par deux.

g) Lors des livraisons pour abattage, l'éleveur qui n'a pas atteint le poids maximum qui lui est attribué en *a*), *b*), *c*), *d*) mais a livré au moins 80% de ce maximum peut additionner à ses prochaines

delivered by him must not exceed the number obtained by dividing his quota by the equivalence factor established in article 10, 90% of which number shall be calculated.

Although being required to comply with two conditions, namely, the period of time stipulated in the preceding paragraph and the maximum number of pounds equivalent to his quota multiplied by 4.5 pounds, the poultry-farmer who holds a quota certificate annotated, "producer of roasters from mixed breeder chicks", may also conform with the requirements of article 13 by delivering for slaughtering the maximum number of chickens established for the production of "roasters", at least one half of which must be delivered as broiler chickens.

(*c*) When broiler turkeys are delivered for slaughtering between March 26, 1972 and August 12, 1972, the number of pounds of live broiler turkeys per square foot that may be delivered by the producer must not exceed his quota multiplied by 5.25 pounds, and the number of head of broiler turkeys must not exceed the number obtained by dividing his quota by the equivalence factor established in article 10.

(*d*) When large turkeys are delivered for slaughtering between January 2, 1972 and December 30, 1972, the number of pounds of live large turkeys per square foot that the producer may deliver must not exceed the number obtained by multiplying his quota by 7.1 pounds respecting those reared on range, and by 14.2 pounds respecting those reared indoors, the said number being remultiplied by 90%, and the number of head of large turkeys delivered by him must not exceed the number obtained by dividing his quota by the equivalence factor established in article 10, respecting those reared on range, and remultiplied by 2 with respect to those reared indoors.

(*e*) When delivering poultry for slaughtering, any producer whose deliveries exceed by up to 5% the maximum weight allotted to him in *a*), *b*), *c*), *d*) must reduce his deliveries of poultry for slaughtering during the subsequent period by an equivalent number of pounds as his previous excess delivery.

(*f*) When delivering for slaughtering, any producer whose deliveries exceed by more than 5% the weight allotted to him in *a*), *b*), *c*), *d*) must reduce his deliveries during the subsequent period by the number of pounds delivered in excess of this maximum, multiplied by two.

(*g*) When delivering poultry for slaughtering, any producer who has not attained the maximum weight allotted to him in *a*), *b*), *c*) and *d*), but who has delivered at least 80% of this maximum,

livraisons pour abattage de la période subséquente autant de livres qu'il n'a pas livrées en deça de ce maximum. En aucun cas, lors des livraisons pour abattage, l'éleveur ne peut livrer plus de têtes que les maxima en *a*), *b*), *c*), *d*).

h) L'éleveur, dont les livraisons pour abattage ont été cédulées dans la dernière semaine d'une période et que pour une question de production ou de marché, ses livraisons sont faites au cours de la première semaine de la période subséquente, doit considérer ses livraisons comme étant de la période où elles avaient été effectivement cédulées.

i) L'éleveur, dont les livraisons pour abattage ont été cédulées dans la première semaine d'une période et que pour une question de production ou de marché, ses livraisons sont faites au cours de la dernière semaine de la période précédente, doit considérer ses livraisons comme étant de la période où elles avaient été effectivement cédulées.

15° Au moins trente (30) jours avant le début d'une nouvelle période, la Fédération peut amender les dispositions du Chapitre III. Cependant, ces dispositions restent en vigueur après l'expiration d'une période mentionnée à l'article 13 pour une période subséquente et successivement jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement d'amendement.

Cet amendement au Chapitre III « Mesures transitoires » entre en vigueur le 2 avril 1972 pour le poulet à griller, le 7 mai 1972 pour le gros poulet, le 26 mars 1972 pour le dindon à griller et pour le gros dindon le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

444538

may increase his deliveries for the subsequent period by the number of pounds he has delivered short of this maximum. When delivering poultry for slaughtering, in no case shall a producer deliver more head of poultry than the maxima permitted in *a*), *b*), *c*) and *d*).

(*h*) Any producer whose deliveries for slaughtering were originally scheduled for the last week of a period, and who, for production or marketing purposes, makes his deliveries during the first week of the subsequent period, must consider his deliveries as falling within the period for which they had originally been scheduled.

(*i*) Any producer whose deliveries for slaughtering were originally scheduled for the first week of a period, and who, for production or marketing purposes, makes his deliveries during the last week of the preceding period, must consider his deliveries as falling within the period for which they were originally scheduled.

15. The Federation may amend the provisions of Chapter III at least thirty (30) days before a new period begins. However, these provisions shall remain in force for a subsequent period after that stipulated in article 13 has expired, and shall continue thereafter, for successive periods, until an amended regulation comes into effect.

This amendment to Chapter III "Temporary Measures" shall come into force on April 2, 1972 for broiler chickens; on May 7, 1972, for roasters; on March 26, 1972 for broiler turkey and on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* for large turkeys.

44538-

INDEX No 7

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

3711 — (1971) Consumer Protection Act (*Erratum*) 1711
61 — Transfert au Gouvernement du Canada de la régie et de l'administration de certains lots et blocs dans les cantons McKenzie et Roy (Abitibi-Est) 1711
61 — Transfer to the Canadian Government of the supervision and administration of certain lots and blocks in the townships of McKenzie and Roy (Abitibi-East) 1711
259 — Exemption de droits de coupe en faveur de la Ville de Chibougamau 1713
259 — Exemption from stumpage dues in favour of the town of Chibougamau 1713
261 — Transfert au Gouvernement du Canada de la régie et de l'administration d'un certain terrain situé dans le Territoire du Nouveau-Québec 1714
261 — Transfer to the Government of Canada of the supervision and administration of a certain block of land situated in the New Québec Territory 1714
273 — Tâches confiées à monsieur Claude Simard, membre du Conseil exécutif 1716
273 — Tasks entrusted to Mister Claude Simard, member of the Executive Council 1716
274 — Office de la langue française (L') 1716
274 — French Language Bureau (The) 1716
275 — Conseil d'artisanat du Québec (S.R. 1964, ch. 200) application de la Loi 1716
275 — Québec Handicraft Council (R.S. 1964, ch. 200) application of the Act 1716
276 — Centrale d'artisanat du Québec 1717
276 — Québec Handicraft Centre 1717
277 — Terrains de camping et de caravaning 1717
277 — Camping grounds and trailer parks 1717
291 — Plaque d'immatriculation particulière pour remorques et semi-remorques et un permis « omnibus » 1723
291 — Registration marker for trailers and semi-trailers and an "omnibus" permit, (special registration) 1723
293 — Trappage pour fins éducatives ou scientifiques 1718
293 — Trapping for educational or scientific purposes 1718
312 — Regroupement et gestion des commissions scolaires, *rectification de certaines erreurs ou omissions dans la description du territoire de certaines commissions scolaires nouvelles* 1719
312 — Regrouping and management of school boards, *rectification of certain errors or ommissions in the description of the territoty of certain new school boards* 1719
340 — Soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain dans le canton de Daniel 1719
340 — Withdrawal from staking of an area of land in the township of Daniel 1719
352 — Édition et diffusion du livre, aide 1721
352 — Publication and distribution of books, assistance 1721
379 — Ste-Adèle, municipalité, comté de Terrebonne, *endroit touristique* 1723
379 — Ste-Adèle, municipalité, county of Terrebonne, *tourist area* 1723

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICE*

Université de Montréal (*Modifications aux statuts — Statutes amended*) 1711

Régie des marchés agricoles du Québec — ***Québec Agricultural Marketing Board***

Poultry Producers, Québec (*Quota Regulation*). 1726
Producteurs de volailles du Québec (*Règlement de quotas*) 1726

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL 1711

ASSEMBLÉE NATIONALE 1615

ASSOCIATION COOPÉRATIVE 1635

AVIS DIVERS 1691

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT 1636

CHANGEMENT DE NOM 1625

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES 1659

COMPAGNIES:
- Dissoutes 1612
- Divers 1618
- Lettres patentes 1500
- Lettres patentes supplémentaires 1591

CURATELLE PUBLIQUE 1638

DEMANDES À LA LÉGISLATURE 1637

LIQUIDATION DES COMPAGNIES 1617

MINISTÈRES:
- Affaires municipales 1633
- Institutions financières 1639
- Terres et forêts 1614
- Voirie 1615

NOMINATIONS 1635

PROCLAMATIONS 1661

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES 1726

SOUMISSIONS 1640

VENTES PAR SHÉRIFS 1663

VENTES POUR TAXES 1627

SUMMARY

APPLICATIONS TO LEGISLATURE 1637

APPOINTMENTS 1635

CHANGE OF NAME ACT 1625

COMPANIES ACT:
- Dissolved 1612
- Letters patent 1500
- Letters patent, supplementary 1591
- Miscellaneous 1618

CORPORATIVE ASSOCIATION 1635

DEPARTMENTS:
- Financial Institutions 1639
- Lands and Forests 1614
- Municipal Affairs 1633
- Roads 1615

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES 1659

MISCELLANEOUS NOTICE 1691

NATIONAL ASSEMBLY 1615

ORDERS IN COUNCIL 1711

PROCLAMATIONS 1661

PUBLIC CURATORSHIP 1638

SALES BY SHERIFFS 1663

QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD 1726

SALES FOR TAXES 1627

SAVINGS AND CREDIT UNIONS 1636

TENDERS 1640

WINDING-UP ACT 1617

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec,* veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

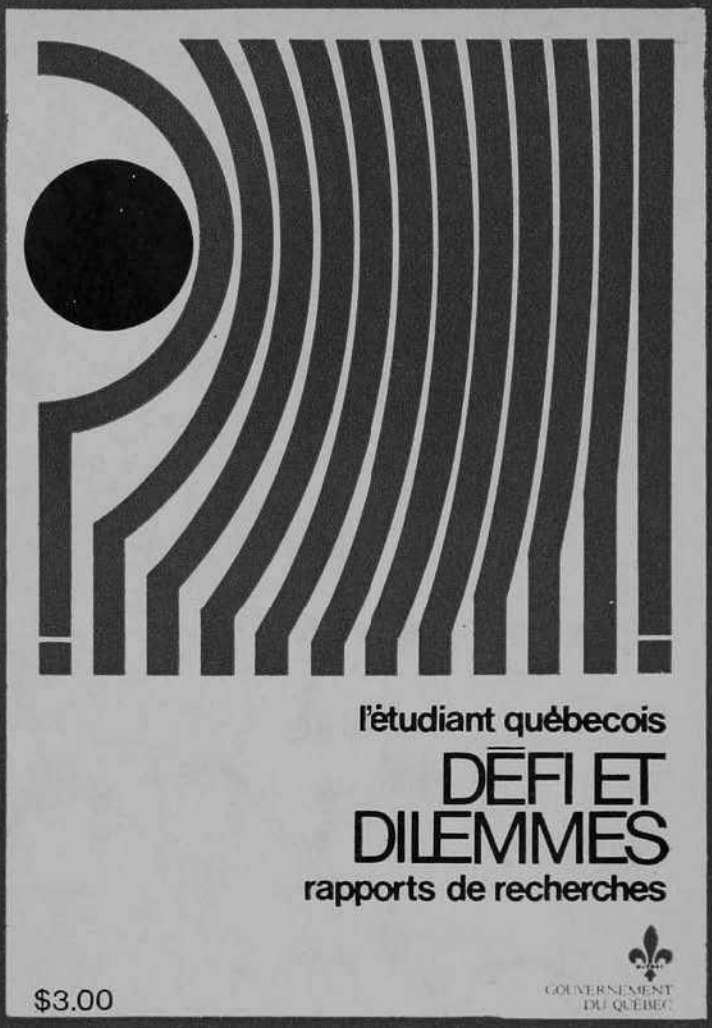
l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette,* please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.



en vente

QUÉBEC:

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
2, rue Saint-Jean

Librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
310 ouest, rue Ste-Catherine

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal